

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2011



Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2011
ISBN 978-2-550-63529-1 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-63530-7 (PDF)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1999

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Novembre 2011

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut de la statistique du Québec doit informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés de l'administration québécoise et de celle des autres salariés québécois. L'objectif de ce mandat est de fournir des données actuelles, fiables et objectives sur cette question et ainsi apporter un éclairage utile aux nombreuses discussions sur les conditions de rémunération.

Au cours de la dernière année, une réflexion s'est amorcée quant aux travaux réalisés dans le cadre de ce mandat. L'Institut souhaite bonifier l'éventail de ses produits et offrir de nouvelles analyses sur ce sujet. De plus, toujours soucieux de la qualité de ses travaux, l'Institut doit suivre de près les nouveaux enjeux et leur impact possible sur les approches et méthodologies utilisées. La période actuelle est propice à cet exercice puisque les conventions collectives de l'administration québécoise couvrent une période de cinq ans et viendront à échéance le 31 mars 2015. Selon l'orientation prise, un cycle est introduit dans le contenu du rapport : selon l'année, le rapport sera de type « banque de données » ou de type « banque de données et analyses détaillées des résultats de la comparaison ».

Les deux types de rapport assurent la continuité dans la diffusion des résultats de la comparaison de la rémunération des salariés. L'édition 2011 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés* est de type « banque de données ». En plus de ces données, le lecteur y trouve la section résumant la méthodologie ainsi que celle concernant les principaux résultats.

La banque contient tous les résultats relatifs à la comparaison de la rémunération par emploi repère (annexes A à E), et ce, selon le même format que

celui des rapports antérieurs. En ce qui concerne l'environnement économique et le marché du travail, seuls les principaux résultats y sont également présentés (annexes G à I). D'autres publications de l'Institut contiennent des analyses sur ces sujets, notamment la publication *État du marché du travail au Québec. Bilan du marché du travail*.

En ce qui a trait aux résultats des tendances salariales (annexes J à M), l'analyse détaillée sera diffusée annuellement au début de l'automne (à partir de 2012) par le biais d'un feuillet d'information.

Par ailleurs, il est important de mentionner que tous les contenus de la brochure des *Faits saillants* qui accompagne le rapport sont maintenus. Cette synthèse des principaux résultats est très utile, tant pour les représentants des parties à la négociation que pour ceux des médias et pour le public en général.

L'Institut remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce rapport, notamment les participants à l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*. L'Institut réitère son engagement de protéger la confidentialité des renseignements recueillis.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec*

La coordination de ce rapport a été assurée par :

Nadège Jean

Direction des statistiques du travail
et de la rémunération :

Patrice Gauthier, directeur par intérim

Ont apporté leur précieuse collaboration :

Réjean Aubé, David Chapados, Francine Ducharme, Marie-Josée Dufour, Roxanne Gingras, Paule Maurais, Nathalie Mongeau, Julie Rabemananjara, Vladimir Racila, Quynh-Van Tran et Claude Vecerina, pour la validation et l'analyse des résultats de la comparaison

Mario Haché, Maxime Boucher et Chantal Caouette pour les développements méthodologiques et les traitements statistiques des résultats de la comparaison

Pascal Michel et Dominique Sam-Pan, pour les traitements informatiques

Ann Doucet et tous les membres de l'équipe « enquêtes - rémunération », pour la collecte et la validation des données sur la rémunération globale

Elaine Baxter McLeay, pour la révision linguistique et France Lozeau, pour la mise en page

L'Institut remercie les maisons de prévisions et d'experts-conseils qui ont collaboré à la réalisation de ce rapport, soit la Banque Royale du Canada, la Banque de Montréal Groupe financier, le Mouvement des caisses Desjardins du Québec, le Conference Board du Canada, Aon Hewitt, Hay Group, Morneau Shepell et Mercer (Canada) Limitée.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384
Télécopieur : 514 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Signes conventionnels :

Ce rapport utilise les symboles suivants :

...	N'ayant pas lieu de figurer
..	Donnée non disponible
x	Donnée confidentielle
k	En milliers
n	Nombre

Avertissements :

En raison de l'arrondissement des données et des critères de confidentialité, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Dans tout le texte, les mots *salariés*, *employés*, *professionnels*, *techniciens*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin.

PRINCIPAUX RÉSULTATS	9
INTRODUCTION	17
LA MÉTHODOLOGIE	19
Les orientations et approches méthodologiques	19
Le traitement et l'analyse des données	33
Les particularités de l'administration québécoise	35
Les événements susceptibles d'affecter la comparaison	35
L'environnement économique et le marché du travail	37
Les tendances salariales	38

TABLEAUX

Méthodologie

I	Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison	19
II	Éléments et composantes de la rémunération globale	23
III	Panier d'emplois repères par catégories d'employés	29
IV	Population de référence pour la comparaison	31
V	Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise, selon les catégories d'emplois	32
VI	Mode de collecte de chacun des groupes de rotation	34
VII	Nombre de conventions en vigueur et nouvellement signées et de salariés couverts	42

FIGURE

Méthodologie

1	Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, en 2011	27
---	--	----

Annexes

A Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2011

- A-1 Autres salariés québécois
- A-2 Secteur privé
- A-3 Secteur « autre public »
- A-4 Administration municipale
- A-5 Secteur « entreprises publiques »
- A-6 Secteur universitaire
- A-7 Administration fédérale
- A-8 Autres salariés québécois syndiqués
- A-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- A-10 Secteur privé syndiqué
- A-11 Secteur privé non syndiqué

B Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et marché de comparaison

- B-1 Autres salariés québécois
- B-2 Secteur privé
- B-3 Secteur « autre public »
- B-4 Administration municipale
- B-5 Secteur « entreprises publiques »
- B-6 Secteur universitaire
- B-7 Administration fédérale
- B-8 Autres salariés québécois syndiqués
- B-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- B-10 Secteur privé syndiqué
- B-11 Secteur privé non syndiqué

C Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2011

- C-1 Autres salariés québécois
- C-2 Secteur privé
- C-3 Secteur « autre public »
- C-4 Administration municipale
- C-5 Secteur « entreprises publiques »
- C-6 Secteur universitaire
- C-7 Administration fédérale
- C-8 Autres salariés québécois syndiqués
- C-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- C-10 Secteur privé syndiqué
- C-11 Secteur privé non syndiqué

D Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2011

- D-1 Selon le nombre d'emplois repères
- D-2 Selon le pourcentage de l'effectif

E Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et marché de comparaison, en 2011

- E-1 Autres salariés québécois
- E-2 Secteur privé
- E-3 Secteur « autre public »
- E-4 Administration municipale
- E-5 Secteur « entreprises publiques »
- E-6 Secteur universitaire
- E-7 Administration fédérale
- E-8 Autres salariés québécois syndiqués
- E-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- E-10 Secteur privé syndiqué
- E-11 Secteur privé non syndiqué

F-1 Comparaison des écarts de rémunération de 2011 et 2010, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères

F-2 Comparaison des écarts de rémunération de 2011 et 2010, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois

F-3 Comparaison des écarts salariaux de 2011 et 2007, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères

G Principaux indicateurs économiques du Québec, de 1999 à 2011

H Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 1999 à 2011

I Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2011 et 2012

- J** **Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, de 1986 à 2011, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur**
- K** **Évolution de la distribution des salariés syndiqués, au Québec, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2011**
- L** **Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, de 1986 à 2011, indicateur des gains**
- M** **Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, de 1986 à 2011, indicateur des taux**

Le salaire et la rémunération globale

L'ensemble des autres salariés québécois

En 2011, le salaire des employés de l'administration québécoise montre un retard de 11,3 % par rapport à celui des autres salariés québécois dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 59 emplois repères sur 76, représentant 77 % de l'effectif, affichent ce statut. Toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service, accusent un retard de l'administration québécoise. Les retards varient de 11,8 % chez les employés de bureau à 27,8 % chez les ouvriers. Pour leur part, les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est en retard de 6,1 % sur celle des autres salariés québécois dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 51 des 76 emplois, regroupant 57 % de l'effectif, ainsi que dans quatre des cinq catégories d'emplois étudiées. Les employés de service affichent une avance de 9,1 %. Dans l'ensemble des emplois repères, le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale par rapport à celui noté sur le plan salarial s'explique par le nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, malgré les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur. Ce constat est également observé pour les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé

Les employés de l'administration québécoise ont un retard salarial de 8,3 % face à ceux du secteur privé dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est noté dans 44 des 73 emplois repères, regroupant 58 % de l'effectif. Quatre catégories d'emplois accusent un retard salarial de l'administration québécoise; les écarts se situent entre - 7,7 % et - 28,9 %. Quant aux employés de service, ils sont à parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble des emplois repères, la parité est constatée entre l'administration québécoise et le secteur privé en ce qui concerne la rémunération globale.

Ce statut est présent dans 31 des 73 emplois, comptant 33 % de l'effectif. Les professionnels, les techniciens et les employés de bureau affichent la parité des deux secteurs, tandis que les employés de service montrent une avance de 13,5 %, et que les ouvriers accusent un retard de 24,1 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories d'emplois, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur le plan du salaire en raison d'heures de présence au travail moins nombreuses dans l'administration québécoise.

Le secteur « autre public »

L'administration québécoise montre un retard salarial de 17,7 % sur le secteur « autre public » dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 72 des 74 emplois repères, regroupant 99 % de l'effectif. Un retard est également noté dans toutes les catégories d'emplois; les écarts varient de - 15,5 % chez les professionnels à - 26,8 % chez les ouvriers.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 23 % sur celle du secteur « autre public » dans l'ensemble des emplois repères. Sur 74 emplois repères, 70 présentent ce statut (97 % de l'effectif). Comme dans le cas des salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts varient de - 18,6 % à - 38,3 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau, l'augmentation du retard de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les coûts des avantages sociaux moins élevés dans ce secteur, malgré le nombre d'heures de présence au travail moindre.

L'administration municipale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise accuse un retard salarial de 16,1 % par rapport à l'administration municipale. Ce statut est noté dans 58 des 59 emplois repères, représentant 99 % de l'effectif. Des retards sont observés dans toutes les catégories d'emplois, les écarts variant de - 11,6 % à - 27,8 %.

Dans l'ensemble des emplois repères, la rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 29,2 % sur celle de l'administration municipale. Au total, 58 des 59 emplois repères, regroupant la presque totalité de l'effectif, présentent ce statut. Comme pour les salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts varient de - 27,4 % à - 41,9 %. Dans l'ensemble des emplois repères, l'augmentation du retard, du salaire à la rémunération globale, résulte des coûts inférieurs pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise et des heures de présence au travail plus nombreuses dans ce secteur.

Le secteur « entreprises publiques »

L'administration québécoise accuse un retard salarial de 20,9 % vis-à-vis du secteur « entreprises publiques » dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est constaté dans toutes les catégories d'emplois et dans 53 des 62 emplois repères, représentant 90 % de l'effectif total. Les retards se situent entre 16,3 % chez les professionnels et 30,4 % chez les ouvriers.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en retard de 30,8 % sur le secteur « entreprises publiques » dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 50 des 62 emplois repères, regroupant 87 % de l'effectif, affichent ce statut. Les cinq catégories d'emplois présentent un retard de l'administration québécoise, les écarts variant de - 23,9 % à - 41,8 %. Dans l'ensemble des emplois repères, l'augmentation du retard, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce malgré les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur.

Le secteur universitaire

Le salaire de l'administration québécoise accuse un retard de 7,7 % par rapport à celui du secteur universitaire dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 46 des 59 emplois repères, regroupant 87 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois montrent un retard de l'administration québécoise, avec des écarts variant de - 4,6 % chez les techniciens à - 10,1 % chez les employés de service.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 8,3 % sur celle du secteur universitaire dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 46 des 59 emplois repères, comptant 88 % de l'effectif, présentent ce statut. Un retard est constaté dans les cinq catégories d'emplois; les écarts varient de - 3,1 % à - 14,5 %. Dans l'ensemble des emplois repères, l'affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les débours moins élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur.

L'administration fédérale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est en retard de 18,5 % face à l'administration fédérale sur le plan salarial. Ce statut est observé dans 54 des 55 emplois repères comparés. Un retard est constaté dans toutes les catégories d'emplois, variant de 16,9 % chez les employés de bureau à 28,9 % chez les ouvriers.

La rémunération globale de l'administration québécoise montre un retard de 18,5 % vis-à-vis de celle de l'administration fédérale dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 54 des 55 emplois repères étudiés. Les cinq catégories d'emplois présentent des retards, variant de 16,3 % à 30,9 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens, des employés de bureau et des ouvriers, l'accroissement du retard, du salaire à la rémunération globale, est attribuable aux coûts moins élevés des avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré le nombre d'heures de présence au travail moins élevé dans ce secteur.

Les autres salariés québécois syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 16 % sur celui des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 65 des 75 emplois repères, représentant 87 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service, montrent un retard salarial, variant de 15,4 % chez les professionnels à 28,9 % chez les ouvriers. Pour leur part, les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale de l'administration québécoise affiche un retard de 18,7 % face à celle des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 61 des 75 emplois repères, représentant 84 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard; les écarts varient de - 16,6 % chez les techniciens à - 31,3 % chez les ouvriers. Pour sa part, la catégorie des employés de service est à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères, l'accroissement du retard, du salaire à la rémunération globale, est attribuable aux coûts moins élevés des avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré le nombre d'heures de présence au travail moins nombreux dans ce secteur.

Les autres salariés québécois non syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 5,2 % sur celui des autres salariés québécois non syndiqués. Ce statut est noté dans 39 des 72 emplois repères, représentant 39 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts allant de - 3,7 % à - 15,9 %. Pour leur part, les employés de service montrent une avance salariale de 13,1 %.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise est en avance de 6,2 % par rapport à celle des autres salariés québécois non syndiqués dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est présent dans 25 des 72 emplois repères, regroupant 59 % de l'effectif. Les employés de bureau et les employés de service de l'administration québécoise sont en avance, avec des écarts respectifs de 8,5 % et 22,5 %. Pour leur part, les professionnels, les techniciens et les ouvriers sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères, l'amélioration de la situation de l'administration québécoise du salaire à la rémunération globale s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. De plus, pour les employés de service, les coûts d'avantages sociaux moins élevés dans l'administration québécoise s'ajoutent à explication.

Le secteur privé syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 12,7 % sur celui des employés du secteur privé syndiqué. Ce statut est noté dans 35 des 56 emplois repères, regroupant 65 % de l'effectif. Des retards, variant de 11,8 % à 31,0 %, sont notés dans trois catégories d'emplois, tandis que les professionnels et les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise montre un retard de 9,4 % vis-à-vis de celle du secteur privé syndiqué. Ce statut est constaté dans 29 des 56 emplois repères, regroupant 53 % de l'effectif. Trois catégories d'emplois présentent un retard, soit celles des techniciens (8,5 %), des employés de bureau (19,3 %) et des ouvriers (28,0 %). Les professionnels et les employés de service sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères, le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale que celui noté sur le plan salarial s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans l'administration québécoise, malgré les coûts moins élevés des avantages sociaux dans ce secteur.

Le secteur privé non syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 4,8 % sur celui des employés du secteur privé non syndiqué. Ce statut est constaté dans 36 des 71 emplois repères, comptant 38 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts allant de - 3,5 % à - 15,6 %, alors que la catégorie des employés de service présente une avance salariale de 13,3 %.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en avance de 7,3 % sur le secteur privé non syndiqué dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 27 des 71 emplois repères, regroupant 61 % de l'effectif. Trois des cinq catégories d'emplois affichent ce statut, soit les techniciens (3,6 %), les employés de bureau (9,3 %) et les employés de service (22,7 %).

Les professionnels et les ouvriers sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble des emplois repères et dans toutes les catégories, l'amélioration de la situation comparative de l'administration québécoise, du salaire à la rémunération globale, s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur. De plus, pour les employés de service, les coûts d'avantages sociaux moins élevés dans l'administration québécoise s'ajoutent à l'explication.

Les échelles salariales

Les maximums normaux des échelles salariales des professionnels, des techniciens et des employés de bureau de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois. Il s'agit du même statut comparatif que celui observé sur le plan salarial dans les trois catégories d'emplois considérées. Chez les professionnels, la situation comparative de l'administration québécoise est plus avantageuse sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire. La situation inverse est observée chez les employés de bureau : les retards salariaux sont moins importants que ceux des maximums normaux, les employés de l'administration québécoise étant plus avancés dans leur échelle salariale que l'ensemble des autres salariés québécois.

Les maximums normaux de l'administration québécoise sont en retard vis-à-vis de ceux de tous les autres secteurs étudiés chez les techniciens et les employés de bureau. Dans cette dernière catégorie, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan salarial que sur celui du maximum normal dans la comparaison avec 8 des 10 secteurs. Cela s'explique par le fait que les employés de bureau de l'administration québécoise sont plus avancés dans leur échelle que ceux des secteurs concernés sauf dans la comparaison avec le secteur « administration municipale ».

Dans la catégorie des techniciens, la comparaison de la situation de l'administration québécoise sur le plan du maximum normal et sur celui du salaire mène à des constats plus partagés. Il n'y a aucune différence significative entre les écarts notés sur le plan du maximum normal et sur celui des salaires

dans la comparaison avec cinq secteurs. Par rapport à quatre secteurs, la situation comparative de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du salaire que sur celui du maximum normal, alors que la situation inverse est observée dans deux cas. Les techniciens de l'administration québécoise sont plus avancés dans leur échelle que leurs homologues de la plupart des secteurs comparés (7 des 10 secteurs).

Chez les professionnels, un retard de l'administration québécoise est noté dans la comparaison avec tous les secteurs, à l'exception de celle avec le secteur privé syndiqué où la parité est observée. Les professionnels de l'administration québécoise sont, dans leur échelle salariale, à un niveau similaire à celui auquel se trouvent leurs homologues de cinq secteurs comparés, mais ils sont plus avancés que les professionnels de trois secteurs. Par ailleurs, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire dans la comparaison avec huit secteurs, alors que la situation inverse est observée dans un cas.

Environ 63 % des professionnels, 48 % des techniciens et 36 % des employés de bureau du secteur privé rémunérés selon une échelle salariale bénéficient d'un maximum au mérite. Ces pourcentages atteignent 60 % chez les techniciens non syndiqués du secteur privé et 43 % chez les employés de bureau de ce même secteur. Par contre, les échelles salariales de l'administration québécoise ne comportent pas de tels maximums.

Les avantages sociaux et les heures chômées payées

Les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise sont similaires à ceux observés chez l'ensemble des autres salariés québécois, dans le secteur privé syndiqué et dans le secteur universitaire. Ils sont plus élevés dans l'administration québécoise (40,2 % du salaire) que dans le secteur privé, dans le secteur privé non syndiqué et chez les autres salariés québécois non syndiqués; les coûts varient de 33,6 % à 35,8 % du salaire dans ces secteurs. Par contre, les coûts totaux sont moins élevés dans l'administration québécoise que chez les autres salariés québécois syndiqués et dans le regroupement

« autre public » et ses composantes en excluant le secteur universitaire. Les coûts varient de 45,6 % à 52,0 % du salaire dans les secteurs.

Lorsque seuls les avantages sociaux sont pris en compte, les débours de l'administration québécoise (23,4 %) sont moins élevés que dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois syndiqués, privé syndiqué, « autre public », administration municipale, universitaire, administration fédérale et « entreprises publiques ». Les coûts à ce chapitre représentent de 24,0 % à 34,5 % du salaire dans ces secteurs. Cette situation s'explique par les débours supérieurs pour les régimes d'assurance dans tous ces secteurs, auxquels s'ajoutent les coûts plus importants pour les régimes de retraite.

Par ailleurs, les débours de l'administration québécoise au chapitre des avantages sociaux sont similaires à ceux du secteur privé. L'administration québécoise dépense toutefois plus que les employeurs des autres salariés québécois non syndiqués et du secteur privé non syndiqué. Cette différence s'explique surtout par les débours plus élevés pour les régimes de retraite et les remboursements de congés de maladie non utilisés dans l'administration québécoise, et ce, malgré des coûts moins élevés pour les assurances dans ce secteur.

Sur le plan des heures chômées payées, l'administration québécoise débourse 16,8 % du salaire, soit un montant supérieur à celui dépensé dans les secteurs suivants : autres salariés québécois (syndiqués ou non), privé (syndiqué ou non), universitaire et « entreprises publiques ». Par contre, il en coûte moins à ce titre dans l'administration québécoise que dans le secteur « autre public » et deux de ses composantes, soit les administrations municipale et fédérale.

Les heures de travail

La semaine régulière de travail de l'administration québécoise est de près de 36 heures, soit près d'une heure et demie de moins que celle des autres salariés québécois. La semaine régulière de travail des employés de l'administration québécoise est plus courte que celle de l'ensemble des syndiqués et des non-syndiqués, des secteurs privé (tant syndiqué que non

syndiqué) et « autre public », de l'administration fédérale ainsi que du secteur « entreprises publiques ». Elle est toutefois plus longue que celles de l'administration municipale et du secteur universitaire.

Les heures hebdomadaires de présence au travail s'établissent à près de 30 heures dans l'administration québécoise. Elles y sont plus nombreuses que dans l'administration municipale et sont similaires à celles du secteur universitaire. Les heures de présence au travail dans l'administration québécoise sont inférieures à celles de tous les autres secteurs comparés. La différence la plus marquée est observée dans la comparaison avec le secteur privé non syndiqué : elle se chiffre à trois heures et demie de présence au travail de moins par semaine dans l'administration québécoise.

L'évolution de la comparaison

Entre 2010 et 2011, la situation comparative de l'administration québécoise est demeurée stable quant au salaire par rapport aux autres salariés québécois, dans l'ensemble des emplois repères. Le même constat est fait dans la comparaison avec 5 des 10 autres secteurs de comparaison, soit les secteurs privé, administration municipale, universitaire, autres salariés québécois syndiqués et privé syndiqué.

La situation comparative de l'administration québécoise s'est affaiblie sur le plan salarial par rapport au secteur « autre public » (- 1,0 point de pourcentage) et deux de ses sous-secteurs, soit les « entreprises publiques » (- 3,7 points de pourcentage) et l'administration fédérale (- 0,3 point de pourcentage). Un constat semblable est fait vis-à-vis des non-syndiqués, avec des différences d'écarts de - 1,7 point de pourcentage pour l'ensemble et de - 1,6 point pour ceux du secteur privé.

Sur le plan de la rémunération globale, la situation comparative de l'administration québécoise est également demeurée stable entre 2010 et 2011 face à l'ensemble des autres salariés québécois ainsi qu'à sept autres secteurs. Dans la comparaison avec les « entreprises publiques » et l'administration fédérale, la situation comparative de l'administration québécoise s'affaiblit, avec des différences d'écarts respec-

tives de -3,8 et de 0,2 point de pourcentage. Par contre, dans la comparaison avec le secteur universitaire, il y a une amélioration de la situation comparative de l'administration québécoise (1,9 point de pourcentage).

Lorsque les années 2007 et 2011 sont considérées, la situation comparative du salaire de l'administration québécoise demeure stable face à l'ensemble des autres salariés québécois ainsi que face au secteur privé et aux autres salariés québécois syndiqués. Par contre, un affaiblissement est noté dans la comparaison avec le secteur « autre public » (-3,7 points de pourcentage) et les salariés québécois non syndiqués (-3,8 points de pourcentage).

Économie du Québec : croissance plus faible que prévue

La progression de l'économie a atteint 2,9 % en 2010. Au premier semestre de 2011, le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec augmente de 1,5 %, une croissance quelque peu ralentie. En effet, l'économie s'est accrue de 0,8 % au premier trimestre 2011, alors qu'elle a reculé de 0,2 % au deuxième trimestre. La crise sur les dettes souveraines des pays européens et les finances publiques américaines en mauvais état se sont répercutées sur l'économie canadienne et par conséquent sur l'économie québécoise.

La croissance de 2011 est appuyée par les dépenses personnelles en biens et services de consommation, l'investissement en capital fixe et les investissements en machines et matériel des administrations publiques et des entreprises. La croissance est toutefois ralentie par le solde du commerce extérieur qui est déficitaire en raison d'un dollar fort et par l'économie américaine qui tarde à reprendre. Les analystes s'attendent à une croissance revue à la baisse pour 2011 de même que pour 2012. La production est surtout appuyée par les dépenses de consommation et les investissements des entreprises qui sont également révisés à la baisse.

La demande intérieure continue de croître

Les dépenses de consommation reprennent le chemin de la progression en 2010 (+3,7 %). Cependant, cette tendance ne perdure pas puisque ces dépenses progressent à un rythme moins rapide, de 2,1 % pour

le premier semestre de 2011 en regard de la même période de 2010. Les analystes prévoient une croissance en 2012 en deçà de celle de 2010.

Les investissements au premier semestre de 2011 (+7,8 %) continuent de croître à un rythme accéléré qui était déjà amorcé en 2010 (+9,0 %). Ce bond s'explique par l'apport des investissements en machines et matériel provenant d'une part des administrations publiques et d'autre part des entreprises. Les analystes anticipent une forte montée des investissements des entreprises en 2011 puis une décélération en 2012.

Les dépenses publiques courantes augmentent de 1,7 % en 2010. Celles-ci continuent à progresser de 1,5 % au premier semestre 2011. Les analystes prévoient une progression se situant entre 1,5 % et 2,4 % en 2011 et une croissance inférieure à 2,0 % en 2012.

Après avoir connu un solde déficitaire en 2010, le commerce extérieur continue de ralentir la croissance du PIB en 2011. Au premier semestre de 2011, la croissance des importations (+4,1 %) est supérieure à celle des exportations (-0,1 %) en raison de la vigueur du dollar canadien. Selon les analystes, les exportations vont croître faiblement, voire diminuer en 2011 et remonter en 2012, alors que les importations vont progresser en 2011 et 2012.

Le dollar demeure vigoureux

En 2010, le dollar canadien se situe à un taux proche de la parité avec le dollar américain (97,1 cents). Pour les neuf premiers mois de 2011, il dépasse la devise américaine, se situant à 102,6 cents, un sommet inégalé.

Pour les neuf premiers mois de 2011 (+3,1 %), l'inflation est plus élevée qu'en 2010 (+1,2 %). L'inflation au début de l'année 2011 résulte surtout de la flambée des coûts de l'énergie provenant notamment de l'essence et du mazout. L'inflation devrait se maintenir en 2011 en raison des pressions des coûts de l'énergie. L'inflation se situe à 2,5 % au premier trimestre, à 3,2 % au deuxième trimestre et à 3,4 % au troisième trimestre 2011.

Le taux des bons du Trésor à trois mois passe de 0,6 % en 2010 à 0,9 % pour les neuf premiers mois de 2011. Le taux tend à diminuer puisqu'il était à 1 % au premier trimestre 2011, alors qu'il se situe à 0,9 % au troisième trimestre.

Les analystes prévoient une inflation plus forte en 2011 qu'en 2012 et des taux d'intérêt en 2011 inférieurs à ceux prévus pour 2012. Le dollar devrait continuer à frôler la parité avec le dollar américain en 2011 comme en 2012.

Croissance de l'emploi

En 2010, l'emploi augmente de 1,7 % (+ 66 700), après un recul de 0,8 % en 2009. Tant l'emploi à temps partiel (+ 37 500; + 5,2 %) que celui à temps plein (+ 29 200; + 0,9 %) contribuent à cette hausse. Seul le secteur des services génère de nouveaux emplois (+ 83 500; + 2,8 %), celui des biens accusant un recul (- 16 800; - 1,9 %) pour une deuxième année.

La création nette d'emplois en 2010 profite plus aux hommes (+ 49 100) qu'aux femmes (+ 17 700). Les 55 ans et plus (+ 35 900) bénéficient d'une bonne part des emplois créés; les 15-24 ans et les 25-54 ans obtiennent respectivement 18 800 et 11 900 emplois.

Le taux de chômage de 2010 se fixe à 8,0 %, soit une baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à celui de 2009; il est toutefois supérieur aux taux observés en 2008 et 2007 (7,2 %). C'est, d'ailleurs, la première fois depuis le début de la série chronologique où le taux de chômage canadien est à égalité avec celui du Québec.

Le taux d'emploi de 2010 s'établit à 60,2 %, en hausse par rapport à 2009 (59,8 %). Quant au taux d'activité, il augmente légèrement et se fixe à 65,4 % en 2010 (65,3 % en 2009).

L'emploi augmente de 1,5 % (+ 57 100) alors que le taux de chômage moyen s'établit à 7,6 % pour les neuf premiers mois de 2011. Pour l'ensemble de 2011, les analystes prévoient une croissance de l'emploi se situant entre 1,3 % et 1,6 %; le taux de chômage se fixerait entre 7,5 % et 7,7 %. Les analystes s'attendent à une légère décélération de la

croissance de l'emploi en 2012 et à une baisse du taux de chômage¹.

Les tendances salariales

Croissance réelle négative pour tous les salariés syndiqués en 2011

La croissance moyenne des échelles salariales de l'ensemble des salariés québécois syndiqués indique une perte de pouvoir d'achat de 1,4 % pour les deux premiers trimestres de 2011.

Une croissance réelle négative est observée dans tous les secteurs analysés. Les pertes de pouvoir d'achat varient de 0,3 % dans le secteur municipal à 2,0 % dans l'administration québécoise. La forte croissance de l'IPC pour les six premiers mois de 2011 (2,9 %) explique en grande partie ces résultats.

Très forte proportion d'augmentations salariales inférieure au taux d'inflation

En 2011, les salariés syndiqués de l'administration québécoise et des entreprises publiques québécoises reçoivent des augmentations de leur structure salariale inférieures à la croissance de l'IPC; c'était aussi le cas en 2010 pour l'administration québécoise. Dans les autres secteurs, la proportion de salariés bénéficiant de ce type d'augmentation varie de 57,7 % dans le secteur municipal à 98,8 % dans le secteur fédéral.

1. Pour un meilleur aperçu de l'environnement économique du Québec, le lecteur peut consulter les publications de l'Institut qui se consacrent aux indicateurs économiques et à ceux du marché du travail, notamment l'*État du marché du travail au Québec. Bilan du marché du travail*. Cette publication dresse le portrait des indicateurs du marché du travail pour la dernière année complète. Ce portrait, réalisé à tous les ans par la l'Institut, est diffusé au printemps.

La proportion de salariés syndiqués recevant des augmentations de leur structure salariale égales ou supérieures à la croissance de l'IPC est très faible en 2011, sauf dans les secteurs privés et municipal. En 2010, la situation était différente puisque la proportion de salariés autre que ceux de l'administration québécoise obtenant ce niveau d'augmentation variait de 87,3 % à 100,0 %.

À peine 1 % de l'ensemble des salariés syndiqués connaissent un gel ou une baisse de salaire; les salariés visés proviennent tous du secteur privé.

Ententes dernièrement signées : taux similaire chez les autres salariés québécois

Les dernières ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. Les taux d'augmentation totaux pour l'administration québécoise ne sont pas inclus dans la banque de données du ministère du Travail. Par conséquent, l'analyse porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise.

Chez les autres salariés québécois syndiqués, les ententes signées en 2011 octroient un taux annuel moyen de croissance similaire à celui de 2010 (2,4 % contre 2,3 %). Une hausse de la croissance est observée aussi dans les secteurs privé et municipal; le secteur universitaire et les entreprises publiques présentent un taux plus faible en 2011.

Dans les ententes de 2011, 73,4 % de l'ensemble des autres salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne égale ou supérieure à 1,5 %. Cette proportion est moins élevée que celle notée en 2010 (94,1 %).

Perspectives similaires pour 2011 et 2012

Selon les perspectives salariales établies par l'Institut, les augmentations moyennes des échelles salariales projetées pour l'ensemble des salariés québécois (syndiqués et non syndiqués) sont de 1,6 % en 2011 et de 1,8 % en 2012.

L'ensemble des salariés québécois syndiqués connaîtraient un taux de croissances de 1,5 % tant en 2011 qu'en 2012. Seul le secteur municipal affiche une perspective de croissance notablement différente pour 2011 et 2012; la croissance prévue pour 2011 est supérieure de 1,2 point de pourcentage.

Chez les salariés non syndiqués, les augmentations moyennes des échelles salariales (1,7 % pour 2011 et 2,0 % pour 2012) seraient plus élevées que celles des syndiqués pour ces deux années.

Compte tenu des prévisions d'inflation, les salariés de tous les secteurs devraient connaître une croissance réelle négative en 2011. En 2012, une perte de pouvoir d'achat est attendue pour les non syndiqués et les syndiqués de l'administration québécoise, des entreprises publiques québécoises et du municipal, alors qu'un gain de pouvoir d'achat est prévu pour les salariés du secteur privé. Pour l'administration québécoise, la perspective salariale est calculée à partir des paramètres fixes d'augmentation des échelles salariales. En 2012, les paramètres d'augmentation liés à la croissance économique ne sont pas pris en compte.

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition 2011 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*. Le présent document compare la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec celle des autres salariés québécois. Les résultats de la comparaison sont présentés pour l'ensemble des autres salariés québécois, le secteur privé ainsi que les autres secteurs du marché du travail, soit l'ensemble du secteur « autre public », les administrations fédérale et municipale ainsi que les secteurs universitaire et « entreprises publiques ». Des résultats plus détaillés tenant compte du facteur de la syndicalisation sont également présentés pour les secteurs « autres salariés québécois » et privé.

Cette édition contient une présentation sommaire des résultats de même qu'une section faisant état des principales orientations, approches et sources méthodologiques utilisées par l'ISQ. Les résultats détaillés sont, quant à eux, disponibles dans les tableaux figurant tout au long de la série des annexes.

Les tableaux de résultats présentent, pour chacun des secteurs de comparaison, des données concernant les employés rémunérés selon une échelle salariale (les annexes A), les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées (les annexes B) ainsi que la rémunération selon les composantes, calculée selon la méthode des débours (les annexes C à E). Par ailleurs, les résultats de la comparaison sont fournis par emploi repère pour cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers, ainsi que pour l'ensemble des emplois repères.

Les annexes F ont pour objectif de rendre compte de l'évolution des écarts de rémunération. Cette analyse prend en compte les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise et les changements dans les emplois comparés. Cette année les résultats relatifs à l'évolution des écarts de rémunération globale sur deux ans et ceux portant sur l'évolution des écarts salariaux sur une plus longue période sont réintroduits.

Finalement les annexes G à M exposent la situation et les prévisions économiques pour les principaux indicateurs (les annexes G à I) et fournissent la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales pour les années récentes (les annexes J à M).

Cette partie du document explique, de façon générale, les orientations méthodologiques adoptées par l'Institut dans le cadre de sa comparaison de la rémunération globale et souligne les limites et les contraintes auxquelles il doit faire face. Des renseignements détaillés sur le traitement des données pour chacun des volets de la comparaison sont également présentés. De plus, les événements récents susceptibles d'affecter la comparaison sont exposés.

Les orientations et les approches méthodologiques

Le marché de référence

L'Institut est mandaté pour comparer la rémunération des salariés de l'administration québécoise régis par une convention collective avec la rémunération des autres salariés québécois¹.

L'administration québécoise désigne les salariés de la fonction publique, de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) ainsi que de la santé et des services sociaux, alors que les autres salariés québécois correspondent aux salariés des organisations de 200 employés et plus de la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique. Sont exclus les secteurs de l'agriculture et des services qui y sont reliés, de l'exploitation forestière et des services forestiers, de la pêche et du piégeage ainsi que de la construction. Les salariés des secteurs comparés peuvent être syndiqués ou non. Ils travaillent dans le secteur privé ou dans le secteur « autre public ». Ce dernier comprend les diverses administrations et entreprises à caractère public non incluses dans l'administration québécoise telles que l'administration municipale (villes de 25 000 habitants et plus), les entreprises publiques des trois paliers gouvernementaux, les universités et l'administration fédérale au Québec.

Le tableau I illustre la segmentation du marché du travail québécois utilisée par l'ISQ pour sa comparaison.

Tableau I
Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison

Administration québécoise	Autres salariés québécois ¹	
	Secteur privé ²	Secteur « autre public »
- Fonction publique - Ministères - Organismes gouvernementaux³ - Fonds spéciaux - Éducation - Commissions scolaires - Cégeps - Santé et services sociaux - Agences de la santé et des services sociaux - Centres hospitaliers - Centres d'hébergement (CHSLD) - Centres de réadaptation - Centres locaux de services communautaires - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse	- Mines - Manufacturier - Transport et entreposage - Communications - Commerce de gros et de détail - Finance, assurances et immobilier - Services aux entreprises - Hébergement et restauration - Autres services	- Entreprises provinciales (sociétés d'État et autres) - Administration fédérale au Québec - Entreprises fédérales au Québec - Universités - Administrations municipales - Entreprises locales

1. La rémunération des autres salariés québécois et celle du secteur privé sont également comparées selon le statut de syndicalisation.

2. Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.

3. Ne comprend pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

1. Loi sur l'Institut de la statistique du Québec, L.R.Q., c. I-13.011.

La source des données

Les données utilisées pour la comparaison proviennent de *l'Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG) réalisée par l'ISQ. L'Institut utilise uniquement cette source de données pour la comparaison des salaires et de la rémunération globale selon la méthode des débours.

L'univers, l'échantillon et le processus de collecte

Dans l'enquête², la population visée est constituée de l'ensemble des entreprises comptant au moins 200 employés dans les différents secteurs du marché du travail. Des données sur les organisations de moindre taille ne sont pas recueillies dans l'ERG. L'administration municipale regroupe, pour sa part, les municipalités de 25 000 habitants et plus. L'Institut utilise la Base de données du registre des entreprises (BDRE) de Statistique Canada afin de construire la base de sondage de l'enquête. En ce qui concerne les municipalités, l'information pertinente est tirée du *Répertoire des municipalités du ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire*.

La sélection de l'échantillon, de type aléatoire, est effectuée à l'intérieur de groupes formés d'entreprises d'une même famille de secteurs d'activité économique et de taille similaire (appelés « strates »). En accordant un poids à chaque entreprise tirée dans une strate en fonction de sa probabilité de sélection, l'Institut s'assure de la représentativité des résultats. L'enquête prévoit également une étape de profilage qui consiste à caractériser l'entreprise en fonction de sa structure organisationnelle et de ses diverses politiques de rémunération. Le profilage permet de découper l'entreprise en unités de collecte pour lesquelles il est logique de recueillir des données sur la rémunération. Dans les entreprises plus complexes (trois unités de collecte et plus), la charge de collecte est diminuée par l'échantillonnage d'unités de collecte.

Le plan d'échantillonnage prévoit un renouvellement des entreprises. Pour ce faire, l'univers est divisé en trois blocs de façon aléatoire. La composition des

blocs est semblable en ce qui concerne la répartition des entreprises en termes de taille et de secteurs d'activité. Lorsqu'une entreprise est introduite dans l'enquête, sa participation est requise pour une durée de trois ans³. Dans le cas des strates recensées, les entreprises recommencent un nouveau cycle de trois ans lorsque le précédent sera terminé. Dans les autres strates, la sélection de l'entreprise dans l'échantillon après le cycle de trois ans dépend de la fraction de sondage. Moins la fraction de sondage est élevée, plus le renouvellement de l'échantillon sera important.

Selon le plan d'échantillonnage de l'enquête, les résultats reposent sur les données recueillies auprès de trois groupes de rotation. En ce qui concerne l'ERG 2011, un premier échantillon (groupe de rotation D) a été tiré à l'automne 2008 parmi les entreprises du bloc 1 (pour l'ERG 2009), un deuxième l'a été à l'automne 2009 (groupe de rotation E, pour l'ERG 2010), alors que le troisième groupe de rotation (groupe de rotation F) a été introduit à l'automne 2010 (ERG 2011).

La collecte de données est basée sur la transmission par le répondant d'un fichier complet comportant, pour chacun des employés de l'entreprise, les données sur l'emploi et la rémunération ainsi que sur ses caractéristiques personnelles (sexe, date d'embauche, statut de syndicalisation). À partir du fichier, l'analyse des emplois est réalisée. Une première étape consiste à attribuer à tous ces emplois un code basé sur la *Classification nationale des professions* (CNP), système de classement des emplois reconnu à l'échelle canadienne. Cela permet tout d'abord une analyse complète et une compréhension élargie de la classification des emplois dans chaque entreprise. De plus, cette codification permet de sélectionner un certain nombre d'unités-emplois susceptibles d'être appariées aux emplois repères de l'enquête. Lorsque, au sein d'une même unité de collecte, on identifie plus de 100 emplois potentiellement appariables, un échantillon est tiré.

2. Le bulletin *Coup d'œil sur l'ERG, édition 2011* présente *l'Enquête sur la rémunération globale au Québec*.

3. Lors de la première année d'enquête, la collecte s'effectue de façon complète (ou « standard »); c'est ce type de collecte qui est détaillé dans les paragraphes qui suivent. En année 2, les données sont mises à jour et à la troisième année, seuls des taux d'augmentation salariale sont recueillis.

Le plan de sondage de l'enquête comporte donc trois degrés : entreprise, unité de collecte et emploi. Le poids final associé aux données recueillies pour une unité-emploi est donc le résultat de la multiplication des poids de ces trois degrés. Un ajustement est effectué afin de tenir compte de la non-réponse.

Par ailleurs, les données portant sur les éléments de rémunération autres que le salaire et les heures de travail sont recueillies à partir de fiches de collecte. Ainsi, pour chacun des avantages sociaux, l'Institut collige les données sur les politiques et les caractéristiques ainsi que sur les taux d'utilisation, ce qui permet de calculer les débours.

Le processus d'appariement des emplois

Sur la base des emplois sélectionnées parmi toutes les unités-emplois potentiellement appariables, un processus d'appariement des emplois est effectué. Celui-ci consiste, à partir de la description des tâches du guide des emplois repères, à identifier les éléments communs des emplois qui peuvent être appariés dans le marché selon la description des tâches qui en est faite. L'appariement s'effectue en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères reposent sur le sommaire ou la description générale de l'emploi, les conditions de pratique, la nature et la complexité des tâches, les niveaux de responsabilité et de surveillance exercée et reçue, le niveau de scolarité et l'expérience exigés. Le processus d'appariement des emplois est essentiel avant d'effectuer toute comparaison salariale pertinente.

Chaque corps d'emploi comporte un ou plusieurs niveaux de complexité ou de responsabilité. La combinaison du corps d'emploi et du niveau définit un emploi repère. Par exemple, le corps d'emploi « Professionnel en communication » comporte trois niveaux de complexité, soit ceux d'entrée et d'apprentissage (niveau 1), de fonctionnement autonome (niveau 2) et de niveau de complexité supérieure (niveau 3). Pour ce corps d'emploi, trois emplois repères sont donc présents.

Le cadre conceptuel de la rémunération globale

Le concept de la rémunération globale qui guide les travaux de l'Institut comprend l'ensemble des conditions contractuelles ou statutaires donnant normalement lieu à un engagement monétaire de l'employeur au bénéfice des employés en contrepartie de l'exécution d'un travail pour une période donnée et dans des conditions déterminées⁴.

Cette définition de la rémunération globale est transposée dans une équation qui précise les éléments couverts et se présente comme suit :

Rémunération globale par heure travaillée	Rémunération = directe Heures régulières	+ Rémunération indirecte - Heures chômées payées
	Rémunération = annuelle Heures de présence au travail	

La rémunération directe comprend, selon le cadre conceptuel élaboré, l'ensemble des sommes versées directement à l'employé soit, principalement, le salaire, mais aussi les primes de niveau de complexité supérieure, les indemnités de vie chère, les bonis, les commissions et les divers remboursements reçus⁵.

La rémunération indirecte comporte surtout les sommes versées généralement à des tiers au nom de l'employé pour qu'il bénéficie de certains avantages, comme une prime d'assurance-vie, ou pour satisfaire à une exigence légale, par exemple la contribution au régime d'assurance maladie du Québec. La rémunération annuelle représente la somme de la rémunération directe et de la rémunération indirecte.

4. Voir *Cadre conceptuel de la définition de la rémunération globale*, IRIR, Montréal, septembre 1988.

5. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillie dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, ISQ, Montréal, 2001, 21 p.

Les heures régulières correspondent à la durée habituelle de travail. Les heures chômées payées couvrent les périodes d'absence rémunérées, soit les congés annuels, les congés fériés, les congés de maladie et les autres congés payés. Les heures de présence au travail sont ainsi déterminées en déduisant les heures chômées payées du nombre d'heures annuelles régulières⁶.

Certains éléments couverts par la définition du concept de la rémunération globale de l'ISQ ne sont pas considérés dans le cadre de la présente comparaison. La liste des éléments compris dans la définition de la rémunération globale de l'Institut, dont ceux qui sont traités par la méthode des débours, est présentée au tableau II. Il est à noter que les avantages sociaux comprennent les éléments de la rémunération indirecte et les remboursements de congés de maladie non utilisés.

Les mesures de la rémunération globale

Une fois la rémunération globale bien cernée à l'aide d'une définition et d'une équation, plusieurs méthodes peuvent être retenues pour la mesurer. L'Institut a, dans le passé, utilisé deux méthodes différentes permettant de quantifier la rémunération globale, soit celles des débours de l'employeur et des coûts simulés. Chacune de ces méthodes présente une facette distincte de la rémunération globale. De plus, l'objectif visé, l'horizon couvert et la méthodologie de l'une et l'autre sont différents. Dans ce rapport, l'Institut a seulement recours à la méthode des débours.

La méthode des débours permet de mesurer les coûts engagés par les employeurs aux fins de rémunération pour une année financière donnée. L'application que l'Institut fait de cette méthode, compte tenu de son équation de rémunération globale, consiste à ajouter au salaire les débours encourus par les employeurs pour offrir à leurs employés les régimes d'avantages sociaux, tout en considérant les heures de travail et les heures chômées payées.

La méthode des débours comporte toutefois certaines limites. Ainsi, chez deux employeurs offrant à leurs employés des régimes d'assurance-vie identiques, la prime à verser peut varier sensiblement en raison, par exemple, de l'âge des employés. La mesure de la rémunération par la méthode des débours donnerait des résultats différents selon l'âge des employés de chaque employeur. Pourtant, à âge égal, ou sur l'étendue d'une carrière, l'avantage est le même. Plusieurs variables autres que le contenu des régimes peuvent en effet avoir une influence sur les frais encourus, notamment les variables démographiques (l'âge, le sexe, l'ancienneté de la main-d'œuvre, etc.) et les variables économiques (taux d'inflation et d'intérêt, rendement de la caisse de retraite, etc.). Seule la méthode des coûts simulés permet, sous certaines conditions, de limiter l'influence de ces facteurs et ainsi de refléter de façon plus précise les caractéristiques des régimes. L'Institut a d'ailleurs utilisé cette méthode dans le cadre de divers mandats.

6. L'analyse des heures de travail considère les heures régulières, les heures chômées payées et les heures de présence au travail.

Tableau II
Éléments et composantes de la rémunération globale

	Éléments traités par la comparaison (débours)	Éléments non traités par la comparaison
Rémunération directe	- Salaire¹ - Remboursement de congés de maladie non utilisés	- Bonis, commissions et montants forfaitaires² - Primes² - Rémunération pour le temps supplémentaire - Sécurité d'emploi³
Rémunération indirecte	- Régime de retraite - Assurance-salaire - Assurance-invalidité - Assurance-vie - Assurance maladie - Assurance-soins optiques - Assurances-soins dentaires - Compensation pour congés parentaux - Régimes étatiques (RRQ, RAMQ, CSST, AE, AP)	- Autres assurances - Services et gratifications - Sécurité d'emploi³
Heures rémunérées	- Heures régulières de travail	- Heures supplémentaires - Horaire d'été
Heures chômées payées (durée)	- Congés annuels - Congés fériés et mobiles - Congés parentaux - Congés de maladie utilisés - Congés sociaux (deuil, mariage, activités syndicales, etc.)	- Congés de perfectionnement - Périodes de repos et de repas payées

1. Le salaire comprend la somme versée à l'employé incluant celle correspondant aux heures chômées payées.
2. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, ISQ, Montréal, 2001, 21 p. Des données sur la rémunération variable sont recueillies depuis l'ERG 2007.
3. La sécurité d'emploi peut être vue comme faisant partie de la rémunération directe ou de la rémunération indirecte selon les dispositions considérées. Des renseignements supplémentaires sur la sécurité d'emploi sont fournis dans le document *La sécurité d'emploi : mythes et réalités*, IRIR, Montréal, juin 1994, 202 p.

Les salaires et les échelles salariales⁷

La comparaison salariale s'effectue à partir des salaires annuels. Les salaires utilisés incluent les indemnités de vie chère lorsqu'elles sont intégrées aux échelles salariales de même que les primes de niveau de complexité supérieure. La comparaison des salaires s'effectue à partir de la moyenne des taux de salaire versés pour un emploi, une catégorie d'emplois ou un secteur. Les débours pour les salaires constituent un facteur important dans les décisions de rémunération d'un employeur, mais d'autres éléments méritent d'être étudiés. En effet, les résultats de la comparaison des salaires versés dépendent de variables liées à la personne, telles l'ancienneté, l'expérience ou la performance, qui déterminent la place du titulaire dans l'échelle salariale.

Afin de nuancer les résultats de la comparaison des salaires, l'Institut ajoute de l'information sur les échelles salariales des secteurs comparés⁸. Les échelles expriment une partie importante de la politique salariale de l'employeur. Elles représentent le niveau de rémunération offert pour un emploi. Pour des salaires différents, la politique salariale pourrait être similaire puisque les débours peuvent varier en raison de diverses caractéristiques. L'analyse des échelles salariales jette donc un éclairage additionnel sur les résultats de la comparaison des salaires.

Il existe différents types d'échelles salariales : celles avec un minimum et un maximum normal, celles avec un minimum, un maximum normal et un maximum au mérite et, enfin, les échelles salariales avec un minimum et un maximum au mérite. Le maximum normal est un paramètre important; ce taux, accessible à l'employé dont le rendement est satisfaisant.

7. Les termes « salaire », « maximum normal », « maximum au mérite », etc. font toujours référence aux salaires moyens déboursés, aux maximums normaux moyens, etc. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « moyen ».

8. De l'information supplémentaire sur la comparaison des échelles salariales est fournie dans le document *L'analyse des échelles salariales : document d'orientation*, IRIR, Montréal, octobre 1994, 49 p.

faisant, représente le taux de comparaison du marché. Le maximum au mérite, pour sa part, ne peut être atteint que par les employés qui ont un rendement supérieur. L'Institut privilégie la comparaison des maximums normaux. Les minimums sont inclus dans la banque de données.

La comparaison entre les écarts observés pour les salaires et ceux relatifs aux échelles salariales doit tenir compte de certaines réalités. Pour une même entreprise, l'analyse des échelles porte sur un groupe d'employés qui peut différer de celui sur lequel s'effectue l'analyse des salaires moyens. En effet, les données salariales incluent les employés qui ne sont pas assujettis à une échelle. Une bonne partie des professionnels, des techniciens et des employés de bureau sont rémunérés selon une échelle salariale. Les employés de service et les ouvriers sont généralement rémunérés selon un taux fixe. Les proportions d'employés assujettis à une échelle salariale varient également selon les secteurs et les emplois.

La collecte des données sur les maximums normaux peut occasionner certaines difficultés. Par exemple, dans certains cas, le mode de rémunération apparemment privilégié pour un emploi est une échelle salariale; mais parce qu'il est difficile de déterminer le maximum normal représentatif d'une politique salariale formelle, l'emploi apparié ne sera pas considéré dans les données sur les employés rémunérés selon une échelle salariale.

À l'intérieur d'une entreprise, les emplois appariés à un même corps d'emploi sont mis en relation entre eux selon qu'il s'agit d'une progression de carrière ou d'un régime de postes. Dans le premier cas, les employés progressent d'un emploi à un autre sans changement de poste. Il s'agit d'une progression, plus ou moins automatique, basée sur l'acquisition de compétences, l'ancienneté et/ou le mérite. Dans le second cas, la progression de l'employé implique la disponibilité d'un poste et, conséquemment, un concours visant à le combler. Les deux régimes peuvent être présents dans la même entreprise. En effet, la progression dans les premiers niveaux d'un corps d'emploi est souvent de type progression de carrière, alors que l'accession aux niveaux supérieurs s'effectue selon un régime de postes. L'Institut calcule pour chaque emploi repère un minimum et un maximum

reflétant adéquatement la progression des employés dans leur structure salariale.

Le salaire d'un employé est fonction de son échelle salariale ainsi que de ses caractéristiques individuelles. Celles-ci déterminent sa position dans son échelle. Cette position est évaluée par l'Institut de la façon suivante :

Position dans l'échelle	=	$\frac{\text{Salaire} - \text{Minimum}}{\text{Maximum normal} - \text{Minimum}} \times 100$
-------------------------	---	---

La comparaison des positions dans l'échelle salariale et celle des maximums normaux permettent, dans certains cas, d'expliquer les résultats de la comparaison des salaires.

Par exemple, des débours plus élevés pour les salaires⁹ dans un secteur que dans un autre pourraient être attribuables principalement à un taux du maximum normal plus élevé, à une position moyenne plus élevée dans les échelles salariales ou encore à l'effet conjugué de ces deux facteurs.

Fréquemment utilisés dans la gestion des salaires, les ratios comparatifs sont également présentés dans les annexes A de la banque de données. Ces ratios représentent le salaire divisé par le maximum normal.

Le calcul de l'écart¹⁰ de rémunération entre deux secteurs

L'Institut présente la différence de rémunération entre, d'une part, l'administration québécoise et, d'autre part, les autres salariés québécois ou l'un des segments du marché du travail, au moyen d'un écart en

9. Divers facteurs peuvent rendre plus difficile la détermination d'un lien entre la position dans l'échelle, le maximum normal et le salaire. Ces facteurs peuvent être la proportion importante d'employés non rémunérés selon une échelle salariale dans le marché ou la grande différence entre l'étendue de l'échelle salariale de l'administration québécoise et celle du marché.

10. Le terme « écart » fait presque toujours référence à l'écart estimé, c'est-à-dire celui calculé à partir des données de l'échantillon. Afin d'alléger le texte du rapport, l'ISQ s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « estimé ». Les écarts calculés entre l'administration québécoise et l'administration fédérale ne représentent pas des estimations puisque les données sont recensées dans ces deux secteurs.

pourcentage. L'ISQ exprime la formule de calcul de cet écart de la façon suivante :

$$\text{Écart (\%)} = \frac{\text{Rémunération adm. québ.} - \text{Rémunération marché}}{\text{Rémunération adm. québ.}} \times 100$$

La rémunération de l'administration québécoise est au dénominateur, car cette dernière constitue le secteur de base. Pour les catégories d'emplois et l'ensemble des emplois repères, la rémunération moyenne de chacun des secteurs est calculée en pondérant la rémunération de chaque emploi repère d'une catégorie donnée par l'effectif de l'administration québécoise¹¹. L'utilisation d'une même pondération permet ainsi de comparer, dans chaque regroupement d'emplois repères, la rémunération moyenne des employés de l'administration québécoise avec celle obtenue lorsque les taux moyens de rémunération du secteur concerné sont appliqués à la structure de l'effectif de l'administration québécoise¹². L'écart de rémunération est obtenu en soustrayant la moyenne pondérée de la rémunération du secteur comparé de celle de l'administration québécoise et en divisant le résultat par la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise.

En principe, une valeur de l'écart égale à 0 signifie une égalité des rémunérations. Une valeur négative, par exemple - 3 %, représente pour l'administration québécoise une rémunération inférieure de 3 % à celle du secteur comparé (retard), alors qu'une valeur positive, par exemple 3 %, représente une rémunération supérieure de 3 % dans l'administration

québécoise (avance). Dans le cas d'un retard, la valeur de l'écart représente le pourcentage qu'il faut ajouter à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir celle du secteur comparé. Dans le cas d'une avance, l'écart représente le pourcentage qu'il faut enlever à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir la rémunération du secteur comparé. Comme les données proviennent d'une enquête basée sur un échantillon, l'interprétation des résultats doit tenir compte de leur précision.

Dans le calcul et l'interprétation de l'écart de rémunération, le secteur de base est toujours l'administration québécoise. Les résultats publiés dans les rapports sur la rémunération des salariés sont tous obtenus dans l'optique d'une comparaison de différents secteurs avec cette administration. Il serait donc incorrect d'un point de vue méthodologique de comparer, par exemple, la rémunération des secteurs privé et « autre public » en ce qui concerne l'ensemble des emplois repères ou les catégories d'emplois. En effet, les écarts de rémunération présentés dans le rapport sont calculés sur la base des emplois repères communs avec l'administration québécoise (qui peuvent être différents selon les secteurs de comparaison) et en utilisant la structure de l'effectif de ce même secteur.

Les résultats présentés dans ce rapport portent principalement sur les écarts de salaire, de maximum normal et de rémunération globale¹³. L'écart de salaire, tel qu'il a été défini plus haut, résulte de la comparaison des salaires déboursés. Quant à l'écart de rémunération globale, il est calculé à partir du rapport entre, d'une part, la somme des coûts associés aux salaires et aux avantages sociaux (rémunération annuelle) et, d'autre part, les heures de présence au travail.

11. Des renseignements supplémentaires sur le calcul des écarts relativement aux catégories d'emplois et à l'ensemble des emplois repères sont fournis dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Calculs des indices de rémunération et des coefficients de variation pour les catégories d'emplois et pour l'ensemble des emplois repères*, IRIR, Montréal, mars 1992, 45 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient présentées par des indices plutôt que par des écarts.

12. Les résultats sur les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées exprimés en pourcentage du salaire sont également pondérés selon cette approche, pour l'ensemble des catégories d'emplois. Ainsi, le débours moyen dans chacun des secteurs est calculé en pondérant le débours de chaque catégorie d'emplois par l'effectif de l'administration québécoise.

13. Les écarts du minimum d'échelle et de la rémunération annuelle sont également présentés dans les tableaux ou figures, mais ne sont généralement pas mentionnés dans l'analyse.

La précision des résultats

Afin de déterminer la situation comparative de l'administration québécoise en regard des divers écarts de rémunération, l'Institut doit tenir compte d'un risque d'erreur inhérent à toute donnée provenant d'une enquête basée sur un échantillon. Ce risque d'erreur est obtenu à partir d'une mesure de précision appelée écart type. L'écart type est calculé à partir de la variabilité échantillonnale, dont l'utilisation est courante dans l'analyse des résultats de toute enquête basée sur un échantillon.

L'utilisation conjointe de l'écart et de la mesure de précision permet de définir un intervalle dans lequel la vraie valeur de l'écart devrait se situer¹⁴. À son tour, cet intervalle permet de déterminer si l'écart est significativement différent de la valeur 0 qui symbolise la parité des deux secteurs comparés. En effet, si la valeur 0 n'est pas comprise dans l'intervalle déterminé pour un écart, l'Institut conclura à l'avance ou au retard de l'administration québécoise. À l'inverse, lorsque la valeur 0 est incluse dans l'intervalle, la parité des secteurs comparés est admise, l'avance ou le retard de l'administration québécoise ne pouvant être confirmé. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'un écart différent de 0 puisse être considéré comme marquant la parité. Cette procédure permettant de déterminer le statut de l'administration québécoise constitue un test statistique.

Certaines sources d'erreurs ne sont pas considérées dans le calcul de la variance des estimations. Il s'agit, entre autres, des sources d'erreurs liées à l'application de taux d'augmentation pour la rémunération des entreprises du groupe de rotation D et de certaines du groupe E, ainsi qu'à l'imputation partielle des avantages sociaux.

En outre, comme l'estimation de l'administration québécoise est calculée à partir d'un échantillon d'emplois (à cause de la portion probabiliste du panier), une erreur d'échantillonnage devrait en principe y être associée. Cependant, le fait d'avoir deux

échantillons à comparer, l'un dans l'administration québécoise et l'autre dans le marché de comparaison, oblige à combiner deux variances, ce qui complexifie les calculs. De plus, il est nécessaire d'avoir au moins deux emplois probabilistes dans la catégorie afin de calculer une erreur d'échantillonnage. Or, dans plusieurs catégories et secteurs de comparaison, cette condition n'est pas remplie. Les résultats du rapport de comparaison ne tiennent donc pas compte de la variance due à la portion probabiliste du panier d'emplois repères.

Compte tenu de ces diverses situations, la variance estimée est plus petite que la variance véritable et les intervalles de confiance sont plus courts que ce qu'ils devraient normalement être. Pour atténuer cette situation, l'Institut fixe le seuil de confiance du « test de parité » à 5 %.

En plus de servir à déterminer le statut de l'administration québécoise par rapport au secteur comparé, les mesures de précision interviennent lorsque l'Institut tente d'établir s'il y a des différences significatives entre deux écarts de rémunération présentés dans les sections sur la rémunération globale selon la méthode des débours. En effet, en utilisant les mesures de précision, un test statistique¹⁵ a été développé afin de déterminer si les différences observées entre deux écarts sont significatives et donc attribuables aux éléments de rémunération qui les distinguent. Par exemple, une différence jugée significative entre l'écart salarial et celui de la rémunération annuelle s'explique par des avantages sociaux plus ou moins coûteux dans l'administration québécoise selon le cas. À l'inverse, une différence non significative entre ces mêmes écarts résulte de débours pour les avantages sociaux équivalents dans les deux secteurs de comparaison.

14. Les annexes E de la banque de données fournissent pour chacun des secteurs comparés les intervalles de confiance associés aux écarts salariaux et de rémunération globale.

15. De l'information additionnelle sur le test statistique utilisé par l'Institut est fournie dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Test statistique sur la différence d'indices de rémunération*, IRIR, Montréal, mars 1992, 12 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient exprimées par des indices plutôt que par des écarts.

Le test permettant de vérifier s'il y a une différence significative entre deux écarts repose sur une autre base que celui permettant de déterminer le statut de chacun des écarts. Ainsi, d'une composante à l'autre, le statut de parité peut être constaté pour deux écarts alors qu'il existe une différence significative entre eux; inversement, un changement de statut peut être observé sans qu'il y ait pour autant de différence significative entre les écarts.

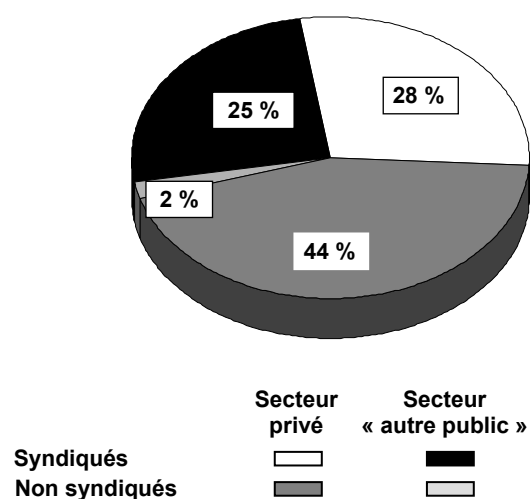
Les secteurs analysés

La comparaison de la rémunération globale effectuée par l'Institut porte sur l'ensemble des secteurs et sous-secteurs du marché du travail. Les résultats de la comparaison 2011 reposent sur les données des entreprises des trois groupes de rotation (D, E et F).

Par ailleurs, tous les emplois repères faisant partie d'une catégorie d'emplois donnée ne se retrouvent pas nécessairement dans chacun des segments du marché du travail. Par exemple, 11 des 15 emplois comparés constituant la catégorie des techniciens ont été appariés dans l'administration municipale.

Figure 1

Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, en 2011



Les emplois et les employés couverts par la comparaison

Le processus de sélection des emplois repères

Le projet de sélection des emplois repères a donné naissance au panier d'emplois repères à partir duquel la comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise est effectuée¹⁶.

Un groupe de travail formé de représentants des parties patronales et syndicales a eu pour mandat de guider l'Institut dans les choix et les analyses prévus dans son plan d'action. Tous les représentants des parties ont également été consultés sur les principaux choix et orientations recommandés par l'Institut.

Plus précisément, le but visé par la sélection des emplois repères est que la rémunération obtenue à partir du panier d'emplois repères soit la plus proche possible de celle qui aurait été constatée pour l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. Un panier d'emplois repères peut être qualifié de pertinent s'il satisfait aux deux conditions suivantes : il est *comparable*, c'est-à-dire qu'il est composé d'emplois avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois, et il est *représentatif*, c'est-à-dire que l'utilisation conjointe d'un emploi repère avec d'autres emplois repères du même regroupement (catégorie d'emplois et sous-secteur de l'administration québécoise) donne un bon portrait de la rémunération de ce groupe.

16. Pour plus de renseignements sur le processus de sélection des emplois repères, le lecteur peut consulter les documents *La sélection des emplois repères : nouvelle classification, enjeux et plan d'action* (paru en octobre 2003) et *La sélection des emplois repères : présentation de la structure d'emplois de l'administration québécoise et analyse du panier actuel d'emplois repères avec des critères de représentativité d'ensemble* (paru en décembre 2005), ainsi que les cinq articles parus dans le *Flash-info* (septembre 2003, 2004, 2005, 2006 et février 2007). Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'Institut (www.stat.gouv.qc.ca).

Pour satisfaire au premier critère de sélection, soit la comparabilité, tous les emplois de l'administration québécoise ont été étudiés afin de déterminer leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente dans le marché de comparaison. Par exemple, les emplois dont le gouvernement est l'employeur majoritaire et les emplois non facilement identifiables ont été exclus de la population de référence pour la sélection des emplois repères.

Pour satisfaire au second critère de sélection, soit la représentativité, des cibles concernant le nombre d'emplois à retenir ont été établies pour chaque groupe formé d'une catégorie et d'un sous-secteur. Les cibles ont été calculées à partir de la distribution en pourcentage des unités de sélection¹⁷ de l'administration québécoise par catégorie et sous-secteur.

Une fois les cibles définies, l'analyse de représentativité spécifique a permis de déterminer quels emplois devaient faire partie du panier pour chaque catégorie et sous-secteur. À cette fin, l'Institut a retenu une approche hybride. Elle consiste dans un premier temps à choisir une portion importante du panier à partir de critères définis au préalable (approche déterministe) et, dans un deuxième temps, à choisir des emplois de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (approche probabiliste). L'approche hybride mise de l'avant par l'Institut garantit la présence d'emplois très populeux couvrant l'ensemble de la courbe salariale, tout en permettant d'inférer les résultats à la population de référence.

Les emplois couverts par la comparaison

Le tableau III présente le panier d'emplois repères. Les emplois choisis y sont listés selon la catégorie à laquelle ils appartiennent; l'information sur l'étape du choix (déterministe ou probabiliste) est également fournie. Le panier d'emplois est composé de 46 emplois comparés, comportant chacun de un à quatre niveaux de complexité¹⁸.

La majorité des corps d'emploi sont présents dans les trois sous-secteurs de l'administration québécoise, alors que les autres sont propres à seulement un ou deux de ces sous-secteurs

17. La notion de « corps d'emploi » présente dans l'administration québécoise mais qui diffère d'un sous-secteur à l'autre a été remplacée par la notion de « unité de sélection ». Cette nouvelle notion a permis de regrouper dans chacun des sous-secteurs les corps d'emploi d'une même catégorie dont la nature des tâches, le niveau de complexité, le domaine d'activité professionnelle et la rémunération sont similaires.

18. L'emploi « Professionnel en ressources humaines » n'a pas été sélectionné à l'étape de la représentativité spécifique, les emplois non syndiqués de l'administration québécoise étant exclus de l'univers des emplois visés par la comparaison. Cependant, sans être inclus dans les résultats de la comparaison, il demeure enquêté, étant donné l'intérêt suscité par cet emploi auprès des répondants à l'ERG.

Tableau III

Panier des emplois repères par catégorie d'employés

Catégorie	Nom du corps d'emploi	Code d'emplois	Étape du choix ¹
Professionnels	Professionnel en gestion financière	FI	D
	Professionnel en communication	PC	D
	Analyste des procédés administratifs et informaticien	PI	D
	Avocat ou notaire	AN	D
	Biologiste	BI	P
	Ingénieur	IN	D
	Professionnel en sciences physiques	SP	P
Techniciens	Technicien en documentation	TD	D
	Pilote d'aéronefs – avion d'affaires	AV	D
	Pilote d'aéronefs – hélicoptère	PH	D
	Technicien de laboratoire	TL	D
	Technicien en génie	TG	D
	Technicien en administration	TA	D
	Technicien en informatique	TI	D
	Technicien en droit	DR	P
	Technicien en loisir	LO	P
	Technicien en hygiène du travail	TH	P
Assistants techniciens ² (bureau et paratechnique)	Préposé aux télécommunications	PT	D
	Opérateur de duplicateur offset	OD	D
	Mécanicien en orthèse et/ou prothèse (retiré : emplois sans contrepartie)	MO	D
Personnel de bureau	Personnel de soutien en administration	PS	D
	Personnel de secrétariat	SE	D
	Préposé à la photocopie	PP	P
	Magasinier	MG	D
	Préposé aux renseignements	PR	P
	Téléphoniste-réceptionniste	TR	P
	Acheteur	AC	P
	Préposé à l'admission ³	PA	D
Ouvriers	Menuisier d'entretien	ME	D
	Peintre d'entretien	PE	D
	Ouvrier certifié d'entretien	OCE	D
	Machiniste	MA	P
	Électricien d'entretien	EL	D
	Mécanicien de véhicules motorisés	MV	P
	Ouvrier de voirie	VO	D
	Conducteur de véhicules légers	CR	D
	Conducteur de véhicules lourds	CD	D
	Conducteur d'équipements lourds (introduit en 2009)	CE	D
	Mécanicien d'entretien (millwright)	MI	P
Personnel d'entretien et service	Cuisinier	CU	D
	Préposé à la cuisine et à la cafétéria	CC	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux légers	PER	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux lourds	PED	D
	Gardien	GA	P
	Journalier ou préposé aux terrains	JP	D
	Concierge	CO	D
	Ouvrier d'entretien – maintenance	OM	P
	Préposé à la buanderie	BU	P
	Opérateur de machine à laver la vaisselle ³	OV	P

1. Selon l'approche retenue, une portion importante du panier a été choisie selon l'approche déterministe (emplois identifiés par la lettre D), alors que les autres emplois ont été choisis de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (emplois identifiés par la lettre P).

2. Dans le rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, les emplois de la catégorie « Assistants techniciens (bureau et paratechnique) » sont reclassés dans la catégorie « Personnel de bureau » aux fins de la comparaison, étant donné la faible proportion d'unités de sélection représentées par cette catégorie.

3. En raison des changements à la classification des emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux, cet emploi ne génère plus d'appariements dans l'administration québécoise puisqu'il a été regroupé avec d'autres emplois.

Le panier d'emplois repères permet d'atteindre les trois objectifs du projet de sélection : obtenir une meilleure adéquation entre le panier d'emplois repères et l'administration québécoise en termes de répartition des emplois entre les catégories et les sous-secteurs; améliorer quantitativement la couverture en ce qui concerne les corps d'emploi et l'effectif; améliorer la comparabilité du panier d'emplois repères¹⁹.

L'approche déterministe de la sélection des emplois repères a permis d'atteindre le premier objectif. En effet, la distribution observée par catégorie et sous-secteur des emplois repères choisis de façon déterministe et la distribution visée concordent pour chaque regroupement à un emploi repère près. Le panier d'emplois repères remplit également la seconde condition, soit d'améliorer la couverture. En effet, grâce à l'introduction de la partie probabiliste, les résultats de la comparaison portent sur tous les emplois réguliers à temps plein ayant une contrepartie directe et pertinente et non plus exclusivement sur les emplois repères enquêtés. Le nombre d'employés de l'administration québécoise pris en compte est ainsi augmenté. Finalement, l'amélioration de la comparabilité du panier a été obtenue au moyen d'une analyse méticuleuse de tous les emplois de l'administration québécoise et de leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois.

Malgré cette analyse approfondie, certains emplois n'ont pas généré d'appariements dans le marché au cours des dernières enquêtes. Lors d'une rencontre avec les parties tenue en avril 2010, il a été décidé de retirer de l'enquête les emplois suivants : « pilote d'aéronefs – avion d'affaires (niveau 3) », « mécanicien en orthèse et/ou prothèse » (niveaux 1 et 2) et « opérateur de duplicateur offset (niveau 3) ».

19. Pour plus de détails, le lecteur peut consulter l'article « Le nouveau panier d'emplois repères », paru dans le *Flash-info* de février 2007. Cet article inclut une comparaison entre les cibles d'emplois repères par regroupement (catégorie/sous-secteur) déterminées à l'étape de la représentativité d'ensemble et le nombre d'emplois du nouveau panier choisis à l'étape déterministe, ainsi qu'entre le nouveau panier d'emplois repères et l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison.

En ce qui concerne les emplois peu présents dans le marché de comparaison, les approches possibles afin d'augmenter les appariements exigent un effort substantiel, alors que ces emplois contribuent très peu à l'estimé d'ensemble. Pour cette raison, l'Institut a recommandé aux représentants des parties d'accepter le fait que certains emplois génèrent moins d'appariements, ce qui a été approuvé.

Par ailleurs, l'emploi « pilote d'aéronefs – hélicoptère (niveau 3) » ne comportait aucun employé en 2010 dans l'administration québécoise et très peu dans le marché de comparaison. Il a également été retiré de l'enquête en 2011 et n'est donc pas présent dans le rapport. Enfin, certains changements dans la classification des emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux font en sorte que depuis l'ERG 2008, deux emplois repères ne génèrent plus d'appariements dans l'administration québécoise. Il s'agit des emplois « préposé à l'admission » et « opérateur de machine à laver la vaisselle ». Comme ces emplois se retrouvaient uniquement dans ce sous-secteur, ils ne font plus partie de la comparaison.

Enfin, un nouvel emploi est comparé. Il s'agit de l'emploi « conducteur d'équipements lourds » dont les appariements étaient auparavant regroupés avec ceux spécifiques à l'emploi « conducteur de véhicules lourds ». Ces appariements étaient pris en compte, mais ils font maintenant l'objet d'une comparaison distincte.

Comme cela a été mentionné, une portion probabiliste a été incorporée lors de la sélection des emplois. Une nouvelle approche est donc introduite pour le calcul des moyennes de catégories et de l'ensemble. À chaque emploi repère est associé le salaire réel correspondant. Le poids de l'emploi correspond, dans le cas des emplois choisis dans la partie déterministe, à son propre effectif. Si l'emploi a été choisi à l'étape probabiliste, son poids correspond à son effectif divisé par sa probabilité de sélection. En fait, les emplois choisis à l'étape probabiliste représentent tous les autres emplois non sélectionnés de la catégorie. Leur poids est donc supérieur à leur effectif propre.

L'Institut présente les résultats de sa comparaison de la rémunération pour 76 emplois regroupés en cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les

techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers. La différence entre le nombre d'emplois repères couverts par l'enquête (soit 101) et le nombre d'emplois comparés s'explique par le fait que plusieurs emplois repères sont fusionnés avec un autre emploi pour la comparaison (par exemple les niveaux 1 et 2 des emplois de techniciens). De plus, certains emplois n'ont pu être pris en compte puisqu'aucun appariement n'a été réalisé sur le marché du travail.

L'effectif couvert par la comparaison

La population de référence pour la comparaison est constituée des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché du travail québécois. Le tableau IV montre que ces emplois couvrent 74 689 employés de l'administration québécoise, soit 18,2 % de l'effectif total de ce secteur (excluant les cadres).

Tableau IV
Population de référence pour la comparaison¹

	Effectif n	Proportion de l'effectif total %
Administration québécoise (excluant les cadres)	411 432	100,0
Emplois non syndiqués ²	- 2 525	0,6
Emplois occasionnels	- 101 551	24,7
Emplois réguliers à temps partiel	- 68 410	16,6
Emplois réguliers à temps plein	238 946	58,1
Emplois sans contrepartie ³	- 164 257	39,9
Emplois réguliers à temps plein avec contrepartie directe et pertinente (visés par la comparaison)	74 689	18,2
Emplois avec contrepartie dans les secteurs non enquêtés ⁴	- 145	0,0
Emplois pouvant faire partie de la comparaison	74 544	18,1

1. Période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.

2. Les emplois non syndiqués qui font l'objet d'une exclusion sont : conseiller en gestion des ressources humaines, agent du vérificateur général, secrétaire principale, aumônier, médiateur et conciliateur, procureur aux poursuites criminelles et pénales, tous de la fonction publique, et agent de la gestion du personnel, de la santé et services sociaux.

3. Les emplois sans contrepartie sont des emplois qui n'ont pas de comparables directs et pertinents dans le marché des autres salariés québécois ou qui ne sont pas facilement identifiables.

4. Le secteur de l'agriculture et les services qui y sont reliés, le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers, celui de la pêche et du piégeage ainsi que celui de la construction ne sont pas enquêtés dans le cadre de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

Le tableau présente l'effectif exclu de l'univers visé. L'Institut est tenu d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération des salariés régis par une convention collective; le personnel d'encadrement n'est donc pas visé par le mandat de comparaison. Les emplois non syndiqués et les emplois occasionnels ou à temps partiel sont aussi exclus de l'univers visé par la comparaison. En outre, un appariement de qualité implique l'existence d'un point de comparaison direct et pertinent dans le marché des autres salariés québécois. Par conséquent, les emplois dits sans contrepartie, c'est-à-dire qui ne répondent pas à ce critère, ne peuvent être enquêtés.

Par ailleurs, les emplois se retrouvant presque exclusivement dans les secteurs non enquêtés ne sont pas couverts par la comparaison. En excluant ces derniers emplois, le nombre total d'employés se retrouvant dans des emplois pouvant faire partie de la comparaison est de 74 544.

Le tableau V montre que les emplois repères retenus (74 544 salariés de l'administration québécoise), couvrent 31 % de l'effectif régulier à temps plein de l'administration québécoise. Lorsque seul l'effectif des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché est pris en compte, l'effectif des emplois repères en représente près de 100 %.

Comme l'indique le tableau V, cette couverture varie selon les catégories d'emplois. Les emplois repères de la catégorie des employés de bureau, des ouvriers et des employés de service représentent une plus grande part de l'effectif total de ces catégories dans l'administration québécoise (plus de 80 %). Les catégories des professionnels et des techniciens ont une couverture moins importante. En effet, l'effectif rattaché aux emplois repères de ces deux catégories couvre respectivement 27 % et 43 % de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise. Un pourcentage élevé indique que la catégorie contient en majorité des emplois avec une contrepartie directe et pertinente. En revanche, un pourcentage faible indique que la catégorie contient des emplois sans comparables sur le marché des autres salariés québécois.

Tableau V
Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise¹, selon les catégories d'emplois

Catégories d'emplois	Effectif emplois repères	Effectif total adm. québ.	Effectif couvert par la comparaison
	n		%
Professionnels	9 834	36 139	27,2
Techniciens	17 619	41 119	42,8
Employés de bureau ²	30 035	37 503	80,1
Ouvriers	3 774	3 807	99,1
Employés de service	13 282	15 810	84,0
Autres employés ³	...	104 568	...
Total	74 544	238 946	31,2
Emplois sans contrepartie de toutes catégories	...	164 257	...
Emplois pouvant être comparés	74 544	74 689	99,8

1. L'effectif couvre les employés réguliers à temps plein (période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010).

2. Lorsqu'ils sont appariés à des emplois repères, les corps d'emploi de la catégorie « Assistants techniciens » de l'administration québécoise sont considérés comme faisant partie de la catégorie « Employés de bureau ».

3. Les autres employés comprennent les enseignants, les agents de la paix et toutes les catégories d'infirmières.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération

L'évolution de la rémunération

La comparaison des écarts de l'année en cours par rapport à ceux de l'année précédente est une information intéressante, mais, assez souvent, elle statue à la stabilité des écarts. Cette situation s'explique, d'une part, par le fait que les différences dans les mouvements de rémunération ne sont pas très marquées d'une année à l'autre et, d'autre part, parce que la méthodologie tient compte de la variabilité des résultats.

Cette année, l'Institut réintroduit l'analyse de l'évolution des écarts sur une période un peu plus longue. Cette analyse compare les écarts de 2011 avec ceux de 2007 et utilise la même méthodologie que celle développée pour l'analyse sur deux ans. L'ERG a été remanié et une nouvelle série de données s'est amorcée avec le rapport 2007. L'univers visé est remanié, les méthodologies à la base de l'enquête ont subi des modifications et un nouveau panier d'emplois repères a été introduit : il est donc impossible de mettre en parallèle les données de la nouvelle enquête avec celle de l'ancienne. Par ailleurs, ces résultats sont

présentés uniquement pour les grands secteurs de la comparaison, soit l'ensemble des autres salariés québécois (ASQ) et les secteurs privés et « autre public », ainsi que selon la syndicalisation pour l'ensemble des ASQ. En effet, en 2007, les résultats de la comparaison reposaient sur les deux tiers de l'échantillon total. Pour cette raison, il avait été décidé de ne diffuser les résultats que pour les secteurs mentionnés précédemment.

La comparaison entre les écarts de 2011 et de 2010 porte sur les salaires et la rémunération globale. Par ailleurs, l'analyse sur une plus longue période porte uniquement sur les salaires. En effet, en ce qui concerne la rémunération globale, les données pour les avantages sociaux étaient visées par de l'imputation totale dans les résultats du rapport 2007.

Les changements entre les écarts salariaux de deux années différentes sont dus à plusieurs facteurs, notamment : les changements dans la population visée par l'enquête, les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise, les changements en termes d'emplois comparés et l'évolution des salaires. Dans le contexte de l'enquête, nous cherchons à isoler principalement l'effet de l'évolution des salaires. Pour ce faire, la méthodologie utilisée consiste à comparer les écarts salariaux de deux années après avoir éliminé les variations résultant des changements en termes d'emplois comparés et les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise. Les résultats ainsi obtenus sont soumis à un test statistique qui prend en compte la variabilité échantillonnale. Le seuil de signification du test sur la différence des écarts est de 5 %.

Lorsque le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution ne permet pas de détecter de différence entre les deux années de comparaison, un dièse est ajouté à la valeur de la différence brute. On ne peut alors conclure ni à une amélioration ni à un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise, sur le plan des salaires. L'Institut parlera donc de stabilité des écarts. Par ailleurs, il pourrait arriver que chacun des écarts des deux années comparées indique la parité, mais que le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution conclut à une différence significative; dans ces cas, l'Institut parlera de stabilité de la situation comparative.

La rotation de l'échantillon qu'effectue l'Institut permet d'augmenter la précision de l'estimation du changement d'une année à l'autre, par opposition à une estimation qui serait basée sur deux échantillons tirés de manière complètement indépendante. Les calculs menant à la détermination de la variance du changement et à l'application du test statistique tiennent compte du chevauchement des échantillons de 2010 et de 2011 et intègrent leur covariance.

Le traitement et l'analyse des données

La rémunération globale d'un emploi repère peut être calculée pour chacune des entreprises à partir des données brutes de l'ERG. L'Institut dispose ainsi de données confidentielles. Il peut les introduire dans ses calculs, tout en respectant les règles de confidentialité dans la présentation des résultats ou dans leur transmission à des tiers.

Les précisions sur les données et périodes de référence

L'édition 2011 de l'ERG permet de couvrir la totalité de l'échantillon et prend en compte les données de 265 entreprises, qui correspondent à 359 unités de collecte²⁰. En ce qui concerne les municipalités, 27 municipalités de 25 000 habitants et plus sont prises en compte.

Les taux pondérés d'admissibilité à l'enquête sont supérieurs à 92,8 % dans tous les secteurs. Quant au taux de réponse, il est excellent, se situant pour les entreprises à 89,1 % dans le secteur privé et à 100,0 % dans le secteur « autre public ». Une non-réponse totale au volet sur les avantages sociaux est observée pour moins de 1 % de l'effectif des unités de collecte. Pour les unités de collecte répondantes, le taux de réponse varie, selon l'avantage, de 73,9 % à 98,8 %.

Modes de collecte et approche adoptée pour le traitement des données selon le groupe de rotation

Le tableau VI présente les modes de collecte utilisés selon le groupe de rotation. Les données disponibles

dans toutes les unités de collecte sont premièrement celles colligées en première année d'enquête. À ce moment, les données recueillies selon le mode de collecte « standard » sont les suivantes : de l'information sur tous les emplois de l'entreprise permettant à l'Institut de les coder selon le système de la CNP; de l'information sur tous les employés de l'entreprise, peu importe leur statut (régulier, temps partiel, etc.); les appariements des emplois de l'entreprise aux emplois repères définis dans l'enquête et servant à la comparaison de la rémunération; les taux de salaire; la présence ou non de tous les avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques pour les avantages sociaux colligés.

Les unités de collecte du groupe de rotation F (en première année du cycle de collecte) ont été introduites dans l'enquête en 2011. Pour ces unités, l'analyse complète du dossier a été réalisée selon les processus du mode de collecte « standard ».

Dans le cas des unités de collecte du groupe de rotation E (en deuxième année du cycle de collecte), l'enquête prévoyait une mise à jour des taux de salaire. Selon l'orientation de la nouvelle enquête, cela consiste à recevoir un nouveau fichier électronique et à mettre à jour les appariements. Comme la présence ou non des avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques relatives à ces derniers ont été recueillies à l'an 1, aucune nouvelle information n'est demandée à ce sujet. Le calcul des coûts est réalisé à partir des nouveaux taux de salaire.

Ce processus de collecte a été utilisé pour un échantillon d'unités de collecte du groupe de rotation E. Ainsi, parmi les 127 unités du groupe, un nouveau fichier de données a été demandé auprès de 30 unités de collecte. Parmi les 30 unités sollicitées, 24 ont fourni un nouveau fichier de rémunération pour lequel il était possible d'effectuer une mise à jour des données. Ainsi, pour ces unités, les données mises à jour ont été utilisées. Dans les unités de collecte n'ayant pas fourni un nouveau fichier, l'Institut a sollicité les taux d'augmentation des salaires et des échelles afin de mettre à jour les données.

20. Le groupe de rotation D compte 87 entreprises répondantes (107 unités de collecte), le groupe E en contient 90 (127 unités de collecte), et 88 entreprises répondantes sont dans le groupe de rotation F (125 unités de collecte).

Tableau VI
Mode de collecte de chacun des groupes de rotation

Groupe de rotation	ERG 2006 (33,3 % de l'échantillon)	ERG 2007 (66,6 % de l'échantillon)	ERG 2008 (100 % de l'échantillon)	ERG 2009 (100 % de l'échantillon)	ERG 2010 (100 % de l'échantillon)	ERG 2011 (100 % de l'échantillon)
Groupe A (Bloc 1)	Standard	Mise à jour/allégé	Allégée			
Groupe B (Bloc 2)		Standard	Mise à jour/allégé	Allégée		
Groupe C (Bloc 3)			Standard	Mise à jour/allégé	Allégée	
Groupe D (Bloc 1)				Standard	Mise à jour/allégé	Allégée
Groupe E (Bloc 2)					Standard	Mise à jour/allégé
Groupe F (Bloc 3)						Standard

Les unités de collecte du groupe de rotation D (troisième année du cycle de collecte) ainsi que les unités de collecte du groupe de rotation E non visées par le processus de réception d'un fichier ont fait l'objet d'une collecte en mode « allégé ». Pour ces unités de collecte, les taux d'augmentation des salaires et des échelles ont été recueillis pour chacun des modèles d'emplois présents dans l'unité. Ces taux d'augmentation ont été utilisés afin d'ajuster la rémunération des emplois de chacun des modèles. Pour toutes ces unités de collecte, les appariements, l'effectif et les heures de travail ne sont pas mis à jour.

Par ailleurs, dans toutes les unités de collecte (groupes D, E et F), la non-réponse totale et partielle a fait l'objet d'une imputation.

Collecte et approche d'imputation des avantages sociaux

Comme cela a été mentionné précédemment, la collecte relative aux avantages sociaux est réalisée à l'an 1. Les renseignements ont donc été colligés selon le groupe de rotation à l'ERG 2009, 2010 ou 2011. Les coûts sont calculés à partir des fichiers de rémunération de 2011²¹. Les coûts de tous les avantages sociaux couverts par l'ERG sont recueillis en totalité depuis 2009, les développements à cet égard étant complétés. En ce qui concerne l'imputation, les coûts moyens du secteur d'appartenance ont été utilisés.

21. En ce qui concerne les régimes étatiques, un ajustement a été effectué pour les unités de collecte des groupes D et E sur la base des taux de cotisation de l'employeur pour chacun des régimes.

Les autres périodes de référence

Les salaires recueillis dans l'ERG 2011 pour tous les secteurs sont ceux en vigueur en 2011 (la période de validité des taux devant inclure le 1^{er} avril 2011). Pour l'administration québécoise, les données sur les taux de salaire sont celles en vigueur au 1^{er} avril 2011.

Dans l'administration québécoise, les coûts des assurances collectives, des régimes de retraite ainsi que les débours liés aux heures chômées payées sont calculés pour la période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.

Il est à noter que les débours relatifs aux régimes étatiques sont ajustés selon les dispositions en vigueur pour la période de référence des avantages sociaux. Ainsi, dans l'ERG 2011, des ajustements sur les régimes étatiques ont été effectués sur la base des dispositions en vigueur en 2010 pour les entreprises des groupes de rotation D et E.

En ce qui concerne les heures régulières hebdomadaires de travail pour chacun des emplois repères, les données de l'administration québécoise et des autres secteurs sont celles en vigueur en 2011. Le calcul des heures de présence au travail se base sur les heures régulières de travail spécifiques à chacun des emplois repères.

Les données relatives à l'effectif sont celles en vigueur en 2009, 2010 ou 2011 pour tous les secteurs, sauf pour l'administration québécoise. Dans l'administration québécoise, l'effectif des emplois repères

fait référence à la période du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.

Pour ce qui est des autres salariés québécois, les données concernent les employés réguliers à temps plein. Quant à l'administration québécoise, ce sont également les employés réguliers à temps plein qui sont pris en compte, mesurés toutefois sous forme d'équivalents à temps complet.

Les poids associés aux emplois repères²² sont basés sur l'effectif de l'administration québécoise le plus récent disponible, soit celui de la période de juillet 2009 à juin 2010. Cependant, le choix des emplois repères pour la partie déterministe comme pour la partie probabiliste est basé sur l'effectif de 2003. Comme une probabilité de sélection inversement proportionnelle à l'effectif a été attribuée aux emplois dans la partie probabiliste, le choix dépend de l'effectif de 2003.

Par ailleurs, en 2003, au moment de la sélection des emplois pour la partie probabiliste, l'effectif correspondant à chaque emploi repère était disponible. Or, en 2007, il y a eu des regroupements d'emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux. Du coup, l'effectif de certains emplois repères est maintenant dissout à travers celui des regroupements desquels ils font désormais partie. Compte tenu de cette situation, un ajustement a été appliqué aux poids. Les emplois échantillonnés dans les catégories des professionnels, des techniciens et des ouvriers ont subi des modifications mineures alors que, dans les catégories des employés de bureau et de service, ils ont été affectés par des changements importants.

Les particularités de l'administration québécoise

Les salaires et les échelles salariales

En ce qui concerne la catégorie des professionnels de l'administration québécoise, les données salariales couvrent les trois sous-secteurs pour les niveaux 1 et 2 de l'enquête. Quant au niveau 3, seules les données relatives à la fonction publique sont disponibles. Les

données utilisées pour les professionnels tiennent compte des primes versées pour les emplois de niveaux de complexité « expert » et « émérite »²³.

Par ailleurs, les maximums des échelles indiqués pour les emplois professionnels de niveau 1 de l'administration québécoise constituent uniquement des maximums d'appariement. Pour l'enquête, les emplois rémunérés selon les échelons 1 à 7 des échelles salariales sont appariés au niveau 1. L'échelon 7 de chacune des échelles fait donc office de maximum pour le niveau 1 de la catégorie. Le 8^e échelon représente le minimum des échelles pour le niveau 2, et le salaire du 18^e échelon correspond au maximum pour ce niveau. Le maximum du niveau 3 correspond, pour l'administration québécoise, au maximum de l'échelle (18^e échelon) majoré de la prime « émérite » (15 %) sauf pour l'emploi « Ingénieur ». Le minimum du niveau 3 est déterminé en considérant la restriction du minimum de cinq ans d'expérience pour accéder à une fonction de complexité supérieure. L'échelon qui correspond à ces cinq années est l'échelon 10; le minimum du niveau 3 est donc à l'échelon 10 majoré de la prime de 10 % (« expert »).

Les événements susceptibles d'affecter la comparaison

L'état des conventions collectives dans l'administration québécoise

Les données sur les taux de salaire sont celles en vigueur au 1^{er} avril 2011. De nouvelles conventions collectives d'une durée de cinq ans ont été signées dans l'administration québécoise. Ces conventions prévoient des augmentations salariales constituées de paramètres fixes et de paramètres variant en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Cette année, deux augmentations salariales sont prises en compte dans les données du rapport : 0,5 % au 1^{er} avril 2010 et 0,75 % au 1^{er} avril 2011. Au moment de la production de l'édition 2010, les syndicats étaient en consultation auprès de leurs membres au sujet de l'entente de principe intervenue à

22. Voir page 30 pour plus de détails sur cette question.

23. Voir la section « La classification des emplois de la fonction publique » à la page suivante concernant les emplois de complexité supérieure.

l'été 2010. Pour cette raison, le rapport 2010 n'incluait pas l'augmentation de 0,5 % octroyée au 1^{er} avril 2010.

Certains groupes couvrant des emplois repères étaient encore en négociation au cours de l'année et des ententes ont été conclues après la réception du fichier de données. Il s'agit de l'entente entre le gouvernement et l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec, de celle intervenue avec l'Association des juristes de l'État ainsi que des ententes conclues avec certains syndicats couvrant des employés du secteur de l'éducation. En ce qui concerne la rémunération des ingénieurs du gouvernement, l'Institut n'a pas ajusté les taux des échelles et les salaires inclus au fichier en fonction des paramètres d'augmentation négociés en raison de la difficulté de tenir compte de l'intégration des ingénieurs dans les nouvelles classes de rémunération. Les taux et échelles de traitement pris en compte sont donc ceux en vigueur au 1^{er} avril 2011, c'est-à-dire sans les augmentations prévues dans la nouvelle convention collective.

Pour ce qui est des juristes de l'État, l'entente de principe a été entérinée, mais les conventions n'étaient pas signées au moment de la production du rapport. Étant donné les délais de publication prescrits par la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (au plus tard le 30 novembre), le rapport de cette année portera sur les taux de salaire en vigueur au 1^{er} avril dernier. Les taux inclus au fichier intègrent les augmentations prévues par la loi adoptée à l'hiver 2011 et forçant le retour au travail des juristes. Ainsi, les paramètres d'augmentation pris en compte sont de 0,5 % au 1^{er} avril 2010 et de 0,75 % au 1^{er} avril 2011.

Dans le secteur de l'éducation, certains syndicats avaient rejeté l'entente salariale conclue à l'été 2010. Depuis, à l'exception d'une convention couvrant moins de 500 membres, toutes les conventions ont été signées dans ce secteur et les paramètres d'augmentation sont les mêmes que ceux consentis à l'ensemble des employés de l'administration québécoise. Pour tous les employés du secteur de l'éducation, l'Institut a ajusté les échelles et les salaires en vigueur au 31 mars 2010 selon les taux d'augmentation octroyés aux 1^{er} avril 2010 (0,5 %) et 2011 (0,75 %).

La classification des emplois de la fonction publique

Le 31 juillet 2006, le Conseil du trésor a adopté la *Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois professionnels et la gestion des emplois de complexité supérieure* qui s'applique aux emplois de conseillers en gestion des ressources humaines, ainsi qu'aux emplois de la catégorie du personnel professionnel, à l'exclusion des ingénieurs, des juristes, des dentistes, des médecins, des médiateurs et conciliateurs.

Depuis 2008, les données sur l'effectif fournies par le Conseil du trésor incluent les primes des niveaux « expert » et « émérite », qui s'établissent respectivement à 10 % et 15 %. La directive prévoit qu'un employé désigné pour occuper un emploi de complexité « expert » doit posséder cinq années d'expérience, alors que la désignation à un emploi de complexité « émérite » exige au moins huit années d'expérience.

Les données sur la rémunération des ingénieurs sont celles qui étaient en vigueur au 1^{er} avril 2011, c'est-à-dire sans les augmentations prévues à la nouvelle convention et l'intégration dans les nouveaux rangements. Ainsi, la classification prise en compte est composée des quatre rangements en vigueur avant la signature de la nouvelle convention. Chacun des rangements possède une échelle salariale distincte constituée de 18 échelons. Afin de représenter les niveaux de complexité des emplois repères « Ingénieur 1 » et « Ingénieur 2 », l'Institut a coupé les échelles 81 et 82 entre le septième et le huitième échelon. Les sept premiers échelons de chacune de ces échelles représentent le niveau d'entrée (niveau 1), alors que les échelons 8 à 18 correspondent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2). Après avoir fait l'analyse des nouvelles lignes directrices émises par le Conseil du trésor concernant les tâches et les responsabilités des ingénieurs, l'Institut a associé les échelles 91 et 96 à l'emploi repère « Ingénieur 3 ».

L'environnement économique et le marché du travail

Les données historiques relatives aux principaux indicateurs économiques du Québec proviennent de l'Institut de la statistique du Québec, de Statistique Canada, du Conference Board du Canada et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les prévisions économiques proviennent de quatre organismes : la Banque Royale du Canada (BRC), la Banque de Montréal Groupe financier (BMO), le Mouvement des caisses Desjardins du Québec (Desjardins) et le Conference Board du Canada (CBC).

L'analyse porte essentiellement sur l'environnement économique du Québec, bien qu'elle tienne compte des contextes canadien et international. Les prévisions complètent l'analyse de la situation économique courante en dégagant les principales tendances pour l'année qui se termine et celle qui suit.

Les données trimestrielles de 2011 du produit intérieur brut (PIB) québécois en dollars constants et de ses composantes ainsi que les données des années 2008 à 2010 proviennent des *Comptes économiques du Québec* publiés par l'Institut de la statistique du Québec²⁴. Quant aux données annuelles du PIB réel antérieures à 2008, elles proviennent généralement de Statistique Canada, de même que certaines autres données.

Dans ce chapitre, l'analyse se base la plupart du temps sur les taux de croissance des indicateurs. Pour l'année en cours, les taux de croissance des données trimestrielles sont calculés par rapport au trimestre précédent. L'analyse qui en découle est donc effectuée sur une courte période mettant en évidence les changements conjoncturels récents. Un élément d'analyse de long terme est également présenté pour l'année en cours : les taux de croissance cumulatifs depuis le début de l'année calculés par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ces taux de croissance portent généralement sur le cumul de six, huit ou neuf mois selon la disponibilité des données.

Dans ce rapport, les données du PIB et de ses composantes sont exprimées en termes réels par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher dont l'année de référence est 2002. Pour chacune des années sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement dans l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est, depuis l'automne 2002, la méthode officielle de déflation adoptée par Statistique Canada pour les *Comptes économiques provinciaux*, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent les données officielles du PIB réel et de ses composantes. Antérieurement, l'estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants était obtenue par la méthode des indices de prix à pondération fixe.

L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services est utilisé pour obtenir le revenu personnel disponible en termes réels; 2002 est l'année de base. L'indice des prix à la consommation (IPC), année de base 2002, est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne en termes réels. La croissance réelle de la rémunération horaire moyenne, calculée à partir de l'indice à pondération fixe de la rémunération horaire moyenne, est calculée selon l'équation de Fisher et l'IPC est le déflateur.

24. Pour les années 2008 à 2010, les données provinciales annuelles révisées de Statistique Canada n'étaient pas disponibles lors de la rédaction du présent rapport.

Les tendances salariales

Les sources de données

Les données relatives aux tendances salariales sont dégagées à partir d'une banque de conventions collectives pour ce qui est des salariés syndiqués et à partir des enquêtes de planification salariale pour ce qui est des salariés non syndiqués.

Dans le premier cas, les données proviennent des dépôts de conventions collectives au ministère du Travail. Ces conventions couvrent les salariés syndiqués appartenant à des unités de négociation de plus de 100 cols bleus, de plus de 50 cols blancs ou de ces deux critères pris en compte simultanément pour les conventions collectives dites « mixtes ». Les conventions de compétence provinciale et fédérale sont considérées.

Les conventions collectives analysées couvrent l'administration québécoise, le secteur privé et le secteur « autre public ». L'administration québécoise fait référence à la fonction publique ainsi qu'aux réseaux de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) et de la santé et des services sociaux²⁵. Le secteur « autre public » comprend les secteurs municipal et fédéral ainsi que les entreprises publiques québécoises et les universités. Le secteur municipal inclut les municipalités et les entreprises locales. Pour sa part, le secteur fédéral comprend l'administration fédérale ainsi que les entreprises fédérales au Québec. Un autre regroupement couvre aussi l'ensemble des salariés québécois autres que ceux de l'administration québécoise, soit les « autres salariés québécois ».

Les enquêtes de planification salariale disponibles à l'Institut au moment de la rédaction de ce rapport

proviennent de Aon Hewitt, du Conference Board du Canada, de Morneau Shepell, de Mercer (Canada) Limitée et du Hay Group. Les résultats de ces enquêtes touchent principalement les salariés québécois non syndiqués du secteur privé, et les répondants sont surtout des moyennes et grandes entreprises. Pour les besoins de ce rapport, les données utilisées ont trait aux augmentations des échelles et des enveloppes de salaires versés pour l'ensemble des catégories d'emplois faisant l'objet des travaux de comparaison de l'Institut. De plus, un bref aperçu des taux d'augmentation moyens des cadres est présenté. Ceux-ci sont de différents niveaux hiérarchiques selon les firmes consultées.

Les mesures de croissance salariale utilisées

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur représente, pour une année précise, l'augmentation des taux de salaire pour les employés syndiqués²⁶. Cet indicateur mesure les taux d'augmentation attribués aux échelles salariales dans les conventions collectives en vigueur sans égard au moment où ces dernières ont été signées. Ainsi, toutes les conventions collectives en vigueur, peu importe l'année de signature, sont prises en compte.

Pour l'année en cours, les résultats sont toujours préliminaires puisqu'ils couvrent les deux premiers trimestres. Ils se rapportent aux conventions collectives déposées au ministère du Travail, enregistrées dans la banque de données, et ayant une clause salariale en vigueur au 15 décembre. Toutefois, certaines conventions collectives, bien qu'ayant été signées, ne font pas partie de la banque puisqu'elles n'ont pas encore été saisies. Par ailleurs, certaines conventions collectives ne font plus partie de la banque de données du Ministère, ayant expiré avant le 15 décembre²⁷. Dans certains cas, la durée de la clause n'est pas équivalente à celle de la convention. C'est le cas notamment de certaines conventions pour lesquelles les

25. Pour que le secteur « administration québécoise » soit conforme à la définition de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic* (L.R.Q., chapitre R-8.2), l'Institut a dû ajuster certaines données du ministère du Travail. Tous les organismes gouvernementaux qui ne font pas partie des régimes de négociation des trois sous-secteurs de l'administration québécoise ont été inclus dans le secteur « entreprises publiques québécoises ». À titre d'exemple, le ministère du Travail considère l'organisme Héma Québec comme faisant partie de l'administration québécoise, alors que l'Institut l'inclut plutôt dans les entreprises publiques québécoises.

26. Il s'agit de la mesure qui se rapproche le plus des augmentations d'échelles relevées par les enquêtes de planification salariale.

27. Les conventions dont la date d'expiration précède le 15 décembre de l'année analysée ne sont pas prises en compte, même si, sur le plan légal, l'employeur doit maintenir les conditions de travail qui y sont prévues (*Code du travail*, L.R.Q., c. C-27, a. 59).

augmentations salariales sont négociées chaque année (il n'y a pas de réouverture des clauses normatives, seulement des clauses pécuniaires). Pour éviter d'alourdir le texte, les termes « durée de la clause salariale » et « durée de la convention » sont utilisés en tant que synonymes et réfèrent à la durée de la clause salariale.

Les taux d'augmentation présentés à partir des données des firmes d'experts-conseils sont des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des échelles salariales et des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des salaires versés. Ils donnent une mesure des augmentations salariales octroyées aux salariés non syndiqués.

Le taux de croissance réelle est utilisé pour mesurer les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés, sur la base des augmentations aux structures salariales seulement. La croissance réelle est obtenue à l'aide de l'équation de Fisher :

$\text{Taux de croissance réelle} = \frac{\text{Taux de croissance nominal} + 1}{\text{Taux d'inflation} + 1} - 1$
--

Cette équation élimine l'effet de l'inflation, et la croissance réelle ainsi obtenue reflète les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés. Par exemple, si la croissance des échelles salariales est supérieure à celle de l'inflation, cela se traduit généralement par un taux réel de croissance positif reflétant le fait que le pouvoir d'achat des salariés québécois augmente. À l'opposé, si le taux réel de croissance des échelles salariales est négatif, les salariés peuvent s'attendre à une perte de leur pouvoir d'achat et s'appauvrir (s'ils ne bénéficient d'aucun autre ajustement salarial ou versement monétaire). En ce qui concerne l'année 2011, la croissance de l'IPC utilisée est celle calculée pour le Québec relativement aux six premiers mois de 2011 par rapport à la même période de l'année précédente. Les données sur l'IPC proviennent de Statistique Canada.

L'Institut a recours à deux indicateurs pour évaluer les taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées. Il s'agit de l'indicateur des taux et de celui des gains. Ces indicateurs sont compilés à l'égard des conventions collectives signées

durant l'année, et un taux d'augmentation annuelle moyen est calculé pour la durée de la convention. Ces indicateurs tiennent compte de la durée d'application des augmentations. En général, les clauses salariales des conventions collectives consentent des augmentations différentes pour chaque année d'application; c'est pourquoi deux méthodes de calcul sont utilisées.

L'indicateur des taux, en ne comparant que le salaire obtenu à la fin de la convention collective nouvellement signée avec celui de la fin de la convention collective précédente, reflète l'évolution des structures salariales. Par contre, l'indicateur des gains permet de considérer dans le calcul des taux d'augmentation le moment où les hausses salariales sont consenties. Il est appelé « croissance des gains » parce qu'il se rapproche plus du gain réalisé par les salariés syndiqués que l'indicateur des taux. L'Institut privilégie la méthode des gains dans ses constats. Les résultats relatifs à la méthode des taux sont présentés en annexe.

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, celui des gains et celui des taux pour les conventions nouvellement signées sont calculés à partir de la classe modale, soit celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. Tous les trois tiennent compte des montants forfaitaires et des divers ajustements salariaux. Le calcul de ces trois indicateurs se fait à partir du maximum des échelles salariales, lorsqu'elles existent, ou du taux unique. Le calcul de ces taux ne prend pas en compte les coûts de système, c'est-à-dire l'augmentation salariale résultant d'une progression dans l'échelle. Il est important de souligner que, pour chacun de ces trois indicateurs, les résultats des années les plus récentes ne sont pas définitives puisque d'autres ententes peuvent s'ajouter au fichier du ministère du Travail. Cela est particulièrement vrai pour l'année en cours.

Dans le calcul des moyennes des taux d'augmentation des conventions en vigueur, chaque convention se voit attribuer un poids en fonction du nombre de salariés couverts. Le poids accordé correspond au nombre de salariés de l'entente en vigueur pour l'année considérée.

Les perspectives salariales sont établies en utilisant les taux de croissance salariale observés dans les conventions en vigueur pour chacun des secteurs

analysés (données préliminaires). Les perspectives pour l'ensemble des salariés syndiqués sont calculées en pondérant le résultat de chaque secteur par son poids estimé en effectif. Le nombre de salariés utilisé dans le calcul du poids représente une moyenne du nombre observé durant les cinq années les plus récentes pour lesquelles les données sont suffisamment représentatives. Dans le cas des employés non syndiqués, l'Institut utilise les taux d'augmentation prévus dans les enquêtes de planification pour l'ensemble de l'année en cours et pour l'année suivante. En ce qui concerne l'ensemble des salariés québécois, lorsque les données disponibles permettent de l'estimer, le taux d'augmentation est obtenu en pondérant les taux pour les syndiqués et les non-syndiqués par leur poids respectif en effectif sur le marché du travail. À cet effet, le taux de syndicalisation d'assujettissement des six premiers mois de 2011 pour l'ensemble des salariés québécois est celui fourni par Statistique Canada, soit 39,6 %.

La couverture de l'analyse des conventions

Le tableau VII donne un aperçu du nombre de conventions collectives ainsi que du nombre de salariés syndiqués couverts par la banque du ministère du Travail à la fin du deuxième trimestre de 2011. Il présente, tout d'abord, l'information sur les conventions en vigueur en 2010 et en 2011. Il fournit également la représentativité du nombre de salariés sur lequel sont basés les résultats. Cette donnée est exprimée en pourcentage du nombre moyen de salariés syndiqués des cinq dernières années. D'autres renseignements sont également présentés au tableau VII quant aux ententes nouvellement signées au cours de l'année 2010 et celles signées au cours des six premiers mois de 2011.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'administration québécoise, les données enregistrées au cours des deux premiers trimestres de 2011 ne prennent pas en compte l'ensemble des nouvelles conventions signées. Ces conventions prévoient des augmentations salariales constituées de paramètres fixes et de paramètres variables. Les paramètres fixes sont les suivants : augmentations de 0,5 % le 1^{er} avril 2010, de 0,75 % le 1^{er} avril 2011, de 1,0 % le 1^{er} avril 2012, de 1,75 % le 1^{er} avril 2013 et de 2,0 % le 1^{er} avril 2014. En ce qui concerne les paramètres variables, leur application se

ferait en fonction du produit intérieur brut (PIB) nominal du Québec et de l'inflation.

Seulement sept conventions ont été déposées et enregistrées de l'administration québécoise jusqu'à maintenant dans la banque du ministère. Ces conventions regroupent 119 042 salariés, ce qui représente un faible pourcentage du nombre total de salariés syndiqués dans ce secteur. L'Institut a, d'une part, utilisé dans ses traitements statistiques, pour 2010 et 2011 inclusivement, 517 502 salariés pour le secteur de l'administration québécoise et, d'autre part, appliqué à l'ensemble de ces salariés les paramètres salariaux accordés aux employés de l'administration québécoise en 2010 et 2011, soit respectivement 0,5 % et 0,75 %. Le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et usuellement présentes dans la banque et dont la taille correspond aux critères définis par le ministère du Travail.

Par ailleurs, le ministère n'a inclus dans la banque que les taux d'augmentation accordés durant les deux premières années de la convention. Pour les années 2012, 2013 et 2014, les taux d'augmentation totaux ne seront connus qu'à la suite de la prise en compte des paramètres d'augmentation liés à la croissance économique. Ainsi, le taux d'augmentation calculé pour l'ensemble de la convention (taux d'augmentation annuelle moyen) ne reflète pas ce qui a été accordé dans ce secteur. Pour cette raison, l'Institut ne présente pas ce résultat dans le rapport.

Pour le secteur fédéral, trois sources ont permis le calcul des taux d'augmentation : le site du Secrétaire du Conseil du Trésor du Canada (SCTC en date du 2 novembre 2011), la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec ainsi que l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG). *Collecte 2011*. En effet, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions collectives auprès du ministère du Travail du Québec et les données disponibles auprès de ce dernier sont incomplètes : selon la banque, treize conventions collectives seraient en vigueur en 2010 et aucune en 2011. Or, le site du SCTC et les données recueillies dans le cadre de l'ERG 2011 montrent que dans l'administration fédérale, 20 con-

ventions collectives sont en vigueur au 15 décembre 2010 et 5 au 15 décembre 2011. L'Institut a pu reconstituer le portrait des conventions collectives de l'administration fédérale à l'aide de ces sources de renseignements. Le fichier de rémunération transmis dans le cadre de l'ERG a permis de déterminer l'emploi modal ainsi que l'effectif total de chacune des conventions, et les augmentations ont été calculées à partir des taux applicables aux échelles salariales, récupérés dans les conventions déposées sur le site du SCTC. Même si l'ISQ dispose de certaines données auxiliaires relativement aux croissances salariales dans l'administration fédérale, il n'a pas été possible de les utiliser pour le calcul des taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées, compte tenu de la complexité des calculs et des délais impartis.

Quant aux perspectives salariales, elles se calculent à partir de la moyenne des salariés couverts entre 2006 et 2010, sauf pour l'administration québécoise. Dans ce secteur, pour l'année 2010, le nombre de salariés est établi à partir de ceux couverts par la nouvelle convention collective (517 502), alors que le nombre de salariés couverts entre 2006 et 2009 est établi à partir de ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43).

Tableau VII

Nombre de conventions en vigueur et renouvellement signées¹ et de salariés couverts²

Type de croissance	Élément	Unité	Administration québécoise ³	Privé	Ent. publ. québ.	Universitaire	Municipal	Fédéral ⁴	« Autre public »	Ensemble ASQ	Ensemble Québec
2010											
En vigueur	Conventions	n	...	777	41	28	95	26	190	967	...
	Salariés	n	517 502	285 811	35 423	11 203	50 100	44 039	140 765	426 576	944 078
	Représentativité ⁵	%	...	95,5	100,8 ⁶	74,7	95,9	114,5 ⁶	100,0	96,9	99,3
Selon la date de signature	Conventions	n	0	184	10	10	27	5	52	236	236
	Salariés	n	0	230 430	8 693	2 802	20 438	1 389	33 322	263 752	263 752
2011											
En vigueur	Conventions	n	...	634	37	25	74	10	146	780	...
	Salariés	n	517 502	336 030	34 395	8 327	25 195	25 694	93 611	429 641	947 143
	Représentativité ⁵	%	...	112,3 ⁶	97,9	55,6	48,2	66,8	66,5	97,6	99,7
Selon la date de signature	Conventions	n	..	52	3	2	5	..	10	62	..
	Salariés	n	..	14 138	330	229	1250	..	1 809	15 947	..

1. Les données se rapportant aux conventions collectives selon la date de signature excluent les ententes signées pour une première fois puisque aucun taux de croissance salariale ne peut être calculé.

2. Nombre total de salariés couverts par des certificats d'accréditation, sans égard au statut d'emploi et sans référence à la notion d'équivalent à temps complet.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011. Afin d'établir ce nombre, l'Institut a retenu les conventions usuellement présentes dans la banque et dont la taille correspond aux critères définis par le ministère du Travail, soit les conventions de plus de 100 cols bleus, de plus de 50 cols blancs ou de ces deux critères pris en compte simultanément pour les conventions dites « mixtes ».

4. Le nombre de salariés du secteur fédéral est calculé à partir de trois sources : la banque de conventions collectives du ministère du Travail, l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2011* et le site du Conseil du Trésor du Canada.

5. Ce pourcentage représente la proportion de salariés couverts par les conventions en vigueur pour une année donnée par rapport au nombre de salariés potentiellement couverts par la banque de conventions collectives du ministère du Travail pour la période. Ce dernier nombre représente la moyenne de salariés couverts par une convention en vigueur au cours des cinq années précédant 2010 ou 2011 selon le cas, sauf pour l'administration québécoise. Pour ce dernier secteur, les données en 2010 et 2011 couvrent la totalité de ce secteur.

6. Le pourcentage supérieur à 100 % s'explique par le fait que le nombre de salariés en 2010 et 2011 est supérieur au nombre moyen de salariés couverts entre 2005 et 2009 pour l'année 2010 et entre 2006 et 2010 pour l'année 2011.

Source : Ministère du Travail

Annexe A-1

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
		%	\$		%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	87,9	46 932	55 800	-18,9	37 657	46 231	-22,8
Professionnel communic. 2	710	93,8	70 486	73 935	-4,9	49 614	58 143	-17,2
Professionnel communic. 3	114	98,1	78 909	89 995	-14,0	60 233	73 616	-22,2
Professionnel gest. fin. 1	149	72,5	45 566	56 871	-24,8	37 183	43 157	-16,1
Professionnel gest. fin. 2	866	83,5	68 468	73 796	-7,8	47 996	54 187	-12,9
Professionnel gest. fin. 3	182	93,6	76 430	93 280	-22,0	59 678	70 415	-18,0
Analyste proc. adm./inform. 1	333	90,8	47 995	61 796	-28,8	38 498	47 691	-23,9
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	75,3	71 098	77 091	-8,4	50 680	56 776	-12,0
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	82,6	78 272	91 806	-17,3	60 003	70 401	-17,3
Ingénieur 1	99	90,5	46 903	60 739	-29,5	37 864	47 116	-24,4
Ingénieur 2	392	86,9	74 069	84 650	-14,3	52 234	64 617	-23,7
Ingénieur 3	361	93,3	82 393	107 696	-30,7	44 413	89 074	-100,6
Professionnel sc. phys. 1	20	100,0	47 411	54 827	-15,6	37 823	43 312	-14,5
Professionnel sc. phys. 2	373	95,0	74 493	77 116	-3,5 *	52 969	58 708	-10,8
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 207	92 748	-17,1	61 116	73 887	-20,9
Avocat et notaire 1	45	96,7	57 273	80 578	-40,7	44 726	58 024	-29,7
Avocat et notaire 2	617	63,6	101 932	102 209	-0,3 *	59 663	66 878	-12,1
Biologiste 1	9	100,0	47 411	45 504	4,0	37 823	36 498	3,5 *
Biologiste 2	107	100,0	71 701	74 316	-3,6	50 589	54 983	-8,7
Biologiste 3	40	100,0	79 146	97 137	-22,7	60 937	76 525	-25,6
Moyenne	...	83,1	72 885	80 717	-10,7	51 520	60 485	-17,4
Techniciens								
Pilote d'aéronefs-avion 2	2	50,2	63 811	48 011	24,8	55 501	40 221	27,5
Technicien en administration 1-2	7 604	86,8	47 325	52 024	-9,9	31 556	41 765	-32,4
Technicien en administration 3	239	82,2	51 648	62 484	-21,0	47 867	49 508	-3,4 *
Techn. documentation 1-2	751	95,2	47 356	49 512	-4,6	31 879	37 894	-18,9
Techn. laboratoire 1-2	1 897	56,4	53 225	53 898	-1,3 *	36 500	42 325	-16,0
Techn. laboratoire 3	482	94,7	55 995	65 101	-16,3	39 874	50 999	-27,9
Technicien en droit 1-2	405	91,8	46 169	61 293	-32,8	30 791	47 565	-54,5
Technicien en droit 3	13	100,0	51 648	80 418	-55,7	47 867	61 408	-28,3
Technicien génie 1-2	1 256	68,5	47 151	65 034	-37,9	33 903	48 122	-41,9
Technicien génie 3	258	88,1	51 688	79 511	-53,8	48 075	60 079	-25,0
Techn. informatique 1-2	2 387	84,0	49 624	57 289	-15,4	34 794	42 228	-21,4
Techn. informatique 3	828	83,9	53 669	68 635	-27,9	40 060	50 457	-26,0
Technicien en loisir 1-2	440	52,1	47 063	50 017	-6,3 *	32 952	40 323	-22,4
Techn. hygiène du trav. 1-2	169	75,3	46 571	67 107	-44,1	34 024	52 495	-54,3
Moyenne	...	80,6	48 856	56 278	-15,2	33 952	43 784	-29,0
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	25	94,2	30 791	44 821	-45,6	28 618	27 517	3,8 *
Magasinier 1	173	33,4	30 558	35 764	-17,0	28 485	26 985	5,3 *
Magasinier 2	914	52,9	35 480	48 179	-35,8	30 968	37 182	-20,1
Magasinier 3	34	17,5	43 686	62 825	-43,8	36 024	50 081	-39,0
Op. duplicateur 1-2	102	52,9	34 393	41 485	-20,6	28 480	31 336	-10,0
Personnel soutien adm. 1	4 087	86,5	34 042	34 660	-1,8 *	29 822	26 255	12,0
Personnel soutien adm. 2	10 945	75,8	37 254	43 052	-15,6	31 771	34 716	-9,3
Personnel soutien adm. 3	3 803	89,6	41 702	49 566	-18,9	35 760	43 515	-21,7
Personnel secrétariat 1	1 476	86,1	35 619	44 268	-24,3	30 810	33 826	-9,8
Personnel secrétariat 2	5 708	83,7	39 174	48 802	-24,6	35 173	37 731	-7,3
Préposé aux renseign. 2	774	59,7	41 457	38 144	8,0 *	32 782	29 673	9,5 *
Préposé aux renseign. 3	90	37,7	45 237	55 676	-23,1	36 051	39 882	-10,6
Préposé télécomm. 1-2	4	81,4	31 645	40 419	-27,7	29 508	27 804	5,8 *
Préposé télécomm. 3	153	97,4	39 821	56 815	-42,7	36 029	42 241	-17,2
Téléphoniste-récept. 2	1 035	57,2	31 854	38 734	-21,6	29 507	29 368	0,5 *
Acheteur 2	56	46,1	41 457	52 863	-27,5	35 651	39 037	-9,5
Moyenne	...	78,7	37 440	43 849	-17,1	32 511	34 877	-7,3

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ^{1/} catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
65,6 *	56,5 *	93,2 *	92,5 *	Professionnel communic. 1
65,6 *	66,7 *	89,8	92,9	Professionnel communic. 2
79,7 *	74,4 *	95,2 *	95,3 *	Professionnel communic. 3
55,1 *	59,2 *	91,7 *	90,2 *	Professionnel gest. fin. 1
61,5	72,1	88,5	92,6	Professionnel gest. fin. 2
88,5	81,9	97,5	95,6	Professionnel gest. fin. 3
60,9	72,9	92,3	93,8	Analyste proc. adm./inform. 1
70,5	76,7	91,5	93,9	Analyste proc. adm./inform. 2
89,7 *	90,0 *	97,6 *	97,7 *	Analyste proc. adm./inform. 3
58,3	69,7	92,0 *	93,2 *	Ingénieur 1
75,1 *	79,6 *	92,7	95,2	Ingénieur 2
95,5	51,4	97,9	91,6	Ingénieur 3
49,5	85,9	89,8	97,0	Professionnel sc. phys. 1
79,5 *	66,2 *	94,1 *	92,5 *	Professionnel sc. phys. 2
87,8 *	89,0 *	97,2 *	97,8 *	Professionnel sc. phys. 3
59,9 *	63,4 *	91,2 *	89,8 *	Avocat et notaire 1
76,2	86,1	90,1	95,2	Avocat et notaire 2
68,7	92,4	93,7	98,5	Biologiste 1
73,8 *	79,8 *	92,3	94,7	Biologiste 2
88,6	93,8	97,4	98,7	Biologiste 3
73,7	76,3	92,5	94,2	Moyenne
Techniciens				
100,0	x	100,0	x	Pilote d'aéronefs-avion 2
86,5	74,3	95,5 *	94,9 *	Technicien en administration 1-2
93,3 *	79,8 *	99,5 *	95,8 *	Technicien en administration 3
83,5 *	84,8 *	94,6	96,4	Techn. documentation 1-2
88,8	77,2	96,5 *	95,2 *	Techn. laboratoire 1-2
95,0 *	85,2 *	98,6	96,8	Techn. laboratoire 3
81,0 *	104,4 *	93,7	101,0	Technicien en droit 1-2
92,3	72,7	99,4	93,5	Technicien en droit 3
81,6 *	85,0 *	94,8	96,1	Technicien génie 1-2
95,3 *	88,4 *	99,7	97,2	Technicien génie 3
76,9	72,3	93,1 *	92,8 *	Techn. informatique 1-2
85,9 *	84,9 *	96,4 *	96,0 *	Techn. informatique 3
87,4	66,0	96,2	93,4	Technicien en loisir 1-2
84,1	117,3	95,7	103,8	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	78,9	95,4 *	95,4 *	Moyenne
Employés de bureau				
100,0	76,3	100,0	90,9	Préposé photocopie 2
93,2	72,2	99,5	93,2	Magasinier 1
92,1 *	93,2 *	99,0 *	98,5 *	Magasinier 2
74,9 *	67,3 *	95,6 *	93,4 *	Magasinier 3
93,4 *	95,2 *	98,9 *	98,8 *	Op. duplicateur 1-2
95,0	45,2	99,4	86,7	Personnel soutien adm. 1
93,9	77,2	99,1	95,6	Personnel soutien adm. 2
85,7	71,7	98,0	96,5	Personnel soutien adm. 3
92,6	71,5	99,0	93,3	Personnel secrétariat 1
94,4	85,1	99,4	96,6	Personnel secrétariat 2
79,7 *	60,3 *	95,8 *	91,2 *	Préposé aux renseign. 2
90,5 *	83,9 *	98,1 *	95,4 *	Préposé aux renseign. 3
100,0 *	97,2 *	100,0 *	99,1 *	Préposé télécomm. 1-2
99,5	101,9	100,0	100,5	Préposé télécomm. 3
97,3	64,6	99,8	91,4	Téléphoniste-récept. 2
88,8 *	83,5 *	98,4	95,7	Acheteur 2
92,8	73,0	99,0	94,3	Moyenne

Annexe A-2

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	78,1	46 932	54 881	-16,9	37 657	43 116	-14,5
Professionnel communic. 2	710	87,9	70 486	74 408	-5,6	49 614	55 339	-11,5
Professionnel communic. 3	114	97,7	78 909	92 261	-16,9	60 233	68 309	-13,4
Professionnel gest. fin. 1	149	60,2	45 566	51 102	-12,1	37 183	40 215	-8,2
Professionnel gest. fin. 2	866	79,4	68 468	71 409	-4,3 *	47 996	53 245	-10,9
Professionnel gest. fin. 3	182	88,8	76 430	91 413	-19,6	59 678	70 195	-17,6
Analyste proc. adm./inform. 1	333	79,6	47 995	61 076	-27,3	38 498	45 415	-18,0
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65,8	71 098	76 491	-7,6	50 680	56 419	-11,3
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	74,9	78 272	92 079	-17,6	60 003	69 540	-15,9
Ingénieur 1	99	90,1	46 903	60 521	-29,0	37 864	46 789	-23,6
Ingénieur 2	392	84,2	74 069	83 100	-12,2	52 234	63 383	-21,3
Ingénieur 3	361	88,1	82 393	104 725	-27,1	44 413	79 729	-79,5
Professionnel sc. phys. 1	20	100,0	47 411	52 666	-11,1	37 823	42 138	-11,4
Professionnel sc. phys. 2	373	92,7	74 493	74 297	0,3 *	52 969	54 379	-2,7 *
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 207	88 850	-12,2	61 116	68 829	-12,6
Avocat et notaire 1	45	87,4	57 273	69 500	-21,3	44 726	54 309	-21,4
Avocat et notaire 2	617	39,3	101 932	89 753	11,9	59 663	68 475	-14,8
Biologiste 2	107	100,0	71 701	63 800	11,0	50 589	50 935	-0,7 *
Moyenne	...	75,4	72 885	78 321	-7,5	51 520	58 820	-14,2
Techniciens								
Pilote d'aéronefs-avion 2	2	50,2	63 811	48 011	24,8	55 501	40 221	27,5
Technicien en administration 1-2	7 604	76,7	47 325	50 539	-6,8	31 556	38 087	-20,7
Technicien en administration 3	239	76,9	51 648	65 067	-26,0	47 867	49 539	-3,5 *
Techn. documentation 1-2	751	100,0	47 356	49 744	-5,0 *	31 879	38 048	-19,4 *
Techn. laboratoire 1-2	1 897	49,1	53 225	52 923	0,6 *	36 500	42 461	-16,3
Techn. laboratoire 3	482	88,2	55 995	61 614	-10,0 *	39 874	44 416	-11,4 *
Technicien en droit 1-2	405	93,5	46 169	64 523	-39,8	30 791	47 554	-54,4
Technicien en droit 3	13	100,0	51 648	80 418	-55,7	47 867	61 408	-28,3
Technicien génie 1-2	1 256	62,7	47 151	64 124	-36,0	33 903	48 629	-43,4
Technicien génie 3	258	76,6	51 688	79 798	-54,4	48 075	60 146	-25,1
Techn. informatique 1-2	2 387	81,1	49 624	57 127	-15,1	34 794	42 092	-21,0
Techn. informatique 3	828	82,3	53 669	69 918	-30,3	40 060	50 501	-26,1
Techn. hygiène du trav. 1-2	169	74,5	46 571	67 557	-45,1	34 024	53 072	-56,0
Moyenne	...	72,4	48 850	55 782	-14,2	33 944	42 138	-24,1
Employés de bureau								
Magasinier 1	173	32,8	30 558	33 330	-9,1 *	28 485	24 773	13,0
Magasinier 2	914	43,1	35 480	48 104	-35,6	30 968	34 028	-9,9 *
Magasinier 3	34	19,4	43 686	62 703	-43,5	36 024	50 318	-39,7
Personnel soutien adm. 1	4 087	85,3	34 042	33 859	0,5 *	29 822	25 590	14,2
Personnel soutien adm. 2	10 945	63,7	37 254	40 486	-8,7	31 771	30 488	4,0
Personnel soutien adm. 3	3 803	68,6	41 702	48 281	-15,8	35 760	36 449	-1,9 *
Personnel secrétariat 1	1 476	74,9	35 619	46 794	-31,4	30 810	33 994	-10,3 *
Personnel secrétariat 2	5 708	77,8	39 174	49 459	-26,3	35 173	37 736	-7,3 *
Préposé aux renseign. 2	774	56,9	41 457	37 447	9,7 *	32 782	28 939	11,7
Préposé aux renseign. 3	90	31,3	45 237	60 617	-34,0	36 051	40 787	-13,1
Préposé télécomm. 1-2	4	92,8	31 645	39 200	-23,9	29 508	25 070	15,0
Téléphoniste-récept. 2	1 035	52,5	31 854	39 344	-23,5	29 507	28 905	2,0 *
Acheteur 2	56	43,9	41 457	54 717	-32,0	35 651	38 596	-8,3 *
Moyenne	...	68,6	37 440	42 819	-14,4	32 511	32 135	1,2 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ^{1/} / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
65,6 *	47,0 *	93,2 *	88,6 *	Professionnel communic. 1
65,6	52,5	89,8	87,8	Professionnel communic. 2
79,7 *	57,7 *	95,2 *	89,0 *	Professionnel communic. 3
55,1	69,6	91,7 *	93,5 *	Professionnel gest. fin. 1
61,5	71,7	88,5	92,8	Professionnel gest. fin. 2
88,5 *	88,3 *	97,5 *	97,3 *	Professionnel gest. fin. 3
60,9	76,8	92,3 *	94,1 *	Analyste proc. adm./inform. 1
70,5 *	74,7 *	91,5	93,4	Analyste proc. adm./inform. 2
89,7 *	95,5 *	97,6 *	98,9 *	Analyste proc. adm./inform. 3
58,3	70,5	92,0 *	93,3 *	Ingénieur 1
75,1 *	78,6 *	92,7	94,9	Ingénieur 2
95,5 *	93,1 *	97,9 *	98,4 *	Ingénieur 3
49,5 *	78,5 *	89,8 *	95,7 *	Professionnel sc. phys. 1
79,5 *	66,8 *	94,1 *	91,7 *	Professionnel sc. phys. 2
87,8 *	96,0 *	97,2 *	99,1 *	Professionnel sc. phys. 3
59,9 *	96,4 *	91,2 *	99,2 *	Avocat et notaire 1
76,2	97,6	90,1	99,4	Avocat et notaire 2
73,8 *	70,0 *	92,3 *	94,0 *	Biologiste 2
73,7 *	77,0 *	92,5	94,3	Moyenne
Techniciens				
100,0	x	100,0	x	Pilote d'aéronefs-avion 2
86,5	68,9	95,5	92,3	Technicien en administration 1-2
93,3 *	77,1 *	99,5 *	94,5 *	Technicien en administration 3
83,5 *	87,6 *	94,6 *	97,1 *	Techn. documentation 1-2
88,8	80,0	96,5 *	96,2 *	Techn. laboratoire 1-2
95,0 *	90,2 *	98,6 *	97,3 *	Techn. laboratoire 3
81,0	116,6	93,7	104,4	Technicien en droit 1-2
92,3	72,7	99,4	93,5	Technicien en droit 3
81,6 *	84,3 *	94,8 *	96,2 *	Technicien génie 1-2
95,3 *	91,0 *	99,7 *	97,8 *	Technicien génie 3
76,9	71,1	93,1 *	92,5 *	Techn. informatique 1-2
85,9 *	84,3 *	96,4 *	95,6 *	Techn. informatique 3
84,1	118,4	95,7	104,0	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	77,7	95,4 *	94,6 *	Moyenne
Employés de bureau				
93,2	67,9	99,5	91,8	Magasinier 1
92,1 *	92,7 *	99,0 *	97,9 *	Magasinier 2
74,9 *	66,7 *	95,6 *	93,4 *	Magasinier 3
95,0	36,7	99,4	84,5	Personnel soutien adm. 1
93,9	72,7	99,1	93,2	Personnel soutien adm. 2
85,7	66,7	98,0	91,8	Personnel soutien adm. 3
92,6	65,3	99,0	90,5	Personnel secrétariat 1
94,4 *	85,6 *	99,4 *	96,6 *	Personnel secrétariat 2
79,7 *	56,8 *	95,8 *	90,2 *	Préposé aux renseign. 2
90,5 *	83,4 *	98,1 *	94,6 *	Préposé aux renseign. 3
100,0 *	99,9 *	100,0 *	100,0 *	Préposé télécomm. 1-2
97,3	63,7	99,8	90,4	Téléphoniste-récept. 2
88,8 *	85,1 *	98,4 *	95,6 *	Acheteur 2
92,8	69,2	99,0	92,3	Moyenne

Annexe A-3

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	97,7	46 932	56 524	-20,4	37 657	48 687	-29,3
Professionnel communic. 2	710	97,3	70 486	73 683	-4,5	49 614	59 634	-20,2
Professionnel communic. 3	114	98,3	78 909	89 061	-12,9	60 233	75 804	-25,9
Professionnel gest. fin. 1	149	100,0	45 566	64 637	-41,9	37 183	47 119	-26,7
Professionnel gest. fin. 2	866	93,7	68 468	78 880	-15,2	47 996	56 209	-17,1
Professionnel gest. fin. 3	182	99,1	76 430	95 121	-24,5	59 678	70 635	-18,4
Analyste proc. adm./inform. 1	333	100,0	47 995	62 270	-29,7	38 498	49 189	-27,8
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	97,5	71 098	78 034	-9,8	50 680	57 337	-13,1
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	99,4	78 272	91 356	-16,7	60 003	71 817	-19,7
Ingénieur 1	99	100,0	46 903	64 745	-38,0	37 864	53 131	-40,3
Ingénieur 2	392	98,0	74 069	89 942	-21,4	52 234	68 848	-31,8
Ingénieur 3	361	100,0	82 393	110 998	-34,7	44 413	99 494	-124
Avocat et notaire 2	617	90,3	101 932	108 056	-6,0	59 663	66 117	-10,8
Biologiste 2	107	100,0	71 701	76 946	-7,3	50 589	55 996	-10,7
Moyenne	...	97,6	72 885	82 966	-13,8	51 520	62 602	-21,5
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 604	98,1	47 325	53 335	-12,7	31 556	45 018	-42,7
Technicien en administration 3	239	95,3	51 648	57 340	-11,0	47 867	49 447	-3,3
Techn. documentation 1-2	751	94,6	47 356	49 482	-4,5	31 879	37 874	-18,8
Techn. laboratoire 1-2	1 897	98,8	53 225	56 651	-6,4	36 500	41 931	-14,9
Techn. laboratoire 3	482	100,0	55 995	67 575	-20,7	39 874	55 672	-39,6
Technicien en droit 1-2	405	89,7	46 169	56 969	-23,4	30 791	47 581	-54,5
Technicien génie 1-2	1 256	88,0	47 151	67 212	-42,5	33 903	46 911	-38,4
Technicien génie 3	258	99,5	51 688	79 291	-53,4	48 075	60 027	-24,9
Techn. informatique 1-2	2 387	95,3	49 624	57 805	-16,5	34 794	42 664	-22,6
Techn. informatique 3	828	100,0	53 669	58 534	-9,1	40 060	50 112	-25,1
Technicien en loisir 1-2	440	54,8	47 063	50 017	-6,3 *	32 952	40 323	-22,4
Moyenne	...	95,2	48 852	56 288	-15,2	33 936	44 644	-31,6
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	25	88,6	30 791	36 318	-17,9	28 618	32 232	-12,6
Magasinier 1	173	36,2	30 558	45 219	-48,0	28 485	35 579	-24,9
Magasinier 2	914	61,2	35 480	48 223	-35,9	30 968	39 058	-26,1
Op. duplicateur 1-2	102	87,3	34 393	44 386	-29,1	28 480	32 923	-15,6
Personnel soutien adm. 1	4 087	93,4	34 042	38 942	-14,4	29 822	29 816	0,0 *
Personnel soutien adm. 2	10 945	93,4	37 254	45 596	-22,4	31 771	38 914	-22,5
Personnel secrétariat 1	1 476	92,5	35 619	43 105	-21,0	30 810	33 748	-9,5
Personnel secrétariat 2	5 708	92,4	39 174	47 999	-22,5	35 173	37 725	-7,3
Préposé aux renseign. 2	774	89,4	41 457	42 882	-3,4 *	32 782	34 659	-5,7
Préposé aux renseign. 3	90	79,4	45 237	43 023	4,9	36 051	37 565	-4,2
Préposé télécomm. 1-2	4	67,0	31 645	42 568	-34,5	29 508	32 621	-10,5
Préposé télécomm. 3	153	100,0	39 821	56 815	-42,7	36 029	42 241	-17,2
Téléphoniste-récept. 2	1 035	86,6	31 854	36 389	-14,2	29 507	31 146	-5,6
Acheteur 2	56	48,9	41 457	50 813	-22,6	35 651	39 524	-10,9
Moyenne	...	91,4	37 440	45 194	-20,7	32 511	37 473	-15,3

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
65,6 *	67,7 *	93,2	95,5	Professionnel communic. 1
65,6	77,0	89,8	95,6	Professionnel communic. 2
79,7	86,7	95,2	98,0	Professionnel communic. 3
55,1	50,5	91,7	86,6	Professionnel gest. fin. 1
61,5	72,6	88,5	92,1	Professionnel gest. fin. 2
88,5	76,5	97,5	94,0	Professionnel gest. fin. 3
60,9	69,9	92,3	93,7	Analyste proc. adm./inform. 1
70,5	79,7	91,5	94,6	Analyste proc. adm./inform. 2
89,7	79,6	97,6	95,6	Analyste proc. adm./inform. 3
58,3 *	51,9 *	92,0 *	91,4 *	Ingénieur 1
75,1	82,8	92,7	96,0	Ingénieur 2
95,5	49,2	97,9	84,5	Ingénieur 3
76,2	83,3	90,1	93,5	Avocat et notaire 2
73,8	81,3	92,3	94,9	Biologiste 2
73,7 *	72,7 *	92,5	94,1	Moyenne
Techniciens				
86,5	81,3	95,5	97,1	Technicien en administration 1-2
93,3 *	90,3 *	99,5	98,7	Technicien en administration 3
83,5 *	84,4 *	94,6	96,3	Techn. documentation 1-2
88,8	71,8	96,5	92,7	Techn. laboratoire 1-2
95,0	80,1	98,6	96,5	Techn. laboratoire 3
81,0 *	74,8 *	93,7	95,9	Technicien en droit 1-2
81,6	86,1	94,8	95,8	Technicien génie 1-2
95,3	86,4	99,7	96,7	Technicien génie 3
76,9 *	76,2 *	93,1 *	93,8 *	Techn. informatique 1-2
85,9 *	95,5 *	96,4	99,4	Techn. informatique 3
87,4	66,0	96,2	93,4	Technicien en loisir 1-2
85,2	80,6	95,4	96,0	Moyenne
Employés de bureau				
100,0	96,1	100,0	99,6	Préposé photocopie 2
93,2 *	87,2 *	99,5	97,3	Magasinier 1
92,1 *	93,8 *	99,0 *	98,8 *	Magasinier 2
93,4 *	80,4 *	98,9 *	94,9 *	Op. duplicateur 1-2
95,0	86,3	99,4	96,8	Personnel soutien adm. 1
93,9	83,9	99,1	97,6	Personnel soutien adm. 2
92,6	75,3	99,0	94,6	Personnel secrétariat 1
94,4	84,2	99,4	96,6	Personnel secrétariat 2
79,7	85,3	95,8	97,2	Préposé aux renseign. 2
90,5 *	89,0 *	98,1 *	98,6 *	Préposé aux renseign. 3
100,0 *	90,5 *	100,0 *	97,8 *	Préposé télécomm. 1-2
99,5	101,9	100,0	100,5	Préposé télécomm. 3
97,3	72,1	99,8	96,0	Téléphoniste-récept. 2
88,8	x	98,4	x	Acheteur 2
92,8	82,8	99,0	97,1	Moyenne

Annexe A-4

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	79,4	46 932	55 998	-19,3	37 657	40 208	-6,8
Professionnel communic. 2	710	95,9	70 486	73 143	-3,8	49 614	48 480	2,3
Professionnel communic. 3	114	100,0	78 909	83 815	-6,2	60 233	62 286	-3,4
Professionnel gest. fin. 2	866	97,2	68 468	82 493	-20,5	47 996	56 458	-17,6
Professionnel gest. fin. 3	182	100,0	76 430	86 911	-13,7	59 678	72 834	-22,0
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	95,0	71 098	78 699	-10,7	50 680	49 633	2,1
Ingénieur 2	392	88,4	74 069	83 646	-12,9	52 234	56 625	-8,4
Ingénieur 3	361	100,0	82 393	92 669	-12,5	44 413	73 640	-65,8
Avocat et notaire 2	617	75,1	101 932	96 490	5,3	59 663	49 348	17,3
Moyenne	...	95,3	73 662	81 198	-10,2	51 819	54 018	-4,2
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 604	93,4	47 325	51 448	-8,7	31 556	38 921	-23,3
Technicien en administration 3	239	92,8	51 648	66 355	-28,5	47 867	46 975	1,9 *
Techn. documentation 1-2	751	91,4	47 356	49 318	-4,1	31 879	36 756	-15,3
Technicien en droit 1-2	405	66,3	46 169	50 233	-8,8	30 791	38 357	-24,6
Technicien génie 1-2	1 256	56,4	47 151	61 389	-30,2	33 903	45 347	-33,8
Technicien génie 3	258	90,3	51 688	73 301	-41,8	48 075	59 153	-23,0
Techn. informatique 1-2	2 387	93,5	49 624	60 260	-21,4	34 794	43 479	-25,0
Technicien en loisir 1-2	440	48,0	47 063	53 373	-13,4	32 952	43 642	-32,4
Moyenne	...	89,3	48 644	54 752	-12,6	33 760	40 961	-21,3
Employés de bureau								
Magasinier 1	173	91,3	30 558	47 702	-56,1	28 485	37 362	-31,2
Magasinier 2	914	79,5	35 480	49 786	-40,3	30 968	40 191	-29,8
Personnel soutien adm. 1	4 087	91,7	34 042	38 654	-13,5	29 822	28 828	3,3
Personnel soutien adm. 2	10 945	75,5	37 254	44 179	-18,6	31 771	32 163	-1,2 *
Personnel soutien adm. 3	3 803	28,6	41 702	50 362	-20,8	35 760	36 461	-2,0 *
Personnel secrétariat 1	1 476	81,4	35 619	42 963	-20,6	30 810	31 848	-3,4
Personnel secrétariat 2	5 708	84,6	39 174	48 407	-23,6	35 173	36 696	-4,3 *
Préposé aux renseign. 2	774	90,8	41 457	44 802	-8,1	32 782	33 584	-2,4 *
Préposé télécomm. 1-2	4	81,5	31 645	42 893	-35,5	29 508	31 985	-8,4
Préposé télécomm. 3	153	100,0	39 821	56 815	-42,7	36 029	42 241	-17,2
Téléphoniste-récept. 2	1 035	76,7	31 854	37 245	-16,9	29 507	31 274	-6,0 *
Acheteur 2	56	8,1	41 457	56 058	-35,2	35 651	42 874	-20,3
Moyenne	...	74,4	37 417	44 954	-20,1	32 501	33 481	-3,0

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
65,6 *	53,6 *	93,2 *	86,9 *	Professionnels
65,6	81,7	89,8	93,8	Professionnel communic. 1
79,7	92,6	95,2	98,1	Professionnel communic. 2
61,5	82,9	88,5	94,6	Professionnel communic. 3
88,5	79,9	97,5	96,7	Professionnel gest. fin. 2
70,5	86,7	91,5	95,1	Professionnel gest. fin. 3
75,1	81,2	92,7	93,9	Analyste proc. adm./inform. 2
95,5	89,6	97,9 *	97,9 *	Ingénieur 2
76,2	84,1	90,1	92,2	Ingénieur 3
				Avocat et notaire 2
73,9	81,1	92,5	94,0	Moyenne
Techniciens				
86,5	91,4	95,5	97,9	Technicien en administration 1-2
93,3 *	97,4 *	99,5 *	99,3 *	Technicien en administration 3
83,5	93,3	94,6	98,3	Techn. documentation 1-2
81,0	74,4	93,7 *	93,9 *	Technicien en droit 1-2
81,6	78,3	94,8 *	94,3 *	Technicien génie 1-2
95,3	60,6	99,7	92,4	Technicien génie 3
76,9	90,0	93,1	97,2	Techn. informatique 1-2
87,4	78,6	96,2 *	96,1 *	Technicien en loisir 1-2
84,9	88,5	95,3	97,1	Moyenne
Employés de bureau				
93,2 *	86,0 *	99,5	97,0	Magasinier 1
92,1 *	93,3 *	99,0 *	98,7 *	Magasinier 2
95,0	89,8	99,4	97,4	Personnel soutien adm. 1
93,9	95,3	99,1	98,7	Personnel soutien adm. 2
85,7	90,6	98,0 *	97,4 *	Personnel soutien adm. 3
92,6	90,1	99,0	97,4	Personnel secrétariat 1
94,4 *	87,5 *	99,4 *	97,0 *	Personnel secrétariat 2
79,7 *	82,2 *	95,8 *	95,6 *	Préposé aux renseign. 2
100,0 *	92,1 *	100,0 *	98,0 *	Préposé télécomm. 1-2
99,5	101,9	100,0	100,5	Préposé télécomm. 3
97,3 *	85,6 *	99,8 *	97,7 *	Téléphoniste-récept. 2
88,8 *	94,4 *	98,4 *	98,7 *	Acheteur 2
92,8 *	91,4 *	99,0	97,8	Moyenne

Annexe A-5

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	100,0	46 932	59 438	-26,6	37 657	49 115	-30,4
Professionnel communic. 2	710	88,3	70 486	76 890	-9,1	49 614	55 181	-11,2
Professionnel communic. 3	114	94,0	78 909	94 567	-19,8	60 233	67 728	-12,4
Professionnel gest. fin. 1	149	100,0	45 566	54 053	-18,6	37 183	43 929	-18,1
Professionnel gest. fin. 2	866	88,0	68 468	76 952	-12,4	47 996	54 764	-14,1
Professionnel gest. fin. 3	182	97,9	76 430	94 162	-23,2	59 678	65 978	-10,6
Analyste proc. adm./inform. 1	333	100,0	47 995	60 274	-25,6	38 498	45 667	-18,6
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	94,9	71 098	79 091	-11,2	50 680	57 289	-13,0
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	97,9	78 272	92 276	-17,9	60 003	68 553	-14,3
Ingénieur 1	99	100,0	46 903	62 784	-33,9	37 864	49 567	-30,9
Ingénieur 2	392	100,0	74 069	86 761	-17,1	52 234	62 707	-20,1
Ingénieur 3	361	100,0	82 393	110 483	-34,1	44 413	100 481	-126,2
Avocat et notaire 2	617	90,4	101 932	99 460	2,4	59 663	51 971	12,9
Moyenne	...	95,3	73 058	82 406	-12,8	51 613	59 050	-14,4
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 604	96,7	47 325	55 027	-16,3	31 556	39 582	-25,4
Technicien en administration 3	239	87,7	51 648	55 658	-7,8	47 867	47 012	1,8 *
Techn. documentation 1-2	751	100,0	47 356	49 434	-4,4 *	31 879	37 388	-17,3
Techn. laboratoire 1-2	1 897	100,0	53 225	66 818	-25,5	36 500	37 894	-3,8
Techn. laboratoire 3	482	100,0	55 995	77 135	-37,8	39 874	67 030	-68,1
Technicien en droit 1-2	405	100,0	46 169	49 583	-7,4	30 791	36 238	-17,7
Technicien génie 1-2	1 256	96,1	47 151	71 699	-52,1	33 903	44 863	-32,3
Techn. informatique 1-2	2 387	94,3	49 624	61 440	-23,8	34 794	46 519	-33,7
Techn. informatique 3	828	100,0	53 669	58 889	-9,7	40 060	45 156	-12,7
Moyenne	...	97,2	48 939	58 578	-19,7	33 924	41 562	-22,5
Employés de bureau								
Magasinier 2	914	86,4	35 480	48 345	-36,3	30 968	39 036	-26,1
Personnel soutien adm. 1	4 087	93,8	34 042	40 143	-17,9	29 822	32 689	-9,6
Personnel soutien adm. 2	10 945	88,2	37 254	48 989	-31,5	31 771	38 372	-20,8
Personnel soutien adm. 3	3 803	96,3	41 702	49 156	-17,9	35 760	40 196	-12,4
Personnel secrétariat 1	1 476	100,0	35 619	43 113	-21,0	30 810	36 211	-17,5
Personnel secrétariat 2	5 708	98,3	39 174	48 883	-24,8	35 173	39 374	-11,9
Préposé aux renseign. 2	774	85,1	41 457	43 145	-4,1 *	32 782	35 744	-9,0 *
Téléphoniste-récept. 2	1 035	93,2	31 854	32 172	-1,0	29 507	28 350	3,9 *
Moyenne	...	91,8	37 431	46 269	-23,6	32 503	37 204	-14,5

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
65,6	32,4	93,2	88,3	Professionnel communic. 1
65,6	78,6	89,8	94,0	Professionnel communic. 2
79,7	93,6	95,2	98,2	Professionnel communic. 3
55,1	87,4	91,7	97,6	Professionnel gest. fin. 1
61,5	85,4	88,5	95,8	Professionnel gest. fin. 2
88,5	92,4	97,5 *	97,7 *	Professionnel gest. fin. 3
60,9	82,2	92,3	95,7	Analyste proc. adm./inform. 1
70,5	86,9	91,5	96,4	Analyste proc. adm./inform. 2
89,7 *	89,1 *	97,6 *	97,2 *	Analyste proc. adm./inform. 3
58,3 *	60,7 *	92,0 *	91,7 *	Ingénieur 1
75,1	87,1	92,7	96,4	Ingénieur 2
95,5	113,0	97,9	80,7	Ingénieur 3
76,2	82,9	90,1	91,9	Avocat et notaire 2
73,8	78,4	92,5	95,5	Moyenne
Techniciens				
86,5 *	85,5 *	95,5 *	95,9 *	Technicien en administration 1-2
93,3	75,7	99,5	96,2	Technicien en administration 3
83,5 *	78,3 *	94,6 *	94,7 *	Techn. documentation 1-2
88,8	95,7	96,5	98,2	Techn. laboratoire 1-2
95,0	38,0	98,6	91,9	Techn. laboratoire 3
81,0	111,1	93,7	103,0	Technicien en droit 1-2
81,6	86,6	94,8 *	95,0 *	Technicien génie 1-2
76,9 *	78,1 *	93,1	94,7	Techn. informatique 1-2
85,9	108,9	96,4	102,1	Techn. informatique 3
85,2 *	83,8 *	95,4 *	95,9 *	Moyenne
Employés de bureau				
92,1 *	93,8 *	99,0 *	98,8 *	Magasinier 2
95,0 *	100,3 *	99,4 *	100,1 *	Personnel soutien adm. 1
93,9 *	89,1 *	99,1	97,6	Personnel soutien adm. 2
85,7	100,4	98,0	100,1	Personnel soutien adm. 3
92,6 *	93,8 *	99,0 *	99,0 *	Personnel secrétariat 1
94,4 *	87,3 *	99,4 *	97,5 *	Personnel secrétariat 2
79,7 *	84,2 *	95,8	97,3	Préposé aux renseign. 2
97,3 *	90,8 *	99,8	98,9	Téléphoniste-récept. 2
92,7 *	92,3 *	99,0 *	98,5 *	Moyenne

Annexe A-6

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
			%	\$	%	\$	%	
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	100,0	46 932	59 994	-27,8	37 657	40 399	-7,3
Professionnel communic. 2	710	100,0	70 486	74 152	-5,2	49 614	49 391	0,4 *
Professionnel gest. fin. 1	149	100,0	45 566	61 895	-35,8	37 183	42 458	-14,2
Professionnel gest. fin. 2	866	100,0	68 468	78 568	-14,8	47 996	53 584	-11,6
Analyste proc. adm./inform. 1	333	100,0	47 995	59 164	-23,3	38 498	46 204	-20,0
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	100,0	71 098	80 031	-12,6	50 680	52 124	-2,8 *
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	100,0	78 272	97 754	-24,9	60 003	61 373	-2,3 *
Ingénieur 2	392	100,0	74 069	75 607	-2,1	52 234	51 867	0,7 *
Professionnel sc. phys. 2	373	100,0	74 493	76 998	-3,4 *	52 969	51 765	2,3 *
Avocat et notaire 2	617	100,0	101 932	106 657	-4,6 *	59 663	64 529	-8,2 *
Moyenne	...	100,0	72 858	81 111	-11,3	51 865	53 328	-2,8
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 604	97,6	47 325	50 768	-7,3	31 556	37 519	-18,9
Technicien en administration 3	239	100,0	51 648	55 922	-8,3	47 867	51 182	-6,9
Techn. documentation 1-2	751	94,6	47 356	48 870	-3,2	31 879	36 534	-14,6
Techn. laboratoire 1-2	1 897	98,1	53 225	54 942	-3,2	36 500	40 972	-12,3
Technicien génie 1-2	1 256	99,5	47 151	50 808	-7,8	33 903	39 151	-15,5
Technicien génie 3	258	100,0	51 688	56 039	-8,4	48 075	51 564	-7,3
Techn. informatique 1-2	2 387	97,2	49 624	54 334	-9,5	34 794	40 306	-15,8
Techn. informatique 3	828	100,0	53 669	58 406	-8,8	40 060	53 893	-34,5
Moyenne	...	98,1	48 846	52 598	-7,7	33 928	39 688	-17,0
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	25	94,7	30 791	36 409	-18,2	28 618	32 510	-13,6
Magasinier 2	914	100,0	35 480	41 234	-16,2	30 968	35 999	-16,2
Personnel soutien adm. 1	4 087	100,0	34 042	39 293	-15,4	29 822	31 715	-6,3
Personnel soutien adm. 2	10 945	96,8	37 254	42 922	-15,2	31 771	34 667	-9,1
Personnel soutien adm. 3	3 803	93,9	41 702	42 902	-2,9	35 760	35 014	2,1 *
Personnel secrétariat 1	1 476	99,6	35 619	43 195	-21,3	30 810	34 412	-11,7
Personnel secrétariat 2	5 708	91,6	39 174	46 401	-18,4	35 173	36 090	-2,6
Préposé aux renseign. 2	774	96,6	41 457	40 290	2,8 *	32 782	33 851	-3,3 *
Téléphoniste-récept. 2	1 035	87,0	31 854	38 744	-21,6	29 507	32 874	-11,4
Moyenne	...	95,4	37 421	42 739	-14,2	32 489	34 493	-6,2

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
65,6	94,7	93,2 *	98,3 *	Professionnel communic. 1
65,6	78,2	89,8	92,7	Professionnel communic. 2
55,1	81,5	91,7	94,2	Professionnel gest. fin. 1
61,5 *	65,3 *	88,5 *	89,0 *	Professionnel gest. fin. 2
60,9 *	70,7 *	92,3 *	93,6 *	Analyste proc. adm./inform. 1
70,5 *	66,0 *	91,5	88,1	Analyste proc. adm./inform. 2
89,7	56,2	97,6	83,7	Analyste proc. adm./inform. 3
75,1 *	77,3 *	92,7 *	92,9 *	Ingénieur 2
79,5	92,1	94,1	97,4	Professionnel sc. phys. 2
76,2	51,1	90,1 *	80,7 *	Avocat et notaire 2
72,8	68,5	92,2	89,1	Moyenne
Techniciens				
86,5	70,9	95,5	92,4	Technicien en administration 1-2
93,3 *	95,5 *	99,5 *	99,6 *	Technicien en administration 3
83,5 *	80,5 *	94,6 *	95,1 *	Techn. documentation 1-2
88,8	62,7	96,5	90,5	Techn. laboratoire 1-2
81,6 *	94,5 *	94,8	98,7	Technicien génie 1-2
95,3	79,8	99,7	98,4	Technicien génie 3
76,9	63,1	93,1 *	90,5 *	Techn. informatique 1-2
85,9	67,0	96,4	97,5	Techn. informatique 3
85,2	70,5	95,4	92,6	Moyenne
Employés de bureau				
100,0	95,1	100,0	99,5	Préposé photocopie 2
92,1 *	95,4 *	99,0 *	99,4 *	Magasinier 2
95,0	59,3	99,4	92,2	Personnel soutien adm. 1
93,9	74,3	99,1	95,1	Personnel soutien adm. 2
85,7	92,1	98,0	98,5	Personnel soutien adm. 3
92,6	61,9	99,0	92,3	Personnel secrétariat 1
94,4	76,8	99,4	94,8	Personnel secrétariat 2
79,7	93,5	95,8	99,0	Préposé aux renseign. 2
97,3 *	59,2 *	99,8	93,8	Téléphoniste-récept. 2
92,8	74,8	99,0	95,1	Moyenne

Annexe A-7

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ²	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$	%	%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	100,0	46 932	55 472	-18,2	37 657	51 425	-36,6
Professionnel communic. 2	710	100,0	70 486	72 608	-3,0	49 614	67 180	-35,4
Professionnel communic. 3	114	100,0	78 909	86 704	-9,9	60 233	80 364	-33,4
Professionnel gest. fin. 1	149	100,0	45 566	67 938	-49,1	37 183	48 430	-30,2
Professionnel gest. fin. 2	866	100,0	68 468	80 092	-17,0	47 996	59 296	-23,5
Professionnel gest. fin. 3	182	100,0	76 430	96 086	-25,7	59 678	75 015	-25,7
Analyste proc. adm./inform. 1	333	100,0	47 995	62 981	-31,2	38 498	50 143	-30,2
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	100,0	71 098	75 901	-6,8	50 680	62 044	-22,4
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	100,0	78 272	90 930	-16,2	60 003	73 261	-22,1
Ingénieur 1	99	100,0	46 903	68 467	-46,0	37 864	59 896	-58,2
Ingénieur 2	392	100,0	74 069	97 872	-32,1	52 234	83 275	-59,4
Ingénieur 3	361	100,0	82 393	115 311	-40,0	44 413	98 659	-122,1
Professionnel sc. phys. 1	20	100,0	47 411	63 516	-34,0	37 823	52 284	-38,2
Professionnel sc. phys. 2	373	100,0	74 493	82 156	-10,3	52 969	68 000	-28,4
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 207	101 801	-28,5	61 116	86 720	-41,9
Avocat et notaire 1	45	100,0	57 273	85 373	-49,1	44 726	59 837	-33,8
Avocat et notaire 2	617	100,0	101 932	118 990	-16,7	59 663	82 907	-39,0
Biologiste 1	9	100,0	47 411	61 422	-29,6	37 823	50 425	-33,3
Biologiste 2	107	100,0	71 701	80 481	-12,2	50 589	59 853	-18,3
Biologiste 3	40	100,0	79 146	94 687	-19,6	60 937	82 399	-35,2
Moyenne	...	100,0	72 885	83 560	-14,6	51 520	67 443	-30,9
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 604	100,0	47 325	53 986	-14,1	31 556	49 349	-56,4
Techn. documentation 1-2	751	100,0	47 356	51 580	-8,9	31 879	44 360	-39,2
Techn. laboratoire 1-2	1 897	100,0	53 225	57 696	-8,4	36 500	47 431	-29,9
Technicien en droit 1-2	405	100,0	46 169	62 049	-34,4	30 791	55 102	-79,0
Technicien génie 1-2	1 256	100,0	47 151	67 956	-44,1	33 903	55 923	-64,9
Technicien génie 3	258	100,0	51 688	78 157	-51,2	48 075	64 382	-33,9
Pilote d'aéronefs-Hélic. 2	6	100,0	65 820	86 469	-31,4	57 985	77 605	-33,8
Moyenne	...	100,0	48 268	56 710	-17,5	32 903	49 999	-52,0
Employés de bureau								
Personnel soutien adm. 1	4 087	100,0	34 042	36 474	-7,1	29 822	34 126	-14,4
Personnel soutien adm. 2	10 945	100,0	37 254	45 378	-21,8	31 771	42 049	-32,3
Personnel soutien adm. 3	3 803	100,0	41 702	50 769	-21,7	35 760	46 895	-31,1
Personnel secrétariat 1	1 476	100,0	35 619	42 938	-20,5	30 810	39 838	-29,3
Personnel secrétariat 2	5 708	100,0	39 174	45 612	-16,4	35 173	41 992	-19,4
Acheteur 2	56	100,0	41 457	50 758	-22,4	35 651	39 272	-10,2
Moyenne	...	95,7	37 614	44 696	-18,8	32 659	41 344	-26,6

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
65,6	63,1	93,2	97,3	Professionnels
65,6	68,0	89,8	97,6	Professionnel communic. 1
79,7	80,2	95,2	98,6	Professionnel communic. 2
55,1	42,4	91,7	83,5	Professionnel communic. 3
61,5	46,2	88,5	86,0	Professionnel gest. fin. 1
88,5	60,3	97,5	91,3	Professionnel gest. fin. 2
60,9	67,0	92,3	93,3	Professionnel gest. fin. 3
70,5	75,6	91,5	95,5	Analyste proc. adm./inform. 1
89,7	75,4	97,6	95,2	Analyste proc. adm./inform. 2
58,3	26,2	92,0	90,8	Analyste proc. adm./inform. 3
75,1	76,1	92,7	96,4	Ingénieur 1
95,5	86,4	97,9	98,0	Ingénieur 2
49,5	68,5	89,8	94,4	Ingénieur 3
79,5	63,7	94,1	93,7	Professionnel sc. phys. 1
87,8	68,6	97,2	95,3	Professionnel sc. phys. 2
59,9	57,2	91,2	87,2	Professionnel sc. phys. 3
76,2	85,3	90,1	95,6	Avocat et notaire 1
68,7	57,6	93,7	92,4	Avocat et notaire 2
73,8	79,4	92,3	94,7	Biologiste 1
88,6	87,4	97,4	98,4	Biologiste 2
				Biologiste 3
73,7	71,3	92,5	94,5	Moyenne
				Techniciens
86,5	75,6	95,5	97,9	Technicien en administration 1-2
83,5	73,6	94,6	96,3	Techn. documentation 1-2
88,8	72,5	96,5	95,1	Techn. laboratoire 1-2
81,0	53,9	93,7	94,8	Technicien en droit 1-2
81,6	86,8	94,8	97,7	Technicien génie 1-2
95,3	91,2	99,7	98,4	Technicien génie 3
100,0	93,2	100,0	99,3	Pilote d'aéronefs-Hélic. 2
86,1	75,5	95,5	97,2	Moyenne
				Employés de bureau
95,0	x	99,4	91,1	Personnel soutien adm. 1
93,9	75,8	99,1	98,2	Personnel soutien adm. 2
85,7	66,7	98,0	97,5	Personnel soutien adm. 3
92,6	47,7	99,0	96,2	Personnel secrétariat 1
94,4	84,1	99,4	98,7	Personnel secrétariat 2
88,8	88,7	98,4	97,4	Acheteur 2
92,8	56,8	99,0	97,0	Moyenne

Annexe A-8

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 1	77	97,1	46 932	55 775	-18,8	37 657	x	x	
Professionnel communic. 2	710	99,3	70 486	73 444	-4,2	49 614	60 354	-21,6	
Professionnel communic. 3	114	100,0	78 909	88 288	-11,9	60 233	77 013	-27,9	
Professionnel gest. fin. 2	866	100,0	68 468	79 232	-15,7	47 996	56 439	-17,6	
Professionnel gest. fin. 3	182	100,0	76 430	95 440	-24,9	59 678	71 339	-19,5	
Analyste proc. adm./inform. 1	333	98,0	47 995	63 163	-31,6	38 498	49 563	-28,7	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	99,3	71 098	77 023	-8,3	50 680	57 103	-12,7	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	100,0	78 272	91 511	-16,9	60 003	72 090	-20,1	
Ingénieur 1	99	100,0	46 903	67 438	-43,8	37 864	55 370	-46,2	
Ingénieur 2	392	100,0	74 069	91 763	-23,9	52 234	70 058	-34,1	
Ingénieur 3	361	100,0	82 393	111 892	-35,8	44 413	100 736	-126,8	
Avocat et notaire 2	617	92,6	101 932	110 398	-8,3	59 663	65 976	-10,6	
Biologiste 2	107	100,0	71 701	76 976	-7,4	50 589	56 094	-10,9	
Moyenne	...	99,1	72 885	82 876	-13,7	51 520	62 731	-21,8	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 604	94,7	47 325	52 451	-10,8	31 556	44 519	-41,1	
Technicien en administration 3	239	98,2	51 648	57 218	-10,8	47 867	48 821	-2,0	
Techn. documentation 1-2	751	94,5	47 356	49 430	-4,4	31 879	37 719	-18,3	
Techn. laboratoire 1-2	1 897	35,8	53 225	57 407	-7,9	36 500	44 658	-22,4	
Techn. laboratoire 3	482	91,3	55 995	67 575	-20,7	39 874	55 672	-39,6	
Technicien en droit 1-2	405	88,8	46 169	57 934	-25,5	30 791	48 715	-58,2	
Technicien génie 1-2	1 256	55,1	47 151	69 222	-46,8	33 903	48 195	-42,2	
Technicien génie 3	258	89,8	51 688	79 557	-53,9	48 075	60 060	-24,9	
Techn. informatique 1-2	2 387	87,6	49 624	56 862	-14,6	34 794	43 960	-26,3	
Techn. informatique 3	828	100,0	53 669	57 533	-7,2	40 060	49 416	-23,4	
Technicien en loisir 1-2	440	49,6	47 063	48 841	-3,8 *	32 952	39 836	-20,9	
Techn. hygiène du trav. 1-2	169	62,9	46 571	65 025	-39,6	34 024	55 038	-61,8	
Moyenne	...	81,6	48 853	56 299	-15,2	33 939	45 625	-34,4	
Employés de bureau									
Préposé photocopie 2	25	81,3	30 791	35 393	-14,9	28 618	31 922	-11,5	
Magasinier 1	173	24,9	30 558	39 647	-29,7	28 485	29 195	-2,5 *	
Magasinier 2	914	52,0	35 480	48 138	-35,7	30 968	37 248	-20,3	
Op. duplicateur 1-2	102	63,2	34 393	44 386	-29,1	28 480	32 923	-15,6	
Personnel soutien adm. 1	4 087	81,6	34 042	40 762	-19,7	29 822	30 945	-3,8 *	
Personnel soutien adm. 2	10 945	82,7	37 254	45 314	-21,6	31 771	37 854	-19,1	
Personnel soutien adm. 3	3 803	94,0	41 702	49 670	-19,1	35 760	44 774	-25,2	
Personnel secrétariat 1	1 476	88,4	35 619	44 156	-24,0	30 810	34 884	-13,2	
Personnel secrétariat 2	5 708	88,5	39 174	46 868	-19,6	35 173	37 150	-5,6	
Préposé aux renseign. 2	774	37,8	41 457	46 185	-11,4	32 782	37 051	-13,0	
Préposé aux renseign. 3	90	15,9	45 237	62 348	-37,8	36 051	32 145	10,8	
Préposé télécomm. 1-2	4	84,1	31 645	39 870	-26,0	29 508	27 110	8,1 *	
Téléphoniste-récept. 2	1 035	53,2	31 854	36 704	-15,2	29 507	31 215	-5,8	
Acheteur 2	56	52,6	41 457	52 921	-27,7	35 651	38 381	-7,7	
Moyenne	...	81,1	37 440	45 246	-20,8	32 511	37 054	-14,0	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
65,6 *	66,4 *	93,2	96,6	Professionnel communic. 1
65,6	78,7	89,8	96,2	Professionnel communic. 2
79,7	88,2	95,2	98,5	Professionnel communic. 3
61,5	71,2	88,5	91,7	Professionnel gest. fin. 2
88,5	75,1	97,5	93,7	Professionnel gest. fin. 3
60,9	70,5	92,3	93,6	Analyste proc. adm./inform. 1
70,5	81,3	91,5	95,2	Analyste proc. adm./inform. 2
89,7	79,9	97,6	95,7	Analyste proc. adm./inform. 3
58,3	46,6	92,0	90,4	Ingénieur 1
75,1	81,9	92,7	95,7	Ingénieur 2
95,5	60,7	97,9	84,0	Ingénieur 3
76,2	83,4	90,1	93,3	Avocat et notaire 2
73,8	81,1	92,3	94,9	Biologiste 2
73,7	72,6	92,5	94,2	Moyenne
Techniciens				
86,5	81,9	95,5	97,3	Technicien en administration 1-2
93,3 *	94,8 *	99,5 *	99,2 *	Technicien en administration 3
83,5 *	84,3 *	94,6	96,3	Techn. documentation 1-2
88,8	83,7	96,5 *	96,4 *	Techn. laboratoire 1-2
95,0	80,1	98,6	96,5	Techn. laboratoire 3
81,0	69,2	93,7	95,1	Technicien en droit 1-2
81,6	86,9	94,8	96,0	Technicien génie 1-2
95,3	87,3	99,7	96,9	Technicien génie 3
76,9 *	79,6 *	93,1	95,4	Techn. informatique 1-2
85,9 *	97,9 *	96,4	99,7	Techn. informatique 3
87,4	60,7	96,2	92,8	Technicien en loisir 1-2
84,1	96,9	95,7	99,5	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	82,6	95,4	96,7	Moyenne
Employés de bureau				
100,0 *	97,0 *	100,0 *	99,7 *	Préposé photocopie 2
93,2	79,3	99,5	94,5	Magasinier 1
92,1 *	90,5 *	99,0 *	97,8 *	Magasinier 2
93,4 *	80,4 *	98,9 *	94,9 *	Op. duplicateur 1-2
95,0	81,9	99,4	95,6	Personnel soutien adm. 1
93,9	84,5	99,1	97,5	Personnel soutien adm. 2
85,7	76,1	98,0	97,6	Personnel soutien adm. 3
92,6	74,7	99,0	94,7	Personnel secrétariat 1
94,4 *	91,8 *	99,4	98,3	Personnel secrétariat 2
79,7 *	81,0 *	95,8 *	96,2 *	Préposé aux renseign. 2
90,5	98,1	98,1	99,1	Préposé aux renseign. 3
100,0 *	97,4 *	100,0 *	99,2 *	Préposé télécomm. 1-2
97,3 *	77,4 *	99,8	96,6	Téléphoniste-récept. 2
88,8 *	86,6 *	98,4 *	96,3 *	Acheteur 2
92,8	84,0	99,0	97,2	Moyenne

Annexe A-9

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2011
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	81,6	46 932	55 819	-18,9	37 657	43 014	-14,2
Professionnel communic. 2	710	87,4	70 486	74 589	-5,8	49 614	55 197	-11,3
Professionnel communic. 3	114	95,1	78 909	92 797	-17,6	60 233	68 041	-13,0
Professionnel gest. fin. 1	149	64,0	45 566	51 813	-13,7	37 183	40 819	-9,8
Professionnel gest. fin. 2	866	79,1	68 468	71 992	-5,1	47 996	53 445	-11,4
Professionnel gest. fin. 3	182	89,6	76 430	91 731	-20,0	59 678	69 759	-16,9
Analyste proc. adm./inform. 1	333	80,8	47 995	59 520	-24,0	38 498	44 573	-15,8
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	66,6	71 098	77 128	-8,5	50 680	56 600	-11,7
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	75,8	78 272	91 959	-17,5	60 003	69 522	-15,9
Ingénieur 1	99	90,2	46 903	60 447	-28,9	37 864	46 757	-23,5
Ingénieur 2	392	84,1	74 069	82 824	-11,8	52 234	63 226	-21,0
Ingénieur 3	361	88,5	82 393	104 230	-26,5	44 413	79 470	-78,9
Professionnel sc. phys. 1	20	100,0	47 411	53 921	-13,7	37 823	42 375	-12,0
Professionnel sc. phys. 2	373	92,4	74 493	75 327	-1,1 *	52 969	54 811	-3,5 *
Professionnel sc. phys. 3	98	100,0	79 207	88 803	-12,1	61 116	68 741	-12,5
Avocat et notaire 1	45	88,8	57 273	68 622	-19,8	44 726	53 703	-20,1
Avocat et notaire 2	617	44,9	101 932	91 148	10,6	59 663	68 082	-14,1
Biologiste 2	107	100,0	71 701	63 953	10,8	50 589	50 658	-0,1 *
Moyenne	...	76,2	72 885	78 694	-8,0	51 520	58 824	-14,2
Techniciens								
Pilote d'aéronefs-avion 2	2	60,6	63 811	106 174	-66,4	55 501	83 866	-51,1
Technicien en administration 1-2	7 604	78,7	47 325	51 504	-8,8	31 556	38 414	-21,7
Technicien en administration 3	239	79,0	51 648	63 799	-23,5	47 867	49 680	-3,8 *
Techn. documentation 1-2	751	100,0	47 356	50 028	-5,6 *	31 879	39 001	-22,3 *
Techn. laboratoire 1-2	1 897	92,3	53 225	51 462	3,3 *	36 500	40 748	-11,6
Techn. laboratoire 3	482	100,0	55 995	61 614	-10,0 *	39 874	44 416	-11,4 *
Technicien en droit 1-2	405	93,9	46 169	63 421	-37,4	30 791	46 840	-52,1
Technicien génie 1-2	1 256	80,7	47 151	62 426	-32,4	33 903	48 077	-41,8
Technicien génie 3	258	86,1	51 688	79 454	-53,7	48 075	60 101	-25,0
Techn. informatique 1-2	2 387	82,1	49 624	57 542	-16,0	34 794	41 216	-18,5
Techn. informatique 3	828	82,5	53 669	69 798	-30,1	40 060	50 566	-26,2
Technicien en loisir 1-2	440	67,0	47 063	55 056	-17,0 *	32 952	42 410	-28,7
Techn. hygiène du trav. 1-2	169	79,8	46 571	67 704	-45,4	34 024	51 765	-52,1
Moyenne	...	82,6	48 850	55 912	-14,5	33 944	41 923	-23,5
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	25	97,4	30 791	46 759	-51,9	28 618	26 611	7,0
Magasinier 1	173	62,2	30 558	30 554	0,0 *	28 485	24 020	15,7
Magasinier 2	914	59,1	35 480	48 433	-36,5	30 968	36 774	-18,7
Personnel soutien adm. 1	4 087	88,4	34 042	32 554	4,4 *	29 822	24 637	17,4
Personnel soutien adm. 2	10 945	67,9	37 254	39 862	-7,0	31 771	30 295	4,6
Personnel soutien adm. 3	3 803	70,6	41 702	48 974	-17,4	35 760	36 378	-1,7 *
Personnel secrétariat 1	1 476	80,1	35 619	44 599	-25,2	30 810	30 697	0,4 *
Personnel secrétariat 2	5 708	81,5	39 174	49 800	-27,1	35 173	38 028	-8,1
Préposé aux renseign. 2	774	73,0	41 457	35 631	14,1	32 782	27 367	16,5
Préposé aux renseign. 3	90	64,5	45 237	53 666	-18,6	36 051	42 213	-17,1
Préposé télécomm. 1-2	4	49,8	31 645	51 376	-62,4	29 508	41 638	-41,1
Téléphoniste-récept. 2	1 035	58,5	31 854	39 361	-23,6	29 507	28 798	2,4 *
Acheteur 2	56	39,8	41 457	52 788	-27,3	35 651	39 891	-11,9 *
Moyenne	...	73,6	37 428	42 367	-13,2	32 493	31 863	1,9 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
65,6 *	52,9 *	93,2 *	89,2 *	Professionnel communic. 1
65,6	56,0	89,8 *	88,5 *	Professionnel communic. 2
79,7 *	64,0 *	95,2 *	90,4 *	Professionnel communic. 3
55,1	72,7	91,7 *	94,2 *	Professionnel gest. fin. 1
61,5	72,4	88,5	92,9	Professionnel gest. fin. 2
88,5 *	87,3 *	97,5 *	97,0 *	Professionnel gest. fin. 3
60,9	76,7	92,3 *	94,1 *	Analyste proc. adm./inform. 1
70,5 *	74,3 *	91,5	93,2	Analyste proc. adm./inform. 2
89,7 *	94,5 *	97,6 *	98,7 *	Analyste proc. adm./inform. 3
58,3	70,6	92,0 *	93,3 *	Ingénieur 1
75,1 *	79,0 *	92,7	95,0	Ingénieur 2
95,5 *	93,2 *	97,9 *	98,4 *	Ingénieur 3
49,5	87,7	89,8	97,4	Professionnel sc. phys. 1
79,5 *	66,2 *	94,1 *	91,5 *	Professionnel sc. phys. 2
87,8 *	96,0 *	97,2 *	99,1 *	Professionnel sc. phys. 3
59,9 *	92,5 *	91,2 *	98,4 *	Avocat et notaire 1
76,2	93,1	90,1	98,2	Avocat et notaire 2
73,8 *	71,6 *	92,3 *	94,1 *	Biologiste 2
73,7 *	77,0 *	92,5	94,2	Moyenne
Techniciens				
100,0	72,6	100,0	63,7	Pilote d'aéronefs-avion 2
86,5	68,6	95,5	92,0	Technicien en administration 1-2
93,3 *	77,6 *	99,5 *	95,0 *	Technicien en administration 3
83,5 *	88,1 *	94,6 *	97,4 *	Techn. documentation 1-2
88,8	71,7	96,5	94,3	Techn. laboratoire 1-2
95,0 *	90,2 *	98,6 *	97,3 *	Techn. laboratoire 3
81,0	116,7	93,7	104,4	Technicien en droit 1-2
81,6 *	83,2 *	94,8 *	96,1 *	Technicien génie 1-2
95,3 *	89,7 *	99,7 *	97,5 *	Technicien génie 3
76,9	68,8	93,1	91,3	Techn. informatique 1-2
85,9 *	84,3 *	96,4 *	95,7 *	Techn. informatique 3
87,4 *	82,0 *	96,2 *	95,9 *	Technicien en loisir 1-2
84,1	120,9	95,7	104,9	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	76,6	95,4	94,1	Moyenne
Employés de bureau				
100,0	75,6	100,0	89,5	Préposé photocopie 2
93,2	57,1	99,5	90,8	Magasinier 1
92,1 *	109,4 *	99,0 *	102,3 *	Magasinier 2
95,0	29,5	99,4	82,9	Personnel soutien adm. 1
93,9	69,1	99,1	92,6	Personnel soutien adm. 2
85,7	62,0	98,0	90,2	Personnel soutien adm. 3
92,6	65,0	99,0	89,1	Personnel secrétariat 1
94,4	82,2	99,4	95,8	Personnel secrétariat 2
79,7 *	53,2 *	95,8 *	89,1 *	Préposé aux renseign. 2
90,5 *	72,6 *	98,1 *	94,2 *	Préposé aux renseign. 3
100,0 *	92,0 *	100,0 *	98,5 *	Préposé télécomm. 1-2
97,3	62,6	99,8	90,0	Téléphoniste-récept. 2
88,8 *	79,0 *	98,4 *	94,9 *	Acheteur 2
92,7	65,9	99,0	91,5	Moyenne

Annexe A-10

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2011

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$	%	%
Professionnels								
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	99,4	71 098	71 669	-0,8 *	50 680	51 895	-2,4 *
Ingénieur 2	392	100,0	74 069	80 018	-8,0 *	52 234	61 227	-17,2
Moyenne	...	97,8	68 755	70 225	-2,1 *	49 229	51 394	-4,4 *
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 604	79,1	47 325	49 335	-4,2 *	31 556	37 513	-18,9
Techn. laboratoire 1-2	1 897	20,1	53 225	58 417	-9,8 *	36 500	47 902	-31,2
Technicien génie 1-2	1 256	27,7	47 151	72 936	-54,7	33 903	51 253	-51,2
Techn. informatique 1-2	2 387	78,6	49 624	55 867	-12,6	34 794	45 557	-30,9
Moyenne	...	64,1	48 715	54 998	-12,9	33 534	42 683	-27,3
Employés de bureau								
Magasinier 1	173	21,5	30 558	36 564	-19,7	28 485	25 774	9,5
Magasinier 2	914	39,7	35 480	46 859	-32,1	30 968	32 192	-4,0 *
Personnel soutien adm. 1	4 087	68,9	34 042	43 422	-27,6	29 822	32 648	-9,5 *
Personnel soutien adm. 2	10 945	50,4	37 254	43 576	-17,0	31 771	31 671	0,3 *
Personnel soutien adm. 3	3 803	65,3	41 702	46 288	-11,0 *	35 760	36 782	-2,9 *
Personnel secrétariat 1	1 476	67,0	35 619	51 660	-45,0	30 810	43 405	-40,9
Personnel secrétariat 2	5 708	73,1	39 174	45 545	-16,3	35 173	36 382	-3,4 *
Préposé aux renseign. 2	774	22,9	41 457	50 290	-21,3	32 782	39 952	-21,9
Téléphoniste-récept. 2	1 035	23,0	31 854	37 189	-16,7 *	29 507	30 445	-3,2 *
Moyenne	...	56,9	37 433	44 823	-19,7	32 507	34 095	-4,9

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
70,5 *	56,7 *	91,5 *	88,1 *	Professionnels
75,1	63,5	92,7	91,4	Analyste proc. adm./inform. 2
				Ingénieur 2
68,7 *	59,4 *	91,3 *	88,7 *	Moyenne
				Techniciens
86,5	80,7	95,5 *	95,4 *	Technicien en administration 1-2
88,8 *	90,8 *	96,5	98,4	Techn. laboratoire 1-2
81,6	89,1	94,8	96,8	Technicien génie 1-2
76,9 *	78,4 *	93,1	96,0	Techn. informatique 1-2
85,1 *	83,8 *	95,3	96,3	Moyenne
				Employés de bureau
93,2	75,6	99,5	92,8	Magasinier 1
92,1 *	88,4 *	99,0 *	96,4 *	Magasinier 2
95,0	77,2	99,4	94,4	Personnel soutien adm. 1
93,9 *	86,7 *	99,1	96,4	Personnel soutien adm. 2
85,7 *	88,8 *	98,0 *	97,7 *	Personnel soutien adm. 3
92,6	71,1	99,0 *	95,4 *	Personnel secrétariat 1
94,4	100,5	99,4	100,1	Personnel secrétariat 2
79,7 *	74,8 *	95,8 *	94,8 *	Préposé aux renseign. 2
97,3	102,1	99,8	100,4	Téléphoniste-récept. 2
92,8	88,0	99,0	97,1	Moyenne

Annexe A-11

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	77	77,9	46 932	54 744	-16,6	37 657	43 038	-14,3
Professionnel communic. 2	710	87,8	70 486	74 441	-5,6	49 614	55 393	-11,6
Professionnel gest. fin. 1	149	60,1	45 566	51 142	-12,2	37 183	40 291	-8,4
Professionnel gest. fin. 2	866	79,3	68 468	71 407	-4,3 *	47 996	53 259	-11,0
Analyste proc. adm./inform. 1	333	79,2	47 995	59 585	-24,1	38 498	44 294	-15,1
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65,0	71 098	76 675	-7,8	50 680	56 592	-11,7
Ingénieur 1	99	90,1	46 903	60 488	-29,0	37 864	46 769	-23,5
Ingénieur 2	392	84,1	74 069	83 117	-12,2	52 234	63 395	-21,4
Professionnel sc. phys. 2	373	92,4	74 493	75 299	-1,1 *	52 969	54 800	-3,5 *
Moyenne	...	75,0	72 885	78 391	-7,6	51 520	58 872	-14,3
Techniciens								
Pilote d'aéronefs-avion 2	2	60,6	63 811	106 174	-66,4	55 501	83 866	-51,1
Technicien en administration 1-2	7 604	76,2	47 325	50 784	-7,3	31 556	38 204	-21,1
Techn. documentation 1-2	751	100,0	47 356	49 731	-5,0 *	31 879	38 072	-19,4 *
Techn. laboratoire 1-2	1 897	91,8	53 225	51 101	4,0 *	36 500	40 708	-11,5
Technicien génie 1-2	1 256	80,5	47 151	62 584	-32,7	33 903	48 170	-42,1
Technicien génie 3	258	85,5	51 688	79 680	-54,2	48 075	60 018	-24,8
Techn. informatique 1-2	2 387	81,7	49 624	57 464	-15,8	34 794	41 179	-18,4
Techn. hygiène du trav. 1-2	169	79,5	46 571	67 947	-45,9	34 024	52 115	-53,2
Moyenne	...	78,8	48 850	55 642	-13,9	33 944	41 796	-23,1
Employés de bureau								
Magasinier 1	173	61,8	30 558	30 439	0,4 *	28 485	23 878	16,2
Magasinier 2	914	53,7	35 480	51 056	-43,9	30 968	38 385	-24,0
Personnel soutien adm. 1	4 087	88,3	34 042	32 521	4,5 *	29 822	24 602	17,5
Personnel soutien adm. 2	10 945	67,7	37 254	39 795	-6,8	31 771	30 223	4,9
Personnel soutien adm. 3	3 803	69,9	41 702	49 005	-17,5	35 760	36 327	-1,6 *
Personnel secrétariat 1	1 476	78,4	35 619	44 951	-26,2	30 810	30 428	1,2 *
Personnel secrétariat 2	5 708	78,1	39 174	49 671	-26,8	35 173	37 808	-7,5 *
Préposé aux renseign. 2	774	72,9	41 457	35 551	14,2	32 782	27 313	16,7
Préposé aux renseign. 3	90	59,4	45 237	58 104	-28,4	36 051	43 941	-21,9
Téléphoniste-récept. 2	1 035	58,0	31 854	39 502	-24,0	29 507	28 793	2,4 *
Acheteur 2	56	39,8	41 457	52 788	-27,3	35 651	39 891	-11,9 *
Moyenne	...	72,5	37 428	42 432	-13,4	32 493	31 821	2,1 *

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères ^{1/} catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
65,6 *	46,6 *	93,2 *	88,6 *	Professionnel communic. 1
65,6	51,9	89,8	87,7	Professionnel communic. 2
55,1	69,8	91,7 *	93,6 *	Professionnel gest. fin. 1
61,5	72,1	88,5	92,9	Professionnel gest. fin. 2
60,9	77,6	92,3 *	94,3 *	Analyste proc. adm./inform. 1
70,5 *	75,4 *	91,5	93,6	Analyste proc. adm./inform. 2
58,3	70,4	92,0 *	93,3 *	Ingénieur 1
75,1 *	78,7 *	92,7	95,0	Ingénieur 2
79,5 *	66,1 *	94,1 *	91,5 *	Professionnel sc. phys. 2
73,7 *	77,2 *	92,5	94,3	Moyenne
Techniciens				
100,0	72,6	100,0	63,7	Pilote d'aéronefs-avion 2
86,5	66,6	95,5	91,7	Technicien en administration 1-2
83,5 *	87,6 *	94,6 *	97,1 *	Techn. documentation 1-2
88,8	76,2	96,5 *	95,3 *	Techn. laboratoire 1-2
81,6 *	83,1 *	94,8 *	96,1 *	Technicien génie 1-2
95,3 *	90,9 *	99,7 *	97,8 *	Technicien génie 3
76,9	69,8	93,1 *	91,6 *	Techn. informatique 1-2
84,1	121,6	95,7	105,0	Techn. hygiène du trav. 1-2
85,2	76,2	95,4	94,1	Moyenne
Employés de bureau				
93,2	56,5	99,5	90,6	Magasinier 1
92,1 *	104,4 *	99,0 *	101,1 *	Magasinier 2
95,0	29,0	99,4	82,7	Personnel soutien adm. 1
93,9	68,8	99,1	92,5	Personnel soutien adm. 2
85,7	60,7	98,0	89,8	Personnel soutien adm. 3
92,6	64,1	99,0	88,4	Personnel secrétariat 1
94,4 *	85,0 *	99,4 *	96,4 *	Personnel secrétariat 2
79,7 *	53,4 *	95,8 *	89,2 *	Préposé aux renseign. 2
90,5 *	72,0 *	98,1 *	93,2 *	Préposé aux renseign. 3
97,3	61,9	99,8	89,7	Téléphoniste-récept. 2
88,8 *	79,0 *	98,4 *	94,9 *	Acheteur 2
92,7	65,8	99,0	91,4	Moyenne

Annexe B-1

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,14	1,03	0,31	1,04	0,31	1,18	0,67	0,84	0,50	0,98	0,36
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,68	10,14	6,70	9,63	6,70	9,63	6,69	4,09	6,70	12,14	6,70	8,84
Assurance-vie	0,08	0,26	0,03	0,32	0,03	0,30	0,03	0,24	0,03	0,36	0,04	0,29
Assurance maladie	0,07	1,35	0,06	1,52	0,07	1,57	0,08	1,22	0,07	1,69	0,07	1,47
Assurance-soins dentaires	0,00	1,18	0,00	1,19	0,00	1,26	0,00	0,70	0,00	0,82	0,00	1,11
Assurance-soins optiques	0,00	0,15	0,00	0,16	0,00	0,15	0,00	0,09	0,00	0,20	0,00	0,15
Assurance-salaire	1,57	0,63	2,89	0,90	3,51	0,87	4,59	0,74	3,01	1,25	3,28	0,84
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,79	0,10	0,89	0,19	1,05	0,34 *	0,54 *	0,26	0,76	0,18	0,87
Total partiel des assurances ¹	1,74	4,37	3,08	4,98	3,80	5,20	5,04	3,53	3,37	5,09	3,56	4,74
Compensation pour congés parentaux	0,30 *	0,32 *	0,28	0,33	0,13	0,38	0,04 *	0,04 *	0,01	0,04	0,16	0,28
Assurance parentale du Québec	0,63	0,57	0,71	0,69	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,69	0,70	0,68
Régime de rentes du Québec	3,26	2,90	4,45	3,93	4,48	4,36	4,44	4,37	4,54	3,89	4,31	4,04
Assurance-emploi	0,97	0,92	1,35	1,26	1,47 *	1,49 *	1,47	1,67	1,46	1,24	1,38 *	1,38 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,83 *	0,80 *	1,33	1,21	1,38	1,17	1,69	2,27	1,41	2,15	1,35 *	1,38 *
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,95	9,45	12,09	11,35	12,30	11,98	12,58	13,28	12,38 *	12,24 *	11,99	11,74
Total rémunération indirecte ¹	18,68	24,28	22,16	26,29	22,93	27,19	24,35	20,94	22,45	29,50	22,42	25,60
Total des avantages sociaux¹	19,17	24,42	23,19	26,60	23,97	27,50	25,53	21,61	23,29	30,00	23,40	25,96
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	7,38	8,40	7,65	8,42	7,48	8,90	6,98	8,70	8,24	8,48	7,46
Congés fériés et mobiles	4,92	4,78	4,91 *	4,87 *	4,90	4,77	4,92	4,61	4,91 *	4,88 *	4,91	4,77
Congés de maladie utilisés	4,15	1,91	3,09	1,65	2,70	1,75	1,94	1,11	3,06	1,50	2,87	1,62
Congés parentaux	0,03	0,02	0,02	0,02	0,00	0,02	0,02 *	0,02 *	0,02	0,02	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23	0,54	0,48	0,53	0,43	0,50	0,91	0,29	0,72	0,54	0,51	0,48
Total des heures chômées payées¹	17,50	14,63	16,91	14,72	16,45	14,51	16,68	13,00	17,41	15,19	16,79	14,34
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,67	39,05	40,10	41,32	40,42	42,01	42,21	34,61	40,70	45,19	40,18 *	40,30 *

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-2

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,09	1,03	0,33	1,04	0,32	1,18	0,66	0,91	0,30	0,98	0,35
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,68 *	6,02 *	6,70 *	6,77 *	6,70 *	6,22 *	6,69	2,85	6,70	8,86	6,70	5,84
Assurance-vie	0,08	0,35	0,03	0,44	0,03	0,40	0,03	0,25	0,03	0,41	0,04	0,38
Assurance maladie	0,07	1,21	0,06	1,44	0,07	1,52	0,08	1,12	0,07	1,84	0,07	1,40
Assurance-soins dentaires	0,00	1,44	0,00	1,38	0,00	1,36	0,00	0,86	0,00	0,94	0,00	1,27
Assurance-soins optiques	0,00	0,22	0,00	0,23	0,00	0,22	0,00	0,10	0,00	0,31	0,00	0,20
Assurance-salaire	1,57	0,79	2,89	0,97	3,51	1,06	4,59	0,68	3,11	1,30	3,28	0,95
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,56	0,10	0,59	0,19	0,89	0,34 *	0,47 *	0,29	0,59	0,18	0,68
Total partiel des assurances ¹	1,74	4,57	3,08	5,03	3,80	5,45	5,04	3,48	3,50	5,38	3,56	4,88
Compensation pour congés parentaux	0,30	0,09	0,28	0,12	0,13 *	0,15 *	0,04	0,00	0,01	0,00	0,17	0,10
Assurance parentale du Québec	0,63	0,58	0,71	0,68	0,71	0,70	0,71	0,71	0,71	0,68	0,70	0,68
Régime de rentes du Québec	3,26	2,97	4,45	3,95	4,48	4,31	4,44	4,35	4,54	3,77	4,31	4,03
Assurance-emploi	0,97	0,94	1,35	1,30	1,47	1,53	1,47	1,70	1,46	1,28	1,38	1,42
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,83 *	0,82 *	1,33 *	1,30 *	1,38	1,26	1,69	2,43	1,45	2,39	1,35	1,47
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,95	9,56	12,10	11,49	12,30	12,06	12,58	13,45	12,41 *	12,39 *	11,99	11,86
Total rémunération indirecte ¹	18,68	20,25	22,16	23,41	22,93 *	23,88 *	24,35	19,78	22,62	26,62	22,42 *	22,68 *
Total des avantages sociaux¹	19,17	20,34	23,19 *	23,75 *	23,97 *	24,20 *	25,53	20,44	23,53	26,92	23,41 *	23,03 *
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	6,95	8,40	7,14	8,42	7,12	8,90	6,71	8,66	8,22	8,48	7,08
Congés fériés et mobiles	4,92	4,51	4,91	4,60	4,90	4,45	4,92	4,42	4,92	4,69	4,91	4,50
Congés de maladie utilisés	4,15	0,99	3,09	0,97	2,70	0,87	1,94	0,81	2,53	0,83	2,84	0,90
Congés parentaux	0,03	0,02	0,02	0,02	0,00	0,02	0,02 *	0,01 *	0,02 *	0,02 *	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23 *	0,27 *	0,48	0,35	0,43	0,28	0,91	0,21	0,76	0,45	0,52	0,29
Total des heures chômées payées¹	17,50	12,75	16,91	13,08	16,45	12,74	16,68	12,17	16,89	14,20	16,76	12,79
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,67	33,09	40,10	36,83	40,42	36,94	42,21	32,62	40,42 *	41,12 *	40,17	35,82

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-3

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « autre public »
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,22	1,03	0,24	1,04	0,36	1,18	0,53	0,84	0,65	0,98	0,36
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,68	16,41	6,70	13,36	6,70	14,63	6,69	9,38	6,70	17,83	6,70	13,79
Assurance-vie	0,08	0,14	0,03	0,16	0,03	0,19	0,03	0,20	0,03	0,22	0,04	0,18
Assurance maladie	0,07	1,55	0,06	1,52	0,07	1,57	0,08	1,60	0,07	1,51	0,07	1,56
Assurance-soins dentaires	0,00	0,76	0,00	0,75	0,00	0,90	0,00	0,81	0,00	0,66	0,00	0,82
Assurance-soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,03	0,00	0,04	0,00	0,10	0,00	0,07	0,00	0,05
Assurance-salaire	1,57	0,40	2,89	0,61	3,51	0,83	4,59	1,32	3,01	1,21	3,28	0,83
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,08	0,10	1,17	0,19	1,28	0,34	0,85	0,26	1,15	0,18	1,14
Total partiel des assurances ¹	1,74	3,97	3,08	4,24	3,80	4,82	5,04 *	4,86 *	3,37	4,83	3,56	4,58
Compensation pour congés parentaux	0,30	0,63	0,28	0,58	0,13	0,59	0,04	0,32	0,01	0,11	0,16	0,52
Assurance parentale du Québec	0,63	0,57	0,71	0,70	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71 *	0,71 *	0,70	0,69
Régime de rentes du Québec	3,26	2,83	4,45	3,96	4,48	4,43	4,44 *	4,43 *	4,54	4,00	4,31	4,09
Assurance-emploi	0,97	0,89	1,35	1,22	1,47	1,44	1,47 *	1,46 *	1,46	1,22	1,38	1,31
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,83	0,78	1,33	1,02	1,38	1,17	1,69	1,12	1,41	1,66	1,35	1,10
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,95	9,32	12,10	11,16	12,30	12,00	12,58	11,97	12,38	11,84	11,99	11,44
Total rémunération indirecte ¹	18,68	30,34	22,16	29,33	22,93	32,05	24,35	26,54	22,45	34,60	22,42	30,33
Total des avantages sociaux¹	19,17	30,55	23,19	29,57	23,97	32,41	25,53	27,06	23,29	35,25	23,40	30,69
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	7,94	8,40	8,20	8,42	8,32	8,90	8,30	8,70 *	8,46 *	8,48	8,24
Congés fériés et mobiles	4,92	5,18	4,91	5,35	4,90	5,36	4,92	5,32	4,91 *	4,99 *	4,91	5,31
Congés de maladie utilisés	4,15	3,23	3,09	2,62	2,70	2,78	1,94	2,58	3,06	2,75	2,86	2,76
Congés parentaux	0,03	0,01	0,02	0,01	0,00	0,02	0,02	0,05	0,02	0,03	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23	0,92	0,48	0,74	0,43	0,69	0,91	0,85	0,72 *	0,78 *	0,51	0,76
Total des heures chômées payées¹	17,50	17,28	16,90 *	16,91 *	16,45	17,16	16,68	17,10	17,41 *	17,00 *	16,78	17,10
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,67	47,84	40,10	46,48	40,42	49,57	42,21	44,16	40,70	52,26	40,18	47,79

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-4

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration municipale
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,50	1,59	1,01	0,58	1,04 *	1,08 *	0,98	0,69	0,83 *	1,01 *	0,94 *	0,98 *
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,69	18,79	6,70	18,74	6,70	15,53	6,69	13,47	6,70	19,75	6,70	16,85
Assurance-vie	0,08	0,28	0,03	0,18	0,03	0,23	0,03	0,27	0,03	0,19	0,04	0,23
Assurance maladie	0,07	1,51	0,06	0,78	0,07	1,23	0,08	1,49	0,07	0,78	0,07	1,16
Assurance-soins dentaires	0,00	0,67	0,00	0,21	0,00	0,42	0,00	0,18	0,00	0,18	0,00	0,36
Assurance-soins optiques	0,00	0,06	0,00	0,02	0,00	0,04	0,00	0,02	0,00	0,01	0,00	0,03
Assurance-salaire	1,58	0,94	2,89	1,39	3,51	1,09	4,47	0,97	3,01	1,48	3,14	1,15
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,38	0,10	1,41	0,19	1,24	0,38	1,16	0,26	1,79	0,16	1,33
Total partiel des assurances ¹	1,75	4,84	3,08	3,98	3,80	4,25	4,96	4,09	3,37	4,43	3,41	4,26
Compensation pour congés parentaux	0,30	0,10	0,27	0,12	0,13	0,17	0,02	0,04	0,01	0,05	0,17	0,13
Assurance parentale du Québec	0,63	0,57	0,71	0,70	0,71	0,71	0,71 *	0,71 *	0,71 *	0,71 *	0,70	0,69
Régime de rentes du Québec	3,22	2,88	4,46	4,04	4,48	4,44	4,44	4,50	4,54	4,12	4,30	4,11
Assurance-emploi	0,95	0,86	1,35	1,23	1,47	1,34	1,47 *	1,41 *	1,46	1,21	1,37	1,24
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,84	1,77	1,32	1,96	1,38	2,09	1,41	1,96	1,40	2,02	1,29	1,99
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,90	10,34	12,10 *	12,19 *	12,30	12,84	12,30	12,83	12,37 *	12,32 *	11,92	12,29
Total rémunération indirecte ¹	18,64	34,07	22,16	35,03	22,93	32,79	23,97	30,44	22,44	36,56	22,20	33,53
Total des avantages sociaux¹	19,14	35,66	23,17	35,61	23,98	33,87	24,95	31,13	23,26	37,57	23,14	34,51
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	9,01	8,39	9,07	8,42	9,31	8,68 *	8,77 *	8,69 *	8,55 *	8,42	9,11
Congés fériés et mobiles	4,92	6,50	4,91	6,16	4,90	5,82	4,87	5,81	4,91	5,55	4,90	5,99
Congés de maladie utilisés	4,12	1,40	3,13	2,18	2,69	1,91	1,79	2,20	3,06	2,89	2,94	1,99
Congés parentaux	0,03	0,01	0,02	0,01	0,00	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01
Congés sociaux	0,23	0,29	0,48	0,38	0,43	0,39	0,74	0,47	0,72	0,81	0,46	0,40
Total des heures chômées payées¹	17,48	17,21	16,93	17,80	16,44	17,44	16,09	17,25	17,40	17,80	16,73	17,50
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,62	52,87	40,09	53,41	40,41	51,31	41,04	48,38	40,67	55,37	39,87	52,01

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-5

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « entreprises publiques »
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,23	0,99	0,49	1,05	0,53	1,18	0,81	0,91	0,48	0,98	0,52
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,68	20,78	6,70	16,58	6,70	20,47	6,69	8,44	6,70	19,03	6,70	17,44
Assurance-vie	0,08	0,26	0,03	0,31	0,03	0,31	0,03	0,44	0,03	0,28	0,04	0,32
Assurance maladie	0,07	1,26	0,06	1,68	0,07	1,85	0,08	1,98	0,07	1,82	0,07	1,75
Assurance-soins dentaires	0,00	0,38	0,00	0,70	0,00	0,81	0,00	0,63	0,00	0,85	0,00	0,70
Assurance-soins optiques	0,00	0,02	0,00	0,04	0,00	0,04	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,04
Assurance-salaire	1,58	0,75	2,85	0,93	3,51	1,27	4,57	1,70	3,11	1,34	3,26	1,20
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,29	0,10	0,46	0,19	0,62	0,34 *	0,30 *	0,29	0,48	0,18	0,48
Total partiel des assurances ¹	1,74	2,97	3,04	4,11	3,80	4,89	5,03 *	5,11 *	3,50	4,83	3,54	4,49
Compensation pour congés parentaux	0,30 *	0,34 *	0,28	0,34	0,13	0,31	0,04	0,10	0,01	0,04	0,17	0,27
Assurance parentale du Québec	0,63	0,56	0,71	0,68	0,71	0,71	0,71	0,70	0,71 *	0,71 *	0,70	0,68
Régime de rentes du Québec	3,25	2,80	4,44	3,79	4,48	4,32	4,44	4,29	4,54	3,88	4,30	3,96
Assurance-emploi	0,96	0,86	1,35	1,16	1,47	1,42	1,47	1,39	1,46	1,23	1,37	1,27
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,83 *	0,84 *	1,31	1,20	1,38 *	1,39 *	1,68	0,94	1,45	1,63	1,35	1,20
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,94	9,32	12,07	11,10	12,30	12,09	12,57	11,58	12,41	11,70	11,98	11,38
Total rémunération indirecte ¹	18,66	33,41	22,09	32,13	22,93	37,77	24,33 *	25,22 *	22,62	35,60	22,39	33,58
Total des avantages sociaux¹	19,15	33,63	23,09	32,62	23,98	38,29	25,50 *	26,03 *	23,53	36,08	23,36	34,10
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	7,83	8,39	7,91	8,42 *	8,32 *	8,89	8,17	8,66	9,10	8,47	8,17
Congés fériés et mobiles	4,92	4,98	4,91 *	4,90 *	4,90 *	4,85 *	4,92	5,07	4,92	4,42	4,91 *	4,90 *
Congés de maladie utilisés	4,15	2,68	3,15	2,59	2,69	3,12	1,93	2,23	2,53 *	2,46 *	2,86	2,75
Congés parentaux	0,03	0,02	0,02 *	0,02 *	0,00	0,03	0,02	0,07	0,02	0,04	0,01	0,03
Congés sociaux	0,23	0,42	0,47 *	0,47 *	0,43	0,52	0,90	0,77	0,76	0,57	0,51	0,54
Total des heures chômées payées¹	17,50	15,93	16,94	15,89	16,45	16,85	16,66	16,31	16,89 *	16,59 *	16,76	16,40
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,66	49,57	40,03	48,51	40,42	55,14	42,16 *	42,34 *	40,42	52,67	40,13	50,50

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-6

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur universitaire
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,52	0,00	1,03	0,10	1,05	0,15	1,25	0,28	0,92	0,12	0,99	0,13
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,69	8,96	6,70	8,52	6,70	8,02	6,70	8,89	6,70	9,26	6,70	8,44
Assurance-vie	0,08	0,25	0,03	0,25	0,03	0,26	0,03	0,36	0,03	0,26	0,04	0,27
Assurance maladie	0,07	1,34	0,06	1,44	0,07	1,48	0,07	1,73	0,07	1,72	0,07	1,49
Assurance-soins dentaires	0,00	0,37	0,00	0,25	0,00	0,29	0,00	0,44	0,00	0,30	0,00	0,31
Assurance-soins optiques	0,00	0,07	0,00	0,02	0,00	0,05	0,00	0,46	0,00	0,58	0,00	0,11
Assurance-salaire	1,60	0,58	2,89	0,57	3,51	0,61	4,62	1,01	3,15	0,94	3,21	0,66
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,40	0,10	0,99	0,19	1,21	0,33	2,21	0,28	1,46	0,16	1,17
Total partiel des assurances ¹	1,76	2,99	3,08	3,52	3,80 *	3,90 *	5,05	6,21	3,53	5,26	3,48	4,01
Compensation pour congés parentaux	0,31	0,39	0,28 *	0,29 *	0,13	0,39	0,03	0,12	0,01	0,09	0,18	0,32
Assurance parentale du Québec	0,64	0,61	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71 *	0,71 *	0,71 *	0,71 *	0,70	0,69
Régime de rentes du Québec	3,27	3,05	4,45	4,24	4,48	4,50	4,44	4,48	4,54	4,41	4,30	4,23
Assurance-emploi	0,97	0,90	1,35	1,27	1,47	1,43	1,47	1,45	1,46	1,32	1,37	1,31
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,85	0,52	1,33	0,60	1,38	0,61	1,78	0,60	1,46	0,59	1,35	0,59
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,98	9,34	12,10	11,08	12,30	11,50	12,66	11,50	12,42	11,28	11,98	11,09
Total rémunération indirecte ¹	18,73	21,68	22,16	23,40	22,93	23,81	24,44	26,72	22,66	25,90	22,33	23,85
Total des avantages sociaux¹	19,25	21,68	23,19 *	23,50 *	23,98 *	23,95 *	25,69	27,00	23,58	26,01	23,32	23,98
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	9,03	8,40	8,70	8,42	8,72	8,98	8,46	8,70 *	8,48 *	8,46	8,72
Congés fériés et mobiles	4,92	5,66	4,91	5,60	4,90	5,58	4,95	5,70	4,92	5,64	4,91	5,61
Congés de maladie utilisés	4,10	1,45	3,09	1,15	2,69	1,21	2,00	1,35	2,59	1,21	2,90	1,24
Congés parentaux	0,03	0,02	0,02	0,02	0,00	0,02	0,02 *	0,02 *	0,02 *	0,02 *	0,01 *	0,02 *
Congés sociaux	0,23	0,21	0,48	0,25	0,43	0,26	0,96	0,21	0,76	0,31	0,49	0,25
Total des heures chômées payées¹	17,45	16,37	16,90	15,73	16,44	15,79	16,90	15,74	16,99	15,66	16,78	15,84
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,70	38,05	40,10	39,23	40,42	39,74	42,59 *	42,74 *	40,57 *	41,67 *	40,10 *	39,82 *

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-7

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration fédérale¹
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,00	1,01	0,00	1,06	0,00	1,17	0,00	0,83	0,00	0,98	0,00
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,68	12,62	6,71	11,27	6,70	10,55	6,69	10,57	6,70	11,22	6,70	11,03
Assurance-vie	0,08	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,04	0,00
Assurance maladie	0,07	1,78	0,06	1,78	0,07	1,78	0,08	1,78	0,07	1,78	0,07	1,78
Assurance-soins dentaires	0,00	1,09	0,00	1,52	0,00	1,94	0,00	2,03	0,00	1,55	0,00	1,73
Assurance-soins optiques	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05
Assurance-salaire	1,57	0,00	2,88	0,00	3,47	0,00	4,60	0,00	3,05	0,00	3,27	0,00
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,64	0,09	1,64	0,19	1,64	0,35	1,64	0,27	1,64	0,18	1,64
Total partiel des assurances ²	1,74	4,56	3,06	5,00	3,77	5,41	5,06	5,50	3,42	5,02	3,56	5,21
Compensation pour congés parentaux	0,30	0,96	0,33	1,27	0,13	1,47	0,04	1,15	0,00	0,50	0,17	1,26
Assurance parentale du Québec	0,63	0,57	0,71	0,70	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,71	0,70	0,69
Régime de rentes du Québec	3,26	2,82	4,48	3,94	4,48	4,50	4,44	4,46	4,53	3,98	4,29	4,11
Assurance-emploi	0,97	0,92	1,36	1,29	1,47	1,55	1,47	1,58	1,46	1,31	1,37	1,40
Assurance maladie du Québec	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26
CSST	0,83	0,61	1,34	0,61	1,38	0,61	1,68	0,61	1,40	0,61	1,34	0,61
Total partiel des régimes étatiques ²	9,95	9,17	12,14	10,80	12,30	11,63	12,56	11,62	12,36	10,86	11,96	11,06
Total rémunération indirecte ²	18,68	27,31	22,24	28,33	22,90	29,06	24,35	28,84	22,48	27,60	22,39	28,56
Total des avantages sociaux²	19,17	27,31	23,25	28,33	23,96	29,06	25,52	28,84	23,31	27,60	23,36	28,56
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	7,55	8,40	7,58	8,42	7,83	8,89	7,44	8,69	7,76	8,48	7,66
Congés fériés et mobiles	4,92	4,98	4,92	4,98	4,90	4,98	4,92	4,98	4,91	4,98	4,91	4,98
Congés de maladie utilisés	4,15	4,20	3,26	4,20	2,59	4,20	1,92	4,20	3,01	4,20	2,85	4,20
Congés parentaux	0,03	0,01	0,02	0,01	0,00	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01
Congés sociaux	0,23	1,44	0,47	1,45	0,44	1,45	0,90	1,44	0,72	1,44	0,51	1,44
Total des heures chômées payées²	17,50	18,19	17,07	18,22	16,35	18,46	16,64	18,07	17,35	18,39	16,75	18,30
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées²	36,67	45,49	40,32	46,55	40,31	47,52	42,16	46,91	40,66	45,99	40,12	46,86

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.

2. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

Annexe B-8

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,23	1,03	0,38	1,04	0,50	1,18	0,66	0,84	0,53	0,98	0,47
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,68	16,82	6,70	12,72	6,70	13,08	6,69	4,88	6,70	13,06	6,70	12,03
Assurance-vie	0,08	0,12	0,03	0,29	0,03	0,33	0,03	0,20	0,03	0,37	0,04	0,27
Assurance maladie	0,07	1,60	0,06	1,62	0,07	1,63	0,08	1,36	0,07	1,74	0,07	1,58
Assurance-soins dentaires	0,00	0,79	0,00	1,05	0,00	0,94	0,00	0,67	0,00	0,85	0,00	0,89
Assurance-soins optiques	0,00	0,05	0,00	0,11	0,00	0,11	0,00	0,09	0,00	0,20	0,00	0,10
Assurance-salaire	1,57	0,43	2,89	0,87	3,51	1,05	4,59	0,86	3,01	1,30	3,28	0,91
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	1,18	0,10	1,14	0,19	1,25	0,34 *	0,56 *	0,26	0,77	0,18	1,07
Total partiel des assurances ¹	1,74	4,17	3,08	5,08	3,80	5,30	5,04	3,75	3,37	5,21	3,56	4,82
Compensation pour congés parentaux	0,30	0,65	0,28	0,49	0,13	0,50	0,04	0,07	0,01	0,04	0,16	0,42
Assurance parentale du Québec	0,63	0,57	0,71	0,69	0,71 *	0,71 *	0,71	0,71	0,71	0,69	0,70	0,69
Régime de rentes du Québec	3,26	2,83	4,45	3,94	4,48	4,40	4,44	4,38	4,54	3,87	4,31	4,06
Assurance-emploi	0,97	0,89	1,35	1,24	1,47	1,45	1,47	1,65	1,46	1,24	1,38	1,35
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,83	0,80	1,33	1,15	1,38	1,16	1,69	2,22	1,41	2,10	1,35 *	1,34 *
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,95	9,35	12,10	11,29	12,30	11,97	12,58	13,21	12,38	12,16	11,99	11,70
Total rémunération indirecte ¹	18,68	30,99	22,16	29,57	22,93	30,86	24,35	21,91	22,45	30,47	22,42	28,96
Total des avantages sociaux¹	19,17	31,23	23,19	29,95	23,97	31,36	25,53	22,57	23,29	31,00	23,40	29,42
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	7,87	8,40 *	8,43 *	8,42	8,25	8,90	7,59	8,70 *	8,55 *	8,48	8,14
Congés fériés et mobiles	4,92	5,18	4,91	5,14	4,90	5,20	4,92	4,77	4,91 *	4,90 *	4,91	5,09
Congés de maladie utilisés	4,15	3,41	3,09	2,29	2,70	2,45	1,94	1,28	3,06	1,58	2,86	2,28
Congés parentaux	0,03	0,01	0,02	0,01	0,00	0,02	0,02 *	0,02 *	0,02	0,02	0,01 *	0,01 *
Congés sociaux	0,23	1,00	0,48	0,72	0,43	0,65	0,91	0,36	0,72	0,57	0,51	0,66
Total des heures chômées payées¹	17,50 *	17,47 *	16,90	16,58	16,45 *	16,56 *	16,68	14,03	17,41	15,63	16,78	16,19
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,67	48,70	40,10	46,54	40,42	47,92	42,21	36,60	40,70	46,63	40,18	45,61

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-9

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,10	1,03	0,21	1,05	0,17	1,18	0,70	0,91	0,25	0,99	0,27
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,68 *	6,46 *	6,70 *	6,44 *	6,70	5,43	6,69	2,35	6,70	4,64	6,70	5,22
Assurance-vie	0,08	0,35	0,03	0,33	0,03	0,31	0,03	0,36	0,03	0,36	0,04	0,33
Assurance maladie	0,07	1,20	0,06	1,42	0,07	1,43	0,08	1,04	0,07	1,39	0,07	1,33
Assurance-soins dentaires	0,00	1,36	0,00	1,37	0,00	1,43	0,00	0,85	0,00	0,77	0,00	1,27
Assurance-soins optiques	0,00	0,21	0,00	0,21	0,00	0,20	0,00	0,12	0,00	0,33	0,00	0,20
Assurance-salaire	1,57	0,76	2,89	0,88	3,51	0,80	4,59	0,43	3,11	0,96	3,28	0,75
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,54	0,10	0,55	0,19	0,83	0,34 *	0,49 *	0,29	0,71	0,18	0,66
Total partiel des assurances ¹	1,74	4,42	3,08	4,76	3,80	5,00	5,04	3,28	3,50	4,51	3,56	4,54
Compensation pour congés parentaux	0,30	0,12	0,28	0,17	0,13 *	0,15 *	0,04	0,01	0,01	0,01	0,17	0,12
Assurance parentale du Québec	0,63	0,58	0,71	0,68	0,71	0,70	0,71 *	0,71 *	0,71	0,69	0,70	0,68
Régime de rentes du Québec	3,26	2,96	4,45	3,94	4,48	4,33	4,44	4,34	4,54	4,08	4,31	4,05
Assurance-emploi	0,97	0,93	1,35	1,29	1,47	1,55	1,47	1,70	1,46 *	1,38 *	1,38	1,42
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,83 *	0,82 *	1,33 *	1,29 *	1,38 *	1,27 *	1,69	2,31	1,45	2,26	1,36 *	1,45 *
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,95	9,55	12,10	11,45	12,30	12,12	12,58	13,32	12,41 *	12,67 *	12,00	11,86
Total rémunération indirecte ¹	18,68	20,54	22,16 *	22,82 *	22,93 *	22,70 *	24,35	18,96	22,62 *	21,83 *	22,42	21,73
Total des avantages sociaux¹	19,17	20,65	23,19 *	23,03 *	23,98	22,87	25,53	19,66	23,53 *	22,08 *	23,41	22,00
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	7,04	8,40	6,93	8,42	6,70	8,90	5,69	8,66	6,64	8,48	6,61
Congés fériés et mobiles	4,92	4,56	4,91	4,65	4,90	4,35	4,92	4,22	4,92	4,62	4,91	4,44
Congés de maladie utilisés	4,15	1,05	3,09	1,02	2,69	0,78	1,94	0,80	2,53	0,92	2,84	0,88
Congés parentaux	0,03	0,02	0,02 *	0,02 *	0,00	0,02	0,02 *	0,01 *	0,02 *	0,01 *	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23 *	0,26 *	0,48	0,32	0,43	0,22	0,91	0,15	0,76	0,17	0,52	0,23
Total des heures chômées payées¹	17,50	12,93	16,91	12,93	16,44	12,07	16,68	10,87	16,89	12,36	16,76	12,19
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,67	33,57	40,10	35,96	40,42	34,94	42,21	30,54	40,42	34,45	40,17	34,19

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-10

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé syndiqué
 (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,62	0,26	1,07 *	1,04 *	1,04 *	1,13 *	1,18	0,66	0,91	0,32	1,03 *	0,89 *
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,69 *	7,45 *	6,70	11,25	6,70 *	8,52 *	6,69	3,23	6,70	9,74	6,70	8,06
Assurance-vie	0,08	0,22	0,03	0,57	0,03	0,93	0,03	0,22	0,03	0,42	0,04	0,62
Assurance maladie	0,08	2,14	0,06	1,81	0,07	1,88	0,08	1,33	0,07	1,91	0,07	1,79
Assurance-soins dentaires	0,00	1,36	0,00	1,50	0,00	0,95	0,00	0,86	0,00	0,99	0,00	1,10
Assurance-soins optiques	0,00	0,37	0,00	0,33	0,00	0,24	0,00	0,10	0,00	0,30	0,00	0,25
Assurance-salaire	1,70 *	1,49 *	2,93	1,30	3,51	1,96	4,59	0,84	3,11	1,38	3,39	1,52
Assurance-invalidité de longue durée	0,02	1,20	0,10	0,72	0,19	1,22	0,34 *	0,49 *	0,29	0,60	0,19	0,93
Total partiel des assurances ¹	1,88	6,77	3,12	6,23	3,80	7,19	5,04	3,84	3,50	5,61	3,69	6,21
Compensation pour congés parentaux	0,31	0,08	0,29	0,11	0,13 *	0,15 *	0,04	0,00	0,01	0,00	0,16	0,10
Assurance parentale du Québec	0,66 *	0,65 *	0,71	0,69	0,71	0,71	0,71 *	0,71 *	0,71	0,68	0,70	0,70
Régime de rentes du Québec	3,46 *	3,47 *	4,46	4,04	4,48	4,35	4,44	4,35	4,54	3,72	4,37	4,16
Assurance-emploi	1,03	1,14	1,35 *	1,34 *	1,47 *	1,52 *	1,47	1,69	1,46	1,27	1,40 *	1,46 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,91	0,58	1,36	1,14	1,38 *	1,34 *	1,69	2,51	1,45	2,33	1,39 *	1,50 *
Total partiel des régimes étatiques ¹	10,32 *	10,11 *	12,14	11,47	12,30 *	12,17 *	12,58	13,52	12,41 *	12,27 *	12,13 *	12,08 *
Total rémunération indirecte ¹	19,20	24,40	22,25	29,06	22,93	28,02	24,35	20,58	22,62	27,61	22,68	26,44
Total des avantages sociaux¹	19,81	24,67	23,32	30,10	23,97	29,15	25,53	21,24	23,53	27,93	23,70	27,34
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,18	6,99	8,42	8,90	8,42 *	8,30 *	8,90	7,52	8,66 *	8,64 *	8,50	8,17
Congés fériés et mobiles	4,92	5,22	4,92	4,58	4,90 *	4,79 *	4,92	4,52	4,92 *	4,71 *	4,91	4,73
Congés de maladie utilisés	3,86	1,04	3,05	0,93	2,70	1,20	1,94	0,82	2,53	0,87	2,73	1,03
Congés parentaux	0,03	0,02	0,02	0,01	0,00	0,02	0,02 *	0,01 *	0,02 *	0,02 *	0,01	0,02
Congés sociaux	0,25	0,40	0,49	0,37	0,43 *	0,42 *	0,91	0,24	0,76	0,51	0,53	0,38
Total des heures chômées payées¹	17,25	13,66	16,90	14,78	16,45	14,74	16,68	13,12	16,89	14,74	16,69	14,33
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	37,06 *	38,33 *	40,22	44,88	40,42	43,88	42,21	34,36	40,42 *	42,67 *	40,40 *	41,67 *

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-11

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé non syndiqué (en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,49	0,09	1,03	0,18	1,05	0,16	1,18	0,70	0,90	0,23	0,99	0,25
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	6,68 *	5,99 *	6,70	5,64	6,70	5,01	6,69	2,31	6,70	4,60	6,70	4,79
Assurance-vie	0,08	0,35	0,03	0,37	0,03	0,31	0,03	0,36	0,03	0,37	0,04	0,34
Assurance maladie	0,07	1,19	0,06	1,37	0,07	1,39	0,08	1,04	0,07	1,39	0,07	1,30
Assurance-soins dentaires	0,00	1,43	0,00	1,43	0,00	1,45	0,00	0,85	0,00	0,79	0,00	1,30
Assurance-soins optiques	0,00	0,22	0,00	0,22	0,00	0,21	0,00	0,12	0,00	0,34	0,00	0,20
Assurance-salaire	1,57	0,78	2,89	0,87	3,51	0,82	4,59	0,43	3,11	0,97	3,28	0,76
Assurance-invalidité de longue durée	0,01	0,56	0,10	0,55	0,19	0,84	0,34 *	0,48 *	0,29	0,69	0,18	0,66
Total partiel des assurances ¹	1,74	4,54	3,08	4,80	3,80	5,02	5,04	3,28	3,50	4,55	3,56	4,57
Compensation pour congés parentaux	0,30	0,09	0,28	0,13	0,13 *	0,14 *	0,04	0,01	0,01	0,00	0,17	0,10
Assurance parentale du Québec	0,63	0,58	0,71	0,68	0,71	0,70	0,71 *	0,71 *	0,71	0,69	0,70	0,68
Régime de rentes du Québec	3,26	2,97	4,45	3,96	4,48	4,33	4,44	4,34	4,54	4,09	4,31	4,05
Assurance-emploi	0,97	0,94	1,35 *	1,31 *	1,47	1,55	1,47	1,70	1,46 *	1,39 *	1,38	1,43
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,83 *	0,82 *	1,33 *	1,29 *	1,38 *	1,26 *	1,69	2,33	1,44	2,31	1,35 *	1,45 *
Total partiel des régimes étatiques ¹	9,95	9,57	12,10	11,51	12,30	12,10	12,58	13,33	12,41 *	12,73 *	11,99 *	11,87 *
Total rémunération indirecte ¹	18,68	20,19	22,16 *	22,08 *	22,93 *	22,28 *	24,35	18,93	22,61 *	21,89 *	22,42	21,33
Total des avantages sociaux¹	19,17 *	20,28 *	23,19	22,26	23,98	22,43	25,53	19,63	23,51 *	22,12 *	23,41	21,59
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,17	6,94	8,40	6,71	8,42	6,63	8,90	5,67	8,65	6,61	8,48	6,52
Congés fériés et mobiles	4,92	4,50	4,91	4,61	4,90	4,31	4,92	4,21	4,92	4,59	4,91	4,40
Congés de maladie utilisés	4,15	1,00	3,09	0,97	2,69	0,75	1,94	0,78	2,53	0,87	2,84	0,85
Congés parentaux	0,03	0,02	0,02 *	0,02 *	0,00	0,02	0,02 *	0,01 *	0,02 *	0,01 *	0,01	0,02
Congés sociaux	0,23 *	0,26 *	0,48	0,33	0,43	0,23	0,91	0,15	0,75	0,16	0,52	0,24
Total des heures chômées payées¹	17,50	12,73	16,91	12,63	16,44	11,94	16,68	10,83	16,86	12,25	16,75	12,02
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées¹	36,67	33,01	40,10	34,90	40,42	34,37	42,21	30,46	40,37	34,37	40,16	33,61

1. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts		
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	50 065	-14,5	261	61	44 002	50 126	-13,9	9 376	12 672
Professionnel communic. 2	710	63 301	68 287	-7,9	439	115	63 739	68 403	-7,3	12 338	17 788
Professionnel communic. 3	114	75 113	85 921	-14,4	105	67	75 218	85 989	-14,3	13 354	24 950
Professionnel gest. fin. 1	149	41 803	49 579	-18,6	148	3	41 952	49 582	-18,2	8 696	12 421
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	67 842	-12,0	574	124	61 169	67 966	-11,1	12 062	16 386
Professionnel gest. fin. 3	182	74 504	88 583	-18,9	104	32	74 608	88 614	-18,8	13 112	24 179
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	57 343	-29,5	144	10	44 428	57 353	-29,1	9 123	15 067
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	71 109	-9,3	339	125	65 412	71 234	-8,9	12 257	16 892
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	76 385	90 006	-17,8	147	66	76 532	90 071	-17,7	13 409	19 668
Ingénieur 1	99	43 131	56 985	-32,1	60	11	43 191	56 995	-32,0	8 672	13 446
Ingénieur 2	392	68 632	80 686	-17,6	113	77	68 745	80 763	-17,5	12 344	20 076
Ingénieur 3	361	80 687	99 693	-23,6	113	93	80 800	99 786	-23,5	13 801	29 883
Professionnel sc. phys. 1	20	42 567	53 203	-25,0	193	95	42 760	53 298	-24,6	8 936	11 914
Professionnel sc. phys. 2	373	70 087	69 627	0,7 *	925	47	71 012	69 675	1,9 *	13 374	16 120
Professionnel sc. phys. 3	98	77 008	89 899	-16,7	108	114	77 116	90 013	-16,7	13 460	19 090
Avocat et notaire 1	45	52 245	71 316	-36,5	97	35	52 343	71 351	-36,3	10 449	18 552
Avocat et notaire 2	617	91 856	107 864	-17,4	419	194	92 275	108 057	-17,1	15 651	22 483
Biologiste 1	9	44 409	44 822	-0,9 *	62	86	44 471	44 908	-1,0 *	9 142	8 060
Biologiste 2	107	66 178	70 404	-6,4	93	113	66 271	70 518	-6,4	12 079	18 199
Biologiste 3	40	77 068	95 854	-24,4	108	23	77 176	95 876	-24,2	13 407	33 145
Moyenne	...	67 496	76 209	-12,9	324	102	67 820	76 311	-12,5	12 510	18 486
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	48 769	-7,9	438	144	45 635	48 913	-7,2	10 116	13 085
Technicien en administration 3	239	51 396	59 390	-15,6	57	84	51 452	59 473	-15,6	10 509	13 227
Technicien documentation 1-2	751	44 807	47 692	-6,4	333	126	45 140	47 818	-5,9	9 873	13 338
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	52 467	-2,2 *	959	344	52 313	52 811	-1,0 *	11 721	14 222
Technicien laboratoire 3	482	55 187	62 605	-13,4	1 032	463	56 219	63 068	-12,2	12 304	16 387
Technicien en droit 1-2	405	43 254	60 198	-39,2	48	74	43 301	60 272	-39,2	9 088	13 556
Technicien en droit 3	13	51 357	75 224	-46,5	56	0	51 414	75 224	-46,3	10 513	17 689
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	62 327	-39,4	312	182	45 025	62 508	-38,8	9 652	17 985
Technicien génie 3	258	51 518	76 787	-49,0	57	79	51 575	76 866	-49,0	10 406	24 478
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	51 794	-12,1	331	73	46 533	51 867	-11,5	9 959	12 147
Technicien informatique 3	828	51 755	64 834	-25,3	517	11	52 272	64 845	-24,1	11 002	12 443
Technicien en loisir 1-2	440	45 284	48 627	-7,4 *	596	412	45 880	49 038	-6,9 *	10 318	13 910
Technicien hygiène du trav. 1-2	169	44 576	64 472	-44,6	874	34	45 449	64 506	-41,9	10 639	19 367
Pilote d'aéronefs-hélic. 2	6	65 820	85 870	-30,5	72	0	65 892	85 870	-30,3	12 434	23 016
Moyenne	...	46 638	53 183	-14,0	486	162	47 124	53 345	-13,2	10 263	15 598

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
53 378	62 798	-17,6	1 509,5	1 668,8	-10,6	35,36	37,63	-6,4	Professionnel communic. 1
76 077	86 191	-13,3	1 516,7	1 619,2	-6,8	50,16	53,23	-6,1	Professionnel communic. 2
88 572	110 938	-25,3	1 494,7	1 601,4	-7,1	59,26	69,28	-16,9	Professionnel communic. 3
50 648	62 003	-22,4	1 500,8	1 711,7	-14,1	33,75	36,22	-7,3	Professionnel gest. fin. 1
73 231	84 352	-15,2	1 520,4	1 673,0	-10,0	48,17	50,42	-4,7	Professionnel gest. fin. 2
87 720	112 794	-28,6	1 494,7	1 647,9	-10,3	58,69	68,45	-16,6	Professionnel gest. fin. 3
53 551	72 420	-35,2	1 500,9	1 648,6	-9,8	35,68	43,93	-23,1	Analyste proc. adm./inform. 1
77 669	88 126	-13,5	1 508,7	1 660,9	-10,1	51,48	53,06	-3,1 *	Analyste proc. adm./inform. 2
89 941	109 739	-22,0	1 496,2	1 652,2	-10,4	60,11	66,42	-10,5	Analyste proc. adm./inform. 3
51 863	70 442	-35,8	1 494,7	1 778,6	-19,0	34,70	39,61	-14,1	Ingénieur 1
81 089	100 839	-24,4	1 497,7	1 741,3	-16,3	54,14	57,91	-7,0	Ingénieur 2
94 601	129 669	-37,1	1 494,7	1 656,2	-10,8	63,29	78,29	-23,7	Ingénieur 3
51 695	65 213	-26,1	1 503,0	1 760,7	-17,1	34,39	37,04	-7,7 *	Professionnel sc. phys. 1
84 386	85 795	-1,7 *	1 525,7	1 680,7	-10,2	55,31	51,05	7,7	Professionnel sc. phys. 2
90 575	109 103	-20,5	1 494,7	1 655,6	-10,8	60,60	65,90	-8,7	Professionnel sc. phys. 3
62 791	89 903	-43,2	1 495,9	1 645,8	-10,0	41,98	54,63	-30,1	Avocat et notaire 1
107 926	130 541	-21,0	1 503,4	1 595,5	-6,1	71,79	81,82	-14,0	Avocat et notaire 2
53 613	52 969	1,2 *	1 494,7	1 720,0	-15,1	35,87	30,80	14,1	Biologiste 1
78 350	88 717	-13,2	1 494,7	1 610,1	-7,7	52,42	55,10	-5,1	Biologiste 2
90 583	129 021	-42,4	1 494,7	1 574,7	-5,4	60,60	81,93	-35,2	Biologiste 3
80 330	94 797	-18,0	1 506,4	1 655,2	-9,9	53,34	57,39	-7,6	Moyenne
Techniciens									
55 751	61 998	-11,2	1 512,1	1 640,3	-8,5	36,87	37,80	-2,5 *	Technicien en administration 1-2
61 961	72 700	-17,3	1 480,8	1 684,1	-13,7	41,84	43,17	-3,2 *	Technicien en administration 3
55 013	61 156	-11,2	1 537,2	1 528,3	0,6 *	35,79	40,02	-11,8	Technicien documentation 1-2
64 034	67 033	-4,7 *	1 531,9	1 720,8	-12,3	41,80	38,95	6,8	Technicien laboratoire 1-2
68 523	79 454	-16,0	1 532,2	1 613,0	-5,3	44,72	49,26	-10,1	Technicien laboratoire 3
52 389	73 828	-40,9	1 480,8	1 584,4	-7,0	35,38	46,60	-31,7	Technicien en droit 1-2
61 927	92 913	-50,0	1 480,8	1 703,5	-15,0	41,82	54,54	-30,4	Technicien en droit 3
54 677	80 493	-47,2	1 528,3	1 723,3	-12,8	35,78	46,71	-30,6	Technicien génie 1-2
61 981	101 344	-63,5	1 480,8	1 653,6	-11,7	41,86	61,29	-46,4	Technicien génie 3
56 493	64 014	-13,3	1 517,4	1 676,9	-10,5	37,23	38,17	-2,5 *	Technicien informatique 1-2
63 274	77 288	-22,1	1 529,8	1 692,1	-10,6	41,36	45,68	-10,4	Technicien informatique 3
56 198	62 948	-12,0	1 542,9	1 569,8	-1,7	36,42	40,10	-10,1	Technicien en loisir 1-2
78 326	108 886	-39,0	1 480,8	1 593,9	-7,6	52,89	68,32	-29,3	Technicien hygiène du trav. 1-2
56 088	83 874	-49,5	1 535,0	1 709,2	-11,3	36,54	49,07	-34,3	Pilote d'aéronefs-hélic. 2
78 326	108 886	-39,0	1 480,8	1 593,9	-7,6	37,83	40,63	-7,4	Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	25	30 791	40 797	-32,5	28	19	30 819	40 816	-32,4	6 840	9 563
Magasinier 1	225	31 813	42 330	-33,1	321	214	32 134	42 544	-32,4	7 266	11 387
Magasinier 2	914	35 123	49 635	-41,3	438	194	35 560	49 830	-40,1	8 077	16 441
Magasinier 3	34	41 765	43 907	-5,1 *	229	8	41 994	43 915	-4,6 *	9 230	10 479
Op. duplicateur 1-2	102	34 005	41 653	-22,5	240	302	34 245	41 955	-22,5	7 853	11 717
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	30 739	9,0 *	520	92	34 280	30 830	10,1 *	8 025	7 872
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	40 703	-10,3	447	102	37 366	40 805	-9,2	8 536	11 326
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	47 465	-16,2	517	94	41 367	47 559	-15,0	9 332	12 659
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	41 132	-16,6	210	239	35 474	41 371	-16,6	7 786	11 994
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	46 438	-19,2	147	173	39 097	46 611	-19,2	8 618	12 676
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	37 724	5,0 *	44	41	39 742	37 765	5,0 *	8 775	9 827
Préposé aux renseign. 3	90	44 364	56 596	-27,6	49	18	44 413	56 614	-27,5	9 802	16 486
Préposé télécomm. 1-2	4	31 645	42 650	-34,8	28	269	31 674	42 919	-35,5	7 032	13 905
Préposé télécomm. 3	153	39 804	56 461	-41,8	36	866	39 839	57 327	-43,9	8 905	14 094
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	34 753	-9,3	516	211	32 306	34 964	-8,2 *	7 693	8 068
Acheteur 2	56	40 809	49 420	-21,1	257	196	41 066	49 616	-20,8	9 054	12 018
Moyenne	...	37 052	41 428	-11,8	380	131	37 432	41 559	-11,0	8 486	11 307
Employés de service											
Préposé buanderie 2	644	33 413	27 029	19,1	467	147	33 880	27 176	19,8	8 316	5 599
Concierge 2	2 181	36 455	40 933	-12,3	237	332	36 692	41 264	-12,5	8 531	10 126
Cuisinier 1	16	38 611	30 323	21,5	251	116	38 863	30 439	21,7	8 913	5 918
Cuisinier 2	921	40 399	36 680	9,2	531	282	40 930	36 962	9,7	9 643	7 236
Cuisinier 3	21	42 006	46 574	-10,9 *	219	523	42 225	47 097	-11,5 *	9 330	9 343
Gardien 2	332	33 087	31 665	4,3	375	299	33 462	31 963	4,5	7 944	5 219
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	41 704	-26,2	249	99	33 289	41 802	-25,6	7 723	10 490
Préposé cuisine/café. 2	2 453	34 220	24 464	28,5	473	86	34 693	24 549	29,2	8 471	4 691
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	29 389	9,0	452	132	32 764	29 521	9,9	8 088	4 720
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	42 347	-16,1	511	356	36 988	42 703	-15,5	8 918	11 161
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	31 645	4,4 *	461	347	33 561	31 992	4,7 *	8 248	6 248
Moyenne	...	34 483	33 443	3,0 *	407	226	34 890	33 669	3,5 *	8 389	7 175

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
37 659	50 379	-33,8	1 503,5	1 686,3	-12,2	25,05	29,88	-19,3	Employés de bureau
39 400	53 931	-36,9	1 549,0	1 761,4	-13,7	25,44	30,62	-20,4	Préposé photocopie 2
43 637	66 270	-51,9	1 539,9	1 694,3	-10,0	28,34	39,11	-38,0	Magasinier 1
51 225	54 394	-6,2 *	1 566,3	1 816,3	-16,0	32,70	29,95	8,4 *	Magasinier 2
42 097	53 672	-27,5	1 547,6	1 663,9	-7,5	27,20	32,26	-18,6 *	Magasinier 3
42 305	38 702	8,5 *	1 533,0	1 722,2	-12,3	27,60	22,47	18,6 *	Op. duplicateur 1-2
45 902	52 131	-13,6	1 525,6	1 633,5	-7,1	30,09	31,91	-6,1	Personnel soutien adm. 1
50 699	60 218	-18,8	1 534,5	1 611,9	-5,0	33,04	37,36	-13,1	Personnel soutien adm. 2
43 260	53 365	-23,4	1 552,6	1 560,5	-0,5 *	27,86	34,20	-22,7	Personnel soutien adm. 3
47 716	59 287	-24,3	1 516,3	1 613,1	-6,4	31,47	36,75	-16,8	Personnel secrétariat 1
48 517	47 593	1,9 *	1 469,4	1 774,2	-20,7	33,02	26,83	18,8	Personnel secrétariat 2
54 215	73 100	-34,8	1 469,4	1 765,2	-20,1	36,90	41,41	-12,2	Préposé aux renseign. 2
38 706	56 824	-46,8	1 557,2	1 592,2	-2,2 *	24,86	35,69	-43,6	Préposé aux renseign. 3
48 744	71 422	-46,5	1 715,5	1 670,8	2,6	28,41	42,75	-50,4	Préposé télécomm. 1-2
39 999	43 033	-7,6 *	1 530,5	1 719,3	-12,3	26,13	25,03	4,2 *	Préposé télécomm. 3
50 120	61 634	-23,0	1 561,3	1 703,3	-9,1	32,10	36,18	-12,7	Téléphoniste-récept. 2
45 918	52 865	-15,1	1 527,6	1 647,3	-7,8	30,07	32,21	-7,1	Acheteur 2
42 197	32 775	22,3	1 673,9	1 855,4	-10,8	25,21	17,66	29,9	Moyenne
45 223	51 390	-13,6	1 716,7	1 778,3	-3,6	26,34	28,90	-9,7	Employés de service
47 776	36 357	23,9	1 716,1	1 786,1	-4,1	27,84	20,36	26,9	Préposé buanderie 2
50 573	44 198	12,6	1 669,9	1 780,5	-6,6	30,29	24,82	18,0	Concierger 2
51 556	56 440	-9,5 *	1 680,0	1 803,5	-7,3	30,69	31,29	-2,0 *	Cuisinier 1
41 406	37 182	10,2	1 677,5	1 827,7	-9,0	24,68	20,34	17,6	Cuisinier 2
41 013	52 292	-27,5	1 706,7	1 757,0	-3,0	24,03	29,76	-23,8	Cuisinier 3
43 164	29 241	32,3	1 673,4	1 780,7	-6,4	25,79	16,42	36,3	Gardien 2
40 852	34 242	16,2	1 673,9	1 685,4	-0,7 *	24,41	20,32	16,8	Journalier/préposé terr. 2
45 906	53 865	-17,3	1 673,9	1 755,8	-4,9	27,43	30,68	-11,9	Préposé cuisine/café. 2
41 809	38 240	8,5 *	1 674,2	1 688,1	-0,8 *	24,97	22,65	9,3 *	Préposé entretien lourd 2
43 278	40 844	5,6	1 684,5	1 749,5	-3,9	25,69	23,35	9,1	Ouvrier entret. mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
									Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	44 367	-25,2	378	83	35 803	44 450	-24,2	8 393	12 847
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	46 690	-21,0	207	216	38 788	46 905	-20,9	8 580	12 211
Électricien entretien 2	343	44 573	60 767	-36,3	375	145	44 948	60 912	-35,5	9 889	19 561
Électricien entretien 3	84	46 687	60 313	-29,2	589	42	47 276	60 355	-27,7	10 793	15 781
Mécanicien véh. motor. 1	29	41 599	46 113	-10,9 *	131	510	41 730	46 623	-11,7	8 884	11 499
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	55 257	-25,8	97	257	44 013	55 514	-26,1	9 256	16 041
Mécanicien entret. Millwright 2	218	43 966	56 758	-29,1	610	204	44 576	56 961	-27,8	10 391	16 783
Menuisier entretien 2	314	42 458	50 600	-19,2	500	382	42 958	50 982	-18,7	9 865	16 143
Ouvrier de voirie 2	109	36 092	46 380	-28,5	36	872	36 129	47 252	-30,8	7 513	15 579
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	56 249	-34,0	355	386	42 335	56 634	-33,8	9 394	18 640
Peintre entretien 2	129	38 962	51 431	-32,0	422	346	39 384	51 777	-31,5	9 068	14 137
Machiniste 2	48	43 915	56 859	-29,5	410	64	44 325	56 923	-28,4	9 906	15 789
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	47 499	-17,6	40	458	40 439	47 957	-18,6	8 429	16 870
Moyenne	...	42 282	54 047	-27,8	355	263	42 637	54 311	-27,4	9 494	16 014
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 141	48 011	-11,3	401	158	43 542	48 169	-10,6	9 487	12 385

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Ouvriers
44 196	57 297	-29,6	1 675,2	1 729,2	-3,2 *	26,38	33,14	-25,6	Conducteur véh. légers 2
47 368	59 116	-24,8	1 635,0	1 950,4	-19,3	28,97	30,31	-4,6 *	Conducteur véh. lourds 2
54 837	80 472	-46,7	1 697,0	1 751,6	-3,2	32,31	45,94	-42,2	Électricien entretien 2
58 069	76 136	-31,1	1 662,4	1 732,3	-4,2	34,93	43,95	-25,8	Électricien entretien 3
50 614	58 122	-14,8 *	1 617,9	1 807,9	-11,7	31,28	32,15	-2,8 *	Mécanicien véh. motor. 1
53 270	71 554	-34,3	1 607,4	1 790,1	-11,4	33,14	39,97	-20,6	Mécanicien véh. motor. 2
54 967	73 745	-34,2	1 674,5	1 782,4	-6,4	32,83	41,37	-26,0	Mécanicien entret. Millwright 2
52 823	67 125	-27,1	1 685,5	1 693,6	-0,5 *	31,34	39,64	-26,5	Menuisier entretien 2
43 642	62 831	-44,0	1 566,5	1 680,6	-7,3	27,86	37,39	-34,2	Ouvrier de voirie 2
51 729	75 274	-45,5	1 704,8	1 713,1	-0,5 *	30,34	43,94	-44,8	Ouvrier cert. entretien 2
48 452	65 914	-36,0	1 693,0	1 723,8	-1,8	28,62	38,24	-33,6	Peintre entretien 2
54 231	72 713	-34,1	1 703,1	1 786,2	-4,9	31,84	40,71	-27,8	Machiniste 2
48 868	64 827	-32,7	1 566,5	1 672,1	-6,7	31,20	38,77	-24,3	Conducteur d'équip. lourds 2
52 132	70 324	-34,9	1 669,9	1 759,5	-5,4	31,23	40,07	-28,3	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
53 030	60 554	-14,2	1 557,9	1 674,3	-7,5	34,25	36,34	-6,1	Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	46 399	-6,1 *	261	54	44 002	46 453	-5,6 *	9 376	10 577
Professionnel communic. 2	710	63 301	64 837	-2,4 *	439	29	63 739	64 865	-1,8 *	12 338	15 146
Professionnel communic. 3	114	75 113	82 223	-9,5	105	78	75 218	82 302	-9,4	13 354	18 781
Professionnel gest. fin. 1	149	41 803	46 719	-11,8	148	5	41 952	46 724	-11,4	8 696	10 847
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	65 926	-8,8	574	31	61 169	65 957	-7,8	12 062	14 512
Professionnel gest. fin. 3	182	74 504	87 923	-18,0	104	22	74 608	87 945	-17,9	13 112	17 927
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	56 148	-26,8	144	22	44 428	56 170	-26,4	9 123	11 928
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	69 941	-7,5	339	89	65 412	70 030	-7,1	12 257	14 224
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	76 385	91 195	-19,4	147	55	76 532	91 250	-19,2	13 409	16 949
Ingénieur 1	99	43 131	56 878	-31,9	60	11	43 191	56 889	-31,7	8 672	13 221
Ingénieur 2	392	68 632	79 281	-15,5	113	47	68 745	79 328	-15,4	12 344	18 170
Ingénieur 3	361	80 687	104 318	-29,3	113	151	80 800	104 469	-29,3	13 801	21 320
Professionnel sc. phys. 1	20	42 567	50 402	-18,4	193	120	42 760	50 522	-18,2	8 936	10 769
Professionnel sc. phys. 2	373	70 087	66 216	5,5 *	925	58	71 012	66 274	6,7 *	13 374	13 837
Professionnel sc. phys. 3	98	77 008	87 102	-13,1	108	158	77 116	87 260	-13,2	13 460	16 272
Avocat et notaire 1	45	52 245	65 459	-25,3	97	51	52 343	65 510	-25,2	10 449	14 448
Avocat et notaire 2	617	91 856	114 272	-24,4	419	52	92 275	114 323	-23,9	15 651	18 784
Biologiste 2	107	66 178	59 946	9,4	93	59	66 271	60 005	9,5	12 079	9 976
Moyenne	...	67 496	74 859	-10,9	324	68	67 820	74 926	-10,5	12 510	14 994
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	46 119	-2,0 *	438	168	45 635	46 287	-1,4 *	10 116	11 004
Technicien en administration 3	239	51 396	60 302	-17,3	57	42	51 452	60 344	-17,3	10 509	12 749
Technicien documentation 1-2	751	44 807	48 295	-7,8 *	333	76	45 140	48 371	-7,2 *	9 873	8 692
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	52 460	-2,2 *	959	397	52 313	52 857	-1,0 *	11 721	14 126
Technicien laboratoire 3	482	55 187	59 375	-7,6 *	1 032	1 003	56 219	60 378	-7,4 *	12 304	12 645
Technicien en droit 1-2	405	43 254	65 270	-50,9	48	27	43 301	65 297	-50,8	9 088	11 893
Technicien en droit 3	13	51 357	75 224	-46,5	56	0	51 414	75 224	-46,3	10 513	17 689
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	61 986	-38,6	312	167	45 025	62 153	-38,0	9 652	16 303
Technicien génie 3	258	51 518	76 961	-49,4	57	140	51 575	77 101	-49,5	10 406	17 011
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	51 237	-10,9	331	54	46 533	51 291	-10,2	9 959	11 432
Technicien informatique 3	828	51 755	65 531	-26,6	517	3	52 272	65 534	-25,4	11 002	12 325
Technicien hygiène du trav. 1-2	169	44 576	64 764	-45,3	874	32	45 449	64 796	-42,6	10 639	19 568
Moyenne	...	46 632	51 744	-11,0	486	170	47 118	51 915	-10,2	10 332	12 130
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	25	30 791	41 791	-35,7	28	0	30 819	41 791	-35,6	6 840	9 712
Magasinier 1	225	31 813	41 051	-29,0	321	131	32 134	41 182	-28,2	7 266	11 066
Magasinier 2	914	35 123	51 717	-47,2	438	52	35 560	51 769	-45,6	8 077	16 412
Magasinier 3	34	41 765	41 172	1,4 *	229	9	41 994	41 181	1,9 *	9 230	9 346
Op. duplicateur 1-2	102	34 005	41 716	-22,7	240	473	34 245	42 189	-23,2	7 853	10 661
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	29 535	12,5 *	520	74	34 280	29 609	13,6 *	8 025	6 841
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	38 187	-3,4	447	114	37 366	38 301	-2,5	8 536	9 200
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	44 300	-8,4	517	211	41 367	44 511	-7,6	9 332	9 424
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	41 693	-18,2	210	196	35 474	41 889	-18,1	7 786	11 329
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	46 530	-19,5	147	119	39 097	46 649	-19,3	8 618	11 075
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	37 358	5,9 *	44	25	39 742	37 384	5,9 *	8 775	9 616
Préposé aux renseign. 3	90	44 364	58 601	-32,1	49	0	44 413	58 601	-31,9	9 802	16 460
Préposé télécomm. 1-2	4	31 645	39 393	-24,5	28	26	31 674	39 419	-24,5	7 032	13 597
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	34 687	-9,1 *	516	222	32 306	34 910	-8,1 *	7 693	7 822
Acheteur 2	56	40 809	49 222	-20,6	257	119	41 066	49 341	-20,2	9 054	10 927
Moyenne	...	37 052	39 920	-7,7	380	128	37 432	40 048	-7,0	8 486	9 566

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 378	57 030	-6,8 *	1 509,5	1 747,0	-15,7	35,36	32,64	7,7 *	Professionnels
76 077	80 011	-5,2	1 516,7	1 684,3	-11,1	50,16	47,51	5,3	Professionnel communic. 1
88 572	101 083	-14,1	1 494,7	1 649,2	-10,3	59,26	61,29	-3,4 *	Professionnel communic. 2
50 648	57 571	-13,7	1 500,8	1 759,3	-17,2	33,75	32,72	3,0 *	Professionnel communic. 3
73 231	80 469	-9,9	1 520,4	1 715,4	-12,8	48,17	46,91	2,6 *	Professionnel gest. fin. 1
87 720	105 872	-20,7	1 494,7	1 717,4	-14,9	58,69	61,65	-5,0	Professionnel gest. fin. 2
53 551	68 099	-27,2	1 500,9	1 710,8	-14,0	35,68	39,81	-11,6	Professionnel gest. fin. 3
77 669	84 254	-8,5	1 508,7	1 708,4	-13,2	51,48	49,32	4,2 *	Analyste proc. adm./inform. 1
89 941	108 199	-20,3	1 496,2	1 687,6	-12,8	60,11	64,11	-6,7	Analyste proc. adm./inform. 2
51 863	70 110	-35,2	1 494,7	1 786,7	-19,5	34,70	39,24	-13,1	Analyste proc. adm./inform. 3
81 089	97 498	-20,2	1 497,7	1 784,5	-19,1	54,14	54,64	-0,9 *	Ingénieur 1
94 601	125 789	-33,0	1 494,7	1 767,3	-18,2	63,29	71,18	-12,5	Ingénieur 2
51 695	61 291	-18,6	1 503,0	1 808,3	-20,3	34,39	33,89	1,5 *	Ingénieur 3
84 386	80 111	5,1 *	1 525,7	1 716,1	-12,5	55,31	46,68	15,6	Professionnel sc. phys. 1
90 575	103 532	-14,3	1 494,7	1 682,3	-12,6	60,60	61,54	-1,6 *	Professionnel sc. phys. 2
62 791	79 958	-27,3	1 495,9	1 699,1	-13,6	41,98	47,06	-12,1 *	Professionnel sc. phys. 3
107 926	133 108	-23,3	1 503,4	1 632,1	-8,6	71,79	81,56	-13,6 *	Avocat et notaire 1
78 350	69 981	10,7	1 494,7	1 728,8	-15,7	52,42	40,48	22,8	Avocat et notaire 2
80 330	89 920	-11,9	1 506,4	1 708,5	-13,4	53,34	52,73	1,1 *	Biologiste 2
55 751	57 291	-2,8 *	1 512,1	1 701,0	-12,5	36,87	33,68	8,6	Moyenne
61 961	73 093	-18,0	1 480,8	1 736,6	-17,3	41,84	42,09	-0,6 *	Techniciens
55 013	57 063	-3,7 *	1 537,2	1 615,6	-5,1 *	35,79	35,32	1,3 *	Technicien en administration 1-2
64 034	66 984	-4,6 *	1 531,9	1 747,8	-14,1	41,80	38,33	8,3	Technicien en administration 3
68 523	73 023	-6,6 *	1 532,2	1 639,6	-7,0 *	44,72	44,54	0,4 *	Technicien documentation 1-2
52 389	77 190	-47,3	1 480,8	1 603,9	-8,3	35,38	48,13	-36,0	Technicien laboratoire 1-2
61 927	92 913	-50,0	1 480,8	1 703,5	-15,0	41,82	54,54	-30,4	Technicien laboratoire 3
54 677	78 456	-43,5	1 528,3	1 774,4	-16,1	35,78	44,22	-23,6	Technicien en droit 1-2
61 981	94 112	-51,8	1 480,8	1 771,1	-19,6	41,86	53,14	-27,0	Technicien en droit 3
56 493	62 723	-11,0	1 517,4	1 713,2	-12,9	37,23	36,61	1,7 *	Technicien génie 1-2
63 274	77 859	-23,1	1 529,8	1 707,3	-11,6	41,36	45,60	-10,3	Technicien génie 3
56 088	84 364	-50,4	1 535,0	1 713,4	-11,6	36,54	49,24	-34,8	Technicien informatique 1-2
57 450	64 045	-11,5	1 518,8	1 703,4	-12,2	37,82	37,56	0,7 *	Technicien informatique 3
37 659	51 503	-36,8	1 503,5	1 716,9	-14,2	25,05	30,00	-19,8	Technicien hygiène du trav. 1-2
39 400	52 248	-32,6	1 549,0	1 783,8	-15,2	25,44	29,29	-15,2	Moyenne
43 637	68 180	-56,2	1 539,9	1 762,9	-14,5	28,34	38,68	-36,5 *	Employés de bureau
51 225	50 528	1,4 *	1 566,3	1 842,4	-17,6	32,70	27,43	16,1 *	Préposé photocopie 2
42 097	52 850	-25,5 *	1 547,6	1 714,2	-10,8	27,20	30,83	-13,3 *	Magasinier 1
42 305	36 450	13,8 *	1 533,0	1 760,9	-14,9	27,60	20,70	25,0	Magasinier 2
45 902	47 501	-3,5	1 525,6	1 692,5	-10,9	30,09	28,07	6,7	Magasinier 3
50 699	53 935	-6,4	1 534,5	1 680,7	-9,5	33,04	32,09	2,9 *	Op. duplicateur 1-2
43 260	53 218	-23,0	1 552,6	1 659,0	-6,9	27,86	32,08	-15,1 *	Personnel soutien adm. 1
47 716	57 724	-21,0	1 516,3	1 674,9	-10,5	31,47	34,46	-9,5	Personnel soutien adm. 2
48 517	47 000	3,1 *	1 469,4	1 792,0	-22,0	33,02	26,23	20,6	Personnel soutien adm. 3
54 215	75 061	-38,5	1 469,4	1 782,7	-21,3	36,90	42,11	-14,1	Personnel secrétariat 1
38 706	53 016	-37,0	1 557,2	1 592,0	-2,2 *	24,86	33,30	-34,0	Personnel secrétariat 2
39 999	42 731	-6,8 *	1 530,5	1 744,5	-14,0	26,13	24,50	6,3 *	Préposé aux renseign. 2
50 120	60 269	-20,2	1 561,3	1 731,1	-10,9	32,10	34,82	-8,5 *	Préposé aux renseign. 3
45 918	49 613	-8,0	1 527,6	1 702,0	-11,4	30,07	29,21	2,9 *	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	644	33 413	26 938	19,4	467	148	33 880	27 086	20,1	8 316	5 567
Concierge 2	2 181	36 455	39 162	-7,4 *	237	292	36 692	39 454	-7,5 *	8 531	9 147
Cuisinier 1	16	38 611	28 611	25,9	251	122	38 863	28 733	26,1	8 913	5 131
Cuisinier 2	921	40 399	35 259	12,7	531	307	40 930	35 566	13,1	9 643	6 685
Cuisinier 3	21	42 006	45 749	-8,9 *	219	569	42 225	46 318	-9,7 *	9 330	8 805
Gardien 2	332	33 087	30 779	7,0	375	294	33 462	31 074	7,1	7 944	4 766
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	41 336	-25,1	249	69	33 289	41 405	-24,4	7 723	9 058
Préposé cuisine/cafét. 2	2 453	34 220	23 346	31,8	473	83	34 693	23 429	32,5	8 471	4 208
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	28 704	11,2	452	129	32 764	28 833	12,0	8 088	4 309
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	40 843	-12,0	511	349	36 988	41 192	-11,4	8 918	9 888
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	31 393	5,2 *	461	356	33 561	31 749	5,4 *	8 248	6 167
Moyenne	...	34 483	32 553	5,6 *	407	219	34 890	32 771	6,1	8 389	6 570
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	42 295	-19,4	378	64	35 803	42 359	-18,3	8 393	8 783
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	46 567	-20,7	207	216	38 788	46 783	-20,6	8 580	12 042
Électricien entretien 2	343	44 573	62 044	-39,2	375	50	44 948	62 094	-38,1	9 889	19 404
Électricien entretien 3	84	46 687	61 035	-30,7	589	0	47 276	61 035	-29,1	10 793	16 627
Mécanicien véh. motor. 1	29	41 599	41 014	1,4 *	131	322	41 730	41 336	0,9 *	8 884	8 639
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	54 435	-24,0	97	89	44 013	54 524	-23,9	9 256	13 995
Mécanicien entret. Millwright 2	218	43 966	56 801	-29,2	610	202	44 576	57 002	-27,9	10 391	16 541
Menuisier entretien 2	314	42 458	47 615	-12,1 *	500	406	42 958	48 021	-11,8 *	9 865	12 978
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	57 347	-36,6	355	146	42 335	57 494	-35,8	9 394	14 532
Peintre entretien 2	129	38 962	53 574	-37,5 *	422	115	39 384	53 689	-36,3 *	9 068	10 964
Machiniste 2	48	43 915	56 912	-29,6	410	66	44 325	56 978	-28,5	9 906	15 759
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	43 696	-8,2 *	40	3	40 439	43 698	-8,1 *	8 429	11 291
Moyenne	...	42 363	54 586	-28,9	388	154	42 751	54 740	-28,0	9 581	14 619
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 147	46 716	-8,3	403	148	43 550	46 864	-7,6	9 491	10 590

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
42 197	32 653	22,6	1 673,9	1 855,9	-10,9	25,21	17,59	30,2	Employés de service Préposé buanderie 2 Concierge 2 Cuisinier 1 Cuisinier 2 Cuisinier 3 Gardien 2 Journalier/préposé terr. 2 Préposé cuisine/café. 2 Préposé entretien lourd 2 Ouvrier entret. mainten. 2 Préposé entretien léger 2
45 223	48 601	-7,5 *	1 716,7	1 827,6	-6,5	26,34	26,59	-1,0 *	
47 776	33 864	29,1	1 716,1	1 795,0	-4,6	27,84	18,87	32,2	
50 573	42 251	16,5	1 669,9	1 806,2	-8,2	30,29	23,39	22,8	
51 556	55 122	-6,9 *	1 680,0	1 813,7	-8,0	30,69	30,39	1,0 *	
41 406	35 839	13,4	1 677,5	1 833,9	-9,3	24,68	19,54	20,8	
41 013	50 463	-23,0	1 706,7	1 781,4	-4,4	24,03	28,33	-17,9	
43 164	27 638	36,0	1 673,4	1 791,8	-7,1	25,79	15,42	40,2	
40 852	33 142	18,9	1 673,9	1 686,4	-0,7 *	24,41	19,65	19,5	
45 906	51 080	-11,3 *	1 673,9	1 796,8	-7,3	27,43	28,43	-3,7 *	
41 809	37 916	9,3 *	1 674,2	1 695,8	-1,3 *	24,97	22,36	10,5 *	
43 278	39 342	9,1	1 684,5	1 768,5	-5,0	25,69	22,23	13,5	Moyenne
44 196	51 142	-15,7 *	1 675,2	1 778,0	-6,1	26,38	28,76	-9,0 *	Ouvriers Conducteur véh. légers 2 Conducteur véh. lourds 2 Électricien entretien 2 Électricien entretien 3 Mécanicien véh. motor. 1 Mécanicien véh. motor. 2 Mécanicien entret. Millwright 2 Menuisier entretien 2 Ouvrier cert. entretien 2 Peintre entretien 2 Machiniste 2 Conducteur d'équip. lourds 2
47 368	58 824	-24,2	1 635,0	1 964,9	-20,2	28,97	29,94	-3,3 *	
54 837	81 498	-48,6	1 697,0	1 776,7	-4,7	32,31	45,87	-42,0	
58 069	77 662	-33,7	1 662,4	1 823,5	-9,7	34,93	42,59	-21,9	
50 614	49 975	1,3 *	1 617,9	1 847,4	-14,2	31,28	27,05	13,5	
53 270	68 520	-28,6	1 607,4	1 851,1	-15,2	33,14	37,02	-11,7	
54 967	73 543	-33,8	1 674,5	1 786,6	-6,7	32,83	41,16	-25,4	
52 823	60 998	-15,5 *	1 685,5	1 772,4	-5,2	31,34	34,42	-9,8 *	
51 729	72 026	-39,2	1 704,8	1 772,8	-4,0	30,34	40,63	-33,9	
48 452	64 653	-33,4 *	1 693,0	1 686,8	0,4 *	28,62	38,33	-33,9 *	
54 231	72 737	-34,1	1 703,1	1 788,8	-5,0	31,84	40,66	-27,7	
48 868	54 989	-12,5 *	1 566,5	1 854,8	-18,4	31,20	29,65	5,0 *	
52 331	69 359	-32,5	1 680,5	1 798,1	-7,0	31,14	38,66	-24,1	Moyenne
53 041	57 454	-8,3	1 557,8	1 719,5	-10,4	34,26	33,50	2,2 *	Ensemble des emplois repères Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	53 682	-22,7	261	68	44 002	53 750	-22,2	9 376	14 739
Professionnel communic. 2	710	63 301	70 318	-11,1	439	167	63 739	70 484	-10,6	12 338	19 343
Professionnel communic. 3	114	75 113	87 454	-16,4	105	63	75 218	87 517	-16,4	13 354	27 507
Professionnel gest. fin. 1	149	41 803	55 971	-33,9	148	0	41 952	55 971	-33,4	8 696	15 938
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	72 694	-20,0	574	358	61 169	73 052	-19,4	12 062	21 128
Professionnel gest. fin. 3	182	74 504	89 318	-19,9	104	43	74 608	89 361	-19,8	13 112	31 146
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	58 330	-31,7	144	1	44 428	58 331	-31,3	9 123	17 661
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	73 830	-13,5	339	210	65 412	74 040	-13,2	12 257	23 105
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	76 385	87 408	-14,4	147	91	76 532	87 499	-14,3	13 409	25 602
Ingénieur 1	99	43 131	59 159	-37,2	60	8	43 191	59 167	-37,0	8 672	18 041
Ingénieur 2	392	68 632	86 294	-25,7	113	195	68 745	86 489	-25,8	12 344	27 686
Ingénieur 3	361	80 687	93 839	-16,3	113	20	80 800	93 859	-16,2	13 801	40 723
Avocat et notaire 2	617	91 856	100 850	-9,8	419	349	92 275	101 199	-9,7	15 651	26 532
Biologiste 2	107	66 178	73 020	-10,3	93	127	66 271	73 147	-10,4	12 079	20 256
Moyenne	...	67 496	77 966	-15,5	324	168	67 820	78 134	-15,2	12 510	23 721
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	51 767	-14,5	438	117	45 635	51 884	-13,7	10 116	15 439
Technicien en administration 3	239	51 396	57 137	-11,2	57	188	51 452	57 325	-11,4	10 509	14 406
Technicien documentation 1-2	751	44 807	47 616	-6,3	333	133	45 140	47 749	-5,8	9 873	13 919
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	52 509	-2,2	959	36	52 313	52 545	-0,4 *	11 721	14 775
Technicien laboratoire 3	482	55 187	65 203	-18,2	1 032	29	56 219	65 232	-16,0	12 304	19 398
Technicien en droit 1-2	405	43 254	53 657	-24,1	48	134	43 301	53 791	-24,2	9 088	15 701
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	63 469	-41,9	312	232	45 025	63 701	-41,5	9 652	23 627
Technicien génie 3	258	51 518	76 613	-48,7	57	19	51 575	76 632	-48,6	10 406	31 899
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	53 906	-16,7	331	145	46 533	54 051	-16,2	9 959	14 860
Technicien informatique 3	828	51 755	58 158	-12,4	517	84	52 272	58 242	-11,4	11 002	13 572
Technicien en loisir 1-2	440	45 284	49 076	-8,4	596	433	45 880	49 509	-7,9 *	10 318	14 242
Moyenne	...	46 632	53 981	-15,8	487	128	47 118	54 110	-14,8	10 333	15 910
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	25	30 791	36 744	-19,3	28	96	30 819	36 840	-19,5	6 840	8 957
Magasinier 1	225	31 813	47 810	-50,3	321	570	32 134	48 379	-50,6	7 266	12 766
Magasinier 2	914	35 123	47 877	-36,3	438	315	35 560	48 191	-35,5	8 077	16 465
Op. duplicateur 1-2	102	34 005	41 571	-22,3	240	82	34 245	41 653	-21,6	7 853	13 080
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	37 786	-11,9	520	197	34 280	37 983	-10,8	8 025	13 907
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	44 366	-20,2	447	84	37 366	44 450	-19,0	8 536	14 420
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	48 569	-18,9	517	53	41 367	48 623	-17,5	9 332	13 788
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	40 813	-15,7	210	264	35 474	41 077	-15,8	7 786	12 372
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	46 304	-18,9	147	252	39 097	46 556	-19,1	8 618	15 023
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	41 624	-4,9	44	213	39 742	41 837	-5,3	8 775	12 078
Préposé aux renseign. 3	90	44 364	43 564	1,8 *	49	132	44 413	43 696	1,6 *	9 802	16 654
Préposé télécomm. 1-2	4	31 645	46 793	-47,9	28	578	31 674	47 371	-49,6	7 032	14 297
Préposé télécomm. 3	153	39 804	57 091	-43,4	36	876	39 839	57 967	-45,5	8 905	14 357
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	35 170	-10,6	516	142	32 306	35 312	-9,3	7 693	9 632
Acheteur 2	56	40 809	49 664	-21,7	257	290	41 066	49 953	-21,6	9 054	13 362
Moyenne	...	37 052	43 894	-18,5	380	158	37 432	44 052	-17,7	8 486	14 027

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
									Professionnels
53 378	68 489	-28,3	1 509,5	1 591,6	-5,4	35,36	43,03	-21,7	Professionnel communic. 1
76 077	89 828	-18,1	1 516,7	1 580,9	-4,2	50,16	56,82	-13,3	Professionnel communic. 2
88 572	115 024	-29,9	1 494,7	1 581,5	-5,8	59,26	72,73	-22,7	Professionnel communic. 3
50 648	71 910	-42,0	1 500,8	1 605,3	-7,0	33,75	44,79	-32,7	Professionnel gest. fin. 1
73 231	94 181	-28,6	1 520,4	1 565,6	-3,0	48,17	60,16	-24,9	Professionnel gest. fin. 2
87 720	120 507	-37,4	1 494,7	1 570,5	-5,1	58,69	76,73	-30,7	Professionnel gest. fin. 3
53 551	75 992	-41,9	1 500,9	1 597,2	-6,4	35,68	47,58	-33,4	Analyste proc. adm./inform. 1
77 669	97 145	-25,1	1 508,7	1 550,1	-2,7	51,48	62,67	-21,7	Analyste proc. adm./inform. 2
89 941	113 101	-25,8	1 496,2	1 574,8	-5,3	60,11	71,82	-19,5	Analyste proc. adm./inform. 3
51 863	77 208	-48,9	1 494,7	1 612,2	-7,9	34,70	47,89	-38,0	Ingénieur 1
81 089	114 175	-40,8	1 497,7	1 568,9	-4,8	54,14	72,77	-34,4	Ingénieur 2
94 601	134 582	-42,3	1 494,7	1 515,6	-1,4	63,29	88,80	-40,3	Ingénieur 3
107 926	127 731	-18,4	1 503,4	1 555,5	-3,5	71,79	82,12	-14,4	Avocat et notaire 2
78 350	93 402	-19,2	1 494,7	1 580,4	-5,7	52,42	59,10	-12,7	Biologiste 2
80 330	101 855	-26,8	1 506,4	1 566,0	-4,0	53,34	65,11	-22,1	Moyenne
									Techniciens
55 751	67 323	-20,8	1 512,1	1 571,6	-3,9	36,87	42,84	-16,2	Technicien en administration 1-2
61 961	71 730	-15,8	1 480,8	1 554,7	-5,0	41,84	46,14	-10,3	Technicien en administration 3
55 013	61 668	-12,1	1 537,2	1 517,4	1,3	35,79	40,64	-13,6	Technicien documentation 1-2
64 034	67 320	-5,1	1 531,9	1 564,6	-2,1	41,80	43,03	-2,9	Technicien laboratoire 1-2
68 523	84 630	-23,5	1 532,2	1 591,5	-3,9	44,72	53,18	-18,9	Technicien laboratoire 3
52 389	69 492	-32,6	1 480,8	1 559,3	-5,3	35,38	44,57	-26,0	Technicien en droit 1-2
54 677	87 328	-59,7	1 528,3	1 552,0	-1,5	35,78	56,27	-57,3	Technicien génie 1-2
61 981	108 531	-75,1	1 480,8	1 536,8	-3,8	41,86	70,62	-68,7	Technicien génie 3
56 493	68 911	-22,0	1 517,4	1 539,4	-1,4	37,23	44,76	-20,2	Technicien informatique 1-2
63 274	71 814	-13,5	1 529,8	1 546,5	-1,1	41,36	46,44	-12,3	Technicien informatique 3
56 198	63 751	-13,4	1 542,9	1 567,9	-1,6	36,42	40,66	-11,6	Technicien en loisir 1-2
57 451	70 020	-21,9	1 518,8	1 560,6	-2,8	37,82	44,88	-18,6	Moyenne
									Employés de bureau
37 659	45 797	-21,6	1 503,5	1 561,4	-3,9	25,05	29,33	-17,1	Préposé photocopie 2
39 400	61 145	-55,2	1 549,0	1 665,2	-7,5	25,44	36,72	-44,4	Magasinier 1
43 637	64 657	-48,2	1 539,9	1 636,4	-6,3	28,34	39,51	-39,4	Magasinier 2
42 097	54 733	-30,0	1 547,6	1 599,0	-3,3 *	27,20	34,23	-25,8	Op. duplicateur 1-2
42 305	51 890	-22,7	1 533,0	1 495,9	2,4	27,60	34,69	-25,7	Personnel soutien adm. 1
45 902	58 870	-28,3	1 525,6	1 547,7	-1,5	30,09	38,04	-26,4	Personnel soutien adm. 2
50 699	62 411	-23,1	1 534,5	1 587,9	-3,5	33,04	39,30	-19,0	Personnel soutien adm. 3
43 260	53 449	-23,6	1 552,6	1 504,5	3,1	27,86	35,53	-27,5	Personnel secrétariat 1
47 716	61 578	-29,1	1 516,3	1 522,5	-0,4 *	31,47	40,45	-28,5	Personnel secrétariat 2
48 517	53 916	-11,1	1 469,4	1 584,4	-7,8	33,02	34,03	-3,1 *	Préposé aux renseign. 2
54 215	60 350	-11,3	1 469,4	1 651,4	-12,4	36,90	36,54	1,0 *	Préposé aux renseign. 3
38 706	61 668	-59,3	1 557,2	1 592,5	-2,3 *	24,86	38,72	-55,8	Préposé télécomm. 1-2
48 744	72 324	-48,4	1 715,5	1 680,3	2,1	28,41	43,04	-51,5	Préposé télécomm. 3
39 999	44 944	-12,4	1 530,5	1 560,0	-1,9	26,13	28,81	-10,2	Téléphoniste-récept. 2
50 120	63 315	-26,3	1 561,3	1 669,1	-6,9	32,10	37,93	-18,2	Acheteur 2
45 918	58 079	-26,5	1 527,6	1 545,8	-1,2	30,07	37,56	-24,9	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Employés de service											
Concierge 2	2 181	36 455	44 250	-21,4	237	406	36 692	44 656	-21,7	8 531	11 960
Cuisinier 2	921	40 399	43 296	-7,2 *	531	167	40 930	43 464	-6,2 *	9 643	9 802
Gardien 2	332	33 087	49 099	-48,4	375	383	33 462	49 482	-47,9	7 944	14 144
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	42 292	-28,0	249	147	33 289	42 439	-27,5	7 723	12 785
Préposé cuisine/café. 2	2 453	34 220	37 289	-9,0	473	112	34 693	37 401	-7,8	8 471	10 235
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	41 951	-29,8	452	182	32 764	42 133	-28,6	8 088	12 256
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	47 097	-29,1	511	379	36 988	47 477	-28,4	8 918	15 185
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	35 115	-6,1	461	226	33 561	35 342	-5,3	8 248	7 366
Moyenne	...	34 483	41 164	-19,4	407	217	34 890	41 381	-18,6	8 389	11 023
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	47 474	-34,0	378	112	35 803	47 586	-32,9	8 393	18 943
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	48 454	-25,6	207	211	38 788	48 665	-25,5	8 580	14 634
Électricien entretien 2	343	44 573	55 776	-25,1	375	517	44 948	56 294	-25,2	9 889	20 171
Électricien entretien 3	84	46 687	60 219	-29,0	589	47	47 276	60 266	-27,5	10 793	15 671
Mécanicien véh. motor. 1	29	41 599	52 900	-27,2	131	759	41 730	53 659	-28,6	8 884	15 306
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	56 276	-28,1	97	465	44 013	56 741	-28,9	9 256	18 578
Mécanicien entret. Millwright 2	218	43 966	55 317	-25,8	610	274	44 576	55 591	-24,7	10 391	24 902
Menuisier entretien 2	314	42 458	52 676	-24,1	500	366	42 958	53 042	-23,5	9 865	18 345
Ouvrier de voirie 2	109	36 092	46 380	-28,5	36	872	36 129	47 252	-30,8	7 513	15 579
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	55 589	-32,4	355	530	42 335	56 118	-32,6	9 394	21 107
Peintre entretien 2	129	38 962	51 150	-31,3	422	376	39 384	51 526	-30,8	9 068	14 554
Machiniste 2	48	43 915	55 049	-25,4	410	0	44 325	55 049	-24,2	9 906	16 835
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	49 199	-21,8	40	661	40 439	49 860	-23,3	8 429	19 365
Moyenne	...	42 282	53 632	-26,8	355	350	42 637	53 983	-26,6	9 494	18 635
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 139	50 779	-17,7	401	173	43 540	50 951	-17,0	9 487	15 449

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
Employés de service									
45 223	56 617	-25,2	1 716,7	1 686,1	1,8 *	26,34	33,58	-27,5	Concierge 2
50 573	53 265	-5,3 *	1 669,9	1 660,7	0,6 *	30,29	32,07	-5,9 *	Cuisinier 2
41 406	63 625	-53,7	1 677,5	1 706,3	-1,7 *	24,68	37,29	-51,1	Gardien 2
41 013	55 223	-34,6	1 706,7	1 718,1	-0,7 *	24,03	32,14	-33,8	Journalier/préposé terr. 2
43 164	47 636	-10,4	1 673,4	1 653,0	1,2 *	25,79	28,82	-11,7	Préposé cuisine/café. 2
40 852	54 389	-33,1	1 673,9	1 666,2	0,5 *	24,41	32,64	-33,8	Préposé entretien lourd 2
45 906	62 662	-36,5	1 673,9	1 626,4	2,8	27,43	38,53	-40,5	Ouvrier entret. mainten. 2
41 809	42 708	-2,2	1 674,2	1 580,7	5,6	24,97	27,02	-8,2	Préposé entretien léger 2
43 278	52 404	-21,1	1 684,5	1 655,9	1,7	25,69	31,58	-22,9	Moyenne
Ouvriers									
44 196	66 530	-50,5	1 675,2	1 656,0	1,1	26,38	40,18	-52,3	Conducteur véh. légers 2
47 368	63 298	-33,6	1 635,0	1 741,6	-6,5	28,97	36,34	-25,5	Conducteur véh. lourds 2
54 837	76 465	-39,4	1 697,0	1 653,5	2,6	32,31	46,25	-43,1	Électricien entretien 2
58 069	75 937	-30,8	1 662,4	1 720,4	-3,5	34,93	44,14	-26,4	Électricien entretien 3
50 614	68 965	-36,3	1 617,9	1 755,4	-8,5	31,28	39,29	-25,6	Mécanicien véh. motor. 1
53 270	75 319	-41,4	1 607,4	1 714,5	-6,7	33,14	43,93	-32,6	Mécanicien véh. motor. 2
54 967	80 493	-46,4	1 674,5	1 641,7	2,0 *	32,83	49,03	-49,4	Mécanicien entret. Millwright 2
52 823	71 387	-35,1	1 685,5	1 638,7	2,8	31,34	43,56	-39,0	Menuisier entretien 2
43 642	62 831	-44,0	1 566,5	1 680,6	-7,3	27,86	37,39	-34,2	Ouvrier de voirie 2
51 729	77 225	-49,3	1 704,8	1 677,3	1,6 *	30,34	46,04	-51,7	Ouvrier cert. entretien 2
48 452	66 080	-36,4	1 693,0	1 728,6	-2,1	28,62	38,23	-33,6	Peintre entretien 2
54 231	71 884	-32,6	1 703,1	1 697,3	0,3 *	31,84	42,35	-33,0	Machiniste 2
48 868	69 225	-41,7	1 566,5	1 590,5	-1,5	31,20	43,53	-39,5	Conducteur d'équip. lourds 2
52 132	72 618	-39,3	1 669,9	1 684,8	-0,9 *	31,23	43,19	-38,3	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
53 027	66 401	-25,2	1 557,9	1 578,6	-1,3	34,25	42,14	-23,0	Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	47 064	-7,6	261	286	44 002	47 349	-7,6	9 376	12 828
Professionnel communic. 2	710	63 301	68 098	-7,6	439	1 021	63 739	69 119	-8,4	12 338	21 765
Professionnel communic. 3	114	75 113	82 230	-9,5	105	1 489	75 218	83 718	-11,3	13 354	26 225
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	78 587	-29,7	574	1 269	61 169	79 856	-30,5	12 062	26 411
Professionnel gest. fin. 3	182	74 504	84 085	-12,9	104	1 535	74 608	85 619	-14,8	13 112	30 321
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	74 330	-14,2	339	1 197	65 412	75 527	-15,5	12 257	25 712
Ingénieur 2	392	68 632	79 342	-15,6	113	1 023	68 745	80 365	-16,9	12 344	25 699
Ingénieur 3	361	80 687	90 698	-12,4	113	828	80 800	91 526	-13,3	13 801	30 088
Avocat et notaire 2	617	91 856	89 221	2,9	419	1 140	92 275	90 361	2,1	15 651	28 119
Moyenne	...	68 159	76 094	-11,6	335	1 227	68 493	77 321	-12,9	12 620	25 944
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	50 289	-11,3	438	295	45 635	50 583	-10,8	10 116	18 737
Technicien en administration 3	239	51 396	65 245	-26,9	57	229	51 452	65 474	-27,3	10 509	18 089
Technicien documentation 1-2	751	44 807	48 211	-7,6	333	288	45 140	48 499	-7,4	9 873	16 562
Technicien en droit 1-2	405	43 254	46 588	-7,7	48	372	43 301	46 959	-8,4	9 088	16 187
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	57 158	-27,8	312	411	45 025	57 569	-27,9	9 652	19 882
Technicien génie 3	258	51 518	67 477	-31,0	57	88	51 575	67 564	-31,0	10 406	17 946
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	57 743	-25,0	331	235	46 533	57 979	-24,6	9 959	18 526
Technicien en loisir 1-2	440	45 284	51 626	-14,0	596	491	45 880	52 117	-13,6	10 318	15 323
Moyenne	...	46 384	52 922	-14,1	471	305	46 855	53 227	-13,6	10 277	18 450
Employés de bureau											
Magasinier 1	225	31 813	46 314	-45,6	321	404	32 134	46 718	-45,4	7 266	12 066
Magasinier 2	914	35 123	50 627	-44,1	438	2 037	35 560	52 664	-48,1	8 077	13 607
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	37 708	-11,7	520	196	34 280	37 903	-10,6	8 025	15 318
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	42 883	-16,2	447	506	37 366	43 388	-16,1	8 536	12 612
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	45 231	-10,7	517	670	41 367	45 902	-11,0	9 332	14 268
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	41 718	-18,3	210	569	35 474	42 287	-19,2	7 786	15 924
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	46 667	-19,8	147	305	39 097	46 973	-20,1	8 618	15 895
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	42 730	-7,6	44	191	39 742	42 921	-8,0	8 775	17 867
Préposé télécomm. 1-2	4	31 645	43 178	-36,4	28	758	31 674	43 935	-38,7	7 032	15 200
Préposé télécomm. 3	153	39 804	57 091	-43,4	36	876	39 839	57 967	-45,5	8 905	14 357
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	35 714	-12,3	516	278	32 306	35 993	-11,4	7 693	10 642
Acheteur 2	56	40 809	51 072	-25,1	257	535	41 066	51 607	-25,7	9 054	13 811
Moyenne	...	37 030	43 183	-16,6	381	475	37 411	43 658	-16,7	8 482	14 097

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 378	60 178	-12,7	1 509,5	1 550,2	-2,7	35,36	38,82	-9,8	Professionnels
76 077	90 884	-19,5	1 516,7	1 523,8	-0,5 *	50,16	59,64	-18,9	Professionnel communic. 1
88 572	109 944	-24,1	1 494,7	1 507,7	-0,9	59,26	72,92	-23,1	Professionnel communic. 2
73 231	106 267	-45,1	1 520,4	1 517,7	0,2 *	48,17	70,02	-45,4	Professionnel communic. 3
87 720	115 941	-32,2	1 494,7	1 515,8	-1,4	58,69	76,49	-30,3	Professionnel gest. fin. 2
77 669	101 239	-30,3	1 508,7	1 497,9	0,7	51,48	67,59	-31,3	Professionnel gest. fin. 3
81 089	106 065	-30,8	1 497,7	1 539,8	-2,8	54,14	68,88	-27,2	Analyste proc. adm./inform. 2
94 601	121 613	-28,6	1 494,7	1 508,6	-0,9	63,29	80,61	-27,4	Ingénieur 2
107 926	118 480	-9,8	1 503,4	1 500,8	0,2	71,79	78,95	-10,0	Ingénieur 3
									Avocat et notaire 2
81 113	103 265	-27,3	1 506,9	1 506,4	0,0 *	53,84	68,62	-27,4	Moyenne
55 751	69 321	-24,3	1 512,1	1 470,4	2,8	36,87	47,14	-27,9	Techniciens
61 961	83 563	-34,9	1 480,8	1 465,6	1,0	41,84	57,01	-36,3	Technicien en administration 1-2
55 013	65 061	-18,3	1 537,2	1 467,6	4,5	35,79	44,33	-23,9	Technicien en administration 3
52 389	63 146	-20,5	1 480,8	1 491,8	-0,7	35,38	42,33	-19,6	Technicien documentation 1-2
54 677	77 451	-41,7	1 528,3	1 562,4	-2,2	35,78	49,57	-38,6	Technicien en droit 1-2
61 981	85 510	-38,0	1 480,8	1 687,9	-14,0	41,86	50,66	-21,0	Technicien génie 1-2
56 493	76 505	-35,4	1 517,4	1 499,4	1,2	37,23	51,02	-37,1	Technicien génie 3
56 198	67 441	-20,0	1 542,9	1 559,1	-1,0 *	36,42	43,26	-18,8	Technicien informatique 1-2
57 132	71 677	-25,5	1 518,4	1 496,2	1,5	37,62	47,92	-27,4	Technicien en loisir 1-2
									Moyenne
39 400	58 784	-49,2	1 549,0	1 607,5	-3,8 *	25,44	36,57	-43,8	Employés de bureau
43 637	66 271	-51,9	1 539,9	1 701,8	-10,5	28,34	38,94	-37,4	Magasinier 1
42 305	53 221	-25,8	1 533,0	1 479,1	3,5	27,60	35,98	-30,4	Magasinier 2
45 902	56 001	-22,0	1 525,6	1 492,2	2,2	30,09	37,53	-24,7	Personnel soutien adm. 1
50 699	60 169	-18,7	1 534,5	1 450,6	5,5	33,04	41,48	-25,5	Personnel soutien adm. 2
43 260	58 211	-34,6	1 552,6	1 471,6	5,2	27,86	39,55	-42,0	Personnel soutien adm. 3
47 716	62 867	-31,8	1 516,3	1 479,5	2,4	31,47	42,49	-35,0	Personnel secrétariat 1
48 517	60 789	-25,3	1 469,4	1 494,5	-1,7	33,02	40,68	-23,2	Personnel secrétariat 2
38 706	59 135	-52,8	1 557,2	1 536,1	1,4 *	24,86	38,50	-54,9	Préposé aux renseign. 2
48 744	72 324	-48,4	1 715,5	1 680,3	2,1	28,41	43,04	-51,5	Préposé télécomm. 1-2
39 999	46 635	-16,6	1 530,5	1 518,9	0,8 *	26,13	30,70	-17,5	Préposé télécomm. 3
50 120	65 418	-30,5	1 561,3	1 736,8	-11,2	32,10	37,67	-17,3	Téléphoniste-récept. 2
45 893	57 755	-25,8	1 527,8	1 492,4	2,3	30,05	38,72	-28,9	Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge 2	2 181	36 455	45 076	-23,6	237	449	36 692	45 525	-24,1	8 531	12 239
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	43 346	-31,2	249	188	33 289	43 533	-30,8	7 723	13 788
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	41 496	-28,4	452	38	32 764	41 533	-26,8	8 088	12 860
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	48 315	-32,5	511	678	36 988	48 994	-32,5	8 918	12 965
Moyenne	...	34 411	43 962	-27,8	334	314	34 745	44 275	-27,4	8 242	13 325
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	45 067	-27,2	378	625	35 803	45 692	-27,6	8 393	23 441
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	48 658	-26,1	207	374	38 788	49 032	-26,4	8 580	13 957
Électricien entretien 2	343	44 573	55 694	-25,0	375	748	44 948	56 442	-25,6	9 889	24 650
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	53 351	-21,5	97	577	44 013	53 929	-22,5	9 256	20 030
Menuisier entretien 2	314	42 458	52 156	-22,8	500	569	42 958	52 725	-22,7	9 865	20 837
Ouvrier de voirie 2	109	36 092	46 380	-28,5	36	872	36 129	47 252	-30,8	7 513	15 579
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	53 966	-28,5	355	686	42 335	54 652	-29,1	9 394	18 688
Peintre entretien 2	129	38 962	51 389	-31,9	422	339	39 384	51 728	-31,3	9 068	14 906
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	49 183	-21,7	40	678	40 439	49 860	-23,3	8 429	19 395
Moyenne	...	42 182	52 300	-24,0	350	528	42 532	52 828	-24,2	9 465	19 136
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 845	50 895	-16,1	392	524	44 236	51 419	-16,2	9 556	17 087

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
45 223	57 763	-27,7	1 716,7	1 673,2	2,5 *	26,34	34,52	-31,1	Employés de service
41 013	57 322	-39,8	1 706,7	1 720,4	-0,8 *	24,03	33,32	-38,7	Concierge 2
40 852	54 394	-33,1	1 673,9	1 733,4	-3,6	24,41	31,38	-28,6	Journalier/préposé terr. 2
45 906	61 958	-35,0	1 673,9	1 681,6	-0,5 *	27,43	36,84	-34,3	Préposé entretien lourd 2
									Ouvrier entret. mainten. 2
42 987	57 600	-34,0	1 696,3	1 693,4	0,2 *	25,34	34,08	-34,5	Moyenne
									Ouvriers
44 196	69 132	-56,4	1 675,2	1 477,3	11,8	26,38	46,80	-77,4	Conducteur véh. légers 2
47 368	62 989	-33,0	1 635,0	1 733,0	-6,0	28,97	36,35	-25,5	Conducteur véh. lourds 2
54 837	81 091	-47,9	1 697,0	1 580,3	6,9	32,31	51,31	-58,8	Électricien entretien 2
53 270	73 959	-38,8	1 607,4	1 637,3	-1,9	33,14	45,17	-36,3	Mécanicien véh. motor. 2
52 823	73 562	-39,3	1 685,5	1 588,0	5,8	31,34	46,32	-47,8	Menuisier entretien 2
43 642	62 831	-44,0	1 566,5	1 680,6	-7,3	27,86	37,39	-34,2	Ouvrier de voirie 2
51 729	73 340	-41,8	1 704,8	1 628,7	4,5	30,34	45,03	-48,4	Ouvrier cert. entretien 2
48 452	66 634	-37,5	1 693,0	1 720,2	-1,6	28,62	38,74	-35,3	Peintre entretien 2
48 868	69 256	-41,7	1 566,5	1 588,7	-1,4	31,20	43,59	-39,7	Conducteur d'équip. lourds 2
51 996	71 965	-38,4	1 670,0	1 637,1	2,0	31,14	44,20	-41,9	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
53 793	68 507	-27,4	1 546,6	1 522,8	1,5	34,95	45,14	-29,2	Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)							Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	52 461	-19,9	261	356	44 002	52 817	-20,0	9 376	15 862
Professionnel communic. 2	710	63 301	71 729	-13,3	439	216	63 739	71 945	-12,9	12 338	20 838
Professionnel communic. 3	114	75 113	93 039	-23,9	105	10	75 218	93 050	-23,7	13 354	37 655
Professionnel gest. fin. 1	149	41 803	52 783	-26,3	148	0	41 952	52 783	-25,8	8 696	16 295
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	73 408	-21,1	574	332	61 169	73 740	-20,6	12 062	21 566
Professionnel gest. fin. 3	182	74 504	91 860	-23,3	104	2	74 608	91 862	-23,1	13 112	40 317
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	57 672	-30,2	144	5	44 428	57 678	-29,8	9 123	26 706
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	76 267	-17,2	339	187	65 412	76 454	-16,9	12 257	28 722
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	76 385	89 779	-17,5	147	294	76 532	90 073	-17,7	13 409	31 571
Ingénieur 1	99	43 131	57 589	-33,5	60	12	43 191	57 601	-33,4	8 672	18 647
Ingénieur 2	392	68 632	83 663	-21,9	113	31	68 745	83 694	-21,7	12 344	31 437
Ingénieur 3	361	80 687	89 182	-10,5	113	0	80 800	89 182	-10,4	13 801	43 737
Avocat et notaire 2	617	91 856	94 495	-2,9 *	419	84	92 275	94 578	-2,5 *	15 651	19 227
Moyenne	...	67 658	78 659	-16,3	325	172	67 983	78 831	-16,0	12 533	26 319
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	52 947	-17,1	438	434	45 635	53 382	-17,0	10 116	15 631
Technicien en administration 3	239	51 396	55 808	-8,6 *	57	300	51 452	56 108	-9,0 *	10 509	14 829
Technicien documentation 1-2	751	44 807	46 826	-4,5 *	333	71	45 140	46 897	-3,9 *	9 873	14 106
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	65 588	-27,7	959	4	52 313	65 592	-25,4	11 721	29 710
Technicien laboratoire 3	482	55 187	70 867	-28,4	1 032	14	56 219	70 882	-26,1	12 304	27 215
Technicien en droit 1-2	405	43 254	51 062	-18,1	48	123	43 301	51 186	-18,2	9 088	12 817
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	67 787	-51,6	312	271	45 025	68 059	-51,2	9 652	30 083
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	57 472	-24,4	331	214	46 533	57 686	-24,0	9 959	16 404
Technicien informatique 3	828	51 755	60 111	-16,1	517	59	52 272	60 171	-15,1	11 002	14 215
Moyenne	...	46 709	56 204	-20,3	471	264	47 180	56 468	-19,7	10 320	18 524
Employés de bureau											
Magasinier 1	225	31 813	51 804	-62,8	321	982	32 134	52 785	-64,3	7 266	13 766
Magasinier 2	914	35 123	48 403	-37,8	438	170	35 560	48 573	-36,6	8 077	18 919
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	40 428	-19,7	520	378	34 280	40 805	-19,0	8 025	13 277
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	47 451	-28,5	447	44	37 366	47 495	-27,1	8 536	22 279
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	48 903	-19,7	517	425	41 367	49 327	-19,2	9 332	14 039
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	42 684	-21,0	210	368	35 474	43 052	-21,4	7 786	12 302
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	47 782	-22,7	147	339	39 097	48 122	-23,1	8 618	17 815
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	41 814	-5,3 *	44	274	39 742	42 088	-5,9 *	8 775	9 764
Préposé aux renseign. 3	90	44 364	43 190	2,6 *	49	159	44 413	43 349	2,4 *	9 802	17 985
Préposé télécomm. 1-2	4	31 645	54 072	-70,9	28	264	31 674	54 336	-71,5	7 032	12 920
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	32 738	-3,0 *	516	162	32 306	32 900	-1,8 *	7 693	9 784
Moyenne	...	37 043	45 665	-23,3	383	237	37 426	45 901	-22,6	8 485	17 384

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 378	68 679	-28,7	1 509,5	1 614,0	-6,9	35,36	42,55	-20,3	Professionnels
76 077	92 783	-22,0	1 516,7	1 594,4	-5,1	50,16	58,19	-16,0	Professionnel communic. 1
88 572	130 704	-47,6	1 494,7	1 550,2	-3,7	59,26	84,32	-42,3	Professionnel communic. 2
50 648	69 078	-36,4	1 500,8	1 598,3	-6,5	33,75	43,22	-28,1	Professionnel communic. 3
73 231	95 306	-30,1	1 520,4	1 563,5	-2,8	48,17	60,96	-26,6	Professionnel gest. fin. 1
87 720	132 180	-50,7	1 494,7	1 547,7	-3,5	58,69	85,41	-45,5	Professionnel gest. fin. 2
53 551	84 384	-57,6	1 500,9	1 553,4	-3,5	35,68	54,32	-52,3	Professionnel gest. fin. 3
77 669	105 176	-35,4	1 508,7	1 542,3	-2,2	51,48	68,19	-32,5	Analyste proc. adm./inform. 1
89 941	121 644	-35,2	1 496,2	1 540,1	-2,9	60,11	78,98	-31,4	Analyste proc. adm./inform. 2
51 863	76 249	-47,0	1 494,7	1 602,8	-7,2	34,70	47,57	-37,1	Analyste proc. adm./inform. 3
81 089	115 131	-42,0	1 497,7	1 545,8	-3,2 *	54,14	74,48	-37,6	Ingénieur 1
94 601	132 919	-40,5	1 494,7	1 497,5	-0,2 *	63,29	88,76	-40,2	Ingénieur 2
107 926	113 806	-5,4	1 503,4	1 556,9	-3,6	71,79	73,10	-1,8 *	Ingénieur 3
									Avocat et notaire 2
80 516	105 149	-30,6	1 506,5	1 550,0	-2,9	53,46	67,95	-27,1	Moyenne
55 751	69 012	-23,8	1 512,1	1 611,2	-6,6	36,87	42,83	-16,2	Techniciens
61 961	70 937	-14,5	1 480,8	1 657,1	-11,9	41,84	42,81	-2,3 *	Technicien en administration 1-2
55 013	61 003	-10,9 *	1 537,2	1 538,0	-0,1 *	35,79	39,66	-10,8 *	Technicien en administration 3
64 034	95 302	-48,8	1 531,9	1 469,6	4,1	41,80	64,85	-55,1	Technicien documentation 1-2
68 523	98 097	-43,2	1 532,2	1 499,3	2,2	44,72	65,43	-46,3	Technicien laboratoire 1-2
52 389	64 003	-22,2	1 480,8	1 531,8	-3,4	35,38	41,78	-18,1	Technicien laboratoire 3
54 677	98 142	-79,5	1 528,3	1 527,6	0,0 *	35,78	64,25	-79,6	Technicien en droit 1-2
56 493	74 090	-31,1	1 517,4	1 565,2	-3,1	37,23	47,34	-27,1	Technicien génie 1-2
63 274	74 385	-17,6	1 529,8	1 586,3	-3,7	41,36	46,89	-13,4	Technicien informatique 1-2
57 499	74 992	-30,4	1 518,2	1 572,8	-3,6	37,87	47,98	-26,7	Technicien informatique 3
									Moyenne
39 400	66 551	-68,9	1 549,0	1 693,9	-9,4	25,44	39,29	-54,5	Employés de bureau
43 637	67 492	-54,7	1 539,9	1 592,4	-3,4 *	28,34	42,38	-49,6	Magasinier 1
42 305	54 082	-27,8	1 533,0	1 557,7	-1,6	27,60	34,72	-25,8	Magasinier 2
45 902	69 774	-52,0	1 525,6	1 493,7	2,1	30,09	46,71	-55,3	Personnel soutien adm. 1
50 699	63 366	-25,0	1 534,5	1 535,0	0,0 *	33,04	41,28	-24,9	Personnel soutien adm. 2
43 260	55 354	-28,0	1 552,6	1 557,3	-0,3 *	27,86	35,54	-27,6	Personnel soutien adm. 3
47 716	65 937	-38,2	1 516,3	1 559,8	-2,9	31,47	42,27	-34,3	Personnel secrétariat 1
48 517	51 851	-6,9	1 469,4	1 660,7	-13,0	33,02	31,22	5,4	Personnel secrétariat 2
54 215	61 335	-13,1	1 469,4	1 674,8	-14,0	36,90	36,62	0,7 *	Préposé aux renseign. 2
38 706	67 256	-73,8	1 557,2	1 699,8	-9,2	24,86	39,57	-59,2	Préposé aux renseign. 3
39 999	42 684	-6,7	1 530,5	1 618,0	-5,7	26,13	26,38	-0,9 *	Préposé télécomm. 1-2
45 911	63 285	-37,8	1 526,5	1 539,3	-0,8	30,08	41,24	-37,1	Téléphoniste-récept. 2
									Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Cuisinier 2	921	40 399	38 982	3,5 *	531	289	40 930	39 271	4,1 *	9 643	7 488
Gardien 2	332	33 087	50 251	-51,9	375	390	33 462	50 641	-51,3	7 944	13 787
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	36 568	-10,7	249	185	33 289	36 754	-10,4	7 723	6 844
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	50 585	-38,7	511	311	36 988	50 896	-37,6	8 918	20 013
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	34 964	-5,6	461	250	33 561	35 214	-4,9	8 248	7 000
Moyenne	...	34 520	41 482	-20,2	404	395	34 924	41 876	-19,9	8 390	11 015
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	48 679	-37,4	378	14	35 803	48 693	-36,0	8 393	18 710
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	48 612	-26,0	207	184	38 788	48 796	-25,8	8 580	14 931
Électricien entretien 2	343	44 573	58 052	-30,2	375	328	44 948	58 380	-29,9	9 889	15 008
Mécanicien véh. motor. 1	29	41 599	52 001	-25,0	131	783	41 730	52 784	-26,5	8 884	13 741
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	57 991	-32,0	97	469	44 013	58 460	-32,8	9 256	18 260
Mécanicien entret. Millwright 2	218	43 966	59 316	-34,9	610	5	44 576	59 321	-33,1	10 391	26 055
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	56 449	-34,5	355	506	42 335	56 956	-34,5	9 394	22 122
Moyenne	...	42 363	55 237	-30,4	388	267	42 751	55 503	-29,8	9 581	19 902
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 239	52 297	-20,9	399	263	43 639	52 561	-20,4	9 494	17 866

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
50 573	46 759	7,5 *	1 669,9	1 628,4	2,5 *	30,29	28,72	5,2	Employés de service
41 406	64 428	-55,6	1 677,5	1 720,3	-2,6	24,68	37,45	-51,7	Cuisinier 2
41 013	43 598	-6,3 *	1 706,7	1 745,1	-2,3	24,03	24,98	-4,0 *	Gardien 2
45 906	70 909	-54,5	1 673,9	1 616,5	3,4	27,43	43,87	-59,9	Journalier/préposé terr. 2
41 809	42 215	-1,0 *	1 674,2	1 570,2	6,2	24,97	26,88	-7,7	Ouvrier entret. mainten. 2
									Préposé entretien léger 2
43 314	52 891	-22,1	1 685,0	1 662,3	1,3	25,71	31,85	-23,9	Moyenne
									Ouvriers
44 196	67 402	-52,5	1 675,2	1 695,3	-1,2	26,38	39,76	-50,7	Conducteur véh. légers 2
47 368	63 727	-34,5	1 635,0	1 747,5	-6,9	28,97	36,47	-25,9	Conducteur véh. lourds 2
54 837	73 388	-33,8	1 697,0	1 792,4	-5,6	32,31	40,94	-26,7	Électricien entretien 2
50 614	66 525	-31,4	1 617,9	1 784,7	-10,3	31,28	37,27	-19,1	Mécanicien véh. motor. 1
53 270	76 720	-44,0	1 607,4	1 756,3	-9,3	33,14	43,68	-31,8	Mécanicien véh. motor. 2
54 967	85 375	-55,3	1 674,5	1 715,5	-2,5 *	32,83	49,77	-51,6	Mécanicien entret. Millwright 2
51 729	79 078	-52,9	1 704,8	1 690,2	0,9 *	30,34	46,79	-54,2	Ouvrier cert. entretien 2
52 331	75 405	-44,1	1 680,5	1 711,9	-1,9	31,14	44,15	-41,8	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
53 133	70 427	-32,5	1 556,7	1 578,1	-1,4	34,34	44,92	-30,8	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic.1	77	43 741	58 953	-34,8	261	0	44 002	58 953	-34,0	9 376	13 412
Professionnel communic. 2	710	63 301	68 763	-8,6	439	0	63 739	68 763	-7,9	12 338	14 957
Professionnel gest. fin. 1	149	41 803	58 308	-39,5	148	0	41 952	58 308	-39,0	8 696	13 623
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	69 909	-15,4	574	0	61 169	69 909	-14,3	12 062	15 636
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	55 361	-25,0	144	0	44 428	55 361	-24,6	9 123	13 761
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	70 532	-8,4	339	0	65 412	70 532	-7,8	12 257	15 030
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	76 385	81 807	-7,1 *	147	0	76 532	81 807	-6,9 *	13 409	17 388
Ingénieur 2	392	68 632	70 206	-2,3 *	113	0	68 745	70 206	-2,1 *	12 344	14 337
Professionnel sc. phys. 2	373	70 087	75 001	-7,0	925	0	71 012	75 001	-5,6	13 374	17 340
Avocat et notaire 2	617	91 856	86 071	6,3 *	419	0	92 275	86 071	6,7 *	15 651	17 890
Moyenne	...	67 233	71 783	-6,8	341	0	67 574	71 783	-6,2	12 508	15 528
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	46 950	-3,9	438	54	45 635	47 004	-3,0	10 116	11 254
Technicien en administration 3	239	51 396	55 708	-8,4	57	118	51 452	55 826	-8,5	10 509	13 213
Technicien documentation 1-2	751	44 807	46 564	-3,9	333	60	45 140	46 625	-3,3	9 873	11 613
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	49 805	3,0	959	41	52 313	49 847	4,7	11 721	11 892
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	50 128	-12,1	312	81	45 025	50 209	-11,5	9 652	10 997
Technicien génie 3	258	51 518	55 134	-7,0	57	85	51 575	55 219	-7,1	10 406	12 095
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	49 279	-6,7 *	331	43	46 533	49 322	-6,0 *	9 959	11 313
Technicien informatique 3	828	51 755	56 919	-10,0	517	56	52 272	56 974	-9,0	11 002	12 740
Moyenne	...	46 625	48 790	-4,6	487	49	47 112	48 839	-3,7	10 332	11 419
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	25	30 791	36 630	-19,0	28	79	30 819	36 709	-19,1	6 840	9 271
Magasinier 2	914	35 123	40 995	-16,7	438	91	35 560	41 086	-15,5	8 077	10 990
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	36 209	-7,2	520	67	34 280	36 275	-5,8	8 025	8 231
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	40 765	-10,4	447	25	37 366	40 789	-9,2	8 536	9 535
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	42 443	-3,9	517	108	41 367	42 551	-2,9	9 332	10 532
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	39 845	-13,0	210	25	35 474	39 870	-12,4	7 786	9 714
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	43 955	-12,9	147	86	39 097	44 042	-12,6	8 618	10 395
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	39 934	-0,6 *	44	114	39 742	40 047	-0,8 *	8 775	10 125
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	36 378	-14,4	516	72	32 306	36 450	-12,8	7 693	9 107
Moyenne	...	37 033	40 664	-9,8	382	59	37 415	40 723	-8,8	8 483	9 685
Employés de service											
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	39 683	-20,1	249	19	33 289	39 702	-19,3	7 723	11 150
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	38 454	-19,0	452	152	32 764	38 606	-17,8	8 088	10 513
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	37 946	-4,0	511	38	36 988	37 984	-2,7	8 918	8 807
Moyenne	...	34 112	37 574	-10,1	428	100	34 540	37 674	-9,1	8 331	9 983

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Professionnels
53 378	72 366	-35,6	1 509,5	1 494,3	1,0 *	35,36	48,43	-37,0	Professionnel communic.1
76 077	83 719	-10,0	1 516,7	1 521,5	-0,3 *	50,16	55,02	-9,7	Professionnel communic. 2
50 648	71 932	-42,0	1 500,8	1 522,6	-1,5	33,75	47,24	-40,0	Professionnel gest. fin. 1
73 231	85 545	-16,8	1 520,4	1 514,5	0,4 *	48,17	56,48	-17,3	Professionnel gest. fin. 2
53 551	69 122	-29,1	1 500,9	1 514,8	-0,9	35,68	45,63	-27,9	Analyste proc. adm./inform. 1
77 669	85 562	-10,2	1 508,7	1 495,1	0,9	51,48	57,23	-11,2	Analyste proc. adm./inform. 2
89 941	99 195	-10,3	1 496,2	1 495,2	0,1 *	60,11	66,34	-10,4	Analyste proc. adm./inform. 3
81 089	84 543	-4,3	1 497,7	1 535,7	-2,5	54,14	55,05	-1,7 *	Ingénieur 2
84 386	92 341	-9,4	1 525,7	1 494,1	2,1	55,31	61,80	-11,7	Professionnel sc. phys. 2
107 926	103 961	3,7 *	1 503,4	1 529,8	-1,8	71,79	67,96	5,3 *	Avocat et notaire 2
80 082	87 311	-9,0	1 507,3	1 508,2	-0,1 *	53,14	57,91	-9,0	Moyenne
									Techniciens
55 751	58 258	-4,5	1 512,1	1 527,4	-1,0	36,87	38,14	-3,5	Technicien en administration 1-2
61 961	69 039	-11,4	1 480,8	1 523,8	-2,9	41,84	45,31	-8,3	Technicien en administration 3
55 013	58 238	-5,9	1 537,2	1 527,7	0,6 *	35,79	38,12	-6,5	Technicien documentation 1-2
64 034	61 739	3,6	1 531,9	1 573,6	-2,7	41,80	39,24	6,1	Technicien laboratoire 1-2
54 677	61 207	-11,9	1 528,3	1 565,4	-2,4	35,78	39,10	-9,3	Technicien génie 1-2
61 981	67 314	-8,6	1 480,8	1 560,6	-5,4	41,86	43,13	-3,1	Technicien génie 3
56 493	60 635	-7,3 *	1 517,4	1 558,0	-2,7	37,23	38,92	-4,5 *	Technicien informatique 1-2
63 274	69 715	-10,2	1 529,8	1 527,5	0,2 *	41,36	45,64	-10,4	Technicien informatique 3
57 444	60 258	-4,9	1 518,8	1 544,3	-1,7	37,82	39,01	-3,1	Moyenne
									Employés de bureau
37 659	45 980	-22,1	1 503,5	1 569,2	-4,4	25,05	29,30	-17,0	Préposé photocopie 2
43 637	52 076	-19,3	1 539,9	1 596,2	-3,7 *	28,34	32,62	-15,1	Magasinier 2
42 305	44 506	-5,2	1 533,0	1 521,6	0,7	27,60	29,25	-6,0	Personnel soutien adm. 1
45 902	50 324	-9,6	1 525,6	1 520,3	0,3	30,09	33,10	-10,0	Personnel soutien adm. 2
50 699	53 083	-4,7	1 534,5	1 528,0	0,4	33,04	34,74	-5,2	Personnel soutien adm. 3
43 260	49 584	-14,6	1 552,6	1 519,5	2,1	27,86	32,63	-17,1	Personnel secrétariat 1
47 716	54 436	-14,1	1 516,3	1 511,3	0,3 *	31,47	36,02	-14,5	Personnel secrétariat 2
48 517	50 172	-3,4 *	1 469,4	1 530,8	-4,2	33,02	32,77	0,7 *	Préposé aux renseign. 2
39 999	45 557	-13,9	1 530,5	1 543,2	-0,8	26,13	29,52	-13,0	Téléphoniste-récept. 2
45 898	50 408	-9,8	1 526,6	1 524,2	0,2 *	30,07	33,08	-10,0	Moyenne
									Employés de service
41 013	50 852	-24,0	1 706,7	1 691,8	0,9	24,03	30,06	-25,1	Journalier/préposé terr. 2
40 852	49 119	-20,2	1 673,9	1 677,2	-0,2 *	24,41	29,29	-20,0	Préposé entretien lourd 2
45 906	46 790	-1,9	1 673,9	1 557,8	6,9	27,43	30,04	-9,5	Ouvrier entret. mainten. 2
42 870	47 657	-11,2	1 679,9	1 628,6	3,1	25,53	29,22	-14,5	Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Ouvriers											
Électricien entretien 2	343	44 573	46 810	-5,0	375	59	44 948	46 869	-4,3 *	9 889	10 782
Électricien entretien 3	84	46 687	52 665	-12,8	589	268	47 276	52 933	-12,0	10 793	12 366
Menuisier entretien 2	314	42 458	49 725	-17,1	500	132	42 958	49 857	-16,1	9 865	14 043
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	45 567	-8,5	355	33	42 335	45 600	-7,7	9 394	12 747
Peintre entretien 2	129	38 962	43 245	-11,0	422	40	39 384	43 285	-9,9	9 068	11 366
Moyenne	...	42 137	45 801	-8,7	391	52	42 527	45 854	-7,8	9 546	11 873
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 490	46 844	-7,7	410	53	43 900	46 897	-6,8	9 537	11 057

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
54 837	57 651	-5,1 *	1 697,0	1 667,8	1,7 *	32,31	34,57	-7,0	Ouvriers
58 069	65 299	-12,5	1 662,4	1 667,3	-0,3 *	34,93	39,16	-12,1	Électricien entretien 2
52 823	63 900	-21,0	1 685,5	1 725,3	-2,4	31,34	37,04	-18,2	Électricien entretien 3
51 729	58 348	-12,8	1 704,8	1 692,6	0,7	30,34	34,47	-13,6	Menuisier entretien 2
48 452	54 651	-12,8	1 693,0	1 702,6	-0,6 *	28,62	32,10	-12,2	Ouvrier cert. entretien 2
									Peintre entretien 2
52 074	57 727	-10,9	1 678,5	1 668,2	0,6 *	31,03	34,54	-11,3	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
53 437	57 954	-8,5	1 546,7	1 545,8	0,1 *	34,71	37,59	-8,3	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2011
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	53 980	-23,4	261	0	44 002	53 980	-22,7	9 376	15 162
Professionnel communic. 2	710	63 301	70 871	-12,0	439	0	63 739	70 871	-11,2	12 338	19 723
Professionnel communic. 3	114	75 113	85 450	-13,8	105	0	75 218	85 450	-13,6	13 354	23 417
Professionnel gest. fin. 1	149	41 803	56 706	-35,6	148	0	41 952	56 706	-35,2	8 696	16 025
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	68 910	-13,7	574	0	61 169	68 910	-12,7	12 062	19 110
Professionnel gest. fin. 3	182	74 504	87 713	-17,7	104	0	74 608	87 713	-17,6	13 112	23 918
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	58 740	-32,6	144	0	44 428	58 740	-32,2	9 123	16 228
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	72 518	-11,4	339	0	65 412	72 518	-10,9	12 257	19 803
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	76 385	86 591	-13,4	147	0	76 532	86 591	-13,1	13 409	23 358
Ingénieur 1	99	43 131	62 140	-44,1	60	0	43 191	62 140	-43,9	8 672	16 890
Ingénieur 2	392	68 632	94 386	-37,5	113	0	68 745	94 386	-37,3	12 344	25 185
Ingénieur 3	361	80 687	113 047	-40,1	113	0	80 800	113 047	-39,9	13 801	29 836
Professionnel sc. phys. 1	20	42 567	59 975	-40,9	193	0	42 760	59 975	-40,3	8 936	16 723
Professionnel sc. phys. 2	373	70 087	77 020	-9,9	925	0	71 012	77 020	-8,5	13 374	21 140
Professionnel sc. phys. 3	98	77 008	97 059	-26,0	108	0	77 116	97 059	-25,9	13 460	26 164
Avocat et notaire 1	45	52 245	74 446	-42,5	97	0	52 343	74 446	-42,2	10 449	20 376
Avocat et notaire 2	617	91 856	113 702	-23,8	419	0	92 275	113 702	-23,2	15 651	30 606
Biologiste 1	9	44 409	56 759	-27,8	62	0	44 471	56 759	-27,6	9 142	16 319
Biologiste 2	107	66 178	76 222	-15,2	93	0	66 271	76 222	-15,0	12 079	20 926
Biologiste 3	40	77 068	93 144	-20,9	108	0	77 176	93 144	-20,7	13 407	25 124
Moyenne	...	67 496	79 033	-17,1	324	0	67 820	79 033	-16,5	12 510	21 537
Techniciens											
Technicien administration 1-2	7 604	45 197	52 854	-16,9	438	0	45 635	52 854	-15,8	10 116	15 114
Technicien documentation 1-2	751	44 807	49 675	-10,9	333	0	45 140	49 675	-10,0	9 873	14 211
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	54 870	-6,8	959	0	52 313	54 870	-4,9	11 721	15 375
Technicien en droit 1-2	405	43 254	58 845	-36,0	48	0	43 301	58 845	-35,9	9 088	16 458
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	66 366	-48,4	312	0	45 025	66 366	-47,4	9 652	18 242
Technicien génie 3	258	51 518	76 946	-49,4	57	0	51 575	76 946	-49,2	10 406	20 695
Pilote d'aéronefs-hélic. 2	6	65 820	85 870	-30,5	72	0	65 892	85 870	-30,3	12 434	23 016
Moyenne	...	46 131	55 132	-19,5	474	0	46 605	55 132	-18,3	10 263	15 598
Employés de bureau											
Magasinier 1	225	31 813	42 542	-33,7	321	0	32 134	42 542	-32,4	7 266	12 074
Magasinier 2	914	35 123	46 468	-32,3	438	0	35 560	46 468	-30,7	8 077	13 079
Magasinier 3	34	41 765	58 838	-40,9	229	0	41 994	58 838	-40,1	9 230	16 266
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	33 235	1,6	520	0	34 280	33 235	3,0	8 025	9 928
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	44 571	-20,7	447	0	37 366	44 571	-19,3	8 536	12 895
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	49 478	-21,1	517	0	41 367	49 478	-19,6	9 332	14 177
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	41 318	-17,2	210	0	35 474	41 318	-16,5	7 786	12 091
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	45 036	-15,6	147	0	39 097	45 036	-15,2	8 618	13 123
Acheteur 2	56	40 809	49 460	-21,2	257	0	41 066	49 460	-20,4	9 054	13 971
Moyenne	...	37 246	43 548	-16,9	390	0	37 636	43 548	-15,7	8 524	12 637

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Professionnels
53 378	69 142	-29,5	1 509,5	1 614,6	-7,0	35,36	42,82	-21,1	Professionnel communic. 1
76 077	90 594	-19,1	1 516,7	1 610,1	-6,2	50,16	56,27	-12,2	Professionnel communic. 2
88 572	108 867	-22,9	1 494,7	1 601,4	-7,1	59,26	67,98	-14,7	Professionnel communic. 3
50 648	72 731	-43,6	1 500,8	1 614,2	-7,6	33,75	45,06	-33,5	Professionnel gest. fin. 1
73 231	88 019	-20,2	1 520,4	1 614,1	-6,2	48,17	54,53	-13,2	Professionnel gest. fin. 2
87 720	111 631	-27,3	1 494,7	1 597,4	-6,9	58,69	69,88	-19,1	Professionnel gest. fin. 3
53 551	74 968	-40,0	1 500,9	1 612,1	-7,4	35,68	46,50	-30,3	Analyste proc. adm./inform. 1
77 669	92 321	-18,9	1 508,7	1 599,3	-6,0	51,48	57,73	-12,1	Analyste proc. adm./inform. 2
89 941	109 950	-22,2	1 496,2	1 590,2	-6,3	60,11	69,14	-15,0	Analyste proc. adm./inform. 3
51 863	79 030	-52,4	1 494,7	1 630,0	-9,1	34,70	48,48	-39,7	Ingénieur 1
81 089	119 571	-47,5	1 497,7	1 614,8	-7,8	54,14	74,05	-36,8	Ingénieur 2
94 601	142 883	-51,0	1 494,7	1 589,6	-6,4	63,29	89,89	-42,0	Ingénieur 3
51 695	76 698	-48,4	1 503,0	1 631,4	-8,5	34,39	47,01	-36,7	Professionnel sc. phys. 1
84 386	98 160	-16,3	1 525,7	1 612,8	-5,7	55,31	60,86	-10,0	Professionnel sc. phys. 2
90 575	123 222	-36,0	1 494,7	1 594,7	-6,7	60,60	77,27	-27,5	Professionnel sc. phys. 3
62 791	94 822	-51,0	1 495,9	1 629,3	-8,9	41,98	58,20	-38,6	Avocat et notaire 1
107 926	144 308	-33,7	1 503,4	1 593,5	-6,0	71,79	90,56	-26,2	Avocat et notaire 2
53 613	73 078	-36,3	1 494,7	1 623,6	-8,6	35,87	45,01	-25,5	Biologiste 1
78 350	97 148	-24,0	1 494,7	1 597,6	-6,9	52,42	60,81	-16,0	Biologiste 2
90 583	118 269	-30,6	1 494,7	1 573,7	-5,3	60,60	75,15	-24,0	Biologiste 3
80 330	100 569	-25,2	1 506,4	1 601,8	-6,3	53,34	62,82	-17,8	Moyenne
									Techniciens
55 751	67 969	-21,9	1 512,1	1 602,9	-6,0	36,87	42,40	-15,0	Technicien administration 1-2
55 013	63 887	-16,1	1 537,2	1 597,8	-3,9	35,79	39,98	-11,7	Technicien documentation 1-2
64 034	70 244	-9,7	1 531,9	1 599,1	-4,4	41,80	43,93	-5,1	Technicien laboratoire 1-2
52 389	75 303	-43,7	1 480,8	1 608,9	-8,6	35,38	46,80	-32,3	Technicien en droit 1-2
54 677	84 607	-54,7	1 528,3	1 591,8	-4,2	35,78	53,15	-48,6	Technicien génie 1-2
61 981	97 640	-57,5	1 480,8	1 595,1	-7,7	41,86	61,21	-46,2	Technicien génie 3
78 326	108 886	-39,0	1 480,8	1 593,9	-7,6	52,89	68,32	-29,2	Pilote d'aéronefs-hélic. 2
56 868	70 729	-24,4	1 516,3	1 600,9	-5,6	37,50	44,19	-17,8	Moyenne
									Employés de bureau
39 400	54 615	-38,6	1 549,0	1 711,7	-10,5	25,44	31,91	-25,4	Magasinier 1
43 637	59 547	-36,5	1 539,9	1 705,1	-10,7	28,34	34,92	-23,2	Magasinier 2
51 225	75 104	-46,6	1 566,3	1 685,4	-7,6	32,70	44,56	-36,3	Magasinier 3
42 305	43 163	-2,0	1 533,0	1 598,5	-4,3	27,60	27,00	2,2	Personnel soutien adm. 1
45 902	57 466	-25,2	1 525,6	1 599,1	-4,8	30,09	35,94	-19,4	Personnel soutien adm. 2
50 699	63 654	-25,6	1 534,5	1 604,2	-4,5	33,04	39,68	-20,1	Personnel soutien adm. 3
43 260	53 409	-23,5	1 552,6	1 589,4	-2,4	27,86	33,60	-20,6	Personnel secrétariat 1
47 716	58 159	-21,9	1 516,3	1 577,9	-4,1	31,47	36,86	-17,1	Personnel secrétariat 2
50 120	63 431	-26,6	1 561,3	1 603,8	-2,7	32,10	39,55	-23,2	Acheteur 2
46 160	56 185	-21,7	1 528,4	1 599,4	-4,6	30,21	35,13	-16,3	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2011
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{2/} catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	644	33 413	52 580	-57,4	467	0	33 880	52 580	-55,2	8 316	14 621
Cuisinier 1	16	38 611	50 960	-32,0	251	0	38 863	50 960	-31,1	8 913	14 259
Cuisinier 2	921	40 399	52 173	-29,1	531	0	40 930	52 173	-27,5	9 643	14 590
Cuisinier 3	21	42 006	56 731	-35,1	219	0	42 225	56 731	-34,4	9 330	15 715
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	41 812	-26,5	249	0	33 289	41 812	-25,6	7 723	11 792
Préposé cuisine/café. 2	2 453	34 220	37 317	-9,0	473	0	34 693	37 317	-7,6	8 471	10 956
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	44 277	-37,0	452	0	32 764	44 277	-35,1	8 088	12 695
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	36 931	-11,6	461	0	33 561	36 931	-10,0	8 248	10 678
Moyenne	...	34 399	41 645	-21,1	401	0	34 800	41 645	-19,7	8 368	11 993
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	44 302	-25,1	378	0	35 803	44 302	-23,7	8 393	12 512
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	46 105	-19,5	207	0	38 788	46 105	-18,9	8 580	12 891
Électricien entretien 2	343	44 573	60 565	-35,9	375	0	44 948	60 565	-34,7	9 889	16 580
Électricien entretien 3	84	46 687	62 201	-33,2	589	0	47 276	62 201	-31,6	10 793	16 960
Mécanicien véh. motor. 1	29	41 599	52 574	-26,4	131	0	41 730	52 574	-26,0	8 884	14 571
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	55 467	-26,3	97	0	44 013	55 467	-26,0	9 256	15 267
Menuisier entretien 2	314	42 458	57 947	-36,5	500	0	42 958	57 947	-34,9	9 865	15 911
Machiniste 2	48	43 915	54 731	-24,6	410	0	44 325	54 731	-23,5	9 906	15 059
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	47 929	-18,6	40	0	40 439	47 929	-18,5	8 429	13 351
Moyenne	...	42 153	54 354	-28,9	350	0	42 502	54 354	-27,9	9 472	14 991
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 235	51 234	-18,5	397	0	43 632	51 234	-17,4	9 474	14 532

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
4. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
5. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ² / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
42 197	67 201	-59,3	1 673,9	1 718,4	-2,7	25,21	39,11	-55,1	Préposé buanderie 2
47 776	65 219	-36,5	1 716,1	1 726,0	-0,6	27,84	37,79	-35,7	Cuisinier 1
50 573	66 762	-32,0	1 669,9	1 709,1	-2,3	30,29	39,06	-29,0	Cuisinier 2
51 556	72 446	-40,5	1 680,0	1 702,2	-1,3	30,69	42,56	-38,7	Cuisinier 3
41 013	53 603	-30,7	1 706,7	1 713,5	-0,4	24,03	31,28	-30,2	Journalier/préposé terr. 2
43 164	48 272	-11,8	1 673,4	1 713,2	-2,4	25,79	28,18	-9,2	Préposé cuisine/café. 2
40 852	56 972	-39,5	1 673,9	1 570,9	6,1	24,41	36,27	-48,6	Préposé entretien lourd 2
41 809	47 608	-13,9	1 674,2	1 690,7	-1,0	24,97	28,16	-12,8	Préposé entretien léger 2
43 169	53 638	-24,3	1 685,3	1 694,3	-0,5	25,62	31,70	-23,7	Moyenne
									Ouvriers
44 196	56 814	-28,6	1 675,2	1 704,3	-1,7	26,38	33,34	-26,4	Conducteur véh. légers 2
47 368	58 997	-24,5	1 635,0	1 697,7	-3,8	28,97	34,75	-20,0	Conducteur véh. lourds 2
54 837	77 145	-40,7	1 697,0	1 700,8	-0,2	32,31	45,36	-40,4	Électricien entretien 2
58 069	79 160	-36,3	1 662,4	1 706,2	-2,6	34,93	46,39	-32,8	Électricien entretien 3
50 614	67 145	-32,7	1 617,9	1 712,8	-5,9	31,28	39,20	-25,3	Mécanicien véh. motor. 1
53 270	70 733	-32,8	1 607,4	1 715,6	-6,7	33,14	41,23	-24,4	Mécanicien véh. motor. 2
52 823	73 858	-39,8	1 685,5	1 700,5	-0,9	31,34	43,43	-38,6	Menuisier entretien 2
54 231	69 790	-28,7	1 703,1	1 703,8	0,0	31,84	40,96	-28,6	Machiniste 2
48 868	61 280	-25,4	1 566,5	1 706,9	-9,0	31,20	35,90	-15,1	Conducteur d'équip. lourds 2
51 974	69 345	-33,4	1 671,2	1 703,6	-1,9	31,10	40,70	-30,9	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
53 106	65 766	-23,8	1 557,3	1 621,6	-4,1	34,33	40,67	-18,5	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	53 511	-22,3	261	51	44 002	53 562	-21,7	9 376	15 153
Professionnel communic. 2	710	63 301	70 550	-11,5	439	139	63 739	70 689	-10,9	12 338	19 721
Professionnel communic. 3	114	75 113	86 958	-15,8	105	30	75 218	86 988	-15,6	13 354	27 196
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	72 665	-19,9	574	406	61 169	73 070	-19,5	12 062	22 301
Professionnel gest. fin. 3	182	74 504	89 428	-20,0	104	41	74 608	89 468	-19,9	13 112	31 884
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	59 006	-33,2	144	1	44 428	59 007	-32,8	9 123	17 499
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	73 230	-12,5	339	238	65 412	73 468	-12,3	12 257	23 455
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	76 385	87 610	-14,7	147	99	76 532	87 708	-14,6	13 409	26 318
Ingénieur 1	99	43 131	60 990	-41,4	60	10	43 191	61 000	-41,2	8 672	20 263
Ingénieur 2	392	68 632	87 839	-28,0	113	173	68 745	88 012	-28,0	12 344	29 332
Ingénieur 3	361	80 687	93 966	-16,5	113	19	80 800	93 984	-16,3	13 801	41 781
Avocat et notaire 2	617	91 856	102 126	-11,2	419	360	92 275	102 486	-11,1	15 651	27 276
Biologiste 2	107	66 178	73 030	-10,4	93	126	66 271	73 156	-10,4	12 079	20 297
Moyenne	...	67 496	77 878	-15,4	324	180	67 820	78 058	-15,1	12 510	24 208
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	50 915	-12,7	438	185	45 635	51 100	-12,0	10 116	15 152
Technicien en administration 3	239	51 396	56 789	-10,5	57	150	51 452	56 939	-10,7	10 509	14 357
Technicien documentation 1-2	751	44 807	47 539	-6,1	333	140	45 140	47 679	-5,6	9 873	13 676
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	55 007	-7,1	959	478	52 313	55 485	-6,1	11 721	16 057
Technicien laboratoire 3	482	55 187	64 344	-16,6	1 032	129	56 219	64 473	-14,7	12 304	19 127
Technicien en droit 1-2	405	43 254	54 006	-24,9	48	145	43 301	54 151	-25,1	9 088	16 114
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	64 603	-44,5	312	286	45 025	64 890	-44,1	9 652	21 996
Technicien génie 3	258	51 518	76 305	-48,1	57	14	51 575	76 319	-48,0	10 406	31 701
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	53 344	-15,5	331	107	46 533	53 451	-14,9	9 959	14 715
Technicien informatique 3	828	51 755	57 364	-10,8	517	64	52 272	57 428	-9,9	11 002	13 407
Technicien en loisir 1-2	440	45 284	48 648	-7,4 *	596	453	45 880	49 101	-7,0 *	10 318	14 387
Technicien hygiène du trav. 1-2	169	44 576	62 026	-39,1	874	16	45 449	62 041	-36,5	10 639	20 068
Moyenne	...	46 634	54 098	-16,0	487	203	47 120	54 301	-15,2	10 333	16 070
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	25	30 791	37 253	-21,0	28	63	30 819	37 315	-21,1	6 840	9 610
Magasinier 1	225	31 813	45 814	-44,0	321	233	32 134	46 047	-43,3	7 266	12 984
Magasinier 2	914	35 123	50 154	-42,8	438	218	35 560	50 372	-41,7	8 077	17 199
Op. duplicateur 1-2	102	34 005	44 788	-31,7	240	59	34 245	44 847	-31,0	7 853	15 173
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	39 653	-17,5	520	230	34 280	39 883	-16,3	8 025	13 156
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	44 262	-19,9	447	151	37 366	44 413	-18,9	8 536	13 971
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	48 335	-18,3	517	84	41 367	48 419	-17,0	9 332	13 594
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	42 037	-19,2	210	320	35 474	42 357	-19,4	7 786	13 175
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	45 830	-17,7	147	363	39 097	46 193	-18,1	8 618	14 144
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	45 855	-15,5	44	76	39 742	45 930	-15,6	8 775	13 880
Préposé aux renseign. 3	90	44 364	59 364	-33,8	49	30	44 413	59 394	-33,7	9 802	17 266
Préposé télécomm. 1-2	4	31 645	42 334	-33,8	28	290	31 674	42 624	-34,6	7 032	14 107
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	39 913	-25,6	516	474	32 306	40 387	-25,0	7 693	10 020
Acheteur 2	56	40 809	50 936	-24,8	257	262	41 066	51 198	-24,7	9 054	14 007
Moyenne	...	37 052	44 484	-20,1	380	219	37 432	44 703	-19,4	8 486	13 710

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 378	68 714	-28,7	1 509,5	1 605,2	-6,3	35,36	42,81	-21,1	Professionnels
76 077	90 410	-18,8	1 516,7	1 577,3	-4,0	50,16	57,32	-14,3	Professionnel communic. 1
88 572	114 184	-28,9	1 494,7	1 583,2	-5,9	59,26	72,12	-21,7	Professionnel communic. 2
73 231	95 371	-30,2	1 520,4	1 566,7	-3,0	48,17	60,87	-26,4	Professionnel communic. 3
87 720	121 353	-38,3	1 494,7	1 568,7	-5,0	58,69	77,36	-31,8	Professionnel gest. fin. 2
53 551	76 505	-42,9	1 500,9	1 612,7	-7,4	35,68	47,44	-33,0	Professionnel gest. fin. 3
77 669	96 923	-24,8	1 508,7	1 558,9	-3,3	51,48	62,17	-20,8	Analyste proc. adm./inform. 1
89 941	114 026	-26,8	1 496,2	1 576,0	-5,3	60,11	72,35	-20,4	Analyste proc. adm./inform. 2
51 863	81 263	-56,7	1 494,7	1 589,5	-6,3	34,70	51,13	-47,3	Analyste proc. adm./inform. 3
81 089	117 344	-44,7	1 497,7	1 561,0	-4,2	54,14	75,17	-38,8	Ingénieur 1
94 601	135 765	-43,5	1 494,7	1 507,7	-0,9	63,29	90,05	-42,3	Ingénieur 2
107 926	129 762	-20,2	1 503,4	1 556,6	-3,5	71,79	83,36	-16,1	Ingénieur 3
78 350	93 453	-19,3	1 494,7	1 580,4	-5,7	52,42	59,13	-12,8	Avocat et notaire 2
80 330	102 266	-27,3	1 506,4	1 569,6	-4,2	53,34	65,24	-22,3	Biologiste 2
55 751	66 252	-18,8	1 512,1	1 572,8	-4,0	36,87	42,12	-14,3	Moyenne
61 961	71 296	-15,1	1 480,8	1 513,3	-2,2	41,84	47,11	-12,6	Techniciens
55 013	61 355	-11,5	1 537,2	1 515,5	1,4	35,79	40,48	-13,1	Technicien en administration 1-2
64 034	71 543	-11,7	1 531,9	1 724,2	-12,6	41,80	41,49	0,7 *	Technicien en administration 3
68 523	83 601	-22,0	1 532,2	1 614,3	-5,4	44,72	51,79	-15,8	Technicien documentation 1-2
52 389	70 265	-34,1	1 480,8	1 560,6	-5,4	35,38	45,03	-27,3	Technicien laboratoire 1-2
54 677	86 885	-58,9	1 528,3	1 660,6	-8,7	35,78	52,32	-46,2	Technicien laboratoire 3
61 981	108 021	-74,3	1 480,8	1 554,9	-5,0	41,86	69,47	-66,0	Technicien en droit 1-2
56 493	68 165	-20,7	1 517,4	1 602,9	-5,6	37,23	42,53	-14,2	Technicien génie 1-2
63 274	70 835	-12,0	1 529,8	1 546,9	-1,1	41,36	45,79	-10,7	Technicien génie 3
56 198	63 488	-13,0	1 542,9	1 559,7	-1,1 *	36,42	40,71	-11,8	Technicien informatique 1-2
56 088	82 109	-46,4	1 535,0	1 584,4	-3,2 *	36,54	51,82	-41,8	Technicien informatique 3
57 453	70 372	-22,5	1 518,8	1 595,5	-5,0	37,82	44,10	-16,6	Technicien en loisir 1-2
37 659	46 925	-24,6	1 503,5	1 565,0	-4,1	25,05	29,98	-19,7	Technicien hygiène du trav. 1-2
39 400	59 031	-49,8	1 549,0	1 745,7	-12,7	25,44	33,82	-32,9	Moyenne
43 637	67 571	-54,8	1 539,9	1 680,1	-9,1	28,34	40,22	-41,9	Employés de bureau
42 097	60 020	-42,6	1 547,6	1 626,8	-5,1	27,20	36,89	-35,6	Préposé photocopie 2
42 305	53 039	-25,4	1 533,0	1 547,9	-1,0 *	27,60	34,27	-24,2	Magasinier 1
45 902	58 384	-27,2	1 525,6	1 561,8	-2,4	30,09	37,38	-24,2	Magasinier 2
50 699	62 012	-22,3	1 534,5	1 584,8	-3,3	33,04	39,13	-18,4	Op. duplicateur 1-2
43 260	55 532	-28,4	1 552,6	1 513,2	2,5	27,86	36,70	-31,7	Personnel soutien adm. 1
47 716	60 337	-26,5	1 516,3	1 506,1	0,7 *	31,47	40,06	-27,3	Personnel soutien adm. 2
48 517	59 810	-23,3	1 469,4	1 753,7	-19,3	33,02	34,11	-3,3 *	Personnel soutien adm. 3
54 215	76 660	-41,4	1 469,4	1 827,2	-24,4	36,90	41,96	-13,7	Personnel secrétariat 1
38 706	56 731	-46,6	1 557,2	1 568,4	-0,7 *	24,86	36,17	-45,5	Personnel secrétariat 2
39 999	50 407	-26,0	1 530,5	1 644,3	-7,4	26,13	30,66	-17,3	Préposé aux renseign. 2
50 120	65 205	-30,1	1 561,3	1 660,8	-6,4	32,10	39,26	-22,3	Préposé aux renseign. 3
45 918	58 413	-27,2	1 527,6	1 565,5	-2,5	30,07	37,34	-24,2	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	644	33 413	27 473	17,8	467	191	33 880	27 664	18,3	8 316	5 858
Concierge 2	2 181	36 455	45 508	-24,8	237	414	36 692	45 922	-25,2	8 531	12 202
Cuisinier 1	16	38 611	34 063	11,8	251	125	38 863	34 187	12,0	8 913	6 931
Cuisinier 2	921	40 399	39 792	1,5 *	531	290	40 930	40 082	2,1 *	9 643	8 154
Cuisinier 3	21	42 006	48 989	-16,6 *	219	692	42 225	49 682	-17,7	9 330	10 839
Gardien 2	332	33 087	31 714	4,1	375	310	33 462	32 024	4,3	7 944	5 192
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	42 358	-28,2	249	79	33 289	42 437	-27,5	7 723	11 122
Préposé cuisine/café. 2	2 453	34 220	27 816	18,7	473	66	34 693	27 882	19,6	8 471	5 783
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	29 619	8,3	452	134	32 764	29 753	9,2	8 088	4 725
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	44 142	-21,0	511	397	36 988	44 539	-20,4	8 918	12 751
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	31 893	3,6 *	461	342	33 561	32 235	4,0 *	8 248	6 290
Moyenne	...	34 483	35 316	-2,4 *	407	239	34 890	35 555	-1,9 *	8 389	7 967
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	43 765	-23,5	378	105	35 803	43 870	-22,5	8 393	15 295
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	47 211	-22,4	207	276	38 788	47 487	-22,4	8 580	13 144
Électricien entretien 2	343	44 573	59 904	-34,4	375	152	44 948	60 056	-33,6	9 889	19 459
Électricien entretien 3	84	46 687	60 320	-29,2	589	29	47 276	60 350	-27,7	10 793	15 862
Mécanicien véh. motor. 1	29	41 599	48 351	-16,2	131	634	41 730	48 985	-17,4	8 884	13 039
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	56 367	-28,4	97	356	44 013	56 723	-28,9	9 256	17 842
Mécanicien entret. Millwright 2	218	43 966	57 455	-30,7	610	221	44 576	57 676	-29,4	10 391	17 351
Menuisier entretien 2	314	42 458	50 949	-20,0	500	390	42 958	51 339	-19,5	9 865	16 449
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	56 749	-35,2	355	395	42 335	57 145	-35,0	9 394	19 041
Peintre entretien 2	129	38 962	51 912	-33,2	422	355	39 384	52 267	-32,7	9 068	14 438
Machiniste 2	48	43 915	58 084	-32,3	410	46	44 325	58 130	-31,1	9 906	17 095
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	48 590	-20,3	40	525	40 439	49 116	-21,5	8 429	18 012
Moyenne	...	42 282	54 498	-28,9	355	280	42 637	54 778	-28,5	9 494	16 653
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 139	50 034	-16,0	401	217	43 541	50 251	-15,4	9 487	14 778

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
42 197	33 522	20,6	1 673,9	1 849,4	-10,5	25,21	18,13	28,1	Préposé buanderie 2
45 223	58 124	-28,5	1 716,7	1 715,3	0,1 *	26,34	33,88	-28,6	Concierge 2
47 776	41 119	13,9	1 716,1	1 802,5	-5,0	27,84	22,81	18,1	Cuisinier 1
50 573	48 236	4,6 *	1 669,9	1 774,3	-6,3	30,29	27,19	10,2	Cuisinier 2
51 556	60 520	-17,4 *	1 680,0	1 763,9	-5,0	30,69	34,31	-11,8 *	Cuisinier 3
41 406	37 215	10,1	1 677,5	1 827,7	-9,0	24,68	20,36	17,5	Gardien 2
41 013	53 560	-30,6	1 706,7	1 751,6	-2,6	24,03	30,58	-27,2	Journalier/préposé terr. 2
43 164	33 665	22,0	1 673,4	1 724,4	-3,0	25,79	19,52	24,3	Préposé cuisine/café. 2
40 852	34 477	15,6	1 673,9	1 676,0	-0,1 *	24,41	20,57	15,7	Préposé entretien lourd 2
45 906	57 290	-24,8	1 673,9	1 734,2	-3,6	27,43	33,03	-20,5	Ouvrier entret. mainten. 2
41 809	38 525	7,9 *	1 674,2	1 684,1	-0,6 *	24,97	22,88	8,4 *	Préposé entretien léger 2
43 278	43 521	-0,6 *	1 684,5	1 724,2	-2,4	25,69	25,24	1,8 *	Moyenne
Ouvriers									
44 196	59 165	-33,9	1 675,2	1 672,3	0,2 *	26,38	35,38	-34,1	Conducteur véh. légers 2
47 368	60 631	-28,0	1 635,0	1 865,7	-14,1	28,97	32,50	-12,2 *	Conducteur véh. lourds 2
54 837	79 515	-45,0	1 697,0	1 750,1	-3,1	32,31	45,43	-40,6	Électricien entretien 2
58 069	76 211	-31,2	1 662,4	1 733,3	-4,3	34,93	43,97	-25,9	Électricien entretien 3
50 614	62 024	-22,5	1 617,9	1 780,4	-10,0	31,28	34,84	-11,4 *	Mécanicien véh. motor. 1
53 270	74 565	-40,0	1 607,4	1 753,9	-9,1	33,14	42,51	-28,3	Mécanicien véh. motor. 2
54 967	75 027	-36,5	1 674,5	1 776,8	-6,1	32,83	42,23	-28,6	Mécanicien entret. Millwright 2
52 823	67 788	-28,3	1 685,5	1 693,7	-0,5 *	31,34	40,02	-27,7	Menuisier entretien 2
51 729	76 186	-47,3	1 704,8	1 711,8	-0,4 *	30,34	44,51	-46,7	Ouvrier cert. entretien 2
48 452	66 705	-37,7	1 693,0	1 725,7	-1,9	28,62	38,65	-35,1	Peintre entretien 2
54 231	75 225	-38,7	1 703,1	1 759,6	-3,3	31,84	42,75	-34,3	Machiniste 2
48 868	67 128	-37,4	1 566,5	1 637,1	-4,5	31,20	41,00	-31,4	Conducteur d'équip. lourds 2
52 132	71 431	-37,0	1 669,9	1 744,2	-4,5	31,23	41,00	-31,3	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
53 027	65 029	-22,6	1 557,9	1 610,5	-3,4	34,25	40,65	-18,7	Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	47 693	-9,0	261	69	44 002	47 762	-8,5	9 376	10 964
Professionnel communic. 2	710	63 301	65 633	-3,7	439	88	63 739	65 721	-3,1 *	12 338	15 521
Professionnel communic. 3	114	75 113	84 303	-12,2	105	126	75 218	84 429	-12,2	13 354	21 442
Professionnel gest. fin. 1	149	41 803	47 476	-13,6	148	5	41 952	47 481	-13,2	8 696	11 310
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	66 585	-9,9	574	50	61 169	66 635	-8,9	12 062	14 843
Professionnel gest. fin. 3	182	74 504	88 045	-18,2	104	26	74 608	88 071	-18,0	13 112	19 279
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	55 060	-24,3	144	24	44 428	55 084	-24,0	9 123	11 730
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	70 341	-8,1	339	84	65 412	70 425	-7,7	12 257	14 514
Analyste proc. adm./inform. 3	1 058	76 385	90 950	-19,1	147	53	76 532	91 003	-18,9	13 409	17 047
Ingénieur 1	99	43 131	56 827	-31,8	60	11	43 191	56 838	-31,6	8 672	13 178
Ingénieur 2	392	68 632	79 148	-15,3	113	56	68 745	79 204	-15,2	12 344	18 086
Ingénieur 3	361	80 687	103 867	-28,7	113	147	80 800	104 014	-28,7	13 801	21 212
Professionnel sc. phys. 1	20	42 567	52 496	-23,3	193	105	42 760	52 602	-23,0	8 936	11 412
Professionnel sc. phys. 2	373	70 087	66 762	4,7 *	925	59	71 012	66 821	5,9 *	13 374	13 904
Professionnel sc. phys. 3	98	77 008	87 059	-13,1	108	157	77 116	87 216	-13,1	13 460	16 295
Avocat et notaire 1	45	52 245	64 540	-23,5	97	105	52 343	64 646	-23,5	10 449	14 287
Avocat et notaire 2	617	91 856	111 577	-21,5	419	86	92 275	111 663	-21,0	15 651	19 381
Biologiste 2	107	66 178	60 178	9,1	93	64	66 271	60 242	9,1	12 079	10 027
Moyenne	...	67 496	74 950	-11,0	324	75	67 820	75 025	-10,6	12 510	15 260
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	46 599	-3,1 *	438	102	45 635	46 702	-2,3 *	10 116	10 995
Technicien en administration 3	239	51 396	59 912	-16,6	57	70	51 452	59 983	-16,6	10 509	13 000
Technicien documentation 1-2	751	44 807	48 712	-8,7 *	333	36	45 140	48 748	-8,0 *	9 873	11 082
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	48 040	6,5 *	959	111	52 313	48 151	8,0	11 721	11 022
Technicien laboratoire 3	482	55 187	59 921	-8,6 *	1 032	979	56 219	60 899	-8,3 *	12 304	12 158
Technicien en droit 1-2	405	43 254	64 331	-48,7	48	26	43 301	64 357	-48,6	9 088	11 849
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	60 248	-34,7	312	86	45 025	60 335	-34,0	9 652	14 323
Technicien génie 3	258	51 518	77 355	-50,2	57	156	51 575	77 511	-50,3	10 406	15 953
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	50 946	-10,3	331	54	46 533	51 001	-9,6	9 959	10 743
Technicien informatique 3	828	51 755	65 479	-26,5	517	6	52 272	65 486	-25,3	11 002	12 360
Technicien en loisir 1-2	440	45 284	48 503	-7,1 *	596	174	45 880	48 677	-6,1 *	10 318	11 145
Technicien hygiène du trav. 1-2	169	44 576	65 364	-46,6	874	40	45 449	65 404	-43,9	10 639	19 112
Moyenne	...	46 632	51 669	-10,8	486	110	47 118	51 780	-9,9	10 332	11 758
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	25	30 791	41 670	-35,3	28	8	30 819	41 678	-35,2	6 840	9 552
Magasinier 1	225	31 813	30 639	3,7 *	321	152	32 134	30 791	4,2 *	7 266	6 029
Magasinier 2	914	35 123	45 936	-30,8	438	27	35 560	45 963	-29,3	8 077	11 037
Magasinier 3	34	41 765	41 399	0,9 *	229	9	41 994	41 408	1,4 *	9 230	9 507
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	27 406	18,8	520	40	34 280	27 446	19,9	8 025	5 896
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	36 586	0,9 *	447	45	37 366	36 631	2,0 *	8 536	8 266
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	43 764	-7,1	517	139	41 367	43 902	-6,1	9 332	8 683
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	38 708	-9,8 *	210	23	35 474	38 730	-9,2 *	7 786	8 833
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	46 725	-20,0	147	83	39 097	46 808	-19,7	8 618	11 984
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	32 814	17,3	44	21	39 742	32 835	17,4	8 775	7 380
Préposé aux renseign. 3	90	44 364	53 204	-19,9	49	4	44 413	53 208	-19,8	9 802	15 530
Préposé télécomm. 1-2	4	31 645	46 380	-46,6	28	26	31 674	46 406	-46,5	7 032	11 516
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	33 000	-3,8 *	516	122	32 306	33 122	-2,5 *	7 693	7 405
Acheteur 2	56	40 809	47 929	-17,4	257	131	41 066	48 059	-17,0	9 054	10 062
Moyenne	...	37 038	38 411	-3,7	382	67	37 420	38 478	-2,8 *	8 484	8 773

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 378	58 726	-10,0	1 509,5	1 712,6	-13,5	35,36	34,29	3,0 *	Professionnels
76 077	81 241	-6,8	1 516,7	1 668,3	-10,0	50,16	48,70	2,9 *	Professionnel communic. 1
88 572	105 871	-19,5	1 494,7	1 629,7	-9,0	59,26	64,96	-9,6	Professionnel communic. 2
50 648	58 791	-16,1	1 500,8	1 743,3	-16,2	33,75	33,72	0,1 *	Professionnel communic. 3
73 231	81 478	-11,3	1 520,4	1 700,7	-11,9	48,17	47,91	0,5 *	Professionnel gest. fin. 1
87 720	107 351	-22,4	1 494,7	1 698,2	-13,6	58,69	63,21	-7,7	Professionnel gest. fin. 2
53 551	66 813	-24,8	1 500,9	1 697,9	-13,1	35,68	39,35	-10,3	Professionnel gest. fin. 3
77 669	84 939	-9,4	1 508,7	1 697,8	-12,5	51,48	50,03	2,8 *	Analyste proc. adm./inform. 1
89 941	108 049	-20,1	1 496,2	1 682,2	-12,4	60,11	64,23	-6,8	Analyste proc. adm./inform. 2
51 863	70 016	-35,0	1 494,7	1 786,0	-19,5	34,70	39,20	-13,0	Analyste proc. adm./inform. 3
81 089	97 291	-20,0	1 497,7	1 780,1	-18,9	54,14	54,65	-0,9 *	Ingénieur 1
94 601	125 227	-32,4	1 494,7	1 764,5	-18,1	63,29	70,97	-12,1	Ingénieur 2
51 695	64 014	-23,8	1 503,0	1 774,2	-18,0	34,39	36,08	-4,9 *	Ingénieur 3
84 386	80 725	4,3 *	1 525,7	1 715,6	-12,4	55,31	47,05	14,9	Professionnel sc. phys. 1
90 575	103 511	-14,3	1 494,7	1 681,0	-12,5	60,60	61,58	-1,6 *	Professionnel sc. phys. 2
62 791	78 933	-25,7	1 495,9	1 687,6	-12,8	41,98	46,77	-11,4 *	Professionnel sc. phys. 3
107 926	131 045	-21,4	1 503,4	1 620,7	-7,8	71,79	80,86	-12,6 *	Avocat et notaire 1
78 350	70 269	10,3	1 494,7	1 725,6	-15,5	52,42	40,72	22,3	Avocat et notaire 2
80 330	90 285	-12,4	1 506,4	1 698,8	-12,8	53,34	53,24	0,2 *	Biologiste 2
55 751	57 697	-3,5 *	1 512,1	1 708,5	-13,0	36,87	33,77	8,4	Moyenne
61 961	72 982	-17,8	1 480,8	1 718,5	-16,0	41,84	42,47	-1,5 *	Techniciens
55 013	59 830	-8,8 *	1 537,2	1 613,6	-5,0 *	35,79	37,08	-3,6 *	Technicien en administration 1-2
64 034	59 173	7,6	1 531,9	1 715,0	-12,0	41,80	34,50	17,5	Technicien en administration 3
68 523	73 057	-6,6 *	1 532,2	1 610,9	-5,1 *	44,72	45,35	-1,4 *	Technicien documentation 1-2
52 389	76 206	-45,5	1 480,8	1 600,3	-8,1	35,38	47,62	-34,6	Technicien laboratoire 1-2
54 677	74 657	-36,5	1 528,3	1 780,5	-16,5	35,78	41,93	-17,2	Technicien laboratoire 3
61 981	93 464	-50,8	1 480,8	1 770,1	-19,5	41,86	52,80	-26,2	Technicien en droit 1-2
56 493	61 743	-9,3	1 517,4	1 717,4	-13,2	37,23	35,95	3,4 *	Technicien génie 1-2
63 274	77 845	-23,0	1 529,8	1 704,7	-11,4	41,36	45,67	-10,4	Technicien génie 3
56 198	59 822	-6,4 *	1 542,9	1 628,4	-5,5	36,42	36,74	-0,9 *	Technicien informatique 1-2
56 088	84 516	-50,7	1 535,0	1 754,6	-14,3	36,54	48,17	-31,8	Technicien informatique 3
57 450	63 538	-10,6	1 518,8	1 705,2	-12,3	37,82	37,26	1,5 *	Technicien en loisir 1-2
37 659	51 230	-36,0	1 503,5	1 716,1	-14,1	25,05	29,85	-19,2	Technicien hygiène du trav. 1-2
39 400	36 820	6,5 *	1 549,0	1 814,0	-17,1	25,44	20,30	20,2	Moyenne
43 637	57 000	-30,6	1 539,9	1 796,0	-16,6	28,34	31,74	-12,0 *	Employés de bureau
51 225	50 915	0,6 *	1 566,3	1 838,3	-17,4	32,70	27,70	15,3 *	Préposé photocopie 2
42 305	33 343	21,2	1 533,0	1 787,4	-16,6	27,60	18,65	32,4	Magasinier 1
45 902	44 897	2,2 *	1 525,6	1 716,5	-12,5	30,09	26,16	13,1	Magasinier 2
50 699	52 585	-3,7 *	1 534,5	1 727,4	-12,6	33,04	30,44	7,9	Magasinier 3
43 260	47 563	-9,9 *	1 552,6	1 687,1	-8,7	27,86	28,19	-1,2 *	Personnel soutien adm. 1
47 716	58 792	-23,2	1 516,3	1 663,5	-9,7	31,47	35,34	-12,3	Personnel soutien adm. 2
48 517	40 215	17,1	1 469,4	1 786,6	-21,6	33,02	22,51	31,8	Personnel soutien adm. 3
54 215	68 738	-26,8	1 469,4	1 689,2	-15,0	36,90	40,69	-10,3	Personnel secrétariat 1
38 706	57 921	-49,6	1 557,2	1 874,0	-20,3	24,86	30,91	-24,4	Personnel secrétariat 2
39 999	40 527	-1,3 *	1 530,5	1 744,8	-14,0	26,13	23,23	11,1	Préposé aux renseign. 2
50 120	58 121	-16,0	1 561,3	1 745,2	-11,8	32,10	33,30	-3,7 *	Préposé aux renseign. 3
45 904	47 251	-2,9 *	1 526,7	1 722,6	-12,8	30,08	27,53	8,5	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	644	33 413	26 082	21,9	467	54	33 880	26 136	22,9	8 316	5 045
Concierge 2	2 181	36 455	33 980	6,8 *	237	207	36 692	34 186	6,8 *	8 531	6 971
Cuisinier 1	16	38 611	23 527	39,1	251	101	38 863	23 628	39,2	8 913	4 077
Cuisinier 2	921	40 399	31 240	22,7	531	269	40 930	31 509	23,0	9 643	5 630
Cuisinier 3	21	42 006	43 370	-3,2 *	219	298	42 225	43 669	-3,4 *	9 330	7 359
Gardien 2	332	33 087	30 652	7,4 *	375	71	33 462	30 724	8,2 *	7 944	5 778
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	37 576	-13,7	249	222	33 289	37 798	-13,5	7 723	6 503
Préposé cuisine/café. 2	2 453	34 220	22 656	33,8	473	96	34 693	22 752	34,4	8 471	4 103
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	26 368	18,4	452	108	32 764	26 476	19,2	8 088	4 661
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	38 752	-6,2 *	511	274	36 988	39 026	-5,5 *	8 918	7 977
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	29 240	11,7	461	397	33 561	29 637	11,7	8 248	5 843
Moyenne	...	34 483	29 951	13,1	407	213	34 890	30 165	13,5	8 389	5 698
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	45 284	-27,8	378	50	35 803	45 334	-26,6	8 393	9 120
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	45 075	-16,8 *	207	30	38 788	45 105	-16,3 *	8 580	9 320
Électricien entretien 2	343	44 573	68 479	-53,6	375	85	44 948	68 563	-52,5	9 889	20 464
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	53 129	-21,0	97	67	44 013	53 196	-20,9	9 256	12 589
Mécanicien entret. Millwright 2	218	43 966	50 957	-15,9 *	610	60	44 576	51 018	-14,5 *	10 391	12 063
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	43 784	-4,3 *	355	150	42 335	43 935	-3,8 *	9 394	8 643
Machiniste 2	48	43 915	53 062	-20,8	410	122	44 325	53 185	-20,0	9 906	11 744
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	40 236	0,4 *	40	6	40 439	40 242	0,5 *	8 429	9 270
Moyenne	...	42 363	49 078	-15,9	388	121	42 751	49 199	-15,1	9 581	10 949
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 154	45 394	-5,2	404	107	43 558	45 501	-4,5	9 492	9 893

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
42 197	31 181	26,1	1 673,9	1 868,1	-11,6	25,21	16,69	33,8	Préposé buanderie 2
45 223	41 157	9,0	1 716,7	1 874,1	-9,2	26,34	21,96	16,6	Concierge 2
47 776	27 705	42,0	1 716,1	1 756,1	-2,3 *	27,84	15,78	43,3	Cuisinier 1
50 573	37 139	26,6	1 669,9	1 791,2	-7,3	30,29	20,73	31,5	Cuisinier 2
51 556	51 028	1,0 *	1 680,0	1 856,0	-10,5	30,69	27,49	10,4 *	Cuisinier 3
41 406	36 502	11,8 *	1 677,5	1 828,1	-9,0	24,68	19,97	19,1	Gardien 2
41 013	44 300	-8,0	1 706,7	1 791,6	-5,0	24,03	24,73	-2,9 *	Journalier/préposé terr. 2
43 164	26 855	37,8	1 673,4	1 811,1	-8,2	25,79	14,83	42,5	Préposé cuisine/café. 2
40 852	31 137	23,8	1 673,9	1 809,0	-8,1	24,41	17,21	29,5	Préposé entretien lourd 2
45 906	47 004	-2,4 *	1 673,9	1 799,1	-7,5	27,43	26,13	4,7 *	Ouvrier entret. mainten. 2
41 809	35 481	15,1	1 674,2	1 726,1	-3,1	24,97	20,56	17,7	Préposé entretien léger 2
43 278	35 862	17,1	1 684,5	1 802,1	-7,0	25,69	19,91	22,5	Moyenne
Ouvriers									
44 196	54 454	-23,2	1 675,2	1 815,7	-8,4	26,38	29,99	-13,7 *	Conducteur véh. légers 2
47 368	54 425	-14,9 *	1 635,0	2 212,7	-35,3	28,97	24,60	15,1	Conducteur véh. lourds 2
54 837	89 027	-62,3	1 697,0	1 764,5	-4,0	32,31	50,45	-56,1	Électricien entretien 2
53 270	65 785	-23,5	1 607,4	1 859,4	-15,7	33,14	35,38	-6,8 *	Mécanicien véh. motor. 2
54 967	63 080	-14,8 *	1 674,5	1 828,5	-9,2	32,83	34,50	-5,1 *	Mécanicien entret. Millwright 2
51 729	52 577	-1,6 *	1 704,8	1 747,3	-2,5	30,34	30,09	0,8 *	Ouvrier cert. entretien 2
54 231	64 929	-19,7 *	1 703,1	1 868,6	-9,7	31,84	34,75	-9,1 *	Machiniste 2
48 868	49 512	-1,3 *	1 566,5	1 905,1	-21,6	31,20	25,99	16,7	Conducteur d'équip. lourds 2
52 331	60 148	-14,9	1 680,5	1 819,2	-8,3	31,14	33,21	-6,7 *	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
53 050	55 395	-4,4	1 557,5	1 734,0	-11,3	34,27	32,16	6,2	Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	710	63 301	67 888	-7,2 *	439	486	63 739	68 373	-7,3 *	12 338	13 576
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	63 081	3,1 *	339	220	65 412	63 300	3,2 *	12 257	15 593
Ingénieur 2	392	68 632	73 161	-6,6 *	113	0	68 745	73 161	-6,4 *	12 344	16 401
Moyenne	...	62 760	61 966	1,3 *	394	170	63 154	62 136	1,6 *	12 008	15 030
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	47 323	-4,7 *	438	624	45 635	47 947	-5,1	10 116	13 647
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	55 362	-7,8	959	587	52 313	55 949	-7,0	11 721	16 232
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	65 229	-45,9	312	322	45 025	65 551	-45,6	9 652	20 091
Technicien génie 3	258	51 518	71 496	-38,8	57	0	51 575	71 496	-38,6	10 406	25 341
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	52 168	-12,9	331	64	46 533	52 232	-12,2	9 959	14 168
Technicien hygiène du trav. 1-2	169	44 576	62 535	-40,3	874	5	45 449	62 540	-37,6	10 639	20 546
Moyenne	...	46 452	51 954	-11,8	502	518	46 954	52 471	-11,7	10 338	15 163
Employés de bureau											
Magasinier 1	225	31 813	45 132	-41,9	321	122	32 134	45 255	-40,8	7 266	13 042
Magasinier 2	914	35 123	53 314	-51,8	438	61	35 560	53 375	-50,1	8 077	17 961
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	41 737	-23,6	520	265	34 280	42 003	-22,5	8 025	12 307
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	43 871	-18,8	447	350	37 366	44 221	-18,3	8 536	12 472
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	45 990	-12,6	517	423	41 367	46 413	-12,2	9 332	11 419
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	48 628	-37,9	210	583	35 474	49 211	-38,7	7 786	17 242
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	44 723	-14,8	147	1 136	39 097	45 859	-17,3	8 618	11 631
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	47 105	-18,7	44	35	39 742	47 140	-18,6	8 775	14 408
Préposé aux renseign. 3	90	44 364	60 421	-36,2	49	0	44 413	60 421	-36,0	9 802	17 928
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	44 341	-39,5	516	774	32 306	45 115	-39,6	7 693	10 146
Acheteur 2	56	40 809	62 889	-54,1	257	0	41 066	62 889	-53,1	9 054	20 069
Moyenne	...	37 047	44 831	-21,0	380	502	37 427	45 334	-21,1	8 485	12 601
Employés de service											
Préposé buanderie 2	644	33 413	27 342	18,2	467	192	33 880	27 534	18,7	8 316	5 813
Concierge 2	2 181	36 455	47 224	-29,5	237	424	36 692	47 648	-29,9	8 531	12 531
Cuisinier 1	16	38 611	31 955	17,2	251	135	38 863	32 090	17,4	8 913	5 825
Cuisinier 2	921	40 399	38 444	4,8 *	531	337	40 930	38 781	5,2 *	9 643	7 520
Cuisinier 3	21	42 006	47 851	-13,9 *	219	807	42 225	48 658	-15,2 *	9 330	10 082
Gardien 2	332	33 087	30 786	7,0	375	306	33 462	31 092	7,1	7 944	4 715
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	42 407	-28,3	249	26	33 289	42 433	-27,5	7 723	9 784
Préposé cuisine/café. 2	2 453	34 220	25 006	26,9	473	52	34 693	25 058	27,8	8 471	4 462
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	28 912	10,5	452	131	32 764	29 044	11,4	8 088	4 289
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	42 449	-16,4	511	404	36 988	42 853	-15,9	8 918	11 369
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	31 634	4,4 *	461	351	33 561	31 985	4,7 *	8 248	6 203
Moyenne	...	34 483	34 719	-0,7 *	407	237	34 890	34 956	-0,2 *	8 389	7 415

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
76 077	81 949	-7,7 *	1 516,7	1 559,7	-2,8 *	50,16	52,54	-4,7 *	Professionnels
77 669	78 893	-1,6 *	1 508,7	1 643,6	-8,9	51,48	48,00	6,8 *	Professionnel communic. 2
81 089	89 562	-10,4 *	1 497,7	1 710,8	-14,2	54,14	52,35	3,3 *	Analyste proc. adm./inform. 2
75 162	77 166	-2,7 *	1 511,0	1 654,0	-9,5	49,74	46,70	6,1 *	Ingénieur 2
									Moyenne
55 751	61 594	-10,5	1 512,1	1 597,8	-5,7	36,87	38,55	-4,6 *	Techniciens
64 034	72 182	-12,7	1 531,9	1 762,2	-15,0	41,80	40,96	2,0 *	Technicien en administration 1-2
54 677	85 642	-56,6	1 528,3	1 756,8	-14,9	35,78	48,75	-36,3	Technicien laboratoire 1-2
61 981	96 838	-56,2	1 480,8	1 764,8	-19,2	41,86	54,87	-31,1	Technicien génie 1-2
56 493	66 401	-17,5	1 517,4	1 669,5	-10,0	37,23	39,77	-6,8	Technicien génie 3
56 088	83 086	-48,1	1 535,0	1 585,2	-3,3 *	36,54	52,41	-43,4	Technicien informatique 1-2
57 292	67 635	-18,1	1 519,1	1 650,7	-8,7	37,71	40,91	-8,5	Technicien hygiène du trav. 1-2
									Moyenne
39 400	58 296	-48,0	1 549,0	1 770,8	-14,3	25,44	32,92	-29,4	Employés de bureau
43 637	71 336	-63,5	1 539,9	1 748,7	-13,6	28,34	40,79	-44,0 *	Magasinier 1
42 305	54 310	-28,4	1 533,0	1 605,9	-4,8	27,60	33,82	-22,5	Magasinier 2
45 902	56 694	-23,5	1 525,6	1 604,9	-5,2	30,09	35,32	-17,4	Personnel soutien adm. 1
50 699	57 832	-14,1 *	1 534,5	1 550,9	-1,1 *	33,04	37,29	-12,9 *	Personnel soutien adm. 2
43 260	66 453	-53,6	1 552,6	1 570,1	-1,1 *	27,86	42,32	-51,9	Personnel soutien adm. 3
47 716	57 490	-20,5	1 516,3	1 619,5	-6,8	31,47	35,50	-12,8	Personnel secrétariat 1
48 517	61 548	-26,9	1 469,4	1 803,2	-22,7	33,02	34,13	-3,4 *	Personnel secrétariat 2
54 215	78 349	-44,5	1 469,4	1 852,6	-26,1	36,90	42,29	-14,6	Préposé aux renseign. 2
39 999	55 260	-38,2	1 530,5	1 737,9	-13,5	26,13	31,80	-21,7	Préposé aux renseign. 3
50 120	82 958	-65,5	1 561,3	1 582,2	-1,3 *	32,10	52,43	-63,3	Téléphoniste-récept. 2
45 912	57 935	-26,2	1 527,6	1 616,0	-5,8	30,06	35,86	-19,3	Acheteur 2
									Moyenne
42 197	33 347	21,0	1 673,9	1 850,1	-10,5	25,21	18,02	28,5	Employés de service
45 223	60 179	-33,1	1 716,7	1 755,2	-2,2	26,34	34,29	-30,2	Préposé buanderie 2
47 776	37 915	20,6	1 716,1	1 820,5	-6,1	27,84	20,83	25,2	Concierger 2
50 573	46 301	8,4 *	1 669,9	1 818,0	-8,9	30,29	25,47	15,9	Cuisinier 1
51 556	58 740	-13,9 *	1 680,0	1 776,3	-5,7	30,69	33,07	-7,8 *	Cuisinier 2
41 406	35 806	13,5	1 677,5	1 834,2	-9,3	24,68	19,52	20,9	Cuisinier 3
41 013	52 218	-27,3	1 706,7	1 778,1	-4,2	24,03	29,37	-22,2	Gardien 2
43 164	29 520	31,6	1 673,4	1 745,5	-4,3	25,79	16,91	34,4	Journalier/préposé terr. 2
40 852	33 333	18,4	1 673,9	1 676,6	-0,2 *	24,41	19,88	18,5	Préposé cuisine/café. 2
45 906	54 222	-18,1 *	1 673,9	1 792,5	-7,1	27,43	30,25	-10,3 *	Préposé entretien lourd 2
41 809	38 188	8,7 *	1 674,2	1 692,5	-1,1 *	24,97	22,56	9,6 *	Ouvrier entret. mainten. 2
43 278	42 371	2,1 *	1 684,5	1 746,0	-3,7	25,69	24,23	5,7 *	Préposé entretien léger 2
									Moyenne

Annexe C-10

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	36 569	-3,2 *	378	92	35 803	36 661	-2,4 *	8 393	8 176
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	47 094	-22,1	207	282	38 788	47 375	-22,1	8 580	13 003
Électricien entretien 2	343	44 573	61 077	-37,0	375	47	44 948	61 124	-36,0	9 889	19 222
Mécanicien véh. motor. 1	29	41 599	41 835	-0,6 *	131	455	41 730	42 290	-1,3 *	8 884	9 793
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	56 559	-28,8	97	125	44 013	56 685	-28,8	9 256	16 283
Mécanicien entret. Millwright 2	218	43 966	57 527	-30,8	610	219	44 576	57 746	-29,5	10 391	17 097
Menuisier entretien 2	314	42 458	48 234	-13,6 *	500	428	42 958	48 662	-13,3 *	9 865	13 469
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	58 903	-40,3	355	146	42 335	59 049	-39,5	9 394	15 208
Machiniste 2	48	43 915	58 202	-32,5	410	47	44 325	58 250	-31,4	9 906	17 105
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	46 230	-14,4	40	0	40 439	46 230	-14,3	8 429	12 770
Moyenne	...	42 363	55 508	-31,0	388	166	42 751	55 674	-30,2	9 581	15 380
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	41 398	46 652	-12,7	414	406	41 813	47 057	-12,5	9 275	12 543

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
44 196	44 836	-1,4 *	1 675,2	1 704,1	-1,7 *	26,38	26,31	0,3 *	Ouvriers
47 368	60 379	-27,5	1 635,0	1 877,4	-14,8	28,97	32,16	-11,0 *	Conducteur véh. légers 2
54 837	80 346	-46,5	1 697,0	1 778,1	-4,8	32,31	45,19	-39,8	Conducteur véh. lourds 2
50 614	52 083	-2,9 *	1 617,9	1 816,3	-12,3	31,28	28,67	8,3 *	Électricien entretien 2
53 270	72 967	-37,0	1 607,4	1 837,4	-14,3	33,14	39,71	-19,8	Mécanicien véh. motor. 1
54 967	74 843	-36,2	1 674,5	1 781,4	-6,4	32,83	42,01	-28,0	Mécanicien véh. motor. 2
52 823	62 130	-17,6 *	1 685,5	1 780,2	-5,6	31,34	34,90	-11,4 *	Mécanicien entret. Millwright 2
51 729	74 257	-43,6	1 704,8	1 775,8	-4,2	30,34	41,82	-37,8	Menuisier entretien 2
54 231	75 354	-39,0	1 703,1	1 762,0	-3,5	31,84	42,77	-34,3	Ouvrier cert. entretien 2
48 868	59 000	-20,7	1 566,5	1 818,0	-16,1	31,20	32,45	-4,0 *	Machiniste 2
52 331	71 054	-35,8	1 680,5	1 783,6	-6,1	31,14	39,87	-28,0	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
51 087	59 600	-16,7	1 562,0	1 660,9	-6,3	32,88	35,98	-9,4	Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	77	43 741	46 259	-5,8 *	261	55	44 002	46 314	-5,3 *	9 376	10 536
Professionnel communic. 2	710	63 301	64 772	-2,3 *	439	19	63 739	64 791	-1,7 *	12 338	15 179
Professionnel gest. fin. 1	149	41 803	46 757	-11,9	148	5	41 952	46 763	-11,5	8 696	10 843
Professionnel gest. fin. 2	866	60 595	65 977	-8,9	574	31	61 169	66 009	-7,9	12 062	14 511
Analyste proc. adm./inform. 1	333	44 284	55 076	-24,4	144	26	44 428	55 102	-24,0	9 123	11 258
Analyste proc. adm./inform. 2	3 484	65 074	70 112	-7,7	339	86	65 412	70 197	-7,3	12 257	14 190
Ingénieur 1	99	43 131	56 844	-31,8	60	11	43 191	56 854	-31,6	8 672	13 213
Ingénieur 2	392	68 632	79 310	-15,6	113	47	68 745	79 357	-15,4	12 344	18 178
Ingénieur 3	361	80 687	104 318	-29,3	113	151	80 800	104 469	-29,3	13 801	21 320
Professionnel sc. phys. 2	373	70 087	66 721	4,8 *	925	59	71 012	66 780	6,0 *	13 374	13 891
Moyenne	...	67 496	74 910	-11,0	324	66	67 820	74 976	-10,6	12 510	14 964
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 604	45 197	45 883	-1,5 *	438	79	45 635	45 962	-0,7 *	10 116	10 487
Technicien documentation 1-2	751	44 807	48 282	-7,8 *	333	42	45 140	48 324	-7,1 *	9 873	8 550
Technicien laboratoire 1-2	1 897	51 355	48 182	6,2 *	959	117	52 313	48 299	7,7	11 721	11 021
Technicien laboratoire 3	482	55 187	59 921	-8,6 *	1 032	979	56 219	60 899	-8,3 *	12 304	12 158
Technicien en droit 3	13	51 357	75 224	-46,5	56	0	51 414	75 224	-46,3	10 513	17 689
Technicien génie 1-2	1 256	44 713	60 340	-34,9	312	88	45 025	60 427	-34,2	9 652	14 380
Technicien génie 3	258	51 518	77 713	-50,8	57	159	51 575	77 872	-51,0	10 406	15 866
Technicien informatique 1-2	2 387	46 202	50 982	-10,3	331	51	46 533	51 033	-9,7	9 959	10 682
Technicien hygiène du trav. 1-2	169	44 576	65 536	-47,0	874	41	45 449	65 577	-44,3	10 639	19 230
Moyenne	...	46 632	51 088	-9,6	486	94	47 118	51 182	-8,6	10 332	11 285
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	25	30 791	41 589	-35,1	28	0	30 819	41 589	-34,9	6 840	9 548
Magasinier 1	225	31 813	30 568	3,9 *	321	154	32 134	30 722	4,4 *	7 266	5 989
Magasinier 2	914	35 123	46 591	-32,7	438	24	35 560	46 615	-31,1	8 077	11 439
Personnel soutien adm. 1	4 152	33 761	27 344	19,0	520	40	34 280	27 384	20,1	8 025	5 860
Personnel soutien adm. 2	10 945	36 919	36 482	1,2 *	447	43	37 366	36 525	2,3	8 536	8 219
Personnel soutien adm. 3	3 803	40 850	43 642	-6,8	517	129	41 367	43 771	-5,8	9 332	8 647
Personnel secrétariat 1	1 476	35 264	38 617	-9,5 *	210	24	35 474	38 641	-8,9 *	7 786	8 707
Personnel secrétariat 2	5 708	38 950	46 634	-19,7	147	61	39 097	46 694	-19,4	8 618	11 043
Préposé aux renseign. 2	774	39 699	32 781	17,4	44	21	39 742	32 802	17,5	8 775	7 366
Préposé aux renseign. 3	90	44 364	56 030	-26,3	49	1	44 413	56 031	-26,2	9 802	14 386
Préposé télécom. 1-2	4	31 645	46 236	-46,1	28	0	31 674	46 236	-46,0	7 032	11 366
Téléphoniste-récept. 2	1 035	31 790	32 914	-3,5 *	516	121	32 306	33 035	-2,3 *	7 693	7 395
Acheteur 2	56	40 809	47 929	-17,4	257	131	41 066	48 059	-17,0	9 054	10 062
Moyenne	...	37 038	38 349	-3,5	382	61	37 420	38 410	-2,6 *	8 484	8 567

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
53 378	56 851	-6,5 *	1 509,5	1 747,4	-15,8	35,36	32,53	8,0 *	Professionnels
76 077	79 971	-5,1	1 516,7	1 686,9	-11,2	50,16	47,41	5,5	Professionnel communic. 1
50 648	57 605	-13,7	1 500,8	1 760,6	-17,3	33,75	32,72	3,0 *	Professionnel communic. 2
73 231	80 520	-10,0	1 520,4	1 715,5	-12,8	48,17	46,94	2,6 *	Professionnel gest. fin. 1
53 551	66 360	-23,9	1 500,9	1 709,2	-13,9	35,68	38,82	-8,8	Professionnel gest. fin. 2
77 669	84 387	-8,6	1 508,7	1 710,0	-13,3	51,48	49,35	4,1 *	Analyste proc. adm./inform. 1
51 863	70 068	-35,1	1 494,7	1 786,9	-19,6	34,70	39,21	-13,0	Analyste proc. adm./inform. 2
81 089	97 536	-20,3	1 497,7	1 784,9	-19,2	54,14	54,65	-0,9 *	Ingénieur 1
94 601	125 789	-33,0	1 494,7	1 767,3	-18,2	63,29	71,18	-12,5	Ingénieur 2
84 386	80 671	4,4 *	1 525,7	1 716,1	-12,5	55,31	47,01	15,0	Ingénieur 3
									Professionnel sc. phys. 2
80 330	89 940	-12,0	1 506,4	1 709,2	-13,5	53,34	52,72	1,2 *	Moyenne
									Techniciens
55 751	56 449	-1,3 *	1 512,1	1 721,2	-13,8	36,87	32,80	11,0	Technicien en administration 1-2
55 013	56 874	-3,4 *	1 537,2	1 617,2	-5,2 *	35,79	35,17	1,7 *	Technicien documentation 1-2
64 034	59 320	7,4 *	1 531,9	1 726,4	-12,7	41,80	34,36	17,8	Technicien laboratoire 1-2
68 523	73 057	-6,6 *	1 532,2	1 610,9	-5,1 *	44,72	45,35	-1,4 *	Technicien laboratoire 3
61 927	92 913	-50,0	1 480,8	1 703,5	-15,0	41,82	54,54	-30,4	Technicien en droit 3
54 677	74 807	-36,8	1 528,3	1 783,3	-16,7	35,78	41,95	-17,3	Technicien génie 1-2
61 981	93 738	-51,2	1 480,8	1 771,9	-19,7	41,86	52,90	-26,4	Technicien génie 3
56 493	61 715	-9,2	1 517,4	1 725,2	-13,7	37,23	35,77	3,9 *	Technicien informatique 1-2
56 088	84 807	-51,2	1 535,0	1 757,8	-14,5	36,54	48,24	-32,0	Technicien hygiène du trav. 1-2
57 450	62 467	-8,7	1 518,8	1 713,2	-12,8	37,82	36,45	3,6	Moyenne
									Employés de bureau
37 659	51 137	-35,8	1 503,5	1 716,8	-14,2	25,05	29,79	-18,9	Préposé photocopie 2
39 400	36 711	6,8 *	1 549,0	1 817,2	-17,3	25,44	20,20	20,6	Magasinier 1
43 637	58 054	-33,0	1 539,9	1 808,5	-17,4	28,34	32,10	-13,3 *	Magasinier 2
42 305	33 244	21,4	1 533,0	1 788,7	-16,7	27,60	18,59	32,7	Personnel soutien adm. 1
45 902	44 745	2,5	1 525,6	1 718,7	-12,7	30,09	26,03	13,5	Personnel soutien adm. 2
50 699	52 417	-3,4 *	1 534,5	1 731,3	-12,8	33,04	30,28	8,4	Personnel soutien adm. 3
43 260	47 347	-9,4 *	1 552,6	1 698,4	-9,4	27,86	27,88	-0,1 *	Personnel secrétariat 1
47 716	57 737	-21,0	1 516,3	1 678,1	-10,7	31,47	34,41	-9,3	Personnel secrétariat 2
48 517	40 167	17,2	1 469,4	1 786,7	-21,6	33,02	22,48	31,9	Préposé aux renseign. 2
54 215	70 417	-29,9	1 469,4	1 683,8	-14,6	36,90	41,82	-13,3	Préposé aux renseign. 3
38 706	57 602	-48,8	1 557,2	1 954,6	-25,5	24,86	29,47	-18,6 *	Préposé télécom. 1-2
39 999	40 430	-1,1 *	1 530,5	1 745,7	-14,1	26,13	23,16	11,4	Téléphoniste-récept. 2
50 120	58 121	-16,0	1 561,3	1 745,2	-11,8	32,10	33,30	-3,7 *	Acheteur 2
45 904	46 977	-2,3 *	1 526,7	1 727,9	-13,2	30,08	27,27	9,3	Moyenne

Annexe C-11

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	644	33 413	26 082	21,9	467	54	33 880	26 136	22,9	8 316	5 045
Concierge 2	2 181	36 455	33 980	6,8 *	237	207	36 692	34 186	6,8 *	8 531	6 971
Cuisinier 1	16	38 611	23 527	39,1	251	101	38 863	23 628	39,2	8 913	4 077
Cuisinier 2	921	40 399	31 240	22,7	531	269	40 930	31 509	23,0	9 643	5 630
Cuisinier 3	21	42 006	43 370	-3,2 *	219	298	42 225	43 669	-3,4 *	9 330	7 359
Gardien 2	332	33 087	30 651	7,4 *	375	71	33 462	30 723	8,2 *	7 944	5 754
Journalier/préposé terr. 2	1 499	33 041	37 522	-13,6	249	220	33 289	37 742	-13,4	7 723	6 469
Préposé cuisine/cafét. 2	2 453	34 220	22 656	33,8	473	96	34 693	22 752	34,4	8 471	4 103
Préposé entretien lourd 2	1 668	32 311	26 033	19,4	452	101	32 764	26 133	20,2	8 088	4 564
Ouvrier entret. mainten. 2	399	36 477	38 739	-6,2 *	511	278	36 988	39 017	-5,5 *	8 918	7 947
Préposé entretien léger 2	2 803	33 100	29 240	11,7	461	397	33 561	29 637	11,7	8 248	5 843
Moyenne	...	34 483	29 903	13,3	407	212	34 890	30 115	13,7	8 389	5 679
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	132	35 425	45 266	-27,8	378	50	35 803	45 316	-26,6	8 393	9 098
Conducteur véh. lourds 2	282	38 582	45 075	-16,8 *	207	30	38 788	45 105	-16,3 *	8 580	9 320
Électricien entretien 2	343	44 573	68 904	-54,6	375	74	44 948	68 978	-53,5	9 889	20 698
Mécanicien véh. motor. 2	74	43 916	53 129	-21,0	97	67	44 013	53 196	-20,9	9 256	12 589
Mécanicien entret. Millwright 2	218	43 966	50 957	-15,9 *	610	60	44 576	51 018	-14,5 *	10 391	12 063
Ouvrier cert. entretien 2	900	41 981	43 784	-4,3 *	355	150	42 335	43 935	-3,8 *	9 394	8 643
Machiniste 2	48	43 915	53 062	-20,8	410	122	44 325	53 185	-20,0	9 906	11 744
Conducteur d'équip. lourds 2	48	40 399	40 236	0,4 *	40	6	40 439	40 242	0,5 *	8 429	9 270
Moyenne	...	42 254	48 847	-15,6	383	107	42 637	48 954	-14,8	9 550	10 945
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	43 150	45 202	-4,8	404	99	43 554	45 301	-4,0	9 491	9 654

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$	%	n	%	\$/heure	%				
42 197	31 181	26,1	1 673,9	1 868,1	-11,6	25,21	16,69	33,8	Employés de service
45 223	41 157	9,0	1 716,7	1 874,1	-9,2	26,34	21,96	16,6	Préposé buanderie 2
47 776	27 705	42,0	1 716,1	1 756,1	-2,3 *	27,84	15,78	43,3	Concierge 2
50 573	37 139	26,6	1 669,9	1 791,2	-7,3	30,29	20,73	31,5	Cuisinier 1
51 556	51 028	1,0 *	1 680,0	1 856,0	-10,5	30,69	27,49	10,4 *	Cuisinier 2
41 406	36 477	11,9 *	1 677,5	1 828,2	-9,0	24,68	19,95	19,2	Cuisinier 3
41 013	44 211	-7,8 *	1 706,7	1 793,1	-5,1	24,03	24,66	-2,6 *	Gardien 2
43 164	26 855	37,8	1 673,4	1 811,1	-8,2	25,79	14,83	42,5	Journalier/préposé terr. 2
40 852	30 697	24,9	1 673,9	1 812,3	-8,3	24,41	16,94	30,6	Préposé cuisine/café. 2
45 906	46 964	-2,3 *	1 673,9	1 802,4	-7,7	27,43	26,06	5,0 *	Préposé entretien lourd 2
41 809	35 481	15,1	1 674,2	1 726,1	-3,1	24,97	20,56	17,7	Ouvrier entret. mainten. 2
43 278	35 794	17,3	1 684,5	1 802,9	-7,0	25,69	19,86	22,7	Préposé entretien léger 2
44 196	54 414	-23,1	1 675,2	1 816,3	-8,4	26,38	29,96	-13,6 *	Moyenne
47 368	54 425	-14,9 *	1 635,0	2 212,7	-35,3	28,97	24,60	15,1	Ouvriers
54 837	89 676	-63,5	1 697,0	1 766,4	-4,1	32,31	50,77	-57,1	Conducteur véh. légers 2
53 270	65 785	-23,5	1 607,4	1 859,4	-15,7	33,14	35,38	-6,8 *	Conducteur véh. lourds 2
54 967	63 080	-14,8 *	1 674,5	1 828,5	-9,2	32,83	34,50	-5,1 *	Électricien entretien 2
51 729	52 577	-1,6 *	1 704,8	1 747,3	-2,5	30,34	30,09	0,8 *	Mécanicien véh. motor. 2
54 231	64 929	-19,7 *	1 703,1	1 868,6	-9,7	31,84	34,75	-9,1 *	Mécanicien entret. Millwright 2
48 868	49 512	-1,3 *	1 566,5	1 905,1	-21,6	31,20	25,99	16,7	Ouvrier cert. entretien 2
52 187	59 899	-14,8	1 681,0	1 822,8	-8,4	31,05	33,00	-6,3 *	Machiniste 2
53 044	54 955	-3,6	1 557,4	1 739,7	-11,7	34,27	31,77	7,3	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe D-1

Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, selon le nombre d'emplois, en 2011

Secteurs	Nombre d'emplois repères utilisés		Distribution des emplois repères selon le statut					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	76	76	6	10	11	15	59	51
Privé	73	73	9	18	20	31	44	24
« Autre public »	74	74	0	0	2	4	72	70
Administration municipale	59	59	1	0	0	1	58	58
« Entreprises publiques »	62	62	1	4	8	8	53	50
Universitaire	59	59	5	5	8	8	46	46
Administration fédérale	55	55	1	1	0	0	54	54
Autres salariés québécois syndiqués	75	75	5	6	5	8	65	61
Autres salariés québécois non syndiqués	72	72	11	25	22	29	39	18
Privé syndiqué	56	56	8	8	13	19	35	29
Privé non syndiqué	71	71	12	27	23	29	36	15

Annexe D-2

Distribution de l'effectif utilisé pour l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, selon le pourcentage de l'effectif, en 2011

Secteurs	% de l'effectif utilisé		Distribution en % selon le statut ¹					
	Salaires	Rémunération globale	Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
			Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	100	100	8	12	15	30	77	57
Privé	100	100	10	46	32	33	58	22
« Autre public »	100	100	0	0	1	3	99	97
Administration municipale	100	100	1	0	0	0	99	100
« Entreprises publiques »	100	100	1	4	9	9	90	87
Universitaire	100	100	5	5	8	7	87	88
Administration fédérale	100	100	7	7	0	0	93	93
Autres salariés québécois syndiqués	100	100	7	8	6	8	87	84
Autres salariés québécois non syndiqués	100	100	19	59	42	25	39	16
Privé syndiqué	100	100	9	11	26	36	65	53
Privé non syndiqué	100	100	20	61	42	23	38	16

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

Annexe E-1

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
				%		%	
Professionnels							
Professionnel communic. 1	PC1	77		-14,5	(-18,6 ; -10,3)	-6,4	(-12,6 ; -0,3)
Professionnel communic. 2	PC2	710		-7,9	(-9,5 ; -6,2)	-6,1	(-7,9 ; -4,3)
Professionnel communic. 3	PC3	114		-14,4	(-17,1 ; -11,7)	-16,9	(-20,7 ; -13,1)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	149		-18,6	(-22,9 ; -14,3)	-7,3	(-13,1 ; -1,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866		-12,0	(-16,0 ; -7,9)	-4,7	(-9,2 ; -0,1)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	182		-18,9	(-21,3 ; -16,5)	-16,6	(-20,7 ; -12,6)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333		-29,5	(-32,1 ; -26,9)	-23,1	(-27,3 ; -18,9)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484		-9,3	(-12,3 ; -6,2)	-3,1 *	(-8,2 ; 2,1)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 058		-17,8	(-21,4 ; -14,2)	-10,5	(-15,3 ; -5,7)
Ingénieur 1	IN1	99		-32,1	(-36,7 ; -27,5)	-14,1	(-17,8 ; -10,5)
Ingénieur 2	IN2	392		-17,6	(-20,0 ; -15,2)	-7,0	(-9,0 ; -4,9)
Ingénieur 3	IN3	361		-23,6	(-26,6 ; -20,5)	-23,7	(-27,2 ; -20,2)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	20		-25,0	(-41,1 ; -8,8)	-7,7 *	(-22,2 ; 6,8)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	373		0,7 *	(-5,3 ; 6,6)	7,7	(1,5 ; 13,9)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	98		-16,7	(-24,9 ; -8,6)	-8,7	(-17,3 ; -0,2)
Avocat et notaire 1	AN1	45		-36,5	(-38,7 ; -34,3)	-30,1	(-33,0 ; -27,3)
Avocat et notaire 2	AN2	617		-17,4	(-31,8 ; -3,1)	-14,0	(-24,8 ; -3,2)
Biologiste 1	BI1	9		-0,9 *	(-4,3 ; 2,4)	14,1	(10,4 ; 17,9)
Biologiste 2	BI2	107		-6,4	(-8,2 ; -4,6)	-5,1	(-8,5 ; -1,8)
Biologiste 3	BI3	40		-24,4	(-26,9 ; -21,8)	-35,2	(-42,1 ; -28,3)
Moyenne		...		-12,9	(-14,7 ; -11,1)	-7,6	(-10,1 ; -5,1)
Techniciens							
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604		-7,9	(-10,3 ; -5,5)	-2,5 *	(-5,8 ; 0,8)
Technicien en administration 3	TA3	239		-15,6	(-22,2 ; -8,9)	-3,2 *	(-10,6 ; 4,2)
Technicien en documentation 1-2	TD1-2	751		-6,4	(-8,9 ; -4,0)	-11,8	(-14,6 ; -9,0)
Technicien de laboratoire 1-2	TL1-2	1 897		-2,2 *	(-7,9 ; 3,5)	6,8	(0,1 ; 13,5)
Technicien de laboratoire 3	TL3	482		-13,4	(-19,6 ; -7,3)	-10,1	(-16,2 ; -4,1)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	405		-39,2	(-61,6 ; -16,7)	-31,7	(-48,6 ; -14,8)
Technicien en droit 3	DR3	13		-46,5	(-46,5 ; -46,5)	-30,4	(-30,4 ; -30,4)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256		-39,4	(-43,1 ; -35,6)	-30,6	(-35,3 ; -25,8)
Technicien génie 3	TG3	258		-49,0	(-55,4 ; -42,7)	-46,4	(-53,0 ; -39,8)
Technicien en informatique 1-2	TI1-2	2 387		-12,1	(-15,4 ; -8,8)	-2,5 *	(-6,5 ; 1,4)
Technicien en informatique 3	TI3	828		-25,3	(-32,3 ; -18,2)	-10,4	(-17,2 ; -3,7)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	440		-7,4 *	(-15,5 ; 0,7)	-10,1	(-19,9 ; -0,3)
Technicien en hygiène du trav. 1-2	TH1-2	169		-44,6	(-63,1 ; -26,1)	-34,3	(-54,7 ; -13,9)
Pilote d'avions-hélic. 2	PH2	6		-30,5	(.. ; ..)	-29,2	(.. ; ..)
Moyenne		...		-14,0	(-16,1 ; -12,0)	-7,4	(-9,8 ; -5,0)
Employés de Bureau							
Préposé photocopie 2	PP2	25		-32,5	(-39,2 ; -25,8)	-19,3	(-21,4 ; -17,1)
Magasinier 1	MG1	225		-33,1	(-45,4 ; -20,7)	-20,4	(-34,1 ; -6,7)
Magasinier 2	MG2	914		-41,3	(-56,1 ; -26,5)	-38,0	(-56,7 ; -19,4)
Magasinier 3	MG3	34		-5,1 *	(-28,7 ; 18,4)	8,4 *	(-17,3 ; 34,1)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	102		-22,5	(-34,5 ; -10,5)	-18,6 *	(-37,9 ; 0,7)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152		9,0 *	(-9,2 ; 27,1)	18,6 *	(-3,6 ; 40,7)
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945		-10,3	(-11,7 ; -8,8)	-6,1	(-8,2 ; -4,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803		-16,2	(-17,9 ; -14,4)	-13,1	(-15,7 ; -10,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476		-16,6	(-21,9 ; -11,4)	-22,7	(-31,2 ; -14,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708		-19,2	(-23,1 ; -15,3)	-16,8	(-21,7 ; -11,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	774		5,0 *	(-8,3 ; 18,2)	18,8	(7,1 ; 30,4)
Préposé aux renseign. 3	PR3	90		-27,6	(-34,1 ; -21,0)	-12,2	(-17,0 ; -7,5)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	4		-34,8	(-49,9 ; -19,6)	-43,6	(-51,3 ; -35,9)
Préposé télécomm. 3	PT3	153		-41,8	(-46,2 ; -37,5)	-50,4	(-55,6 ; -45,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035		-9,3	(-18,2 ; -0,4)	4,2 *	(-5,2 ; 13,7)
Acheteur 2	AC2	56		-21,1	(-27,5 ; -14,7)	-12,7	(-20,4 ; -5,1)
Moyenne		...		-11,8	(-14,8 ; -8,8)	-7,1	(-10,8 ; -3,4)

Annexe E-1

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif	Salaires			Rémunération globale	
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
Employés de service							
Préposé buanderie 2	BU2	644	19,1	(13,0 ; 25,3)	29,9	(23,9 ; 36,0)	
Concierge 2	CO2	2 181	-12,3	(-20,0 ; -4,6)	-9,7	(-19,2 ; -0,2)	
Cuisinier 1	CU1	16	21,5	(13,7 ; 29,2)	26,9	(19,3 ; 34,5)	
Cuisinier 2	CU2	921	9,2	(3,4 ; 15,1)	18,0	(11,7 ; 24,3)	
Cuisinier 3	CU3	21	-10,9 *	(-25,3 ; 3,6)	-2,0 *	(-18,3 ; 14,4)	
Gardien 2	GA2	332	4,3	(2,0 ; 6,6)	17,6	(14,6 ; 20,5)	
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-26,2	(-31,0 ; -21,5)	-23,8	(-29,4 ; -18,3)	
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 453	28,5	(24,3 ; 32,7)	36,3	(31,8 ; 40,9)	
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	9,0	(6,3 ; 11,8)	16,8	(13,2 ; 20,3)	
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-16,1	(-24,0 ; -8,2)	-11,9	(-21,3 ; -2,5)	
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	4,4 *	(-11,4 ; 20,2)	9,3 *	(-5,9 ; 24,5)	
Moyenne		...	3,0 *	(-1,7 ; 7,8)	9,1	(4,3 ; 14,0)	
Ouvriers							
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-25,2	(-34,5 ; -16,0)	-25,6	(-34,8 ; -16,4)	
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-21,0	(-30,6 ; -11,4)	-4,6 *	(-16,5 ; 7,3)	
Électricien entretien 2	EL2	343	-36,3	(-45,9 ; -26,8)	-42,2	(-55,0 ; -29,3)	
Électricien entretien 3	EL3	84	-29,2	(-31,7 ; -26,6)	-25,8	(-28,8 ; -22,9)	
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	29	-10,9 *	(-22,3 ; 0,6)	-2,8 *	(-20,3 ; 14,8)	
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-25,8	(-30,7 ; -20,9)	-20,6	(-26,6 ; -14,7)	
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	218	-29,1	(-35,3 ; -22,9)	-26,0	(-34,4 ; -17,7)	
Menuisier entretien 2	ME2	314	-19,2	(-29,9 ; -8,4)	-26,5	(-43,7 ; -9,2)	
Ouvrier de voirie 2	VO2	109	-28,5	(-31,2 ; -25,9)	-34,2	(-36,4 ; -32,0)	
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-34,0	(-38,5 ; -29,5)	-44,8	(-50,6 ; -39,0)	
Peintre entretien 2	PE2	129	-32,0	(-37,8 ; -26,2)	-33,6	(-39,5 ; -27,7)	
Machiniste 2	MA2	48	-29,5	(-40,2 ; -18,8)	-27,8	(-41,3 ; -14,4)	
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	-17,6	(-25,0 ; -10,2)	-24,3	(-42,6 ; -6,0)	
Moyenne		...	-27,8	(-30,9 ; -24,8)	-28,3	(-32,2 ; -24,4)	
Ensemble des emplois repères							
Moyenne		...	-11,3	(-13,1 ; -9,5)	-6,1	(-8,2 ; -4,0)	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
				%		%	
Professionnels							
Professionnel communic. 1	PC1	77	-6,1 *	(-13,8 ; 1,7)	7,7 *	(-0,3 ; 15,6)	
Professionnel communic. 2	PC2	710	-2,4 *	(-6,9 ; 2,0)	5,3	(1,6 ; 9,0)	
Professionnel communic. 3	PC3	114	-9,5	(-17,4 ; -1,5)	-3,4 *	(-11,7 ; 4,9)	
Professionnel gest. fin. 1	FI1	149	-11,8	(-16,6 ; -6,9)	3,0 *	(-2,4 ; 8,5)	
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866	-8,8	(-13,9 ; -3,7)	2,6 *	(-2,5 ; 7,7)	
Professionnel gest. fin. 3	FI3	182	-18,0	(-22,4 ; -13,6)	-5,0	(-9,9 ; -0,2)	
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-26,8	(-32,5 ; -21,1)	-11,6	(-18,6 ; -4,6)	
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484	-7,5	(-11,6 ; -3,4)	4,2 *	(-1,4 ; 9,8)	
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 058	-19,4	(-25,1 ; -13,7)	-6,7	(-12,1 ; -1,2)	
Ingénieur 1	IN1	99	-31,9	(-36,6 ; -27,1)	-13,1	(-16,8 ; -9,4)	
Ingénieur 2	IN2	392	-15,5	(-18,6 ; -12,5)	-0,9 *	(-3,2 ; 1,4)	
Ingénieur 3	IN3	361	-29,3	(-33,8 ; -24,7)	-12,5	(-16,7 ; -8,2)	
Professionnel sc. phys. 1	SP1	20	-18,4	(-36,1 ; -0,7)	1,5 *	(-11,9 ; 14,8)	
Professionnel sc. phys. 2	SP2	373	5,5 *	(-3,5 ; 14,5)	15,6	(6,7 ; 24,5)	
Professionnel sc. phys. 3	SP3	98	-13,1	(-22,9 ; -3,3)	-1,6 *	(-10,4 ; 7,3)	
Avocat et notaire 1	AN1	45	-25,3	(-38,5 ; -12,1)	-12,1 *	(-25,4 ; 1,2)	
Avocat et notaire 2	AN2	617	-24,4	(-45,9 ; -2,9)	-13,6 *	(-33,9 ; 6,7)	
Biologiste 2	BI2	107	9,4	(0,1 ; 18,7)	22,8	(13,7 ; 31,8)	
Moyenne		...	-10,9	(-13,6 ; -8,2)	1,1 *	(-2,1 ; 4,3)	
Techniciens							
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604	-2,0 *	(-6,1 ; 2,0)	8,6	(3,7 ; 13,6)	
Technicien en administration 3	TA3	239	-17,3	(-26,6 ; -8,0)	-0,6 *	(-10,1 ; 9,0)	
Technicien documentation 1-2	TD1-2	751	-7,8 *	(-23,8 ; 8,2)	1,3 *	(-10,0 ; 12,6)	
Technicien laboratoire 1-2	TL1-2	1 897	-2,2 *	(-8,8 ; 4,5)	8,3	(0,9 ; 15,8)	
Technicien laboratoire 3	TL3	482	-7,6 *	(-17,7 ; 2,5)	0,4 *	(-7,6 ; 8,5)	
Technicien en droit 1-2	DR1-2	405	-50,9	(-78,1 ; -23,7)	-36,0	(-61,1 ; -10,9)	
Technicien en droit 3	DR3	13	-46,5	(-46,5 ; -46,5)	-30,4	(-30,4 ; -30,4)	
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256	-38,6	(-43,5 ; -33,8)	-23,6	(-29,3 ; -17,9)	
Technicien génie 3	TG3	258	-49,4	(-62,1 ; -36,6)	-27,0	(-33,9 ; -20,0)	
Technicien informatique 1-2	TI1-2	2 387	-10,9	(-14,4 ; -7,4)	1,7 *	(-2,0 ; 5,3)	
Technicien informatique 3	TI3	828	-26,6	(-34,6 ; -18,6)	-10,3	(-17,7 ; -2,9)	
Technicien hygiène du trav. 1-2	TH1-2	169	-45,3	(-64,1 ; -26,4)	-34,8	(-55,6 ; -13,9)	
Moyenne		...	-11,0	(-13,7 ; -8,2)	0,7 *	(-2,5 ; 3,9)	
Employés de Bureau							
Préposé photocopie 2	PP2	25	-35,7	(-38,4 ; -33,1)	-19,8	(-21,6 ; -17,9)	
Magasinier 1	MG1	225	-29,0	(-42,6 ; -15,5)	-15,2	(-30,0 ; -0,3)	
Magasinier 2	MG2	914	-47,2	(-77,1 ; -17,4)	-36,5 *	(-74,6 ; 1,6)	
Magasinier 3	MG3	34	1,4 *	(-19,1 ; 21,9)	16,1 *	(-5,0 ; 37,3)	
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	102	-22,7	(-43,7 ; -1,7)	-13,3 *	(-41,3 ; 14,6)	
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152	12,5 *	(-5,5 ; 30,5)	25,0	(5,7 ; 44,2)	
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945	-3,4	(-5,8 ; -1,1)	6,7	(3,6 ; 9,8)	
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803	-8,4	(-13,3 ; -3,5)	2,9 *	(-3,3 ; 9,0)	
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476	-18,2	(-32,6 ; -3,8)	-15,1 *	(-37,2 ; 6,9)	
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708	-19,5	(-25,7 ; -13,2)	-9,5	(-17,1 ; -1,9)	
Préposé aux renseign. 2	PR2	774	5,9 *	(-8,7 ; 20,5)	20,6	(7,8 ; 33,3)	
Préposé aux renseign. 3	PR3	90	-32,1	(-37,2 ; -27,0)	-14,1	(-20,2 ; -8,1)	
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	4	-24,5	(-31,4 ; -17,5)	-34,0	(-40,9 ; -27,0)	
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035	-9,1 *	(-19,4 ; 1,2)	6,3 *	(-4,5 ; 17,0)	
Acheteur 2	AC2	56	-20,6	(-31,8 ; -9,4)	-8,5 *	(-21,6 ; 4,7)	
Moyenne		...	-7,7	(-11,7 ; -3,8)	2,9 *	(-1,9 ; 7,6)	

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale			
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance	
								%
Employés de service								
Préposé buanderie 2	BU2	644	19,4	(13,4 ; 25,4)	30,2	(24,3 ; 36,1)		
Concierge 2	CO2	2 181	-7,4 *	(-18,6 ; 3,8)	-1,0 *	(-13,8 ; 11,9)		
Cuisinier 1	CU1	16	25,9	(16,1 ; 35,7)	32,2	(22,8 ; 41,7)		
Cuisinier 2	CU2	921	12,7	(5,3 ; 20,2)	22,8	(14,8 ; 30,8)		
Cuisinier 3	CU3	21	-8,9 *	(-25,5 ; 7,6)	1,0 *	(-18,0 ; 19,9)		
Gardien 2	GA2	332	7,0	(5,2 ; 8,7)	20,8	(19,7 ; 21,9)		
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-25,1	(-33,2 ; -17,0)	-17,9	(-25,9 ; -9,8)		
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 453	31,8	(27,9 ; 35,6)	40,2	(36,2 ; 44,2)		
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	11,2	(9,7 ; 12,7)	19,5	(17,0 ; 21,9)		
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-12,0	(-22,1 ; -1,8)	-3,7 *	(-15,5 ; 8,2)		
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	5,2 *	(-11,9 ; 22,2)	10,5 *	(-6,0 ; 26,9)		
Moyenne	...		5,6 *	(-0,2 ; 11,4)	13,5	(7,6 ; 19,4)		
Ouvriers								
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-19,4	(-37,9 ; -0,9)	-9,0 *	(-24,4 ; 6,3)		
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-20,7	(-31,0 ; -10,4)	-3,3 *	(-16,0 ; 9,3)		
Électricien entretien 2	EL2	343	-39,2	(-51,1 ; -27,3)	-42,0	(-57,8 ; -26,1)		
Électricien entretien 3	EL3	84	-30,7	(-36,0 ; -25,4)	-21,9	(-36,0 ; -7,8)		
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	29	1,4 *	(-3,2 ; 6,0)	13,5	(5,7 ; 21,4)		
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-24,0	(-32,4 ; -15,5)	-11,7	(-21,2 ; -2,2)		
Mécanicien entretien Millwright 2	MI2	218	-29,2	(-35,6 ; -22,8)	-25,4	(-34,0 ; -16,8)		
Menuisier entretien 2	ME2	314	-12,1 *	(-33,8 ; 9,5)	-9,8 *	(-38,5 ; 18,9)		
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-36,6	(-47,3 ; -25,9)	-33,9	(-46,0 ; -21,8)		
Peintre entretien 2	PE2	129	-37,5 *	(-77,4 ; 2,4)	-33,9 *	(-76,9 ; 9,1)		
Machiniste 2	MA2	48	-29,6	(-40,6 ; -18,5)	-27,7	(-41,5 ; -13,9)		
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	-8,2 *	(-20,8 ; 4,4)	5,0 *	(-12,4 ; 22,4)		
Moyenne	...		-28,9	(-34,1 ; -23,6)	-24,1	(-30,7 ; -17,6)		
Ensemble des emplois repères								
Moyenne	...		-8,3	(-10,7 ; -5,9)	2,2 *	(-0,6 ; 5,1)		

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
				%		%	
Professionnels							
Professionnel communic. 1	PC1	77		-22,7	(-24,6 ; -20,8)	-21,7	(-24,0 ; -19,4)
Professionnel communic. 2	PC2	710		-11,1	(-11,6 ; -10,6)	-13,3	(-14,2 ; -12,4)
Professionnel communic. 3	PC3	114		-16,4	(-16,9 ; -16,0)	-22,7	(-23,3 ; -22,2)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	149		-33,9	(-35,6 ; -32,1)	-32,7	(-33,9 ; -31,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866		-20,0	(-21,8 ; -18,2)	-24,9	(-28,0 ; -21,8)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	182		-19,9	(-20,8 ; -19,0)	-30,7	(-32,6 ; -28,9)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333		-31,7	(-33,1 ; -30,3)	-33,4	(-36,6 ; -30,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484		-13,5	(-14,7 ; -12,2)	-21,7	(-24,2 ; -19,3)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 058		-14,4	(-14,9 ; -14,0)	-19,5	(-20,4 ; -18,5)
Ingénieur 1	IN1	99		-37,2	(-41,1 ; -33,2)	-38,0	(-50,2 ; -25,8)
Ingénieur 2	IN2	392		-25,7	(-28,7 ; -22,7)	-34,4	(-40,8 ; -28,0)
Ingénieur 3	IN3	361		-16,3	(-17,1 ; -15,5)	-40,3	(-43,6 ; -37,0)
Avocat et notaire 2	AN2	617		-9,8	(-12,1 ; -7,5)	-14,4	(-17,7 ; -11,1)
Biologiste 2	BI2	107		-10,3	(-10,6 ; -10,1)	-12,7	(-14,1 ; -11,3)
Moyenne		...		-15,5	(-16,1 ; -15,0)	-22,1	(-23,2 ; -20,9)
Techniciens							
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604		-14,5	(-15,7 ; -13,4)	-16,2	(-17,6 ; -14,8)
Technicien en administration 3	TA3	239		-11,2	(-15,3 ; -7,0)	-10,3	(-14,1 ; -6,4)
Technicien documentation 1-2	TD1-2	751		-6,3	(-8,2 ; -4,4)	-13,6	(-16,1 ; -11,0)
Technicien laboratoire 1-2	TL1-2	1 897		-2,2	(-3,0 ; -1,5)	-2,9	(-3,7 ; -2,1)
Technicien laboratoire 3	TL3	482		-18,2	(-20,2 ; -16,1)	-18,9	(-21,1 ; -16,7)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	405		-24,1	(-25,5 ; -22,6)	-26,0	(-27,7 ; -24,3)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256		-41,9	(-44,1 ; -39,8)	-57,3	(-62,0 ; -52,6)
Technicien génie 3	TG3	258		-48,7	(-49,5 ; -47,9)	-68,7	(-70,4 ; -67,0)
Technicien informatique 1-2	TI1-2	2 387		-16,7	(-24,7 ; -8,7)	-20,2	(-29,4 ; -11,1)
Technicien informatique 3	TI3	828		-12,4	(-13,5 ; -11,3)	-12,3	(-13,7 ; -10,9)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	440		-8,4	(-16,1 ; -0,6)	-11,6	(-20,7 ; -2,6)
Moyenne		...		-15,8	(-17,0 ; -14,5)	-18,6	(-20,1 ; -17,2)
Employés de Bureau							
Préposé photocopie 2	PP2	25		-19,3	(-28,0 ; -10,7)	-17,1	(-22,8 ; -11,4)
Magasinier 1	MG1	225		-50,3	(-65,2 ; -35,3)	-44,4	(-58,1 ; -30,6)
Magasinier 2	MG2	914		-36,3	(-38,6 ; -34,1)	-39,4	(-50,0 ; -28,8)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	102		-22,3	(-26,6 ; -17,9)	-25,8	(-45,7 ; -6,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152		-11,9	(-13,1 ; -10,7)	-25,7	(-27,7 ; -23,7)
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945		-20,2	(-20,8 ; -19,6)	-26,4	(-27,3 ; -25,5)
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803		-18,9	(-19,6 ; -18,2)	-19,0	(-19,8 ; -18,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476		-15,7	(-16,3 ; -15,1)	-27,5	(-28,5 ; -26,5)
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708		-18,9	(-21,9 ; -15,9)	-28,5	(-31,7 ; -25,3)
Préposé aux renseign. 2	PR2	774		-4,9	(-8,6 ; -1,1)	-3,1 *	(-7,5 ; 1,4)
Préposé aux renseign. 3	PR3	90		1,8 *	(-2,4 ; 6,0)	1,0 *	(-0,5 ; 2,4)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	4		-47,9	(-65,3 ; -30,4)	-55,8	(-64,1 ; -47,5)
Préposé télécomm. 3	PT3	153		-43,4	(-47,9 ; -39,0)	-51,5	(-56,5 ; -46,4)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035		-10,6	(-15,4 ; -5,9)	-10,2	(-16,2 ; -4,3)
Acheteur 2	AC2	56		-21,7	(-25,1 ; -18,3)	-18,2	(-21,6 ; -14,7)
Moyenne		...		-18,5	(-19,2 ; -17,7)	-24,9	(-25,8 ; -24,0)

Annexe E-3

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
Employés de service							
Concierge 2	CO2	2 181	-21,4	(-24,7 ; -18,0)	-27,5	(-31,4 ; -23,6)	
Cuisinier 2	CU2	921	-7,2 *	(-18,5 ; 4,1)	-5,9 *	(-12,4 ; 0,6)	
Gardien 2	GA2	332	-48,4	(-56,1 ; -40,7)	-51,1	(-66,0 ; -36,2)	
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-28,0	(-30,4 ; -25,6)	-33,8	(-38,1 ; -29,4)	
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 453	-9,0	(-13,4 ; -4,5)	-11,7	(-16,1 ; -7,4)	
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	-29,8	(-34,7 ; -25,0)	-33,8	(-40,3 ; -27,2)	
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-29,1	(-36,0 ; -22,2)	-40,5	(-45,0 ; -35,9)	
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	-6,1	(-7,4 ; -4,7)	-8,2	(-9,7 ; -6,7)	
Moyenne		...	-19,4	(-21,0 ; -17,8)	-22,9	(-24,6 ; -21,3)	
Ouvriers							
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-34,0	(-36,3 ; -31,7)	-52,3	(-55,9 ; -48,7)	
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-25,6	(-26,1 ; -25,1)	-25,5	(-26,3 ; -24,6)	
Électricien entretien 2	EL2	343	-25,1	(-27,0 ; -23,2)	-43,1	(-47,0 ; -39,2)	
Électricien entretien 3	EL3	84	-29,0	(-31,8 ; -26,2)	-26,4	(-28,9 ; -23,8)	
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	29	-27,2	(-33,7 ; -20,7)	-25,6	(-34,2 ; -17,0)	
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-28,1	(-30,7 ; -25,6)	-32,6	(-34,0 ; -31,1)	
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	218	-25,8	(-31,1 ; -20,6)	-49,4	(-52,6 ; -46,1)	
Menuisier entretien 2	ME2	314	-24,1	(-26,7 ; -21,4)	-39,0	(-44,0 ; -34,0)	
Ouvrier de voirie 2	VO2	109	-28,5	(-31,2 ; -25,9)	-34,2	(-36,4 ; -32,0)	
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-32,4	(-35,8 ; -29,0)	-51,7	(-62,1 ; -41,3)	
Peintre entretien 2	PE2	129	-31,3	(-34,9 ; -27,7)	-33,6	(-37,3 ; -29,9)	
Machiniste 2	MA2	48	-25,4	(-26,8 ; -23,9)	-33,0	(-40,1 ; -25,9)	
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	-21,8	(-23,4 ; -20,2)	-39,5	(-42,4 ; -36,7)	
Moyenne		...	-26,8	(-28,0 ; -25,7)	-38,3	(-41,0 ; -35,6)	
Ensemble des emplois repères							
Moyenne		...	-17,7	(-18,2 ; -17,2)	-23,0	(-23,7 ; -22,4)	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		Adm. québ. ²	%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	77	-7,6	(-11,9 ; -3,3)	-9,8	(-15,1 ; -4,5)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-7,6	(-9,3 ; -5,8)	-18,9	(-21,3 ; -16,5)
Professionnel communic. 3	PC3	114	-9,5	(-10,5 ; -8,4)	-23,1	(-25,5 ; -20,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866	-29,7	(-34,9 ; -24,5)	-45,4	(-53,0 ; -37,7)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	182	-12,9	(-16,6 ; -9,1)	-30,3	(-36,2 ; -24,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484	-14,2	(-15,7 ; -12,7)	-31,3	(-35,2 ; -27,4)
Ingénieur 2	IN2	392	-15,6	(-17,1 ; -14,1)	-27,2	(-29,5 ; -24,9)
Ingénieur 3	IN3	361	-12,4	(-17,5 ; -7,3)	-27,4	(-35,6 ; -19,1)
Avocat et notaire 2	AN2	617	2,9	(2,2 ; 3,6)	-10,0	(-11,0 ; -9,0)
Moyenne		...	-11,6	(-12,4 ; -10,9)	-27,4	(-29,0 ; -25,8)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604	-11,3	(-15,4 ; -7,2)	-27,9	(-29,6 ; -26,1)
Technicien en administration 3	TA3	239	-26,9	(-31,6 ; -22,3)	-36,3	(-39,6 ; -32,9)
Technicien documentation 1-2	TD1-2	751	-7,6	(-11,1 ; -4,1)	-23,9	(-26,8 ; -20,9)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	405	-7,7	(-9,0 ; -6,4)	-19,6	(-21,5 ; -17,7)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256	-27,8	(-30,1 ; -25,6)	-38,6	(-42,6 ; -34,5)
Technicien génie 3	TG3	258	-31,0	(-35,7 ; -26,2)	-21,0	(-26,3 ; -15,8)
Technicien informatique 1-2	TI1-2	2 387	-25,0	(-36,9 ; -13,1)	-37,1	(-45,2 ; -28,9)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	440	-14,0	(-19,3 ; -8,7)	-18,8	(-23,7 ; -13,8)
Moyenne		...	-14,1	(-16,6 ; -11,6)	-27,4	(-28,8 ; -25,9)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	225	-45,6	(-70,0 ; -21,2)	-43,8	(-72,9 ; -14,6)
Magasinier 2	MG2	914	-44,1	(-51,7 ; -36,6)	-37,4	(-43,2 ; -31,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152	-11,7	(-12,7 ; -10,7)	-30,4	(-32,7 ; -28,1)
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945	-16,2	(-18,2 ; -14,1)	-24,7	(-26,9 ; -22,6)
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803	-10,7	(-12,4 ; -9,0)	-25,5	(-29,0 ; -22,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476	-18,3	(-19,2 ; -17,4)	-42,0	(-43,7 ; -40,2)
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708	-19,8	(-23,5 ; -16,2)	-35,0	(-40,3 ; -29,8)
Préposé aux renseign. 2	PR2	774	-7,6	(-10,3 ; -5,0)	-23,2	(-29,2 ; -17,2)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	4	-36,4	(-44,0 ; -28,8)	-54,9	(-62,0 ; -47,7)
Préposé télécomm. 3	PT3	153	-43,4	(-47,9 ; -39,0)	-51,5	(-56,5 ; -46,4)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035	-12,3	(-22,2 ; -2,5)	-17,5	(-27,5 ; -7,5)
Acheteur 2	AC2	56	-25,1	(-26,8 ; -23,5)	-17,3	(-20,8 ; -13,8)
Moyenne		...	-16,6	(-18,0 ; -15,2)	-28,9	(-30,6 ; -27,1)
Employés de service						
Concierge 2	CO2	2 181	-23,6	(-26,8 ; -20,5)	-31,1	(-34,4 ; -27,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-31,2	(-33,7 ; -28,7)	-38,7	(-42,9 ; -34,4)
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	-28,4	(-29,8 ; -27,0)	-28,6	(-30,2 ; -27,0)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-32,5	(-35,3 ; -29,6)	-34,3	(-37,0 ; -31,7)
Moyenne		...	-27,8	(-29,2 ; -26,3)	-34,5	(-36,5 ; -32,5)

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
		Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance	
			%		%		
Ouvriers							
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-27,2	(-27,5 ; -27,0)	-77,4	(-79,1 ; -75,7)	
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-26,1	(-28,0 ; -24,2)	-25,5	(-29,3 ; -21,6)	
Électricien entretien 2	EL2	343	-25,0	(-27,1 ; -22,8)	-58,8	(-67,1 ; -50,5)	
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-21,5	(-23,8 ; -19,2)	-36,3	(-40,7 ; -31,9)	
Menuisier entretien 2	ME2	314	-22,8	(-27,0 ; -18,7)	-47,8	(-55,2 ; -40,4)	
Ouvrier de voirie 2	VO2	109	-28,5	(-31,2 ; -25,9)	-34,2	(-36,4 ; -32,0)	
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-28,5	(-31,1 ; -26,0)	-48,4	(-55,6 ; -41,2)	
Peintre entretien 2	PE2	129	-31,9	(-36,0 ; -27,8)	-35,3	(-39,7 ; -31,0)	
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	-21,7	(-23,4 ; -20,1)	-39,7	(-42,7 ; -36,8)	
Moyenne		...	-24,0	(-25,0 ; -23,0)	-41,9	(-44,1 ; -39,8)	
Ensemble des emplois repères							
Moyenne		...	-16,1	(-17,0 ; -15,2)	-29,2	(-30,2 ; -28,2)	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
				%		%	
Professionnels							
Professionnel communic. 1	PC1	77	-19,9	(-23,1 ; -16,8)	-20,3	(-24,2 ; -16,5)	
Professionnel communic. 2	PC2	710	-13,3	(-15,2 ; -11,5)	-16,0	(-20,6 ; -11,4)	
Professionnel communic. 3	PC3	114	-23,9	(-24,2 ; -23,5)	-42,3	(-45,2 ; -39,4)	
Professionnel gest. fin. 1	FI1	149	-26,3	(-33,4 ; -19,1)	-28,1	(-30,4 ; -25,8)	
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866	-21,1	(-24,3 ; -18,0)	-26,6	(-32,8 ; -20,4)	
Professionnel gest. fin. 3	FI3	182	-23,3	(-25,3 ; -21,3)	-45,5	(-51,2 ; -39,8)	
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-30,2	(-38,0 ; -22,4)	-52,3	(-56,4 ; -48,1)	
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484	-17,2	(-19,9 ; -14,5)	-32,5	(-37,0 ; -27,9)	
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 058	-17,5	(-19,9 ; -15,2)	-31,4	(-38,1 ; -24,7)	
Ingénieur 1	IN1	99	-33,5	(-37,4 ; -29,6)	-37,1	(-55,2 ; -19,0)	
Ingénieur 2	IN2	392	-21,9	(-27,4 ; -16,4)	-37,6	(-53,3 ; -21,8)	
Ingénieur 3	IN3	361	-10,5	(-11,2 ; -9,8)	-40,2	(-44,5 ; -35,9)	
Avocat et notaire 2	AN2	617	-2,9 *	(-7,2 ; 1,4)	-1,8 *	(-5,8 ; 2,2)	
Moyenne		...	-16,3	(-17,5 ; -15,0)	-27,1	(-29,4 ; -24,8)	
Techniciens							
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604	-17,1	(-19,2 ; -15,1)	-16,2	(-20,2 ; -12,2)	
Technicien en administration 3	TA3	239	-8,6 *	(-17,9 ; 0,8)	-2,3 *	(-7,6 ; 3,0)	
Technicien documentation 1-2	TD1-2	751	-4,5 *	(-12,9 ; 3,9)	-10,8 *	(-24,2 ; 2,6)	
Technicien laboratoire 1-2	TL1-2	1 897	-27,7	(-30,8 ; -24,6)	-55,1	(-61,9 ; -48,4)	
Techn. laboratoire 3	TL3	482	-28,4	(-32,6 ; -24,2)	-46,3	(-58,2 ; -34,4)	
Technicien en droit 1-2	DR1-2	405	-18,1	(-21,7 ; -14,4)	-18,1	(-22,0 ; -14,2)	
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256	-51,6	(-56,2 ; -47,0)	-79,6	(-91,7 ; -67,4)	
Technicien informatique 1-2	TI1-2	2 387	-24,4	(-28,5 ; -20,3)	-27,1	(-32,4 ; -21,9)	
Techn. informatique 3	TI3	828	-16,1	(-18,9 ; -13,4)	-13,4	(-16,2 ; -10,5)	
Moyenne		...	-20,3	(-21,6 ; -19,1)	-26,7	(-29,2 ; -24,2)	
Employés de Bureau							
Magasinier 1	MG1	225	-62,8	(-79,0 ; -46,6)	-54,5	(-68,1 ; -40,8)	
Magasinier 2	MG2	914	-37,8	(-41,5 ; -34,1)	-49,6	(-75,0 ; -24,1)	
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152	-19,7	(-24,7 ; -14,8)	-25,8	(-30,8 ; -20,8)	
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945	-28,5	(-30,0 ; -27,1)	-55,3	(-57,8 ; -52,7)	
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803	-19,7	(-26,9 ; -12,5)	-24,9	(-36,9 ; -13,0)	
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476	-21,0	(-23,7 ; -18,4)	-27,6	(-30,7 ; -24,4)	
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708	-22,7	(-29,3 ; -16,1)	-34,3	(-40,5 ; -28,1)	
Préposé aux renseign. 2	PR2	774	-5,3 *	(-12,5 ; 1,8)	5,4	(0,7 ; 10,2)	
Préposé aux renseign. 3	PR3	90	2,6 *	(-2,6 ; 7,9)	0,7 *	(-0,9 ; 2,4)	
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	4	-70,9	(-96,6 ; -45,1)	-59,2	(-74,3 ; -44,0)	
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035	-3,0 *	(-9,4 ; 3,4)	-0,9 *	(-7,2 ; 5,3)	
Moyenne		...	-23,3	(-25,2 ; -21,3)	-37,1	(-39,7 ; -34,5)	

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
Employés de service							
Cuisinier 2	CU2	921	3,5 *	(-9,2 ; 16,2)	5,2	(0,9 ; 9,5)	
Gardien 2	GA2	332	-51,9	(-61,9 ; -41,8)	-51,7	(-69,7 ; -33,8)	
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-10,7	(-20,0 ; -1,3)	-4,0 *	(-14,8 ; 6,8)	
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-38,7	(-48,0 ; -29,3)	-59,9	(-66,4 ; -53,5)	
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	-5,6	(-7,0 ; -4,2)	-7,7	(-9,3 ; -6,1)	
Moyenne		...	-20,2	(-23,0 ; -17,3)	-23,9	(-26,9 ; -20,8)	
Ouvriers							
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-37,4	(-38,6 ; -36,3)	-50,7	(-54,5 ; -46,9)	
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-26,0	(-26,3 ; -25,7)	-25,9	(-26,4 ; -25,4)	
Électricien entretien 2	EL2	343	-30,2	(-31,0 ; -29,5)	-26,7	(-27,3 ; -26,1)	
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	29	-25,0	(-31,9 ; -18,1)	-19,1	(-24,2 ; -14,1)	
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-32,0	(-34,9 ; -29,2)	-31,8	(-33,6 ; -30,0)	
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	218	-34,9	(-43,0 ; -26,8)	-51,6	(-52,4 ; -50,8)	
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-34,5	(-37,3 ; -31,6)	-54,2	(-69,7 ; -38,6)	
Moyenne		...	-30,4	(-31,8 ; -29,0)	-41,8	(-45,8 ; -37,8)	
Ensemble des emplois repères							
Moyenne		...	-20,9	(-21,9 ; -20,0)	-30,8	(-32,3 ; -29,3)	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-6

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%	%	%	%	
Professionnels							
Professionnel communic. 1	PC1	77	-34,8	(-40,9 ; -28,7)	-37,0	(-46,8 ; -27,1)	
Professionnel communic. 2	PC2	710	-8,6	(-10,6 ; -6,6)	-9,7	(-11,9 ; -7,5)	
Professionnel gest. fin. 1	FI1	149	-39,5	(-43,7 ; -35,3)	-40,0	(-44,5 ; -35,4)	
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866	-15,4	(-21,2 ; -9,5)	-17,3	(-22,6 ; -11,9)	
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-25,0	(-31,6 ; -18,4)	-27,9	(-34,9 ; -20,9)	
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484	-8,4	(-12,6 ; -4,2)	-11,2	(-15,2 ; -7,1)	
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 058	-7,1 *	(-16,6 ; 2,4)	-10,4	(-19,5 ; -1,3)	
Ingénieur 2	IN2	392	-2,3 *	(-6,4 ; 1,8)	-1,7 *	(-5,1 ; 1,7)	
Professionnel sc. phys. 2	SP2	373	-7,0	(-12,0 ; -2,0)	-11,7	(-15,8 ; -7,6)	
Avocat et notaire 2	AN2	617	6,3 *	(-1,8 ; 14,4)	5,3 *	(-2,7 ; 13,4)	
Moyenne		...	-6,8	(-9,0 ; -4,6)	-9,0	(-11,2 ; -6,8)	
Techniciens							
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604	-3,9	(-6,3 ; -1,5)	-3,5	(-5,7 ; -1,2)	
Technicien en administration 3	TA3	239	-8,4	(-12,4 ; -4,4)	-8,3	(-11,2 ; -5,3)	
Technicien documentation 1-2	TD1-2	751	-3,9	(-6,5 ; -1,3)	-6,5	(-8,9 ; -4,2)	
Technicien laboratoire 1-2	TL1-2	1 897	3,0	(2,5 ; 3,5)	6,1	(5,9 ; 6,3)	
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256	-12,1	(-15,0 ; -9,2)	-9,3	(-11,8 ; -6,8)	
Technicien génie 3	TG3	258	-7,0	(-8,6 ; -5,4)	-3,1	(-4,6 ; -1,5)	
Technicien informatique 1-2	TI1-2	2 387	-6,7 *	(-14,6 ; 1,3)	-4,5 *	(-12,7 ; 3,6)	
Technicien informatique 3	TI3	828	-10,0	(-11,4 ; -8,5)	-10,4	(-12,4 ; -8,3)	
Moyenne		...	-4,6	(-6,2 ; -3,1)	-3,1	(-4,6 ; -1,6)	
Employés de Bureau							
Préposé photocopie 2	PP2	25	-19,0	(-29,7 ; -8,2)	-17,0	(-24,0 ; -9,9)	
Magasinier 2	MG2	914	-16,7	(-31,3 ; -2,1)	-15,1	(-23,9 ; -6,4)	
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152	-7,2	(-11,0 ; -3,5)	-6,0	(-9,7 ; -2,3)	
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945	-10,4	(-11,0 ; -9,8)	-10,0	(-10,7 ; -9,3)	
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803	-3,9	(-5,2 ; -2,6)	-5,2	(-5,5 ; -4,8)	
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476	-13,0	(-13,6 ; -12,4)	-17,1	(-17,9 ; -16,4)	
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708	-12,9	(-14,3 ; -11,4)	-14,5	(-16,1 ; -12,8)	
Préposé aux renseign. 2	PR2	774	-0,6 *	(-4,0 ; 2,8)	0,7 *	(-3,7 ; 5,2)	
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035	-14,4	(-20,0 ; -8,9)	-13,0	(-20,9 ; -5,0)	
Moyenne		...	-9,8	(-10,7 ; -8,9)	-10,0	(-10,8 ; -9,2)	
Employés de service							
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-20,1	(-20,7 ; -19,5)	-25,1	(-27,0 ; -23,2)	
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	-19,0	(-23,1 ; -14,9)	-20,0	(-23,7 ; -16,3)	
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-4,0	(-4,9 ; -3,2)	-9,5	(-10,3 ; -8,7)	
Moyenne		...	-10,1	(-11,0 ; -9,3)	-14,5	(-15,3 ; -13,6)	
Ouvriers							
Électricien entretien 2	EL2	343	-5,0	(-9,6 ; -0,4)	-7,0	(-10,0 ; -3,9)	
Électricien entretien 3	EL3	84	-12,8	(-17,6 ; -8,0)	-12,1	(-17,1 ; -7,1)	
Menuisier entretien 2	ME2	314	-17,1	(-18,7 ; -15,6)	-18,2	(-20,1 ; -16,2)	
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-8,5	(-14,8 ; -2,3)	-13,6	(-18,0 ; -9,2)	
Peintre entretien 2	PE2	129	-11,0	(-14,7 ; -7,3)	-12,2	(-13,9 ; -10,4)	
Moyenne		...	-8,7	(-11,1 ; -6,3)	-11,3	(-13,3 ; -9,3)	
Ensemble des emplois repères							
Moyenne		...	-7,7	(-8,4 ; -7,0)	-8,3	(-8,9 ; -7,6)	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2011
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale	
			Adm. québ. ³	Écarts Intervalles de confiance	Écarts Intervalles de confiance	%
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	77	-23,4	(.. ; ..)	-21,1	(.. ; ..)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-12,0	(.. ; ..)	-12,2	(.. ; ..)
Professionnel communic. 3	PC3	114	-13,8	(.. ; ..)	-14,7	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	149	-35,6	(.. ; ..)	-33,5	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866	-13,7	(.. ; ..)	-13,2	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	182	-17,7	(.. ; ..)	-19,1	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-32,6	(.. ; ..)	-30,3	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484	-11,4	(.. ; ..)	-12,1	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 058	-13,4	(.. ; ..)	-15,0	(.. ; ..)
Ingénieur 1	IN1	99	-44,1	(.. ; ..)	-39,7	(.. ; ..)
Ingénieur 2	IN2	392	-37,5	(.. ; ..)	-36,8	(.. ; ..)
Ingénieur 3	IN3	361	-40,1	(.. ; ..)	-42,0	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	20	-40,9	(.. ; ..)	-36,7	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	373	-9,9	(.. ; ..)	-10,0	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	98	-26,0	(.. ; ..)	-27,5	(.. ; ..)
Avocat et notaire 1	AN1	45	-42,5	(.. ; ..)	-38,6	(.. ; ..)
Avocat et notaire 2	AN2	617	-23,8	(.. ; ..)	-26,2	(.. ; ..)
Biologiste 1	BI1	9	-27,8	(.. ; ..)	-25,5	(.. ; ..)
Biologiste 2	BI2	107	-15,2	(.. ; ..)	-16,0	(.. ; ..)
Biologiste 3	BI3	40	-20,9	(.. ; ..)	-24,0	(.. ; ..)
Moyenne		...	-17,1	(.. ; ..)	-17,8	(.. ; ..)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604	-16,9	(.. ; ..)	-15,0	(.. ; ..)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	751	-10,9	(.. ; ..)	-11,7	(.. ; ..)
Technicien laboratoire 1-2	TL1-2	1 897	-6,8	(.. ; ..)	-5,1	(.. ; ..)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	405	-36,0	(.. ; ..)	-32,3	(.. ; ..)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256	-48,4	(.. ; ..)	-48,6	(.. ; ..)
Technicien génie 3	TG3	258	-49,4	(.. ; ..)	-46,2	(.. ; ..)
Pilote d'aéronefs-hélic. 2	PH2	6	-30,5	(.. ; ..)	-29,2	(.. ; ..)
Moyenne		...	-19,5	(.. ; ..)	-17,8	(.. ; ..)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	225	-33,7	(.. ; ..)	-25,4	(.. ; ..)
Magasinier 2	MG2	914	-32,3	(.. ; ..)	-23,2	(.. ; ..)
Magasinier 3	MG3	34	-40,9	(.. ; ..)	-36,3	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152	1,6	(.. ; ..)	2,2	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945	-20,7	(.. ; ..)	-19,4	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803	-21,1	(.. ; ..)	-20,1	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476	-17,2	(.. ; ..)	-20,6	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708	-15,6	(.. ; ..)	-17,1	(.. ; ..)
Acheteur 2	AC2	56	-21,2	(.. ; ..)	-23,2	(.. ; ..)
Moyenne		...	-16,9	(.. ; ..)	-16,3	(.. ; ..)

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2011
 [Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale	
			Adm. québ. ³	Écarts Intervalles de confiance	Écarts Intervalles de confiance	Intervalles de confiance
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	644	-57,4	(.. ; ..)	-55,1	(.. ; ..)
Cuisinier 1	CU1	16	-32,0	(.. ; ..)	-35,7	(.. ; ..)
Cuisinier 2	CU2	921	-29,1	(.. ; ..)	-29,0	(.. ; ..)
Cuisinier 3	CU3	21	-35,1	(.. ; ..)	-38,7	(.. ; ..)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-26,5	(.. ; ..)	-30,2	(.. ; ..)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 453	-9,0	(.. ; ..)	-9,2	(.. ; ..)
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	-37,0	(.. ; ..)	-48,6	(.. ; ..)
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	-11,6	(.. ; ..)	-12,8	(.. ; ..)
Moyenne		...	-21,1	(.. ; ..)	-23,7	(.. ; ..)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-25,1	(.. ; ..)	-26,4	(.. ; ..)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-19,5	(.. ; ..)	-20,0	(.. ; ..)
Électricien entretien 2	EL2	343	-35,9	(.. ; ..)	-40,4	(.. ; ..)
Électricien entretien 3	EL3	84	-33,2	(.. ; ..)	-32,8	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	29	-26,4	(.. ; ..)	-25,3	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-26,3	(.. ; ..)	-24,4	(.. ; ..)
Menuisier entretien 2	ME2	314	-36,5	(.. ; ..)	-38,6	(.. ; ..)
Machiniste 2	MA2	48	-24,6	(.. ; ..)	-28,6	(.. ; ..)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	-18,6	(.. ; ..)	-15,1	(.. ; ..)
Moyenne		...	-28,9	(.. ; ..)	-30,9	(.. ; ..)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		...	-18,5	(.. ; ..)	-18,5	(.. ; ..)

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
				%		%	
Professionnels							
Professionnel communic. 1	PC1	77	-22,3	(-23,5 ; -21,2)	-21,1	(-22,2 ; -19,9)	
Professionnel communic. 2	PC2	710	-11,5	(-11,9 ; -11,0)	-14,3	(-14,7 ; -13,8)	
Professionnel communic. 3	PC3	114	-15,8	(-15,8 ; -15,8)	-21,7	(-21,7 ; -21,7)	
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866	-19,9	(-22,0 ; -17,9)	-26,4	(-30,6 ; -22,2)	
Professionnel gest. fin. 3	FI3	182	-20,0	(-20,1 ; -20,0)	-31,8	(-32,0 ; -31,6)	
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-33,2	(-35,5 ; -31,0)	-33,0	(-36,4 ; -29,5)	
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484	-12,5	(-14,0 ; -11,1)	-20,8	(-23,6 ; -17,9)	
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 058	-14,7	(-14,9 ; -14,5)	-20,4	(-20,8 ; -19,9)	
Ingénieur 1	IN1	99	-41,4	(-45,2 ; -37,6)	-47,3	(-52,2 ; -42,5)	
Ingénieur 2	IN2	392	-28,0	(-29,2 ; -26,8)	-38,8	(-40,9 ; -36,8)	
Ingénieur 3	IN3	361	-16,5	(-17,3 ; -15,7)	-42,3	(-43,2 ; -41,4)	
Avocat et notaire 2	AN2	617	-11,2	(-14,1 ; -8,3)	-16,1	(-20,5 ; -11,8)	
Biologiste 2	BI2	107	-10,4	(-10,6 ; -10,1)	-12,8	(-14,2 ; -11,4)	
Moyenne		...	-15,4	(-16,1 ; -14,7)	-22,3	(-23,6 ; -21,0)	
Techniciens							
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604	-12,7	(-14,7 ; -10,6)	-14,3	(-16,5 ; -12,0)	
Technicien en administration 3	TA3	239	-10,5	(-15,6 ; -5,4)	-12,6	(-19,0 ; -6,2)	
Techn. documentation 1-2	TD1-2	751	-6,1	(-8,0 ; -4,2)	-13,1	(-15,5 ; -10,7)	
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	1 897	-7,1	(-13,1 ; -1,1)	0,7 *	(-7,3 ; 8,7)	
Techn. laboratoire 3	TL3	482	-16,6	(-20,1 ; -13,1)	-15,8	(-21,8 ; -9,8)	
Technicien en droit 1-2	DR1-2	405	-24,9	(-26,3 ; -23,4)	-27,3	(-28,5 ; -26,0)	
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256	-44,5	(-48,9 ; -40,1)	-46,2	(-52,4 ; -40,1)	
Technicien génie 3	TG3	258	-48,1	(-50,4 ; -45,8)	-66,0	(-74,1 ; -57,9)	
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 387	-15,5	(-20,9 ; -10,0)	-14,2	(-20,5 ; -8,0)	
Techn. informatique 3	TI3	828	-10,8	(-12,1 ; -9,6)	-10,7	(-11,6 ; -9,8)	
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	440	-7,4 *	(-16,1 ; 1,3)	-11,8	(-21,3 ; -2,2)	
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	169	-39,1	(-53,7 ; -24,6)	-41,8	(-56,8 ; -26,8)	
Moyenne		...	-16,0	(-17,8 ; -14,2)	-16,6	(-18,9 ; -14,3)	
Employés de Bureau							
Préposé photocopie 2	PP2	25	-21,0	(-31,7 ; -10,3)	-19,7	(-28,8 ; -10,6)	
Magasinier 1	MG1	225	-44,0	(-56,3 ; -31,7)	-32,9	(-48,5 ; -17,4)	
Magasinier 2	MG2	914	-42,8	(-59,2 ; -26,4)	-41,9	(-62,7 ; -21,1)	
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	102	-31,7	(-44,1 ; -19,3)	-35,6	(-54,8 ; -16,5)	
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152	-17,5	(-21,0 ; -13,9)	-24,2	(-27,6 ; -20,8)	
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945	-19,9	(-20,9 ; -18,9)	-24,2	(-26,0 ; -22,5)	
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803	-18,3	(-19,8 ; -16,8)	-18,4	(-20,2 ; -16,6)	
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476	-19,2	(-24,0 ; -14,5)	-31,7	(-39,3 ; -24,1)	
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708	-17,7	(-20,8 ; -14,5)	-27,3	(-30,5 ; -24,1)	
Préposé aux renseign. 2	PR2	774	-15,5	(-19,6 ; -11,5)	-3,3 *	(-9,8 ; 3,2)	
Préposé aux renseign. 3	PR3	90	-33,8	(-37,3 ; -30,3)	-13,7	(-20,1 ; -7,3)	
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	4	-33,8	(-49,4 ; -18,2)	-45,5	(-54,7 ; -36,4)	
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035	-25,6	(-38,2 ; -12,9)	-17,3	(-24,2 ; -10,4)	
Acheteur 2	AC2	56	-24,8	(-29,4 ; -20,2)	-22,3	(-30,1 ; -14,6)	
Moyenne		...	-20,1	(-21,4 ; -18,7)	-24,2	(-25,9 ; -22,5)	

Annexe E-8

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires			Rémunération globale	
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
Employés de service							
Préposé buanderie 2	BU2	644	17,8	(7,9 ; 27,7)	28,1	(18,4 ; 37,8)	
Concierge 2	CO2	2 181	-24,8	(-29,7 ; -19,9)	-28,6	(-34,5 ; -22,7)	
Cuisinier 1	CU1	16	11,8	(5,6 ; 18,0)	18,1	(9,7 ; 26,4)	
Cuisinier 2	CU2	921	1,5 *	(-5,6 ; 8,6)	10,2	(2,8 ; 17,6)	
Cuisinier 3	CU3	21	-16,6 *	(-33,6 ; 0,4)	-11,8 *	(-30,0 ; 6,4)	
Gardien 2	GA2	332	4,1	(1,9 ; 6,4)	17,5	(14,5 ; 20,5)	
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-28,2	(-33,2 ; -23,2)	-27,2	(-33,3 ; -21,2)	
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 453	18,7	(12,0 ; 25,5)	24,3	(17,4 ; 31,2)	
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	8,3	(5,0 ; 11,6)	15,7	(11,4 ; 20,0)	
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-21,0	(-31,2 ; -10,8)	-20,5	(-33,0 ; -7,9)	
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	3,6 *	(-13,7 ; 21,0)	8,4 *	(-8,3 ; 25,1)	
Moyenne	...		-2,4 *	(-7,5 ; 2,7)	1,8 *	(-3,2 ; 6,7)	
Ouvriers							
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-23,5	(-32,6 ; -14,4)	-34,1	(-50,3 ; -17,9)	
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-22,4	(-33,4 ; -11,3)	-12,2 *	(-27,7 ; 3,4)	
Électricien entretien 2	EL2	343	-34,4	(-44,4 ; -24,4)	-40,6	(-54,2 ; -27,0)	
Électricien entretien 3	EL3	84	-29,2	(-31,8 ; -26,6)	-25,9	(-28,9 ; -22,9)	
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	29	-16,2	(-26,7 ; -5,8)	-11,4 *	(-27,0 ; 4,3)	
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-28,4	(-33,0 ; -23,7)	-28,3	(-34,6 ; -22,0)	
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	218	-30,7	(-37,1 ; -24,3)	-28,6	(-37,3 ; -20,0)	
Menuisier entretien 2	ME2	314	-20,0	(-31,2 ; -8,8)	-27,7	(-45,9 ; -9,5)	
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-35,2	(-39,4 ; -31,0)	-46,7	(-52,9 ; -40,5)	
Peintre entretien 2	PE2	129	-33,2	(-39,4 ; -27,1)	-35,1	(-41,1 ; -29,1)	
Machiniste 2	MA2	48	-32,3	(-43,2 ; -21,4)	-34,3	(-47,2 ; -21,4)	
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	-20,3	(-24,1 ; -16,5)	-31,4	(-41,4 ; -21,5)	
Moyenne	...		-28,9	(-32,1 ; -25,7)	-31,3	(-35,5 ; -27,1)	
Ensemble des emplois repères							
Moyenne	...		-16,0	(-17,2 ; -14,7)	-18,7	(-20,1 ; -17,3)	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-9

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale			
			Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance	
								%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	PC1	77		-9,0	(-15,6 ; -2,5)		3,0 *	(-4,5 ; 10,6)
Professionnel communic. 2	PC2	710		-3,7	(-7,3 ; -0,1)		2,9 *	(-0,3 ; 6,1)
Professionnel communic. 3	PC3	114		-12,2	(-18,7 ; -5,8)		-9,6	(-17,1 ; -2,2)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	149		-13,6	(-18,3 ; -8,9)		0,1 *	(-5,5 ; 5,6)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866		-9,9	(-14,7 ; -5,1)		0,5 *	(-4,3 ; 5,4)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	182		-18,2	(-22,0 ; -14,3)		-7,7	(-12,1 ; -3,3)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333		-24,3	(-30,0 ; -18,6)		-10,3	(-17,4 ; -3,2)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484		-8,1	(-12,1 ; -4,1)		2,8 *	(-2,7 ; 8,4)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 058		-19,1	(-24,4 ; -13,7)		-6,8	(-12,2 ; -1,5)
Ingénieur 1	IN1	99		-31,8	(-36,4 ; -27,1)		-13,0	(-16,6 ; -9,3)
Ingénieur 2	IN2	392		-15,3	(-18,3 ; -12,3)		-0,9 *	(-3,2 ; 1,3)
Ingénieur 3	IN3	361		-28,7	(-33,3 ; -24,2)		-12,1	(-16,3 ; -8,0)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	20		-23,3	(-41,0 ; -5,7)		-4,9 *	(-20,6 ; 10,8)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	373		4,7 *	(-4,5 ; 14,0)		14,9	(5,8 ; 24,0)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	98		-13,1	(-22,7 ; -3,4)		-1,6 *	(-10,4 ; 7,2)
Avocat et notaire 1	AN1	45		-23,5	(-36,4 ; -10,6)		-11,4 *	(-23,8 ; 1,0)
Avocat et notaire 2	AN2	617		-21,5	(-42,0 ; -0,9)		-12,6 *	(-30,9 ; 5,7)
Biologiste 2	BI2	107		9,1	(0,1 ; 18,0)		22,3	(13,6 ; 31,0)
Moyenne		...		-11,0	(-13,7 ; -8,4)		0,2 *	(-2,9 ; 3,3)
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604		-3,1 *	(-7,4 ; 1,2)		8,4	(3,4 ; 13,4)
Technicien en administration 3	TA3	239		-16,6	(-24,5 ; -8,6)		-1,5 *	(-9,9 ; 6,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	751		-8,7 *	(-22,7 ; 5,3)		-3,6 *	(-15,6 ; 8,4)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	1 897		6,5 *	(-0,2 ; 13,2)		17,5	(11,8 ; 23,1)
Techn. laboratoire 3	TL3	482		-8,6 *	(-20,1 ; 2,9)		-1,4 *	(-8,8 ; 6,0)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	405		-48,7	(-76,5 ; -20,9)		-34,6	(-59,7 ; -9,5)
Technicien en droit 3	DR3	13		-46,5	(-46,5 ; -46,5)		-30,4	(-30,4 ; -30,4)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256		-34,7	(-40,2 ; -29,3)		-17,2	(-22,8 ; -11,6)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 387		-10,3	(-14,2 ; -6,3)		3,4 *	(-0,7 ; 7,5)
Techn. informatique 3	TI3	828		-26,5	(-34,4 ; -18,7)		-10,4	(-17,7 ; -3,1)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	440		-7,1 *	(-28,6 ; 14,4)		-0,9 *	(-23,3 ; 21,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	169		-46,6	(-69,8 ; -23,5)		-31,8	(-58,5 ; -5,1)
Moyenne		...		-10,8	(-13,8 ; -7,8)		1,5 *	(-1,7 ; 4,6)
Employés de Bureau								
Préposé photocopie 2	PP2	25		-35,3	(-38,3 ; -32,4)		-19,2	(-21,0 ; -17,4)
Magasinier 1	MG1	225		3,7 *	(-7,6 ; 15,0)		20,2	(13,0 ; 27,4)
Magasinier 2	MG2	914		-30,8	(-48,1 ; -13,5)		-12,0 *	(-31,5 ; 7,5)
Magasinier 3	MG3	34		0,9 *	(-19,9 ; 21,6)		15,3 *	(-6,4 ; 37,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152		18,8	(4,7 ; 33,0)		32,4	(18,5 ; 46,3)
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945		0,9 *	(-1,2 ; 3,0)		13,1	(10,4 ; 15,7)
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803		-7,1	(-12,5 ; -1,7)		7,9	(1,8 ; 14,0)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476		-9,8 *	(-20,1 ; 0,6)		-1,2 *	(-14,7 ; 12,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708		-20,0	(-25,6 ; -14,4)		-12,3	(-19,1 ; -5,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	774		17,3	(7,1 ; 27,6)		31,8	(22,7 ; 40,9)
Préposé aux renseign. 3	PR3	90		-19,9	(-28,8 ; -11,1)		-10,3	(-18,8 ; -1,8)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	4		-46,6	(-73,0 ; -20,2)		-24,4	(-46,5 ; -2,2)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035		-3,8 *	(-12,5 ; 4,9)		11,1	(1,3 ; 21,0)
Acheteur 2	AC2	56		-17,4	(-29,0 ; -5,9)		-3,7 *	(-16,5 ; 9,0)
Moyenne		...		-3,7	(-6,7 ; -0,7)		8,5	(5,1 ; 11,8)

Annexe E-9

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale	
		Adm. québ. ²	Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	644	21,9	(20,1 ; 23,8)	33,8	(31,2 ; 36,3)
Concierge 2	CO2	2 181	6,8 *	(-0,9 ; 14,4)	16,6	(10,1 ; 23,2)
Cuisinier 1	CU1	16	39,1	(32,2 ; 46,0)	43,3	(36,8 ; 49,9)
Cuisinier 2	CU2	921	22,7	(15,5 ; 29,8)	31,5	(23,8 ; 39,2)
Cuisinier 3	CU3	21	-3,2 *	(-14,5 ; 8,0)	10,4 *	(-2,4 ; 23,2)
Gardien 2	GA2	332	7,4 *	(-6,9 ; 21,6)	19,1	(2,4 ; 35,8)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-13,7	(-23,3 ; -4,1)	-2,9 *	(-8,5 ; 2,7)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 453	33,8	(28,9 ; 38,7)	42,5	(37,5 ; 47,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	18,4	(10,4 ; 26,4)	29,5	(20,9 ; 38,1)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-6,2 *	(-14,6 ; 2,2)	4,7 *	(-4,0 ; 13,5)
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	11,7	(6,4 ; 16,9)	17,7	(11,6 ; 23,7)
Moyenne	...		13,1	(9,8 ; 16,4)	22,5	(18,9 ; 26,2)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-27,8	(-44,8 ; -10,8)	-13,7 *	(-28,8 ; 1,5)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-16,8 *	(-33,9 ; 0,2)	15,1	(8,4 ; 21,8)
Électricien entretien 2	EL2	343	-53,6	(-75,8 ; -31,5)	-56,1	(-86,4 ; -25,8)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-21,0	(-31,1 ; -10,8)	-6,8 *	(-17,2 ; 3,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	218	-15,9 *	(-35,7 ; 3,9)	-5,1 *	(-28,9 ; 18,7)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-4,3 *	(-15,9 ; 7,3)	0,8 *	(-12,4 ; 14,1)
Machiniste 2	MA2	48	-20,8	(-39,9 ; -1,8)	-9,1 *	(-31,6 ; 13,3)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	0,4 *	(-6,9 ; 7,7)	16,7	(9,6 ; 23,8)
Moyenne	...		-15,9	(-22,7 ; -9,0)	-6,7 *	(-14,9 ; 1,6)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	...		-5,2	(-7,2 ; -3,2)	6,2	(3,9 ; 8,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		Adm. québ. ²				
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	710	-7,2 *	(-22,7 ; 8,2)	-4,7 *	(-21,7 ; 12,2)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484	3,1 *	(-8,1 ; 14,2)	6,8 *	(-4,6 ; 18,1)
Ingénieur 2	IN2	392	-6,6 *	(-21,3 ; 8,1)	3,3 *	(-11,6 ; 18,2)
Moyenne		...	1,3 *	(-5,8 ; 8,4)	6,1 *	(-1,1 ; 13,3)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604	-4,7 *	(-10,3 ; 0,9)	-4,6 *	(-10,1 ; 1,0)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	1 897	-7,8	(-15,3 ; -0,3)	2,0 *	(-7,6 ; 11,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256	-45,9	(-53,7 ; -38,0)	-36,3	(-46,5 ; -26,1)
Technicien génie 3	TG3	258	-38,8	(-45,6 ; -32,0)	-31,1	(-42,0 ; -20,2)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 387	-12,9	(-18,4 ; -7,5)	-6,8	(-11,8 ; -1,9)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	169	-40,3	(-55,9 ; -24,7)	-43,4	(-59,4 ; -27,5)
Moyenne		...	-11,8	(-15,7 ; -8,0)	-8,5	(-13,1 ; -3,9)
Employés de Bureau						
Magasinier 1	MG1	225	-41,9	(-56,6 ; -27,1)	-29,4	(-48,0 ; -10,9)
Magasinier 2	MG2	914	-51,8	(-88,5 ; -15,1)	-44,0 *	(-90,5 ; 2,6)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152	-23,6	(-30,2 ; -17,1)	-22,5	(-29,1 ; -16,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945	-18,8	(-22,4 ; -15,3)	-17,4	(-22,5 ; -12,3)
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803	-12,6	(-24,1 ; -1,1)	-12,9 *	(-27,9 ; 2,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476	-37,9	(-64,2 ; -11,6)	-51,9	(-96,0 ; -7,8)
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708	-14,8	(-19,0 ; -10,6)	-12,8	(-17,8 ; -7,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	774	-18,7	(-22,0 ; -15,3)	-3,4 *	(-11,5 ; 4,8)
Préposé aux renseign. 3	PR3	90	-36,2	(-41,3 ; -31,1)	-14,6	(-22,6 ; -6,7)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035	-39,5	(-50,2 ; -28,7)	-21,7	(-31,3 ; -12,1)
Acheteur 2	AC2	56	-54,1	(-57,9 ; -50,3)	-63,3	(-67,9 ; -58,8)
Moyenne		...	-21,0	(-24,6 ; -17,4)	-19,3	(-24,2 ; -14,3)
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	644	18,2	(8,6 ; 27,7)	28,5	(19,2 ; 37,8)
Concierge 2	CO2	2 181	-29,5	(-40,1 ; -18,9)	-30,2	(-43,2 ; -17,1)
Cuisinier 1	CU1	16	17,2	(7,8 ; 26,7)	25,2	(14,4 ; 36,0)
Cuisinier 2	CU2	921	4,8 *	(-5,2 ; 14,9)	15,9	(4,9 ; 26,9)
Cuisinier 3	CU3	21	-13,9 *	(-35,5 ; 7,7)	-7,8 *	(-31,1 ; 15,6)
Gardien 2	GA2	332	7,0	(5,3 ; 8,6)	20,9	(20,1 ; 21,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-28,3	(-37,1 ; -19,6)	-22,2	(-31,3 ; -13,1)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 453	26,9	(20,4 ; 33,4)	34,4	(28,5 ; 40,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	10,5	(8,9 ; 12,2)	18,5	(15,9 ; 21,2)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-16,4	(-31,7 ; -1,0)	-10,3 *	(-28,3 ; 7,7)
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	4,4 *	(-14,4 ; 23,3)	9,6 *	(-8,5 ; 27,8)
Moyenne		...	-0,7 *	(-6,6 ; 5,2)	5,7 *	(0,0 ; 11,5)

Annexe E-10

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale		
			Adm. québ. ²	Écarts %	Intervalles de confiance	Écarts %	Intervalles de confiance
Ouvriers							
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-3,2 *	(-19,5 ; 13,0)	0,3 *	(-17,6 ; 18,1)	
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-22,1	(-34,1 ; -10,0)	-11,0 *	(-27,9 ; 5,9)	
Électricien entretien 2	EL2	343	-37,0	(-49,8 ; -24,2)	-39,8	(-57,1 ; -22,6)	
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	29	-0,6 *	(-9,3 ; 8,2)	8,3 *	(-5,6 ; 22,3)	
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-28,8	(-42,3 ; -15,3)	-19,8	(-37,2 ; -2,4)	
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	218	-30,8	(-37,4 ; -24,2)	-28,0	(-36,9 ; -19,1)	
Menuisier entretien 2	ME2	314	-13,6 *	(-38,0 ; 10,8)	-11,4 *	(-43,5 ; 20,7)	
Ouvrier cert. Entretien 2	OCE2	900	-40,3	(-51,0 ; -29,6)	-37,8	(-50,0 ; -25,7)	
Machiniste 2	MA2	48	-32,5	(-43,9 ; -21,2)	-34,3	(-47,7 ; -20,9)	
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	-14,4	(-27,2 ; -1,6)	-4,0 *	(-23,1 ; 15,1)	
Moyenne		...	-31,0	(-36,8 ; -25,2)	-28,0	(-35,4 ; -20,7)	
Ensemble des emplois repères							
Moyenne		...	-12,7	(-15,5 ; -9,9)	-9,4	(-12,9 ; -5,9)	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		Adm. québ. ²	%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	77	-5,8 *	(-13,6 ; 2,1)	8,0 *	(-0,1 ; 16,0)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-2,3 *	(-6,9 ; 2,2)	5,5	(1,7 ; 9,3)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	149	-11,9	(-16,7 ; -7,0)	3,0 *	(-2,4 ; 8,5)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	866	-8,9	(-14,0 ; -3,7)	2,6 *	(-2,6 ; 7,7)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-24,4	(-30,5 ; -18,2)	-8,8	(-16,5 ; -1,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 484	-7,7	(-12,0 ; -3,5)	4,1 *	(-1,6 ; 9,8)
Ingénieur 1	IN1	99	-31,8	(-36,5 ; -27,1)	-13,0	(-16,7 ; -9,3)
Ingénieur 2	IN2	392	-15,6	(-18,6 ; -12,5)	-0,9 *	(-3,3 ; 1,4)
Ingénieur 3	IN3	361	-29,3	(-33,8 ; -24,7)	-12,5	(-16,7 ; -8,2)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	373	4,8 *	(-4,5 ; 14,1)	15,0	(5,9 ; 24,1)
Moyenne		...	-11,0	(-13,8 ; -8,2)	1,2 *	(-2,1 ; 4,4)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 604	-1,5 *	(-6,2 ; 3,2)	11,0	(5,7 ; 16,4)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	751	-7,8 *	(-24,2 ; 8,7)	1,7 *	(-9,9 ; 13,4)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	1 897	6,2 *	(-1,0 ; 13,3)	17,8	(12,0 ; 23,6)
Techn. laboratoire 3	TL3	482	-8,6 *	(-20,1 ; 2,9)	-1,4 *	(-8,8 ; 6,0)
Technicien en droit 3	DR3	13	-46,5	(-46,5 ; -46,5)	-30,4	(-30,4 ; -30,4)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 256	-34,9	(-40,5 ; -29,4)	-17,3	(-23,0 ; -11,6)
Technicien génie 3	TG3	258	-50,8	(-64,9 ; -36,8)	-26,4	(-34,2 ; -18,5)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 387	-10,3	(-14,5 ; -6,2)	3,9 *	(-0,3 ; 8,1)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	169	-47,0	(-70,4 ; -23,7)	-32,0	(-59,0 ; -5,0)
Moyenne		...	-9,6	(-12,6 ; -6,5)	3,6	(0,4 ; 6,8)
Employés de Bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	25	-35,1	(-38,4 ; -31,7)	-18,9	(-21,0 ; -16,8)
Magasinier 1	MG1	225	3,9 *	(-7,4 ; 15,3)	20,6	(13,5 ; 27,7)
Magasinier 2	MG2	914	-32,7	(-51,9 ; -13,4)	-13,3 *	(-35,0 ; 8,5)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 152	19,0	(5,0 ; 33,0)	32,7	(18,9 ; 46,4)
Personnel soutien adm. 2	PS2	10 945	1,2 *	(-1,0 ; 3,3)	13,5	(10,8 ; 16,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	3 803	-6,8	(-12,3 ; -1,4)	8,4	(2,2 ; 14,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 476	-9,5 *	(-20,7 ; 1,7)	-0,1 *	(-14,4 ; 14,3)
Personnel secrétariat 2	SE2	5 708	-19,7	(-26,4 ; -13,1)	-9,3	(-17,2 ; -1,4)
Préposé aux renseign. 2	PR2	774	17,4	(7,2 ; 27,7)	31,9	(22,8 ; 41,0)
Préposé aux renseign. 3	PR3	90	-26,3	(-36,6 ; -16,0)	-13,3	(-23,2 ; -3,4)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	4	-46,1	(-78,1 ; -14,1)	-18,6 *	(-44,2 ; 7,1)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	1 035	-3,5 *	(-12,4 ; 5,3)	11,4	(1,3 ; 21,4)
Acheteur 2	AC2	56	-17,4	(-29,0 ; -5,9)	-3,7 *	(-16,5 ; 9,0)
Moyenne		...	-3,5	(-6,6 ; -0,4)	9,3	(5,8 ; 12,9)

Annexe E-11

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2011

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
		Adm. québ. ²				
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	644	21,9	(20,1 ; 23,8)	33,8	(31,2 ; 36,3)
Concierge 2	CO2	2 181	6,8 *	(-0,9 ; 14,4)	16,6	(10,1 ; 23,2)
Cuisinier 1	CU1	16	39,1	(32,2 ; 46,0)	43,3	(36,8 ; 49,9)
Cuisinier 2	CU2	921	22,7	(15,5 ; 29,8)	31,5	(23,8 ; 39,2)
Cuisinier 3	CU3	21	-3,2 *	(-14,5 ; 8,0)	10,4 *	(-2,4 ; 23,2)
Gardien 2	GA2	332	7,4 *	(-6,9 ; 21,6)	19,2	(2,4 ; 35,9)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	1 499	-13,6	(-23,4 ; -3,8)	-2,6 *	(-8,2 ; 3,0)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 453	33,8	(28,9 ; 38,7)	42,5	(37,5 ; 47,6)
Préposé entretien lourd 2	PED2	1 668	19,4	(11,3 ; 27,5)	30,6	(21,9 ; 39,3)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	399	-6,2 *	(-14,7 ; 2,3)	5,0 *	(-3,8 ; 13,8)
Préposé entretien léger 2	PER2	2 803	11,7	(6,4 ; 16,9)	17,7	(11,6 ; 23,7)
Moyenne		...	13,3	(10,0 ; 16,6)	22,7	(19,0 ; 26,4)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	132	-27,8	(-44,9 ; -10,7)	-13,6 *	(-28,9 ; 1,8)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	282	-16,8 *	(-33,9 ; 0,2)	15,1	(8,4 ; 21,8)
Électricien entretien 2	EL2	343	-54,6	(-76,7 ; -32,5)	-57,1	(-87,6 ; -26,7)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	74	-21,0	(-31,1 ; -10,8)	-6,8 *	(-17,2 ; 3,7)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	218	-15,9 *	(-35,7 ; 3,9)	-5,1 *	(-28,9 ; 18,7)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	900	-4,3 *	(-15,9 ; 7,3)	0,8 *	(-12,4 ; 14,1)
Machiniste 2	MA2	48	-20,8	(-39,9 ; -1,8)	-9,1 *	(-31,6 ; 13,3)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	48	0,4 *	(-6,9 ; 7,7)	16,7	(9,6 ; 23,8)
Moyenne		...	-15,6	(-22,7 ; -8,5)	-6,3 *	(-14,8 ; 2,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		...	-4,8	(-6,8 ; -2,7)	7,3	(4,9 ; 9,7)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe F-1

Comparaison des écarts de rémunération de 2011 et 2010, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères

Secteurs	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2011 %	2010	Différence points de %	2011 %	2010	Différence points de %
Ensemble des autres salariés québécois	-11,3	-10,4	-0,9 [#]	-6,1	-5,6	-0,5 [#]
Privé	-8,3	-7,0	-1,2 [#]	2,2 [*]	2,3 [*]	-0,1 [#]
« Autre public »	-17,7	-16,7	-1,0	-23,0	-22,2	-0,8 [#]
Administration municipale	-16,1	-16,3	0,3 [#]	-29,2	-29,6	0,4 [#]
« Entreprises publiques »	-20,9	-17,2	-3,7	-30,8	-27,0	-3,8
Universitaire	-7,7	-8,0	0,2 [#]	-8,3	-10,2	1,9
Administration fédérale	-18,5	-18,2	-0,3	-18,5	-18,3	-0,2
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	-16,0	-15,4	-0,6 [#]	-18,7	-18,3	-0,4 [#]
Autres salariés québécois non syndiqués	-5,2	-3,5	-1,7	6,2	6,9	-0,7 [#]
Privé syndiqué	-12,7	-13,4	0,7 [#]	-9,4	-11,5	2,1 [#]
Privé non syndiqué	-4,8	-3,2	-1,6	7,3	7,8	-0,5 [#]

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

Indique la stabilité des écarts (différence non statistiquement significative)

La différence peut être plus élevée ou plus faible que le résultat de la soustraction en raison des arrondissements

Annexe F-2

Comparaison des écarts de rémunération de 2011 et 2010, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois

Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2011 %	2010	Différence points de %	2011 %	2010	Différence points de %
Ensemble des emplois repères	-11,3	-10,4	-0,9 [#]	-6,1	-5,6	-0,5 [#]
Professionnels	-12,9	-12,5	-0,5 [#]	-7,6	-7,1	-0,5 [#]
Techniciens	-14,0	-13,1	-0,9 [#]	-7,4	-6,7	-0,7 [#]
Employés de bureau	-11,8	-10,5	-1,4 [#]	-7,1	-6,2	-0,9 [#]
Employés de service	3,0 *	3,6 *	-0,6 [#]	9,1	9,0	0,1 [#]
Ouvriers	-27,8	-27,8	-0,1 [#]	-28,3	-29,1	0,8 [#]

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2011 %	2010	Différence points de %	2011 %	2010	Différence points de %
Ensemble des emplois repères	-8,3	-7,0	-1,2 [#]	2,2 *	2,3 *	-0,1 [#]
Professionnels	-10,9	-9,8	-1,1 [#]	1,1 *	1,3 *	-0,1 [#]
Techniciens	-11,0	-8,9	-2,1	0,7 *	1,4 *	-0,8 [#]
Employés de bureau	-7,7	-6,5	-1,2 [#]	2,9 *	2,6 *	0,2 [#]
Employés de service	5,6 *	6,8	-1,2 [#]	13,5	14,5	-1,0 [#]
Ouvriers	-28,9	-31,0	2,1	-24,1	-27,7	3,6

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

Indique la stabilité des écarts (différence non statistiquement significative)

La différence peut être plus élevée ou plus faible que le résultat de la soustraction en raison des arrondissements

Annexe F-3

Comparaison des écarts salariaux de 2011 et 2007, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères

Secteurs	Écarts salariaux		
	2011	2007	Différence points de %
	%		
Autres salariés québécois	-11,3	-9,4	-1,9 #
Privé	-8,3	-7,8	-0,4 #
« Autre public »	-17,7	-14,0	-3,7
Autres salariés québécois syndiqués	-16,0	-13,8	-2,2 #
Autres salariés québécois non syndiqués	-5,2	-1,4 *	-3,8

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé

Indique la stabilité des écarts (différence non statistiquement significative)

La différence peut être plus élevée ou plus faible que le résultat de la soustraction en raison des arrondissements

Annexe G

Principaux indicateurs économiques du Québec, de 1999 à 2011

Indicateurs	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
PIB et ses composantes^{2,3}							
PIB (au prix du marché)	6,2	4,3	1,5	2,4	1,2	2,7	1,8
Consommation	3,5	3,3	2,1	3,3	3,1	2,8	2,8
Investissements	8,9	3,4	1,3	6,8	7,5	11,7	1,5
administrations publiques	3,2	- 0,4	18,1	6,6	3,1	12,0	11,1
entreprises	9,9	4,1	- 1,3	6,8	8,3	11,6	- 0,2
Dépenses publiques courantes en biens et services	2,6	2,9	3,7	2,1	3,4	1,0	0,8
Exportations	11,5	10,8	- 2,0	0,3	- 2,5	1,5	2,1
Importations	9,1	9,6	- 4,1	2,0	3,3	4,7	4,4
Indicateurs monétaires							
IPC (2002 = 100) ^{2,4}	1,5	2,5	2,3	2,0	2,5	2,0	2,3
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	4,7	5,5	3,9	2,6	2,9	2,2	2,7
Taux de change (huard en cents américains)	67,3	67,3	64,6	63,7	71,4	76,8	82,5
Autres indicateurs							
Revenu personnel disponible ²							
nominal	4,5	6,2	4,6	4,4	4,6	4,4	3,4
réel ⁵	2,8	4,1	3,0	2,5	3,0	2,6	1,6
Taux d'épargne (%)	3,4	3,8	4,7	4,0	3,9	3,8	2,4
Livraisons manufacturières ^{2,6}	12,9	16,1	- 3,6	1,3	0,0	0,8	3,6
Bénéfices des sociétés avant impôt ²	32,4	3,0	- 5,2	2,9	- 7,0	15,6	0,1
Ventes au détail ²	7,2	5,1	4,2	6,1	4,5	4,2	5,1
Mises en chantier (en milliers)	25,7	24,7	27,7	42,5	50,3	58,4	50,9

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents, ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ainsi, le cumul du PIB et de ses composantes est calculé sur les six premiers mois de l'année, tandis que celui des indicateurs monétaires est calculé sur les neuf premiers mois. Pour ce qui est des autres indicateurs, il est calculé sur six mois, sauf dans le cas des livraisons manufacturières (8 mois), des ventes au détail (8 mois) et des mises en chantier (9 mois).

2. Taux annuel de croissance (en %).

3. En termes réels (\$ enchaînés 2002).

4. Les taux de croissance trimestriels de l'IPC sont calculés par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente.

5. L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et en services (2002 = 100) est utilisé pour obtenir le revenu personnel disponible réel.

6. En raison de changements majeurs au recensement des manufactures, les données des années 2000 et suivantes ne sont pas comparables avec celles des années antérieures à 2000. Aucun taux de variation pour 2000 ne peut donc être fourni.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

2006	2007	2008	2009	2010	2011 ¹				Indicateurs
					Cumul	T1	T2	T3	
PIB et ses composantes^{2,3}									
1,8	2,1	1,2	- 0,7	2,9	1,5	0,8	- 0,2	..	PIB (au prix du marché)
3,0	4,1	3,1	0,8	3,7	2,1	- 0,4	0,1	..	Consommation
2,1	7,3	0,8	- 4,8	9,0	7,8	1,2	0,5	..	Investissements
- 2,9	10,4	15,2	11,8	8,6	6,6	1,9	1,4	..	administrations publiques
3,1	6,8	- 2,0	- 8,5	9,1	8,1	1,0	0,3	..	entreprises
2,9	0,5	2,8	3,4	1,7	1,5	- 0,1	0,6	..	Dépenses publiques courantes en biens et services
2,3	2,1	- 2,3	- 7,5	0,9	- 0,1	- 2,1	- 1,6	..	Exportations
3,1	4,9	0,1	- 6,8	6,3	4,1	- 0,5	0,4	..	Importations
Indicateurs monétaires									
1,7	1,6	2,1	0,6	1,2	3,1	2,5	3,2	3,4	IPC (2002 = 100) ^{2,4}
4,0	4,2	2,4	0,4	0,6	0,9	1,0	1,0	0,9	Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)
88,2	93,0	93,8	87,6	97,1	102,6	101,4	103,4	102,1	Taux de change (huard en cents américains)
Autres indicateurs									
Revenu personnel disponible ²									
4,6	5,9	5,1	1,4	4,2	2,2	0,7	- 0,4	..	nominal
3,4	4,6	3,6	0,9	3,2	0,4	- 0,5	- 0,5	..	réel ⁵
2,7	3,0	3,4	3,9	3,5	2,3	2,7	2,0	..	Taux d'épargne (%)
4,3	- 1,2	2,2	- 14,1	4,6	4,3	4,2	- 1,2	..	Livraisons manufacturières ^{2,6}
11,2	- 6,8	- 2,5	- 16,4	17,1	10,4	3,0	- 0,8	..	Bénéfices des sociétés avant impôt ²
4,9	4,5	4,9	- 1,1	6,3	1,8	- 0,9	0,2	..	Ventes au détail ²
47,9	48,6	47,9	43,4	51,4	46,5	47,3	47,9	..	Mises en chantier (en milliers)

Annexe H

Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 1999 à 2011

Indicateurs	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi								
Population active ²	1	1,3	1,5	3,5	2,1	0,8	0,5	0,9
Taux d'activité (%)	62,8	63,1	63,5	65,2	66	65,8	65,5	65,4
Personnes en emploi ²	2,1	2,3	1,1	3,6	1,5	1,5	0,8	1,1
Taux d'emploi (%)	56,9	57,8	57,9	59,5	59,9	60,2	60,1	60,1
Taux de chômage (%)	9,3	8,5	8,8	8,7	9,2	8,5	8,3	8,1
Heures travaillées et rémunération								
Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³								
employés rémunérés à l'heure	30,6	30,5	30,0	29,8	30,0	29,9	29,8	29,7
employés à salaire fixe	36,8	37,1	37,5	37,2	37,0	37,1	37,2	36,9
Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,4} (RHbM)								
nominale	0,7	1,6	1,2	2,7	2,6	2,4	3,6	1,6
réelle ⁵	- 0,9	- 0,8	- 1,1	0,7	0,1	0,5	1,3	- 0,1
Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)								
nominale	- 0,3	2,1	1,1	3,1	2,7	2,9	2,7	2,2
réelle ⁵	- 1,8	- 0,3	- 1,2	1,0	0,2	1,0	0,4	0,5

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents; ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Par ailleurs, le cumul des variables d'emploi est calculé sur les neuf premiers mois de l'année (données désaisonnalisées) et celui des heures travaillées et de la rémunération, sur les huit premiers mois (données non désaisonnalisées).
2. Taux annuel de croissance (en %).
3. Pour les employés et excluant le temps supplémentaire.
4. Pour l'ensemble des salariés et excluant le temps supplémentaire.
5. L'indice implicite des prix à la consommation (2002 = 100) est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne réelle et la rémunération horaire moyenne réelle.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada (*Enquête sur la population active* pour l'emploi et *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* pour les heures travaillées et la rémunération).

2007	2008	2009	2010	2011 ¹				Indicateurs
				Cumul	T1	T2	T3	
								Emploi
1,5	1,2	0,5	1,2	1,0	0,4	0,1	- 0,2	Population active ²
65,7	65,8	65,3	65,4	65,3	65,5	65,4	65,1	Taux d'activité (%)
2,4	1,2	-0,8	1,7	1,5	0,4	0,3	0,1	Personnes en emploi ²
60,9	61	59,8	60,2	60,4	60,4	60,4	60,3	Taux d'emploi (%)
7,2	7,2	8,5	8	7,6	7,8	7,6	7,4	Taux de chômage (%)
								Heures travaillées et rémunération
								Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³
29,3	29,2	29,4	29,5	29,5	29,4	29,4	..	employés rémunérés à l'heure
36,7	36,8	36,5	36,4	36,4	36,4	36,3	..	employés à salaire fixe
								Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,4} (RHbM)
4,4	2,0	1,9	2,8	2,5	0,3	0,0	..	nominale
2,8	- 0,1	1,3	1,5	- 0,5	- 1,0	- 1,2	..	réelle ⁵
								Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)
5,3	2,6	2,9	2,8	1,9	0,8	0,1	..	nominale
3,7	0,4	2,3	1,5	- 1,1	- 0,6	- 1,1	..	réelle ⁵

Annexe I

Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2011 et 2012

Indicateurs	BRC (Septembre)		CBC (Été)		Desjardins (Octobre)		BMO (Octobre)	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
PIB et ses composantes¹								
PIB (au prix du marché)	1,7	2,1	1,5	1,8	1,7	1,7	2,1	1,7
Consommation	..	..	1,6	2,0	1,8	1,8	..	..
Investissements	..	..	5,6	-1,2	..	..	..	..
administrations publiques	..	..	3,8	-9,1	..	..	..	..
entreprises	..	..	6,2	1,2	10,3	4,6	..	..
Dépenses publiques courantes en								
biens et services	..	..	1,5	1,9	2,4	1,6	..	..
Exportations	..	..	1,4	5,9	-0,3	1,5	..	..
Importations	..	..	4,2	4,1	3,0	1,4	..	..
Indicateurs monétaires								
IPC (1992 = 100) ²	2,7	2,0	3,0	2,3	3,0	2,2	3,2	2,4
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	1,1	2,2	0,9	1,2	0,9	1,0	0,9	0,8
Taux de change (huard en cents américains)	101,0	95,0	97,5	97,2	99,0	98,0	99,5	105,3
Indicateurs du marché du travail								
Emploi ²	1,6	1,3	1,3	1,1	1,3	0,8	1,3	0,6
Taux de chômage (%)	7,6	7,5	7,6	7,5	7,7	7,3	7,5	7,6
Rémunération hebdomadaire moyenne ² (RHbM)	..	..	2,3	2,4	2,9	4,1	..	..
Autres indicateurs								
Revenu personnel disponible ¹	..	..	2,0	2,2	1,8	2,5	..	..
Livraison manufacturière	..	..	..	..	..	..	..	..
Bénéfices des sociétés avant impôt ²	..	..	14,0	7,9	..	..	..	..
Ventes au détail ²	2,8	4,4	1,5	3,9	1,9	2,9	..	..
Mises en chantier (en milliers)	48,0	44,3	47,1	39,0	44,0	41,0	47,5	48,5

1. Taux annuel réel de croissance.

2. Taux annuel de croissance.

BRC : Banque Royale du Canada; CBC : Conference Board du Canada; Desjardins : Mouvement des caisses Desjardins du Québec.

BMO : Banque de Montréal Groupe financier.

Annexe J

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, de 1986 à 2011, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur (en %)

Années	Types de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
1986	nominale	3,3	4,1	3,5	5,8	4,2	3,5	3,8	4,0	3,7	
	réelle	-1,4	-0,7	-1,2	1,0	-0,6	-1,2	-1,0	-0,8	-1,0	
1987	nominale	4,0	4,0	3,1	5,0	4,2	3,6	3,7	3,9	3,9	
	réelle	-0,3	-0,3	-1,2	0,7	-0,1	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4	
1988	nominale	4,8	4,7	4,5	4,1	4,5	3,2	3,9	4,4	4,6	
	réelle	1,1	1,0	0,8	0,4	0,8	-0,5	0,2	0,7	0,9	
1989	nominale	4,1	4,3	4,0	5,2	4,4	4,9	4,6	4,4	4,2	
	réelle	-0,2	0,0	-0,3	0,9	0,1	0,6	0,3	0,1	-0,1	
1990	nominale	6,9	4,9	5,6	5,3	5,3	4,7	5,1	5,0	5,9	
	réelle	2,5	0,6	1,2	1,0	1,0	0,4	0,8	0,7	1,5	
1991	nominale	7,3	4,9	4,8	0,9	4,7	1,6	3,1	4,2	5,9	
	réelle	0,0	-2,2	-2,3	-6,0	-2,4	-5,3	-3,9	-2,9	-1,3	
1992	nominale	2,5	3,9	3,9	1,5	2,8	3,0	3,2	3,6	3,0	
	réelle	0,6	2,0	2,0	-0,4	0,9	1,1	1,3	1,7	1,1	
1993	nominale	1,0	1,4	0,4	0,8	0,8	0,8	0,7	1,2	1,1	
	réelle	-0,3	0,1	-0,9	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,1	-0,2	
1994	nominale	0,0	1,3	0,3	0,0	- 0,2	0,5	0,2	0,9	0,4	
	réelle	1,3	2,6	1,6	1,3	1,1	1,8	1,5	2,2	1,7	
1995	nominale	0,0	1,5	0,0	- 0,1	1,8	0,2	0,7	1,2	0,6	
	réelle	-1,7	-0,2	-1,7	-1,8	0,1	-1,5	-1,0	-0,5	-1,1	
1996	nominale	0,2	1,6	0,6	0,4	1,9	0,1	0,8	1,3	0,7	
	réelle	-1,4	0,0	-1,0	-1,2	0,3	-1,5	-0,8	-0,3	-0,9	
1997	nominale	1,1	2,1	0,3	0,5	2,9	2,2	1,8	2,0	1,4	
	réelle	-0,4	0,6	-1,2	-1,0	1,4	0,7	0,3	0,5	-0,1	
1998	nominale	1,1	1,4	1,6	1,3	1,1	1,4	1,3	1,4	1,2	
	réelle	-0,3	0,0	0,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2	
1999	nominale	2,2	2,1	1,6	1,9	1,5	2,1	1,8	2,0	2,1	
	réelle	0,7	0,6	0,1	0,4	0,0	0,6	0,3	0,5	0,6	

Annexe J

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, de 1986 à 2011, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur (en %)

Années	Types de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
2000	nominale	2,8	2,2	2,7	2,9	1,5	3,2	2,5	2,3	2,6	
	réelle	0,3	-0,3	0,2	0,4	-1,0	0,7	0,0	-0,2	0,1	
2001	nominale	2,8	3,1	2,7	2,8	2,4	3,0	2,8	3,0	2,9	
	réelle	0,5	0,8	0,4	0,5	0,1	0,7	0,5	0,7	0,6	
2002	nominale	2,5 ^{2,3}	2,6	2,9	2,3	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6	
	réelle	0,5	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	
2003	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,8	1,6	0,8	3,2	2,2	2,4	2,2	
	réelle	-0,5	0,0	0,3	-0,9	-1,7	0,7	-0,3	-0,1	-0,3	
2004	nominale	0,0 ^{2,3}	1,9	1,9	3,8	2,2	2,4	2,4	2,0	0,9	
	réelle	-2,0	-0,1	-0,1	1,8	0,2	0,4	0,4	0,0	-1,1	
2005	nominale	0,0 ^{2,3}	2,4	1,9	1,4	2,4	2,5	2,2	2,4	1,1	
	réelle	-2,2	0,1	-0,4	-0,9	0,1	0,2	-0,1	0,1	-1,2	
2006	nominale	2,0 ^{2,3}	2,7	2,2	3,0	2,5	2,6	2,5	2,6	2,3	
	réelle	0,3	1,0	0,5	1,3	0,8	0,9	0,8	0,9	0,6	
2007	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,3	3,1	1,0	2,9 ⁴	2,0	2,4	2,2	
	réelle	0,4	0,9	0,7	1,5	-0,6	1,3	0,4	0,8	0,6	
2008	nominale	2,0 ²	2,6	2,1	2,9	2,0	1,7	2,1	2,4	2,2	
	réelle	-0,1	0,5	0,0	0,8	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,1	
2009	nominale	2,0 ²	2,5	2,3	2,3	2,1	1,5	2,0 ⁴	2,4	2,2	
	réelle	1,4	1,9	1,7	1,7	1,5	0,9	1,4	1,8	1,6	
2010	nominale	0,5 ²	2,4	2,6	2,3	2,5	1,6 ⁵	2,2	2,3	1,3	
	réelle	-0,7	1,2	1,4	1,1	1,3	0,4	1,0	1,1	0,1	
2011 ⁶	nominale	0,8 ²	2,4	2,1	2,0 ⁴	2,6 ⁴	1,8 ⁵	2,1	2,3	1,5	
	réelle	-2,0	-0,5	-0,8	-0,9	-0,3	-1,1	-0,8	-0,6	-1,4	
2012 ⁶	nominale	1,0 ^{2,7}	2,4	2,1 ⁴	2,0 ⁴	1,4 ⁴	2,6 ⁴	1,9 ⁴	2,3	1,5	

1. Les taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements sont : 4,0 %, 5,1 %, 6,0 % et 2,0 % pour 1989, 1990, 1991 et 1992 respectivement.
2. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu pour les années 2002 à 2009 est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour 2010 à 2012, le nombre de salaire est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011.
3. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.
4. Ce résultat est basé sur un nombre limité de salariés.
5. Le taux de croissance salariale a été calculé à partir de trois sources : le site web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada en date du 2 novembre 2011, l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2011* de l'ISQ et la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec.
6. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2011 (données préliminaires).
7. À partir de 2012, les augmentations dans l'administration québécoise sont constituées de paramètres fixes et variables. La croissance nominale a été calculée à partir seulement du paramètre fixe.

Annexe K

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, au Québec, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2011 (en %)

Années	Types de croissance	Administration québécoise	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
1986	Gel ou baisse	0,0	6,9	3,4	0,0	4,3	1,1	2,6	5,4	3,1	
	> 0 et < IPC	99,7	54,6	93,2	78,4	63,9	94,3	84,3	65,0	79,7	
	≥ IPC	0,3	38,5	3,4	21,6	31,9	4,6	13,1	29,6	17,2	
1987	Gel ou baisse	4,6	5,8	33,1	0,0	0,4	0,3	8,6	6,8	5,7	
	> 0 et < IPC	62,0	60,4	38,6	0,0	79,1	70,1	60,9	60,6	61,3	
	≥ IPC	33,4	33,7	28,3	100,0	20,5	29,6	30,5	32,6	33,0	
1988	Gel ou baisse	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	23,8	10,2	7,5	3,7	
	> 0 et < IPC	0,0	20,6	13,2	0,0	3,6	37,5	20,1	20,4	10,2	
	≥ IPC	100,0	73,5	86,8	100,0	96,4	38,8	69,7	72,1	86,1	
1989	Gel ou baisse	0,0	6,1	1,1	0,0	3,4	1,4	1,9	4,6	2,3	
	> 0 et < IPC	100,0	28,9	92,6	0,0	29,3	9,2	35,6	31,2	63,5	
	≥ IPC	0,0	65,1	6,3	100,0	67,3	89,4	62,5	64,2	34,2	
1990	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,7	
	> 0 et < IPC	0,0	22,7	13,7	0,0	7,6	14,7	11,7	18,7	9,4	
	≥ IPC	100,0	75,0	86,3	100,0	92,4	85,3	88,3	79,8	89,9	
1991	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,3	10,1	0,0	59,8	25,1	10,7	5,2	
	< 0 et > IPC	100,0	94,0	98,3	89,9	95,0	39,7	72,9	86,2	70,3	
	≥ IPC	0,0	3,7	1,3	0,0	5,1	0,5	2,0	3,1	24,3	
1992	Gel ou baisse	0,0	7,9	0,6	15,1	22,6	3,0	9,1	8,4	4,2	
	> 0 et < IPC	0,0	7,6	2,3	20,6	0,4	0,0	1,9	5,5	3,0	
	≥ IPC	100,0	84,4	97,1	64,3	77,0	97,0	89,0	86,1	92,9	
1993	Gel ou baisse	0,0 ³	43,9	77,4	23,6	67,3	72,5	68,9	53,4	24,4	
	> 0 et < IPC	99,7	6,6	12,5	76,4	4,8	0,0	8,6	7,4	57,6	
	≥ IPC	0,3	49,5	10,1	0,0	27,9	27,5	22,5	39,2	18,0	
1994	Gel ou baisse	100,0	39,1	80,5	100,0	84,1	81,9	83,2	53,3	79,6	
	augmentation	0,0	60,9	19,5	0,0	15,9	18,1	16,8	44,7	20,4	
1995	Gel ou baisse	100,0	37,5	93,5	100,0	34,8	92,3	71,9	48,9	76,2	
	> 0 et < IPC	0,0	17,3	3,5	0,0	4,0	0,9	2,6	12,4	5,8	
	≥ IPC	0,0	45,2	3,0	0,0	61,2	6,9	25,6	38,7	18,0	
1996	Gel ou baisse	77,3	33,9	47,0	55,8	14,9	92,3	56,5	42,3	62,3	
	> 0 et < IPC	22,7	15,1	48,2	44,2	38,6	0,9	24,7	18,7	21,0	
	≥ IPC	0,0	51,0	4,9	0,0	46,5	6,8	18,8	39,1	16,7	
1997	Gel ou baisse	3,1	14,3	42,3	50,5	8,7	19,4	23,9	17,5	8,6	
	> 0 et < IPC	96,9	15,8	48,5	46,8	45,2	0,0	35,5	22,4	68,5	
	≥ IPC	0,0	69,9	9,2	2,7	46,1	80,6	40,5	60,1	22,9	
1998	Gel ou baisse	0,0	31,9	8,0	20,7	40,7	21,6	24,8	29,3	15,5	
	> 0 et < IPC	99,1	9,0	38,5	12,8	12,9	40,4	28,3	16,1	55,3	
	≥ IPC	0,9	59,1	53,5	66,5	46,4	38,0	46,9	54,6	29,2	
1999	Gel ou baisse	0,3	9,9	1,9	11,5	23,0	2,3	10,6	10,2	4,5	
	> 0 et < IPC	0,2	9,5	4,8	7,7	10,9	0,0	5,9	8,2	3,6	
	≥ IPC	99,5	80,5	93,3	80,8	66,1	97,7	83,5	81,6	91,9	

Annexe K

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, au Québec, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2011 (en %)

Années	Types de croissance	Administration québécoise	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
2000	Gel ou baisse	0,0	7,4	0,0	1,4	31,5	1,9	10,9	8,7	3,9	
	> 0 et < IPC	10,5	59,4	16,5	4,1	46,3	25,8	27,8	48,3	27,2	
	≥ IPC	89,5	33,1	83,5	94,5	22,2	72,4	61,2	43,1	68,9	
2001	Gel ou baisse	0,2	4,6	0,0	0,0	1,2	0,7	0,5	3,3	1,6	
	> 0 et < IPC	0,0	33,9	11,5	4,1	55,6	6,0	19,3	29,3	13,2	
	≥ IPC	99,8	61,4	88,5	95,9	43,2	93,3	80,1	67,4	85,1	
2002	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,6	2,7	0,6	0,9	4,7	2,1	
	> 0 et < IPC	0,0	17,0	4,8	25,7	7,2	3,8	6,7	14,0	6,2	
	≥ IPC	100,0	76,7	95,2	73,7	90,1	95,6	92,4	81,2	91,7	
2003	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,8	0,0	39,3	64,0	0,0	22,5	11,5	5,2	
	> 0 et < IPC	100,0	38,3	33,6	37,8	25,9	4,9	23,0	33,6	70,3	
	≥ IPC	0,0	55,0	66,4	22,9	10,0	95,1	54,5	54,8	24,5	
2004	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	25,5	12,6	33,3	0,3	0,0	7,1	19,9	63,2	
	> 0 et < IPC	0,0	10,6	1,8	10,4	8,6	0,8	4,6	8,8	4,0	
	≥ IPC	0,0	63,9	85,6	56,4	91,1	99,2	88,4	71,3	32,8	
2005	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	13,5	16,2	36,6	0,2	0,0	8,4	11,9	59,9	
	> 0 et < IPC	0,0	23,8	50,9	43,7	23,6	12,3	30,1	25,8	11,7	
	≥ IPC	0,0	62,7	32,9	19,7	76,2	87,7	61,5	62,3	28,3	
2006	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	5,6	0,0	0,0	1,4	0,0	0,6	4,1	1,9	
	> 0 et < IPC	0,0	7,7	19,2	0,8	12,9	0,0	10,1	8,4	3,9	
	≥ IPC	100,0	86,7	80,8	99,2	85,7	100,0	89,3	87,5	94,3	
2007	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,2	0,0	0,0	53,5	0,0 ⁶	20,5	10,6	5,0	
	> 0 et < IPC	0,0	4,7	5,9	0,0	0,4	0,0	1,7	3,8	1,8	
	≥ IPC	100,0	89,0	94,1	100,0	46,1	100,0	77,9	85,6	93,3	
2008	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,5	0,9	0,0	4,5	0,0	1,8	5,6	2,7	
	> 0 et < IPC	100,0	20,1	83,9	36,5	77,4	82,4	75,4	38,3	70,8	
	≥ IPC	0,0	72,4	15,2	63,5	18,1	17,6	22,7	56,1	26,5	
2009	Gel ou baisse	0,0 ⁴	6,9	0,6	11,3	0,5	0,0	1,5 ⁶	5,1	2,4	
	> 0 et ≤ IPC	0,0	0,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,6	0,3	
	≥ IPC	100,0	92,2	99,4	88,7	99,0	100,0	98,3	94,2	97,3	
2010 ⁷	Gel ou baisse	0,0 ⁴	6,4 ⁶	0,0	0,0	0,0	0,0 ⁸	0,0	4,3	1,9	
	> 0 et ≤ IPC	100,0	3,5	4,8	12,7	6,3	0,0	4,4	3,8	56,5	
	≥ IPC	0,0	90,1	95,2	87,3	93,7	100,0	95,6	91,9	41,5	
2011 ⁷	Gel ou baisse	0,0 ⁴	3,2 ⁶	0,0	0,0 ⁶	0,0 ⁶	0,0 ⁸	0,0	2,5	1,1	
	> 0 et ≤ IPC	100,0	72,4	100,0	93,6	57,7	98,8	87,7	75,8	89,0	
	≥ IPC	0,0	24,3	0,0	6,4	42,3	1,2	12,3	21,7	9,8	

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

2. Les données de l'administration québécoise incluses dans la moyenne comprennent, s'il y a lieu, des rajustements liés aux relativités salariales (années 1989 à 1992).

3. Ce résultat est un arrondissement d'une proportion inférieure à 0,05 %.

4. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu pour les années 2002 à 2009 est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour 2010 à 2012, le nombre de salariés est stable à partir de ceux couverts par les nouvelles conventions signées en 2011.

5. Le taux d'augmentation ne prend pas en compte tous les rajustements dont aurait pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

6. Ce résultat prend en compte un nombre limité de salariés.

7. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2011 (données préliminaires).

8. Le taux de croissance salariale a été calculé à partir de trois sources : le site web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada en date du 2 novembre 2011, l'*Enquête sur le rémunération globale au Québec. Collecte 2011* de l'ISQ et la banque de conventions collectives du ministère du Travail du Québec.

Annexe L

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, de 1986 à 2011, indicateur des gains (en %)

Années	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
		Privé	« Autre public »						
			Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
1986	..	4,4	3,3	27,3	4,3	3,8	3,8	3,8	4,2
1987	4,0	3,9	4,9	4,3	4,4	3,7	4,3	4,3	4,0
1988	4,0	4,3	4,1	5,5	4,3	4,0	4,2	4,2	4,3
1989	6,0	4,7	4,5	..	4,7	4,5	4,6	4,6	5,2
1990	5,3	5,0	5,0	4,6	5,1	7,3	5,1	5,1	5,2
1991	1,6	4,3	2,5	4,8	3,2	1,7	2,2	2,2	2,0
1992	2,2	2,4	2,5	1,9	2,8	3,3	2,9	2,9	2,3
1993	0,4	0,6	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,2	0,4
1994	..	1,2	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,3	0,7
1995	0,3	2,0	0,1	0,3	1,7	1,8	1,6	1,9	0,6
1996	0,3	1,8	0,6	0,1	2,1	1,4	1,3	1,7	1,0
1997	0,4	2,1	0,5	0,4	2,2	2,0	1,7	2,0	1,9
1998	..	1,8	2,0	0,9	0,8	2,4	1,8	1,8	1,8
1999	4,2 ²	2,4	2,0	0,7	2,0	3,9	2,8	2,5	2,5
2000	2,3	2,6	2,1	2,9	2,1	1,9	2,0	2,3	2,3
2001	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	3,5	3,2	3,0	3,0
2002	2,3	2,6	4,0	2,3	2,3	2,6	3,3	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,5	3,1	2,2	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,2	2,4	5,6	1,6	3,1	3,7	2,4	2,4
2005	1,5	2,4	1,9	2,2	2,7	2,7	2,6	2,4	2,4
2006 ³	0,8	2,1	1,6	3,0	2,8	2,5	2,6	2,2	1,0
2007	... ⁴	2,7	2,2	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,8	2,8
2008	... ⁴	2,9	2,1	3,6	1,8	2,3	2,1	2,6	2,6
2009	... ⁴	1,9	2,4	2,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9
2010	.. ⁴	2,3	2,9	2,4	2,0	2,3	2,3	2,3	2,3
2011 ⁵	.. ⁶	2,4	0,9	2,2	2,4	..	2,1	2,4	..

1. Le taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte les divers rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur.

5. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2011 et prennent en compte un nombre de conventions collectives et/ou un effectif limités.

6. Les conventions de l'administration québécoise durent cinq ans et tiennent compte de paramètres fixes et de paramètres variables en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Le ministère n'a inclus dans la banque que les taux d'augmentation accordés durant les deux premières années de la convention. Pour les années 2012, 2013 et 2014, les taux d'augmentation sont connus qu'à la suite de la prise des paramètres d'augmentation liés à la croissance économique. Ainsi, le taux d'augmentation calculé pour l'ensemble de la convention ne reflète pas ce qui a été accordé dans ce secteur. Pour cette raison, l'Institut ne présente pas ce résultat dans le rapport.

Annexe M

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, de 1986 à 2011, indicateur des taux (en %)

Années	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
		Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »		
			Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	..	4,2	3,3	20,9	4,3	3,7	3,7	4,0	4,0
1987	4,1	4,0	4,6	4,4	4,4	3,8	4,2	4,1	4,1
1988	4,0	4,5	4,0	5,1	4,4	3,9	4,2	4,4	4,3
1989	6,4	4,6	4,5	..	4,8	4,4	4,5	4,6	5,3
1990	5,7	4,9	5,2	4,1	4,9	6,6	5,0	5,0	5,4
1991	2,4	4,3	2,4	4,3	3,1	2,0	2,3	3,2	2,6
1992	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	3,2	2,9	2,6	2,3
1993	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,0	0,2	0,5	0,4
1994	..	1,3	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,8	0,8
1995	0,5	1,6	0,7	0,1	1,4	3,7	1,0	1,5	1,3
1996	0,5	1,7	0,7	0,1	1,4	0,8	0,9	1,6	1,4
1997	0,5	2,1	0,7	0,8	1,4	1,9	1,3	1,9	1,9
1998	..	2,0	1,9	0,9	0,9	2,3	1,7	1,9	1,9
1999	3,5 ²	2,4	2,1	0,9	2,0	3,7	2,8	2,4	2,5
2000	2,5	2,6	2,3	2,8	2,3	2,1	2,2	2,4	2,5
2001	2,8	2,9	2,3	2,5	2,5	3,3	3,1	2,9	2,9
2002	2,3	2,6	3,7	2,2	2,5	2,7	3,2	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,8	3,0	2,3	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,5	2,3	5,4	1,9	3,0	3,6	2,7	2,5
2005	1,7	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,4
2006 ³	1,2	2,1	1,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,2	1,3
2007	... ⁴	2,7	2,3	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,7	2,7
2008	... ⁴	2,8	2,1	3,4	2,0	2,3	2,2	2,5	2,5
2009	... ⁴	2,0	2,5	3,3	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9
2010	.. ⁴	2,4	2,7	2,6	2,1	2,3	2,3	2,4	2,4
2011 ⁵	.. ⁶	2,4	0,9	2,3	2,3	..	2,0	2,3	..

1. Le taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public* (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte les divers rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur.

5. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2011 et prennent en compte un nombre de conventions collectives et/ou un effectif limités.

6. Les conventions de l'administration québécoise durent cinq ans et tiennent compte de paramètres fixes et de paramètres variables en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Le ministère n'a inclus dans la banque que les taux d'augmentation accordés durant les deux premières années de la convention. Pour les années 2012, 2013 et 2014, les taux d'augmentation sont connus qu'à la suite de la prise des paramètres d'augmentation liés à la croissance économique. Ainsi, le taux d'augmentation calculé pour l'ensemble de la convention ne reflète pas ce qui a été accordé dans ce secteur. Pour cette raison, l'Institut ne présente pas ce résultat dans le rapport.

« L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain

Ce rapport présente les constats de l'ISQ sur la rémunération des salariés. Il contient les résultats détaillés de la comparaison des salaires, des avantages sociaux et de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois œuvrant dans les entreprises de 200 employés et plus. La comparaison est aussi effectuée avec différents secteurs du marché du travail : privé et « autre public » ainsi que les sous-secteurs de ce dernier (administrations municipale et fédérale, « entreprises publiques » et universitaire). Le point est également fait sur l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale de 2010 à 2011 ainsi que sur l'évolution des écarts salariaux sur une plus longue période, soit de 2007 à 2011.

Par ailleurs, le rapport contient les résultats relatifs aux tendances salariales pour l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Il s'agit de la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales, ainsi que des perspectives salariales de l'Institut pour 2011 et 2012. En toile de fond, les principaux indicateurs de l'environnement économique et du marché du travail sont fournis.

Avec l'information diffusée dans le cadre de ce rapport, les décideurs du Québec sont assurés de pouvoir compter sur des données facilitant leur prise de décision en matière de rémunération.

